

A

0002180982



UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY

y of California
rn Regional
y Facility



THE LIBRARY
OF
THE UNIVERSITY
OF CALIFORNIA
LOS ANGELES



RECHERCHES

ET

CONSIDERATIONS

SUR

LES FINANCES

DE FRANCE.

TOME SECONDE.

WELLS & COMPANY

NEW YORK

1887

THE PUBLISHERS

OF THE

NEW YORK

RECHERCHES
ET
CONSIDÉRATIONS
SUR
LES FINANCES
DE FRANCE,
Depuis 1595 jusqu'en 1721.

TOME SECOND.



A LIEGE.

M. DCC. LVIII

RECEIPTS

7

CONTRIBUTIONS

1877

THE MINISTERS

OF THE

CHURCH OF ENGLAND

IN THE



A FEE

FOR THE

MINISTERS



MS
1080
F74
V.2

RECHERCHES
ET CONSIDERATIONS
SUR
LES FINANCES
DE FRANCE,
Depuis 1595 jusqu'en 1721.

ANNÉE 1628.

LES Etats de Bretagne en accordant un subside de fix cent mille livres, supplient S. M. de n'accorder aucune espèce d'exclusif aux intéressés de la Compagnie de Morbihan, & que les défenses ou interdictions de Commerce qui pourroient survenir y fussent observées, ainsi que dans les autres Ports.

Cette requête avoit pour objet une
Tome II. A

très-mauvaise opération du Cardinal , qui sous prétexte d'empêcher les Négocians de s'exposer au danger des Corsaires & des ennemis , jusqu'à ce que sa flotte fût en état de les protéger , avoit interdit tout commerce extérieur par vaisseaux amis ou ennemis , sans permissions particulieres.

Ces sortes de permissions sont toujours une injustice générale ; mais le plus grand mal étoit l'interdiction en elle-même. Le Commerçant ne fait-il pas ce qu'il est de son intérêt de faire ou de ne pas faire ? Les profits ne sont-ils pas toujours réglés sur les risques ? Avoit-on compté dans la caisse des Négocians pour connoître ce qu'ils étoient en état de risquer ? Je ne doute pas un instant que les intéressés de la Compagnie de Morbihan n'eussent ouvert ce fatal avis , & que le Ministre trop aveugle sur un établissement qu'il avoit formé , ne s'y fût prêté pour le favoriser. Nous n'avions point de Marine pour laquelle il fallût réserver nos matelots ; enfin si l'intérêt seul du Négociant eût été le motif de cette démarche , on n'eût pas compris les vaisseaux neutres dans cette interdiction.

Il eut presque en même tems une preuve bien sensible de ce qu'un Etat est

en droit d'attendre des Monopoleurs. Guillaume Caën & ses associés, auxquels le privilege exclusif du Canada avoit été précédemment accordé, étoient obligés d'y transporter sur leurs vaisseaux pour trente-six francs tous ceux qui le demanderoient. En sept années ils n'avoient passé que quarante hommes, aucune espece de culture n'avoit été poussée, & la Compagnie se contentoit d'un Commerce relatif à ses capitaux avec les Sauvages, & d'entretenir dans un de ses forts une si petite garnison qu'elle n'étoit pas état de résister à aucune attaque.

Cet exemple ne guérit point de la maladie du monopole. Une nouvelle Compagnie de cent associés, avec un fonds de trois cent mille livres, en fut revêtue pour quinze ans : elle s'obligea de faire passer dans l'année 1628, trois cent hommes de tous métiers, & dans les quinze années suivantes jusqu'au nombre de quatre mille personnes ; de loger, nourrir & entretenir de toutes choses nécessaires à la vie les nouveaux habitans pendant trois années ; au bout desquelles la Compagnie seroit déchargée de leur subsistance en leur distribuant une quantité suffisante de terres

défrichées, avec le bled nécessaire pour les ensemercer la première fois.

Jusques-là on ne peut blâmer absolument ce Traité dans les circonstances où étoit l'Etat ; mais le coup funeste ce fut d'accorder à perpétuité aux associés la traite exclusive du Castor & des Pelleteries. Le reste du Commerce, qui pouvoit être fait par terre ou par mer, ne fut accordé que pour quinze ans : & la pêche des baleines, des morues & autres poissons fut déclarée libre à tous les sujets dès le même moment.

Quelle inconséquence dans les auteurs de ce Règlement ! La liberté de la pêche n'étoit réservée qu'afin d'étendre parmi nous cette branche de Commerce autant que chez les Anglois & les Hollandois s'il étoit possible. Ne prévit-on pas que ces peuples feroient aussi la traite du Castor & des Pelleteries ? Les mêmes effets ne devoient-ils pas résulter du même principe ?

Il fut permis aux habitans de trafiquer avec les Sauvages à condition de revendre les peaux de castor aux Facteurs de la compagnie, qui les payeroient 40 sols pièce, bonnes, loyales & marchandes. Indépendamment des difficultés innombrables qui résultoient de ces termes va-

gues, toujours interprétés à l'avantage du plus fort, il est clair que les Anglois venant à donner aux Sauvages en échange de chaque peau de Castor pour quarante-deux sols de marchandises, nous n'en pouvions traiter qu'à leur refus. Nous avons dans nos eaux-de-vie un avantage assuré, il est vrai, si un principe d'humanité, qui impose silence à la politique, n'interdisoit la vente de cette boisson aux Sauvages, qui en boivent avec excès, & dont elle abrége visiblement les jours. Les Anglois fournissent des taffiats bien plus malfaisans encore aux nations leurs amies, & les ont ainsi dépeuplées insensiblement. Jusqu'à présent nous avons reçu la récompense de notre conduite, puisque le grand nombre des Sauvages nos alliés nous a été utile.

Sa Majesté ne pouvoit d'ailleurs accorder de plus grands encouragemens. Elle faisoit présent à la Compagnie de deux vaisseaux, donnoit des Lettres de noblesse à douze des principaux Directeurs ou Associés, permettoit à tous les Nobles & Ecclésiastiques de s'y intéresser sans déroger à leurs privilèges, exemptoit de droits de sortie toutes les Manufactures de France qui seroient

portées au Canada. Mais une dernière faveur, dont il est mal-aisé de pénétrer les motifs, c'étoit l'entrée franche de toutes les Manufactures qui y seroient établies. Vouloit-on fonder un nouvel Empire indépendant, dans le nord de l'Amérique ? N'avions-nous point de pauvres à occuper dans la Métropole ? N'eût-il pas été plus heureux d'être manufacturier à la nouvelle France que dans l'ancienne ; assiégés de Receveurs des traites, des péages de lettres de Maîtrises, de frais de marques.

Le siège de la Rochelle duroit toujours ; & plus les dépenses augmentoient, plus l'argent sembloit difficile à trouver. Les Cours souveraines monstroient une répugnance très-grande à vérifier de nouveaux Edits burfaux, parce que le peuple, désespéré de sa misère, ne pouvoit plus en supporter le fardeau. Les partisans fermoient leurs bourses à l'ordinaire, afin de se faire mieux valoir. Les Rebelles & l'Angleterre avoient bien compté sur l'impuissance où le Roi se trouveroit de soutenir tant de dépenses : car la mauvaise administration économique d'un Etat diminué sa considération extérieure, & enhardit ses ennemis, comme elle refroidit

ses alliés. Mais les manieres insinuan-
tes du Marquis d'Effiat, son exactitude &
le bon ordre qu'il avoit établi dans le
manierement des Comptables, ranimerent
tellement la confiance, que le Roi ne
paya pas plus de dix pour cent des avan-
ces qui lui furent faites; quoique jus-
qu'alors on n'eût point encore payé d'in-
térêt en pareilles circonstances au-des-
sous de vingt pour cent. Les charges de
l'Etat furent acquittées comme à l'ordi-
naire, & jamais l'argent ne manqua aux
armées de terre & de mer. Il ne fit en
cette année nulle aliénation; car les cent
mille liv. de rentes qui furent créées sur
l'Hôtel-de-Ville furent destinées à ac-
quérir le Duché de Chartres de M. le
Duc de Nemours pour l'apanage de
Monsieur frere du Roi. Le Clergé ac-
corda un don gratuit de trois millions le
17 Juin en faveur du siège de la Rochel-
le. Il est à remarquer que dès-lors il
constituoit des rentes sur lui-même pour
faire le payement de ses dons gratuits.

L'exactitude du Ministre à veiller sur
les recouvremens en renouvelant les
Ordonnances de M. de Sully au sujet des
Comptables, & son économie dans tou-
tes les parties de détail, furent sa plus
grande ressource. Entr'autres expédiens

qu'il employa , il fit faire montre aux troupes tous les huit jours par des Commissaires affidés , & distribuer la paye aux soldats mêmes , sans qu'elle passât par les mains du Capitaine , comme auparavant ; à ce moyen chaque semaine on étoit assuré du nombre d'hommes effectifs , connoissance de la plus grande importance & nouvelle dans les armées de France : on remarqua que l'armée du siège de la Rochelle , quoique plus forte effectivement que celle du siège de Montauban , avoit coûté les deux tiers de moins.

Vers ce tems à peu près prit naissance un droit , qui depuis a formé une des branches considérables du produit des Fermes. La plante , à laquelle l'usage semble avoir fixé le nom de Tabac , fut apportée en France dès le regne de François II par Jean Nicot , Ambassadeur de France auprès de Sébastien Roi de Portugal : insensiblement sa vertu fut connue & séduisit ; il en entroit assez considérablement dans le Royaume en 1629 , pour attirer l'attention du Gouvernement ; une Déclaration du mois de Décembre soumit le Petun , car alors il s'appelloit ainsi , à payer trente sols par livre de droits à son entrée dans le

Royaume : mais , pour favoriser l'établissement & l'accroissement des Colonies , tout le tabac provenant du cru des Isles & Colonies Françoises étoit exempt de droits. Ce Règlement digne du grand Colbert fut détruit par lui. Nous aurons occasion d'en parler à son époque.

ANNÉES 1629, 1630, 1631.

Le droit d'annuel fut encore prolongé pour neuf ans : mais l'opération qui se fit en Languedoc excita de justes plaintes , parce qu'elle étoit violente autant qu'onéreuse. Le Cardinal , mécontent de cette Province , y fit créer vingt-deux bureaux d'Élection ; Offices inutiles & inconnus jusqu'alors dans ce pays. Le payement de leurs gages & taxations formoit une aliénation perpétuelle de deux cent vingt mille liv. de rente sur le plus clair produit de la Taille , & dont il falloit toujours à la longue réimposer le montant sur le peuple en augmentation. Cette imposition parut très-dure aux Etats , sans compter les exactions & les embarras qu'enfanteroit cette armée d'Officiers. Ils reclamoient

encore leurs privilèges ; & s'étant déterminés à n'y point consentir , ils furent suspendus.

Les Etats de Provence racheterent par un subside de quinze cent mille livres payables en quatre années une création d'Offices divers ; délibération très-sage & dans les principes de la bonne Finance.

Les levées pour le compte du Roi n'étoient pas les seules charges du peuple. Sous prétexte de réparations & dépenses communes , il se percevoit de tous côtés d'assez grandes sommes dont les pauvres payoient à l'ordinaire la plus grande partie. Un Edit y pourvut , & défendit d'enregistrer aucunes Lettres d'affiettes sur les Communautés , ailleurs que dans la Chancellerie , lorsqu'elles excédroient cent cinquante livres , même en plusieurs levées par an ; afin de mieux veiller sur les autres il étoit ordonné que les Lettres seroient aussi enregistrées au contrôle général. Ordonnant Sa Majesté qu'aucune levée de cette espece ne puisse être obtenue ni demandée qu'il n'apparoisse du consentement de la communauté en corps , par acte pardevant le Juge Royal le plus voisin , qui fera

obligé de s'y transporter , sans pouvoir prétendre plus de six livres pour ses frais, & le Greffier trois livres.

Les dépenses faites à la descente de l'Isle de Rhé, & à la Citadelle de Saint Martin, & les accidens extraordinaires que la guerre occasionne toujours , avoient dérangé les projets de dépense. Le Sur-intendant, dont la maxime étoit de payer exactement les Fournisseurs pour en obtenir meilleur marché , se détermina suivant l'occasion à quelques constitutions de rentes. En 1630 il constitua sur les Aides cinquante mille livres de rente au denier quatorze , en 1631 sur le même revenu cent mille livres , & dans la même année une seconde fois cent cinquante mille livres pour payer quatre quartiers de rentes retardés sur les Gabelles.

ANNÉE 1632.

La France en 1632 fit une véritable perte dans le Maréchal d'Effiat, qui réunissait aux vertus guerrières & à l'art des négociations des vûes droites sur l'administration intérieure. Il trouva une grande partie des revenus publics aliénés par charges ou autrement ; les années pen-

dant lesquelles la Sur-intendance lui fut confiée, furent si agitées & si coûteuses à l'Etat, que ce fut une grande habileté de faire face à tout sans accroître le désordre. Dans de pareilles circonstances il ne put employer que l'ordre & l'économie, & par leur secours il suspendit du moins les progrès du mal. Il fut soulager les campagnes par préférence à tout, malgré les besoins pressans de la Monarchie, & parvint à procurer dans des tems si difficiles plus de crédit à l'Etat qu'il n'en avoit jamais eu, puisqu'il emprunta pour la première fois à dix pour cent des Financiers accoutumés à recevoir vingt & vingt-cinq pour cent de leurs avances, même à gagner le tiers sur leurs traités. Il laissa quelques dettes contractées sur le crédit des gens d'affaires, & qu'il espéroit liquider à même les revenus dans un tems plus tranquille : car il paroît par sa conduite qu'il évitoit soigneusement les nouvelles aliénations.

La Sur-intendance fut partagée entre les sieurs de Bullion & Bouthillier; mais le premier s'empara des principales fonctions, dans lesquelles il acquit une grande réputation de durété & de richesses.

Les fonctions des Juges de l'Amirauté en Languedoc avoient été jusqu'alors entre les mains du Juge des Traites & des Domaines. On peut juger des avantages dont le Commerce jouissoit dans de pareilles mains. Un Tribunal d'Amirauté fut institué dans cette Province.

Les nouveaux Sur-intendans ne trouverent rien de plus commode que de créer trois cent mille livres de rente sur les Aides pour remplacer les fonds qui leur manquoient.

Les Douaniers de Lyon représentèrent que l'appréciation, sur laquelle se percevoient les droits des marchandises à Lyon, étoit fort au-dessous de leur valeur intrinsèque. Ces droits furent haussés, ce qui excita une grande sédition dans la Ville: l'opération eût été bonne & nécessaire, si elle ne se fût étendue que sur les marchandises étrangères de luxe dont Lyon étoit l'entrepôt; mais des Régisseurs de droits ne font pas ces distinctions. Le Ministère les écouta, parce qu'il n'entendoit pas alors la partie supérieure des Finances, c'est à-dire, la connoissance des sources.

Comme la douane de Lyon intéresse les deux tiers de notre Commerce, ex-

térieur par terre, il n'est point inutile de s'y arrêter.

Le Tarif fut refait. Les deux droits de cinq pour cent & de deux & demi pour cent furent refondus en un seul de cinq pour cent, mais beaucoup plus fort cependant que les deux autres, au moyen de la nouvelle réappréciation des marchandises. Les drogues & épiceries furent soumises en particulier à un droit de deux & demi pour cent, outre l'ancien droit de quatre pour cent pour l'entrée dans le Royaume.

On n'eut garde de rien changer à la contrainte imposée au Commerce; & tous les défauts de l'ancien Tarif subsisterent.

Sur beaucoup d'articles le droit fut réglé par balles, par caisses & autres termes vagues, ce qui a fourni la matière d'une infinité de discussions entre les Marchands & les Commis. Mais ceux-ci sont les maîtres en pareil cas, & interprètent tout à la rigueur.

Quoique l'ancien droit fût fixé par balle ou par caisse, la réappréciation sur plusieurs articles ne laissa pas d'être faite au quintal & à la pièce: sur d'autres la réappréciation n'est point faite sur une somme fixe, mais à proportion; ce qui

oblige à des calculs au-dessus de la portée ordinaire des voituriers.

Il est des marchandises spécifiées si généralement, que dans les qualités approchantes le droit est arbitraire. Souvent la distinction n'est point faite entre les denrées nationales & étrangères, quoique par l'esprit de la Loi la différence doive être de moitié sur les droits.

Le dernier article du Tarif porte que sur les marchandises qui ne sont point spécifiées, le droit sera perçu suivant l'estimation des Commis.

Un semblable arbitraire est susceptible d'une infinité de discussions, d'infidélités même, soit à l'égard du Public, soit à l'égard des Fermiers. Il est vrai que les Commis, pour se faire une règle, ont de leur autorité privée augmenté les spécifications de leur Tarif: chacun l'a pratiqué dans son bureau sans se consulter avec les autres, ce qui a formé des Tarifs d'usage. Quelques-uns prétendent même que l'usage l'emporte sur les spécifications portées dans le Tarif ancien.

Le poids de marc est celui auquel on pesoit les marchandises étrangères; & l'on se servoit de celui de Lyon, plus foible de seize pour cent, pour peser

les denrées du Royaume : de façon qu'à cet égard les denrées étrangères étoient les plus favorisées. En 1725, pour arrêter toutes les discussions que produisoient ces différences sur le poids, il fut ordonné que les marchandises originaires seroient pesées au poids de marc, & que les droits en compensation seroient accrus de huit & un tiers pour cent.

Le Tarif de 1632 ne distinguoit que deux qualités de soye, dont les communes étoient taxées à cinquante-deux livres dix sols la balle de cent soixante livres poids de marc, & les soyes fines à soixante-une livres & dix sols. Par une inconséquence inconcevable, si l'on ne sçavoit qu'elle étoit le fruit d'une transaction de 1612 entre le Fermier & les habitans du Comtat Venaissin, les soyes crues en flote venant de Marseille y entroient en payant seulement trente-deux livres, & les soyes ouvrées quarante-huit livres la balle de cent soixante livres pesant ; ainsi dans le seul district étranger qui se trouve enclavé dans la France, nos Loix avoient pourvû à ce qu'on travaillât à meilleur marché que dans le Royaume.

C'est sans doute par le même principe

cipe que les foyes de Provence , Languedoc & Dauphiné , entrant dans le Comtat , payoient de moindres droits qu'à la douane de Lyon , & que les étoffes fabriquées dans le Comtat étoient dispensées de payer la douane de Lyon en payant seulement les droits de foraine.

Ce Tarif est peut-être le seul du monde qui impose un droit d'entrée sur l'argent en barres ou en lingots. Il ne parloit point de grains , bestiaux , légumes , bois , charbons , vins , & autres denrées , qui réellement passaient franches : mais depuis les Commis de leur propre mouvement en firent l'énumération au bas de leur pancarte dans les Bureaux , sur les frontieres de Provence , Languedoc & Dauphiné. En vain les habitans du Dauphiné , dont le principal Commerce est en bétail , obtinrent-ils en 1673 un Arrêt qui les confirmoit dans l'exemption de la douane de Lyon sur les bestiaux qui entrent dans leur Province ou qui en sortent ; les seuls habitans des Bailliages d'Embrun , Briançon , & Gap en jouirent.

A la fin , toutes ces entreprises furent légitimées en 1736 par des Lettres.

Patentes qui ordonnent que les espèces exceptées feroient sujettes à la douane , même les vieilles hardes.

La matiere est si importante , que probablement le Lecteur ne sera point fâché de trouver ici rassemblées les diverses augmentations survenues depuis 1632, sur les droits de la douane de Lyon ; les impositions particulieres en faveur de la douane de Lyon , sur ce qui passe dans son Gouvernement , & les modérations qui y ont été apportées.

En 1633 il fut créé des Offices de Contrôleurs Conservateurs des droits des Fermes , avec attribution d'un sou pour livre de tous les droits : depuis ce sou fut réuni aux Fermes , & se perçoit encore.

En 1643 il fut ordonné de lever un nouveau sou pour livre : il fut remplacé à Lyon par un droit d'acquit qui se perçoit encore ; il est de six sols par chaque expédition depuis quatre livres dix sols & au dessus , & d'un sou par expéditions au-dessous. Dans les Bureaux dépendans de la douane de Lyon , le droit d'acquit n'eut point lieu , & le second sou fut conservé.

En 1645 & 1654, il fut ordonné de lever encore trois autres sous pour livre des droits des Fermes.

En 1657 les Conservateurs des droits des Fermes furent rétablis avec attribution d'un sou pour livre.

Enfin en 1658 il fut établi six sols par livre des droits en faveur des Trésoriers des Fermes nouvellement créés : toutes ces augmentations formoient la valeur de soixante pour cent de la valeur originaire des droits ; nous en verrons l'effet dans son tems & la réduction.

La guerre ayant obligé les Marchands de faire prendre aux soyes qu'ils tiroient d'Italie & de Piémont leur route par le Dauphiné, au lieu du Pont de Beauvoisin fixé par les Ordonnances, les Fermiers se pourvurent en 1647 d'un Arrêt du Conseil, qui leur permettoit de lever quatre livres dix sols par balle de soye qui prendroit la nouvelle route, sous le titre de droit de passage extraordinaire.

Le droit de douane à Lyon est accompagné d'un autre appelé tiers-fur-taux. Anciennement les Rois avoient accordé à la ville de Lyon un octroi de quarante-cinq mille livres sur le pro-

duit de sa douane. Depuis, cet octroi fut porté à soixante mille livres; & pour le payer, il fut permis à la Ville de lever un tiers en sus du produit de la douane. Ce produit ayant fort augmenté avec le Commerce, le Roi ordonna que le surplus des soixante mille livres seroit porté à son Epargne : au droit de tiers-sur-taux furent ajoutés les six deniers par livre.

En 1641 le droit de subvention ou de fou pour livre ayant été établi sur toutes les marchandises vendues & échangées dans le Royaume, la ville de Lyon en racheta la moitié, & le quarantième fut levé sur le pied des tarifs. Ce droit fut réuni en 1665 à la Ferme du tiers-sur-taux.

Les choses subsisterent sur ce pied jusqu'en 1684, que les foyes & foyeries destinées soit pour Marseille, soit pour l'Italie, furent affranchies de droits, & les droits diminués de moitié sur celles qui passaient en Roussillon.

En 1720 le voile tomba pour un moment : on crut entrevoir qu'il étoit impossible que nos manufactures de foyes soutinssent la concurrence de celles de l'étranger, tant que la matière pre-

miere payeroit les droits de la douane de Lyon, le tiers sur taux, le quarantième, la douane de Valence. On résolut d'établir une concurrence intérieure, c'est-à-dire, de laisser jouir librement chaque Province en liberté de ses avantages naturels pour le Commerce. L'entrée des soyes fut permise par tous les Ports du Royaume, & le droit réduit à vingt sols par quintal sur les soyes étrangères : celles du Pays furent affranchies. Cette opération digne du grand Prince qui gouvernoit la France, alloit devenir une époque célèbre pour notre industrie, lorsque l'esprit de Monopole ruina ses projets & nos espérances. Toutes sortes de voies furent employées pour faire révoquer cet ordre admirable ; l'intrigue réussit : en 1722 il fut ordonné que toutes les soyes devroient passer par la Ville de Lyon ; la seule douceur qu'obtint le Commerce, ce fut la réduction de tous les droits sur la soye en un seul de quatorze sols par livre sur la soye étrangère, excepté celle des Indes, qui ne devoit payer que six sols ; le droit sur la soye originaire du Royaume fut fixé à trois sols six deniers, & sur celles du Comtat à sept sols.

En 1743, toutes les marchandises allant à l'étranger furent déchargées de la douane ; belle opération, qui prouve combien nos lumières sont augmentées sur le Commerce.

ANNÉE 1633.

A la faveur de la négligence & de l'avidité des intéressés dans la précédente Compagnie du Canada, les Anglois étoient presque parvenus à nous priver de ce Commerce. Le S^r Champlain partit avec trois vaisseaux, les confina dans leurs établissemens, & rétablit nos affaires au Canada.

On commença à sentir dès-lors combien les Réglemens d'Henri III, sous prétexte de perfection, avoient nui au but du Gouvernement, qui est la consommation. Les ouvriers de Tours obtinrent la permission de faire toutes sortes d'étoffes de même fabrique, largeur & façon que les étrangers.

Quelque favorable que dût être aux Peuples la forme d'administration des Pays d'Etat, il n'arrive pas toujours que les foibles y soient moins opprimés qu'ailleurs, parce qu'un certain nombre de personnes dominant d'ordi-

naire sur les suffrages & s'emparent de l'autorité commune. Les plaintes qui s'y forment parviennent tôt ou tard au pied du Trône, & la justice du Prince l'oblige à des recherches toujours funestes au privilège. C'est ce qui se passa cette année en Languedoc, où le Peuple se trouvoit chargé des intérêts d'une vingtaine de millions d'emprunts faits sans nécessité, mal employés ou supposés. On rechercha soigneusement ces manœuvres, & il fut défendu d'emprunter à l'avenir aucune somme sans la permission du Roi.

Dans cette année, il fut encore constitué sur la Ville quatre-vingt seize mille livres de rente sur les droits du bois à Paris, deux cent cinquante mille livres sur les Gabelles, cinq cent mille livres sur les Tailles.

Il fut établi des Offices de Contrôleurs Conservateurs en la Ferme des Aides, & de leurs Lieutenans, avec attribution de douze deniers pour livre sur les droits de cette Ferme, payables par les contribuables. On créa onze Jurés Mouleurs & Coupeurs de bois à Paris, dont les offices furent substitués aux trente de Maîtres Visiteurs & Vendeurs de bois créés en 1583, lesquels

furent supprimés, & leur droit de douze deniers sur la buche fut réuni aux nouveaux Offices. En outre, on imposa au profit du Roi douze deniers nouveaux, qui furent bientôt aliénés à quarante nouveaux Offices de Jurés Mouleurs, Coupeurs & Vendeurs de bois.

ANNÉE 1634.

L'année 1634 commença par la remise d'un quartier des Tailles, la suppression de plusieurs impositions extraordinaires, & la révocation de près de cent mille Offices ou privilèges de nouvelles créations. Une partie de ces exemptions étoient subreptices, interprétées d'après des clauses glissées subtilement dans les Edits & Déclarations. On réduisoit en chaque Ville les privilégiés à un certain nombre; & dans chaque Paroisse, il ne pouvoit y avoir plus de deux exempts en vertu de chaque titre. Enfin, la révocation fut si générale, que les Ecclésiastiques & les Commensaux de la Maison du Roi furent obligés d'obtenir des Déclarations où il fut spécifié qu'on n'avoit point prétendu les y comprendre.

Quand même la taxe de chacun de ces

ces cent mille exempts n'eût été que de vingt livres , c'étoit réellement soulager le Peuple de deux millions de Taille.

Entre tous ces Officiers, il n'y en eut point dont la suppression fît plus de plaisir aux Peuples & de bien à l'Etat , que celle des Contrôleurs, Visiteurs, Marqueurs, Courtiers, Auneurs de toiles , de la draperie & autres étoffes ; leurs fonctions gênoient extraordinairement le Commerce, & leurs droits étoient un impôt très-lourd sur les Fabriquans.

Dans les années 1617 & 1621, il avoit été aliéné, comme on l'a vû dans le rapport du Maréchal d'Effiat, soit en Offices, soit en droits, jusqu'à la somme de vingt millions de rente sur les Tailles & les Gabelles. Cette somme se levoit par augmentation sur les Peuples, & dès 1633 elle avoit été réduite à treize millions huit cent mille livres. Au mois de Janvier, les acquéreurs furent taxés à une somme de cinq millions pour jouir de cinq cent soixante-dix mille huit cent livres de revenu. Au mois de Février, toutes ces aliénations furent supprimées ; & pour les rembourser, le Roi créa huit millions de rentes sur les Tail-

les , & trois millions de rentes sur les Gabelles. Cette création est remarquable par les suites qu'elle a eues. Le préambule de l'Edit porte que les Engagistes des aliénations & les titulaires d'Offices ont acquis à si bas prix, que les jouissances ont remboursé plusieurs fois le capital : que Sa Majesté, dans le droit, pourroit être dispensée de tout dédommagement ; mais que pour ne donner aucune atteinte à la foi publique, elle vouloit que les liquidations fussent faites, & les propriétaires remboursés sur ces rentes nouvellement créées au dernier quatorze. Il étoit dû aussi sur les billets de Payen , Moisset , Lyonne , Briois , Barbier & Sabatier , gens d'affaires qui avoient prêté leur crédit au Roi. Il fut ordonné que ces dettes seroient également remboursées sur ces rentes ; & que dans le cas où les onze millions de rentes créées ne suffiroient pas , il en seroit constitué d'autres pour retirer les Domaines & autres revenus. Cette création indéfinie priva l'Etat des fruits qu'il devoit espérer d'une opération bonne en elle-même : car en supprimant des Charges d'un exercice onéreux & des privilèges , c'étoit soulager très-réellement les Peuples ; & en rem-

bourfant au denier quatorze des aliénations faites au denier cinq & fix, on augmentoit les revenus publics fans nouvelles impositions.

Plusieurs circonftances méritent d'être obfervées ici. Les rentes fur les Tailles particulièrement furent décriées dès leur origine, à caufe de la maniere dont Sa Majefté s'exprimoit fur ces remboursemens dans l'Edit de création des rentes; on les appelloit petites tailles. Le Gouvernement profita de ce décri pour fe dispenser d'en payer les arrérages bien exactement: infenfiblement on n'en toucha plus qu'un & deux quartiers; elles ne fe vendirent plus que fur le pied du denier deux ou trois. Des particuliers cependant eurent le crédit de fe faire payer en entier, & en 1658 on les obligea de reftituer ce qu'ils avoient reçu de plus que les autres; de façon qu'à toute rigueur cette opération pourroit paffer pour une révolution dans les Finances, fi l'effet en eût été plus prompt, & eût au moins fervi à la libération de l'Etat; mais il perdit la confiance & fon crédit fans changer de principes & fans améliorer fa pofition.

En conféquence de l'ordre général

de rembourser les aliénations en rentes sur l'Hôtel-de-Ville , plusieurs qui se trouvèrent en crédit ou en autorité se firent rembourser ou à leurs amis des rentes , des aliénations supprimées , des Offices inutiles & supposés.

Telle est l'origine du désordre & de la confusion qui s'introduisit dans les Finances depuis cette époque jusqu'en 1660. La prodigieuse quantité de rentes créées par différens Ministres , sans autre titre que l'Edit de 1634 , engagea insensiblement tous les revenus de l'Etat : il devint impossible de satisfaire à tous les arrérages ; & à mesure que le désordre augmentoit , les rentes se négocioient à plus bas prix. Le Gouvernement voulut en profiter , & chargea divers Traitans de les acquérir pour son compte. Ils le firent ; mais ils passaient au denier quatorze & au denier dix-huit ce qu'ils avoient acheté au denier deux & trois.

Ce ne fut pas le seul désordre auquel l'opération de 1634 donna naissance ; quoique les liquidations des capitaux eussent été fixées sur le pied des revenus au denier quatorze , un grand nombre se fit par amis au denier dix-huit , de manière que , pour mille livres de

gages, on recevoit un remboursement de dix-huit mille livres au lieu de quatorze mille. Voilà une des matieres principales de la recherche de la Chambre de Justice que nous verrons établir en 1661.

Il fut encore créé quatre-vingt mille livres de rentes au denier dix-huit sur les Aides, pour rembourser les cent Offices de Jurés Vendeurs de vins à Paris de la dernière création, sur la proposition que fit le Fermier des Aides d'augmenter sa Ferme de cette somme, en cas que l'on voulût supprimer ces Offices & lui en attribuer les droits. Il en resta cependant quarante-trois, sans doute afin de conserver la facilité d'une nouvelle augmentation.

Trente-quatre mille trois cent soixante livres de rente furent aussi constituées sur les Gabelles du Lyonnais, pour rembourser les Officiers des Elections d'Embrun, de Briançon, de Crest, de Die.

Les suites malheureuses de cette opération n'en diminuent point le mérite; elles nous apprennent seulement que l'ordre est la base de toute bonne administration. Ce n'est point la partie qui

exige le plus de génie , mais sans elle il est impossible de réussir.

Cette opération pourroit même être proposée comme un modele à imiter dans des circonstances pareilles , si elle eût été exécutée avec ordre & avec fidélité ; & si l'on eût affecté un fonds pour le remboursement annuel d'une partie des capitaux. Sur ce pied , ce seroit peut-être un des biens les plus prompts & les plus faciles à procurer à l'Etat. Il s'agiroit de trouver pendant la paix un fonds , dont la perception ne portât point sur le Peuple , tel qu'une taxe proportionnelle & générale sur les laquais , cochers , cuisiniers , maîtres-d'hôtel , &c. qui devient de jour en jour plus nécessaire à la conservation de la population , & surtout à celle de nos campagnes ; on ne sçauroit trop répéter cette funeste vérité. Cet impôt se leveroit sans frais , comme la capitation , & par les mêmes personnes ; avec un peu d'exâctitude , son produit ne s'éloigneroit pas de quinze millions , sur le pied de vingt-quatre livres le premier laquais , trente-six livres le second , & ainsi de suite. Il seroit indispensable de n'admettre d'exception qu'en faveur

des Officiers dans leurs garnisons , suivant le grade : car s'il s'en introduisoit quelqu'autre , on retomberoit dans cet usage si commun & si ruineux pour l'Etat , que l'opulence dispense parmi nous de le secourir. Sur ce fonds , on pourroit créer environ quatre - vingt millions d'annuités à quatre pour cent , remboursables en six années , capitaux & intérêts. Ces quatre-vingt millions feroient donnés en paiement de liquidations de Charges les plus inutiles & les plus onéreuses, d'aliénations de Domaines & des droits domaniaux. Le produit de ces remboursemens serviroit , ou bien à diminuer certaines impositions suivant les circonstances , ou bien à acquitter d'autres dettes. Au bout des six années , après l'extinction des premieres annuités , il en feroit créé de nouvelles pour un pareil remboursement. Dans l'espace de vingt ans, on pourroit avoir éteint pour quatre cent millions d'aliénations , & augmenté les revenus publics de vingt millions au moins par la diminution de leurs charges. Les annuités étant à courts termes , ce qui est toujours plus convenable au public , & dès-lors aux intérêts du Roi , & affectées sur un bon

fonds , elles équivaudroient vis-à-vis des titulaires à l'argent comptant : cet effet ayant la commodité de pouvoir se négocier sans frais & sans formalités. Dans un espace de tems assez médiocre , l'Etat se verroit dans la position de pouvoir soutenir , en cas de guerre , une dépense de cent cinquante à cent soixante millions d'extraordinaire pendant six ou sept ans , sans employer d'autre imposition extraordinaire que le dixieme ; & de maniere que quatre à cinq ans après la paix , il se retrouveroit précisément dans la même position qu'avant la guerre , sans aucune trace d'emprunts ni d'impositions nouvelles. Comme ces sortes de tableaux n'exigent pas une combinaison bien profonde , on s'est contenté d'en indiquer la marche ; d'ailleurs , l'objet de cet ouvrage est moins de présenter des objets que des réflexions propres à établir les principes sur lesquels on doit établir les projets ou les juger.

Pour parvenir aux liquidations , il y eut une attribution de six cent mille livres de gages aux Officiers des Cours Souveraines.

On s'étoit si bien trouvé sous le Règne précédent de la réduction des inté-

rêts, que M. le Cardinal de Richelieu fit rendre un Edit pour les réduire au denier dix-huit, ou cinq & cinq neuvièmes pour cent. Il mérite d'être rapporté.

« LOUIS, &c. Le feu Roi notre très-
» honoré Seigneur & Pere, ayant re-
» connu que le profit excessif que ti-
» roient les particuliers des rentes &
» constitutions de rentes, auroit fait
» négliger le trafic & commerce, &
» attiré la ruine de la plûpart de sa
» Noblesse; par son Edit du mois de
» Juillet 1601, a réduit & réglé lesdi-
» tes rentes & constitutions de rentes
» à raison du denier seize, le mal ne
» pouvant souffrir un plus grand reme-
» de, à cause des usures que le mal-
» heur des guerres passées avoit com-
» me autorisées, & du peu d'argent qui
» étoit lors dans le Royaume: duquel
» retranchement néanmoins cet Etat a
» reçu grande utilité. Mais à présent
» par le bénéfice d'une longue paix,
» nos Sujets se sont rendus si puissans,
» & cet Etat si abondant, que la ré-
» duction ci-devant faite ne produit
» plus l'effet pour lequel elle avoit été
» ordonnée, d'autant que les particu-
» liers trouvent tant de profit & de

» facilité au revenu desdites constitu-
» tions, qu'ils négligent celui du Com-
» merce, dont le rétablissement tou-
» tes-fois est si important & nécessaire
» pour la subsistance de cette Monar-
» chie, que nous ne sçaurions y con-
» tribuer avec assez de soin, ni nous
» servir de meilleurs moyens, & plus
» propres pour y parvenir, que de
» ceux dont s'est servi notre très-ho-
» noré Seigneur & Pere, en modérant
» à son exemple le revenu desdites
» constitutions à un pied si légitime,
» que ceux qui par leur industrie pour-
» roient rétablir ledit Commerce &
» l'Agriculture, ne soient plus retenus
» dans l'oïfiveté par l'avantage qu'ils
» tirent desdites constitutions de ren-
» tes, & les autres en puissent tirer un
» profit si modéré, qu'ils soient obli-
» gés par la diminution de leurs reve-
» nus, de retrancher le luxe qui a
» cours. A ces causes, &c. nous avons
» par notre présent Edit perpétuel &
» irrévocable, dit, statué & ordonné,
» disons, statuons & ordonnons, vou-
» lons & nous plaît, que dorénavant
» les constitutions de rentes qui se fe-
» ront par nos Sujets, de quelque état,
» qualité & condition qu'ils soient, ne

» puissent excéder le denier dix-huit
» par an, à quoi nous avons réglé ré-
» duit & modéré le pied desdites conf-
» titutions dans toutes les Provinces,
» Sénéchaussées & Bailliages de notre
» Royaume, nonobstant les Ordonnan-
» ces, Us & Coûtumes des lieux, les-
» quelles nous avons révoquées & ré-
» voquons par ces présentes. Défен-
» dons très-expressément à tous Notai-
» res & Tabellions de passer les con-
» trats qu'ils en feront à plus haute rai-
» son, à peine de privation de leurs
» Offices, & de pure perte des sommes
» principales contre les créanciers au
» profit des constituans : & à tous Ju-
» ges d'y avoir égard ni de rendre au-
» cuns Jugemens, Sentences & Con-
» damnations de plus grands intérêts,
» à peine de suspension de leurs Char-
» ges. Déclarant nuls & de nul effet les-
» dits Contrats de constitutions, Sen-
» tences & Jugemens, ensemble toutes
» les promesses qui pourroient être ci-
» après faites sous seing privé, portant
» intérêts, même celles de change & re-
» change, si ce n'est à l'égard des Mar-
» chands fréquentans les Foires de no-
» tre ville de Lyon, & pour cause de
» marchandise ; sans préjudice toutes-

» fois des constitutions que nous avons
» ordonnées par nos Edits , auparavant
» l'expédition des présentes , lesquelles
» constitutions nous voulons avoir lieu
» & être faites sur le pied du denier
» seize , ainsi qu'il est porté par lesdits
» Edits ».

Le Parlement refusa d'enregistrer cet Edit ; sans doute parce qu'on commençoit alors à penser , comme on a fait depuis , dans des tems plus éclairés cependant , que c'étoit ruiner les familles honnêtes & oisives que de diminuer les moyens qu'elles avoient de se conformer à la dépense des autres ; que tout le monde n'est pas fait pour travailler : c'est-à-dire que , pour favoriser la paresse ou la vanité d'un petit nombre de rentiers , dont les trois quarts ont oublié que si leurs Peres n'eussent travaillé , ils n'auroient pas une famille honnête à citer , il faudra que les propriétaires de terres languissent , que le labourage diminue , que le Commerce tombe , & avec les Arts le produit des Finances. On ne manqua point aussi de dire que les Juges allouoient de foibles dommages en compensation du fort intérêt ; comme si l'administration générale de l'Etat pouvoit dépendre des ar-

rangemens d'une seule partie de détail ; l'industrie générale & l'avantage des terres , de l'intérêt des plaideurs ; la législation , des principes reçûs au Palais. Des Lettres de Jussion mirent fin à cette résistance peu digne de la sagesse de cette Compagnie , si l'exposition des faits dans le préambule de l'Edit est véritable : car si la diminution de l'intérêt n'avoit eu d'autre motif que de faciliter la libération de l'Etat , c'eût été seulement forcer l'usure à secouer le frein des Loix. Mais vraisemblablement la richesse nationale s'étoit accrue , à en juger par les efforts extraordinaires que le Peuple avoit faits ; & la gradation modérée de cette réduction d'intérêt étoit très-sage. Il paroît qu'elle n'en fût pas restée là sans l'épuisement où les guerres étrangères jetterent le Royaume.

A N N É E 1635.

Les Galeres nouvellement construites manquoient d'hommes , & occasionnerent un Règlement utile pour former une Chiourme. Le Roi donna ordre de resserrer tous les vagabonds , les mendiants , & gens sans aveu. « Considérant , dit Sa Majesté , qu'on ne sçau-

» roit mieux employer l'autorité de la
» Justice , qu'en privant de la liberté
» ceux qui en ont usé avec trop d'ex-
» cès , les faisant occuper par un tra-
» vail utile à notre Etat , au lieu qu'ils
» vouloient demeurer , en ne faisant
» rien , les instrumens d'une oppression
» publique ».

Il faut convenir cependant que cet amas de toute sorte de gens forme d'assez mauvaises chiourmes ; ils seroient plus utilement employés aux mines & aux travaux publics. Les esclaves, qu'on peut acheter à Malthe & des Italiens, sont les seuls qui conviennent au service des Galeres.

Les affaires générales de l'Europe ne laisserent pas jouir la France de la tranquillité qui commençoit à se faire sentir au-dedans.

A N N É E S 1636 , 1637 , 1638.

Le Roi fut obligé de mettre sur pied cinq grandes armées. Il eut recours au Clergé, dont l'Assemblée éluda les propositions. Elle fit des remontrances très-vives & très-touchantes sur sa pauvreté ; mais on ne lui laissa pas le choix de la délibération.

Le Roi fit réponse aux Députés « que
» les nécessités de son Etat étoient réel-
» les & effectives, & que celles qui lui
» étoient représentées de l'Eglise étoient
» telles qu'on vouloit & chimériques :
» qu'il avoit arrêté les armées ennemies
» sur la Frontiere; que s'il ne l'eût fait
» elles eussent porté la guerre au cœur
» du Royaume, & que lors les Eglises &
» les Ecclesiastiques en étant ruinés euf-
» sent voulu avoir donné trois fois plus
» qu'il ne leur demandoit, & que le mal
» eût été empêché comme il l'a été :
» qu'il avoit défendu la Religion, l'a-
» voit rétablie en plusieurs endroits,
» & fait augmenter les biens ecclesiasti-
» ques; & qu'il se promettoit que l'As-
» semblée le contenteroit » : ce qu'elle
fit le 9 Avril par un subside de trois mil-
lions six cent mille livres, en un con-
trat de trois cent mille livres de rentes
remboursable au Roi au denier douze.
La subvention annuelle de treize cent
mille livres fut aussi renouvellée pour
dix ans.

Pour le surplus on créa des Charges,
un Bureau des Finances à Alençon, une
Cour des Aides à Vienne en Dauphiné,
une à Caën. On constitua cent vingt

mille livres de rentes au denier dix-huit sur les Recettes générales, & sept cent mille livres sur les Gabelles. Six cent mille livres de gages furent attribués aux Officiers des Cours Souveraines : on en distribua à tous les autres Offices du Royaume. On supprima les Offices de Jurés Marqueurs & Visiteurs de Cuirs établis pour la première fois en 1585, & on les recréa avec augmentation de Finance.

A l'occasion de la naissance du Dauphin, quatre maîtrises furent créées en chaque Communauté ; la clause seule de l'Edit, *qui défend d'en recevoir par droit d'épreuve, d'apprentissage & autres, jusqu'à ce que ces quatre places soient remplies*, démontre assez que ces sortes d'expédiens ne sont propres qu'à borner le travail & la population.

Les Etats de Bretagne accorderent un subside de deux millions.

En 1636 il fut créé cent mille livres de rentes au denier dix-huit sur les Gabelles du Lyonnois, trois cent mille livres sur les Aides, quatre cent mille livres sur les cinq grosses Fermes, trois cent mille livres sur les Aides de Paris.

Toutes les rentes sur l'Hôtel-de-Ville furent

furent divisées en dix parties ; & il n'en fut plus constitué de nouvelles sous ce Regne : en voici l'énumération.

		liv.	
Anciennes.	{	Sur les Gabelles. 800000	
	{	Sur les Aides . . . 1238955	
		<hr/> 2038955	
Nouvelles.	{	Sur les Gabelles & cinq grosses Fermes 2250000	
	{	Sur les Aides. . . 2010000	
	{	Sur les Recettes générales 112000	
		liv: 17910955	
Création de 1634.	{	Gabelles 3000000	
	{	Tailles 8500000	

Depuis 1621 il en avoit été créé pour seize millions deux cent mille trois cent soixante livres ; ainsi il y en avoit eu pour trois cent vingt-huit mille trois cent soixante livres de remboursées , ou qui n'avoient point été remplies.

Dans la même année 1636 on s'aperçut que le Peuple avoit surhaussé les monnoies d'or dans le Commerce à la faveur de la confusion des diverses especes étrangères qui avoient cours, & du grand nombre de monnoies légères qui avoient été introduites sur le pied des autres. On s'imagina gagner quelque chose en surhaussant les especes d'or

& d'argent fort au-dessus du prix que le Peuple en donnoit, au lieu de réformer le desordre. Le marc d'or fin fut porté de deux cent soixante-dix-huit livres six sols six deniers à trois cent quatre-vingt-quatre livres, & le marc d'argent le-Roi de vingt livres cinq sols quatre deniers à vingt-cinq livres; ce qui établit une proportion de un à quatorze & trente-sept cinquante-deuxiemes, dérangeréa extraordinairement le Commerce, les propriétaires des rentes féodales & à constitution, acquitta quelques dettes du Roi avec moins de valeur réelle, & diminua celle de tous ses revenus.

En 1637 & 1638 on augmenta les Officiers des quatre Compagnies Souveraines à Paris; la continuation de la dispense des quarante jours leur fut confirmée pour neuf années en payant finance; le retrait du Domaine & des choses domaniales fut ordonné pour en faire la revente, ainsi que de ce qui étoit rentré au Roi par le traité des seize années. De nouveaux droits & de nouveaux gages furent attribués aux Receveurs généraux & Contrôleurs généraux du Domaine.

Malgré les occupations d'une guerre

sanglante & coûteuse , M. le Cardinal de Richelieu ne laissa pas de répandre des graces sur les Arts : il fonda l'Académie Françoisse pour distinguer & encourager les talens littéraires. Ce génie créateur travailloit tout-à-la-fois à nous polir & à nous procurer de nouvelles richesses ; il favorisa divers établissemens à la Martinique & dans les Isles adjacentes.

Dès 1625, les François sous la conduite des sieurs de Nambuc & du Roncy s'étoient établis à Saint-Christophle, dans les parties de l'Est & du Nord, le jour même que les Anglois prenoient possession de la partie du Sud & de l'Ouest. Ils formerent une Compagnie dont le fonds n'étoit que de quarante-cinq mille livres, & à laquelle le Roi accorda le Commerce exclusif de cette Isle & de toutes celles qu'elle découvroit depuis le onzieme jusqu'au dix-huitieme degré de latitude septentrionale pendant l'espace de vingt années, à condition de payer au Roi le dixieme de toutes les marchandises qui en seroient apportées. N'auroit-on pas imaginé, en lisant une pareille clause, que ces établissemens coûtoient de grandes sommes à l'Etat ?

Cette Colonie se vit réduite dans son principe à de grandes extrémités ; mais enfin elle prit le dessus & se trouva assez forte, en 1635, pour envoyer une peuplade à la Martinique sous la conduite du sieur Duparquet. Dans la même année le sieur de Lolive & le sieur Dupleffis obtinrent du Roi & de la Compagnie la concession de l'Isle de la Guadeloupe, où ils fondèrent un établissement. Ces Colonies cultivoient le tabac, le coton, le rocou & le piment : mais les fonds d'association n'étoient pas assez considérables pour les soutenir. La négligence de la Compagnie, ou l'ambition d'un gain excessif, laissa les habitans manquer de vivres. Un Vaisseau Zélandois chargé de toutes sortes de provisions d'Europe, ayant mouillé par hasard à Saint-Christophe, racheta en quelque façon la vie à ces infortunés, & se trouva si bien de ses échanges qu'il y revint ; son exemple fut suivi par plusieurs Navires Flessinguois ; de façon qu'en peu de tems les Hollandois exclurent du Commerce de ces Colonies la Compagnie exclusive qui les avoit fondées.

Quelques-uns des Associés représentèrent au Cardinal de Richelieu le dan-

ger auquel ces possessions se trouvoient exposées, si l'on n'y portoit un prompt remede, & formerent le plan d'une nouvelle association sous le titre de Compagnie des Isles de l'Amérique. L'acte fut agréé par le Roi, signé le 12 Février 1635 par les Associés, & autorisé par des Lettres Patentes. Sa Majesté accordoit à la Compagnie la propriété de toutes les Isles qu'elle mettroit en valeur depuis le dixieme degré jusqu'au vingtieme au deçà de la Ligne, à condition de foi & hommage à chaque mutation de Roi. Défenses furent faites à tous autres vaisseaux François que ceux de la Compagnie, d'y porter des marchandises ni d'en rapporter, pendant vingt années. En 1642, le privilege fut renouvelé pour vingt années, avec extension des limites jusqu'au trentieme degré, & exemption de tous droits sur les marchandises qui reviendroient des Isles pour le compte de la Compagnie. Nous verrons par la suite que la fatalité attachée à l'exclusif détruisit toutes les espérances qu'on avoit fondées sur ce nouvel établissement.

Dès 1636 quelques Avanturiers François sans commission s'étoient emparés de l'Isle de la Tortue, dont les Espa-

gnols de Saint Domingue , incommodés de ce voisinage , les chasserent en 1638. Alors le Capitaine Willis Anglois s'y alla établir , & s'y maintint jusqu'en 1640 , que le Commandeur de Poincy donna commission au sieur le Vasseur de l'en chasser en vertu de la premiere prise de possession des François en 1635 : le Fort de la Roche fut construit pour assurer cette conquête. Tel fut le berceau de l'importante Colonie de Saint-Domingue.

ANNÉE 1639.

On permit aux sieurs Bouteronne & Guyon de finir le Canal de Briare à leurs dépens, moyennant un droit fixé à percevoir sur toutes les denrées qui y seroient voiturées ; mais on y joignit cette clause pernicieuse , qu'ayant la propriété du Canal , nuls autres n'y pourroient naviguer. L'esprit d'exclusif s'étoit emparé du Gouvernement ; on crut remédier à la cherté des voitures en limitant le prix ; & au contraire c'est en ne limitant pas les concurrences que les prix baissent.

La durée & les dépenses de la guerre incommodoient fort la Noblesse , déjà mal payée de ses Fermiers appau-

vril par la pesanteur des taxes , & l'interdiction du Commerce qui duroit toujours. Le Roi eut égard aux services que lui rendoient les Gentilshommes de son Royaume , & défendit de poursuivre pour dettes pendant un an ceux qui serviroient dans ses armées.

Enfin le commerce étranger fut rétabli ; *dans l'espérance* , dit S. M. *que la vente des bleds , des vins & des eaux-de-vie soulageroit le peuple.* Cette déclaration n'est-elle pas un aveu de la faute commise en suspendant cette vente ? En effet on ne peut imaginer d'impôts plus rigoureux pour le Cultivateur , que tout ce qui tend à diminuer la vente & la valeur de sa denrée , & c'est ainsi qu'on arrive à la surcharge des peuples avec des tributs modérés. Si un Seigneur avoit le droit de défendre à ses Fermiers & Vassaux de fréquenter les marchés voisins , ou s'il imposoit des péages trop forts sur ce qu'on porteroit à ces marchés voisins , croit-on que le revenu de sa terre se soutînt long-tems sur le même pied ? Pourquoi donc gouverner la terre du Roi sur de pareils principes ?

A peine le peuple avoit-il commencé à goûter les fruits de cet Edit , qu'on précipita le Commerce dans un boule-

versement affreux par une seconde opération fausse sur les monnoyes. Le sieur Cornuel, Intendant des Finances, persuada aux Sur-intendans que le Roi feroit un grand profit sur ses créanciers, en ordonnant que toutes les especes d'or & d'argent, ayant cours en France, seroient prises à leur prix ordinaire dans le Commerce sans être pesées. Ils ne firent pas attention que le Roi étant le plus grand créancier de son Etat, toutes les especes foibles devoient naturellement être portées à ses recettes par préférence; si elles y étoient refusées, leur décri étoit indispensable dans le public; que la Loi n'auroit d'autre effet que d'apporter une grande incertitude dans les propriétés, des procès sans nombre entre les débiteurs & les créanciers, les uns pour payer, les autres pour n'être pas payés : indépendamment de tous ces desordres, cette imprudente opération encouragea les rogneurs, & les faux monnoyeurs, dont la recherche dura près de trois ans sans effet. Enfin la confusion monta à un tel excès que l'Edit fut promptement révoqué.

Pour en arrêter les suites funestes, on prit enfin en 1640 le seul parti qu'il y avoit à suivre depuis long-temps qu'il étoit.

étoit proposé. Les especes legeres furent décriées & converties en louis d'or. La fabrication se fit aux dépens de l'Etat , rendant poids pour poids & titre pour titre ; & comme les especes étrangères , sur-tout la pistole d'Espagne , se trouvoient à vingt-un carats & vingt-huit trente-deuxiemes , au plus à vingt-deux carats , les louis d'or furent fabriqués à ce titre pour épargner des frais immenses d'affinage : car auparavant notre monnoye d'or se fabriquoit au titre de vingt-trois carats. Non-seulement ce changement de titre étoit fort sage , puisque ne recevant d'or que des étrangers , c'étoit soulager le Commerce des frais d'affinage ; mais encore il ne faut pas s'imaginer , comme le font bien des personnes , que ce changement de titre soit un affoiblissement de monnoye , lorsqu'on ne conserve pas au même poids la même valeur numeraire. Ce qui constitue la valeur réelle d'une piece de monnoye , c'est le nombre des grains pesant d'or fin ou d'argent fin qu'elle contient : une piece d'or du poids d'une once à vingt-trois carats , contient cinq cent cinquante-deux grains pesant d'or fin , & vingt-quatre grains d'alliage : une piece

d'or à vingt-deux carats pesant une once, un denier, & deux grains, sera de même valeur intrinsèque que la première ; la seule différence consistant dans les vingt-six grains d'alliage qu'elle contient de plus que la première, & qui ne sont comptés pour rien. Ce n'est pas qu'un Orfèvre, qui auroit besoin d'or à vingt-trois carats pour son travail, ne payât plus cher dans le Commerce la pièce d'or à vingt-trois carats que l'autre, de toute la dépense qu'il faudroit faire pour affiner celle à vingt-deux carats : mais aussi la fabrication de la pièce à vingt-trois carats auroit coûté plus cher du montant de cette même dépense, les mines ordinaires ne produisant point d'or au-dessus de vingt-deux carats. Outre que l'emploi de l'or très-fin est rare dans le Commerce, il faut encore observer que, si l'on avoit besoin d'or à vingt-quatre carats, la pièce d'or à vingt-trois carats coûteroit autant d'affinage que la pièce d'or à vingt-deux carats.

La majeure partie des louis d'or fut fabriquée au moulin, dont enfin l'utilité fut reconnue & protégée par le Chancelier Seguier contre les oppositions & les cabales qui duroient depuis vingt-cinq

ans, & qui avoient obligé Briot, l'auteur de cette invention, à la porter en Angleterre, où elle fut adoptée sur le champ.

En 1641, on fut obligé de convertir les especes d'argent que les rogneurs continuoient d'affoiblir, ne pouvant plus travailler sur les especes d'or. On porta le prix du marc d'argent-le-Roi à vingt-six livres dix sols, pour établir la proportion de un à treize & quarante-neuf cinquante cinquiemes, qui étoit alors la plus haute de l'Europe; puisqu'en Allemagne & en Italie elle étoit de un à douze; en Flandres de un à douze & demi; en Angleterre de un à treize & un cinquieme; en Espagne de un à treize & un tiers. Cependant il eût mieux valu, si l'on trouvoit cette proportion la meilleure, diminuer le prix du marc d'or à trois cent soixante-cinq livres dix sols, sans toucher à l'argent; car la proportion n'étoit établie que sur l'opinion du besoin que les étrangers avoient de nos denrées. Sur le même principe on devoit sentir que l'augmentation numéraire, donnée depuis peu au marc d'or monnoyé, diminueoit le nombre des grains pesant d'or fin contenus dans chacune des livres numé-

raires qui servoient à exprimer le prix de ce marc d'or monnoyé, & le prix de nos denrées.

La réforme ne produisit pas les effets qu'on en pouvoit attendre, parce qu'on laissa encore un libre cours aux réaux & à la pistole d'Espagne, ce qui occasionna un nouveau surhaussement parmi le peuple

La dureté des impositions excita des séditions en divers endroits : la punition des coupables, quoique juste & nécessaire, ne laissa pas d'accroître encore l'accablement ; & la mauvaise disposition des peuples ajoutoit de nouvelles difficultés au recouvrement.

Le Roi créa six cent mille livres de rentes, dont le capital devoit être fourni par les aisés du Royaume. Il ne s'agissoit plus alors de choisir entre les moyens ; aux grands maux les grands remèdes : la maniere seule d'employer celui-ci dans ces sortes de circonstances forcées décide de son utilité.

La plus douce est sans contredit la meilleure. Si l'amour regne dans les cœurs, & la confiance dans les esprits, les besoins de l'Etat seront promptement remplis. La Nation est capable de ces traits, & digne de ces espérances ; nous

en avons vû un exemple sous le regne de Henri, lors de la surprise d'Amiens; mais ce grand Prince demanda, il n'exigea point : chacun se taxa lui-même; le Public n'éprouva ni l'injustice, ni la violence des répartitions.

Faute des mêmes ménagemens, on éprouva une infinité de clameurs & d'obstacles qui firent révoquer la création de six cent mille livres de rentes. On leur substitua le droit de subvention ou du vingtieme du prix de toutes les marchandises vendues : la levée de cet impôt causa de grandes vexations de la part des Régisseurs; diverses Provinces & Villes s'en racheterent, ou le changerent de nature. Telle est l'origine d'une partie des différences qui se trouvent entre les droits d'Aides, d'un lieu à un autre. Car la subvention ayant été supprimée depuis par M. Colbert, elle fut conservée sur le vin : dans quelques Provinces le droit fut converti en droit d'entrée, dans d'autres en droit de sortie. Le Gouvernement ne vit alors que ses besoins, & s'occupa peu du mal que produiroient un jour toutes ces différences.

On créa quatre cent Procureurs au Parlement, à la Cour des Aides, & au-

tres Jurisdicitions dans l'enclos du Palais ; & tous les Officiers furent dispensés de la taxe des aisés en payant exactement le prêt & l'annuel. On créa dix-sept Offices de Jurés Vendeurs & Contrôleurs des vins à Paris , qui furent réunis aux quarante-trois restant depuis la dernière suppression , & aux mêmes droits & prérogatives.

On attribua aux Conservateurs de la Ferme des Aides douze deniers d'augmentation sur les droits de la Ferme.

ANNÉE 1640.

M. de Bouthillier resté seul Sur-intendant des Finances par la mort de M. de Bullion , commença ses opérations par la révocation des annoblissemens depuis trente ans ; de l'exemption de Taille de tous les privilégiés , même des commensaux de la maison du Roi , excepté des Officiers des Cours souveraines & des Secrétaires du Roi. Cette révocation cependant ne devoit avoir lieu que pendant la guerre ; & ceux qui avoient servi trois ans dans les armées de Sa Majesté , ou qui y servoient actuellement , en étoient exceptés.

On fit encore sur les Tailles un Régle-

ment dont les suites devinrent fâcheuses. Jusqu'alors les départemens des Tailles s'étoient faits par les Trésoriers de France, & par les Elus. Ce qui avoit été établi en faveur de l'ordre devint une source d'abus & d'exactions; les frais de taxations & autres augmentèrent encore la charge du peuple. Il fut arrêté que de formais les Intendans Commissaires du Roi feroient seuls les départemens des Tailles. Cet arrangement épargnoit, suivant l'opinion commune, près de neuf millions, mais augmentoit l'autorité de l'arbitraire. On mit depuis le produit des Tailles en traités; & bientôt le peuple eut sujet de regretter les anciens abus. Lorsqu'un impôt est vicieux par sa nature, comme le sont tous les tributs arbitraires, la forme de la régie ne changera que le nom des excès; mais elle n'en corrigera point la cause.

Une Cour souveraine des Salines de Xaintonge fut établie, mais ensuite trouvée si onéreuse au peuple & au Roi que deux ans après elle fut supprimée.

ANNÉES 1641, 1642.

Deux semestres furent établis au Parlement de Rouen.

En 1641, l'hérédité de tous les Offices fut révoquée; on la rétablit en 1642; à condition que les possesseurs payeroient le droit annuel; & lors des démissions ou mutations, le dixieme de l'évaluation. On créa des Offices de Mesureurs de chaux à Paris.

Le Clergé fournit une subvention extraordinaire, dont une partie fut assignée sur le produit du huitieme denier, auquel furent taxés par augmentation les acquéreurs de tous les biens immeubles aliénés par les Ecclésiastiques. Espèce d'imposition très-peu juste, si les aliénations ont été autorisées par la Loi; & fort dangereuse, puisqu'elle pouvoit une autre fois empêcher les particuliers de faire rentrer dans le partage des familles les immeubles qui en sont sortis. L'autre partie consistant en cinq millions cinq cent mille livres fut reçue par forme d'amortissement perpétuel des biens possédés alors par le Clergé.

Les divers renouvellemens de cette taxe, qui passeront sous nos yeux depuis cette date, indiqueront la grandeur des pertes multipliées de l'Etat. Non pas que les biens qui appartiennent aux gens de main-morte soient absolument perdus pour le public, puisque leurs

terres sont cultivées , & qu'ils en dépensent le produit dans le Royaume : mais l'Etat perd en général , en ce que ces terres ne contribuent pas dans la proportion des autres , & en ce que , n'entrant plus dans le partage des familles , ce sont autant de moyens de moins pour accroître ou conserver la population. On ne sauroit donc veiller trop attentivement à ce que la masse de ces biens ne s'accroisse pas.

Le Roi, en vendant à si bon marché les droits de son Domaine , voulut favoriser ce premier corps de l'Etat ; car il connoissoit parfaitement l'étendue de son pouvoir sur les biens Ecclésiastiques. Les Commissaires de Sa Majesté représentèrent à l'Assemblée du Clergé qui se tenoit à Mantes , qu'il n'étoit pas permis aux gens de main-morte d'acquérir ni de posséder aucuns héritages & droits immobiliers , sans en obtenir des lettres d'amortissement & en acquitter les droits ; que faute d'y satisfaire dans l'an & jour , ces acquisitions étoient réunies de droit au Domaine ; que les Ecclésiastiques , qui possédoient une grande partie des biens du Royaume , n'avoient ni obtenu ces permissions , ni payé les droits dûs au Roi , & qui mon-

toient à des sommes immenses ; que Sa Majesté entendoit faire rechercher tous ces amortissemens qu'elle avoit taxés au tiers du revenu de tous les Bénéficiers ; que de plus le Clergé devoit les contributions du Ban & de l'arrière-Ban ; & qu'enfin Sa Majesté pouvoit le taxer à de grandes sommes pour la conservation de ses privilèges : que cependant Sa Majesté voulant bien , à la recommandation de M. le Cardinal de Richelieu , les traiter favorablement , elle se contenteroit de six millions payables en trois années.

Il paroît que la persuasion où l'on étoit que ces privilèges divers avoient besoin d'être renouvelés de tems en tems par des taxes , rendoit le Gouvernement peu difficile sur l'expression , assez indifférente dans le fond , pourvu que le Prince soit obéi & secouru. Mais il n'étoit point indifférent , en consentant aux emprunts du Clergé , de lui fixer un terme modéré de dix années environ pour le remboursement : & l'oubli de cette sage précaution a coûté fort cher à l'Etat. Peut-être même un jour , si l'on ne travaille sérieusement à ces liquidations , le Clergé sera-t-il forcé de recourir lui-même à la vente

de quelque partie de ses Domaines : car c'est jouir à titre onéreux que de jouir d'une terre engagée à des créanciers qui absorbent le revenu, sans égard aux accidens, aux réparations ; tandis qu'un domaine de mille livres de rente vendu au denier trente-cinq éteindroit une charge de quinze cent livres contractée par emprunt à quatre & demi pour cent.

Telles sont les détresses dans lesquelles le Cardinal de Richelieu laissa l'Etat en mourant. Il seroit injuste de les reprocher à ce grand homme, puisqu'elles ne furent pas autant le fruit des guerres étrangères, dictées d'ailleurs par la nécessité, que des dissipations qui avoient précédé son ministère, des dissensions domestiques que suscitèrent tour-à-tour l'avidité & la licence des Grands, l'esprit d'indépendance & de révolte couvert sous le voile de la liberté de conscience, les tracasseries d'une Reine qui vouloit de l'autorité pour en abuser, les boutades d'un Prince toujours prêt à sortir de l'obéissance ou à y rentrer, la basse envie que portèrent les Courtisans à sa gloire & plus encore à sa fortune. Il étoit véritablement l'homme dont la France avoit be-

soin dans les tems où il vécut , & ses défauts même furent utiles à l'Etat. Sa sensibilité , peut-être trop grande , aux injures , produisit des exemples sévères , mais nécessaires pour réprimer la licence des Grands , & délivrer le Peuple de l'oppression sous laquelle il gémissoit. Trop actif pour souffrir patiemment que l'effet de ses desseins fût retardé , & peut-être plus jaloux de bien gouverner les hommes que de le leur persuader , il brusqua trop quelquefois les préjugés de son siècle , & n'eut pas toujours assez d'égards pour des formes consacrées dans l'Etat ; mais il apporta dans les affaires une célérité d'exécution auparavant inconnue , & qui le plus souvent est le gage du succès. Livré tout entier à des projets vastes & relevés , peut-être n'abaisssa-t-il pas assez ses regards sur la dernière classe du Peuple. Le chapitre où il en parle dans son Testament politique , prouve qu'il avoit plus tourné ses méditations sur la partie brillante de l'administration extérieure , que sur celle de l'administration intérieure : car il est vrai qu'un Peuple , s'il n'est aimé , ne sera jamais conduit à l'avantage de son Prince. Les maximes contraires passent de bouche

en bouche , & personne ne fait attention qu'elles pouvoient n'être pas dangereuses dans celle de Richelieu , dont le génie supérieur réparoit l'espece d'indifférence pour cette portion d'hommes , qui forme le fonds de l'Etat & maintient toutes les autres. Ce grand homme cependant ne manquoit pas de vûes saines & justes sur les opérations intérieures. Il fonda une Marine ; il connut l'importance du Commerce , & le protégea même autant que la pauvreté du Trésor public le lui permit , mais il se trompa quelquefois sur les moyens. En voulant imiter les grandes Compagnies de Hollande & d'Angleterre , il ne compara pas assez les circonstances ; il ne partit pas des principes , source unique de la maniere de s'approprier les methodes étrangères & d'en juger. Pour juger de ses vûes sur les Finances , on peut lire ce qu'il nous en dit lui-même dans son Testament politique. Le témoignage respectable de sa famille qui le lui revendique , ne laisse aucune matiere de doute sur l'autorité de cette piece , dont on doit desirer une édition plus correcte & plus sûre que celles que nous avons.

Le chapitre des Finances en parti.

culier renferme des principes généraux dignes de la méditation des Princes & des hommes d'Etat , quoique les vûes se soient plus étendues depuis sur ces fortes de combinaisons. La principale base de l'administration qu'il propose se réduit à l'économie & à l'ordre dans la distribution , sources toujours fécondes à la vérité , les plus utiles dans la paix , les plus favorables à l'humanité , mais quelquefois insuffisantes à mesure que les intérêts d'une Nation se mêlent davantage avec ceux des autres Peuples. On ne peut pas toujours estimer les Finances d'un Etat dans une assiette solide , parce que les sommes levées pendant la paix acquittent exactement , & même au-delà , la dépense nécessaire au maintien de la société : il faut encore être muni de ressources assurées pour soutenir une guerre de sept à huit années , sans recourir aux Traités extraordinaires , aux aliénations perpétuelles & à tous les expédiens funestes , qui , en surchargeant les Peuples , conduisent l'Etat à l'impuissance. Sans cette prévoyance , l'administration devient un cercle continuel de désordres & de réformes : celles-ci même ont toujours leur danger pour le crédit public ; tous

les hommes à beaucoup près ne sont point en état de les manier, & la plupart manquent du courage ou de l'autorité nécessaire.

Pour parvenir à établir un fonds pour les dépenses courantes, & à s'en préparer un assuré pour de grandes dépenses extraordinaires, il faut absolument, outre l'ordre & l'économie dans la distribution, procurer avec une vigilance particulière à toutes les classes des Sujets, les moyens d'accroître leurs richesses & leurs consommations; ensuite combiner les diverses natures d'impôts, de manière que les Peuples payent plus facilement, plus doucement, & qu'une imposition ne nuise point à la perception d'une autre. Entre les diverses natures de tributs, il est convenable de préférer ceux dont l'augmentation passagère dans un tems de besoin ne fatiguera point les Peuples; parce que les ressources sont toujours d'un produit plus assuré lorsque la régie est montée de longue main. Les contributions d'une perception prompte & facile sans embarras dans la régie, paroîtroient les plus propres à être réservées pour un tems de besoin, parce qu'il est toujours important alors que

l'Etat soit secouru avec une grande exactitude , & que moins il dépend de son crédit , plus il en trouve facilement & à bon marché.

Il est évident que la route la plus commune ne peut pas toujours conduire un Etat à ce degré de prospérité dans un pays où les Finances n'ont point encore été envisagées sous ce point de vûe. Vrai semblablement si les personnes sur lesquelles le Cardinal de Richelieu s'étoit reposé du détail des Finances eussent médité plus profondément sur les ressources dont un Etat comme celui-ci a besoin au moins tous les quinze ou vingt ans , & qui devoient alors se répéter plus souvent dans la situation où se trouvoit le système politique de l'Europe , ce grand homme n'eût pas montré tant d'éloignement pour les changemens dans la perception ; il les eût même regardés comme nécessaires à la sûreté de l'Etat.

Il paroît par le Testament politique qu'alors le total des impositions étoit de soixante & dix-neuf millions , dont trente-trois millions environ entroient au Trésor de l'Epargne.

SÇ A V O I R :

		<i>Charges.</i>	<i>Parties de l'Epargne.</i>
	liv.	liv.	liv.
Tailles	44000000	26650000	17350000
Ferme des Aides . . .	4000000	3600000	400000
Toutes les Gabelles	19000000	13750000	5250000
Parties Casuelles...	2000000		
Domaines & Bois...	1100000		
Cinq grosses Fermes	2400000		
Ferme de Bordeaux	1800000		
Trois livres par muid de vin à Pa- ris, trente sols anciens & nou- veaux dix sols . . .	1280000		
Ferme des quarante- cinq sols, au lieu des péages & droits	530000		
Neuf livres dix-huit sols de Picardie...	174000		
Ferme de Brouage..	254000		
Foraine de Languedoc. Epicerie & Drogueries de Marseille & deux pour cent d'Arles	380000	2000000	1000000
Tiers-sur-taux de Lyon	60000		
Nouvelles Imposi- tions de Norman- die	240000		
Impositions de la ri- viere de Loire . . .	225000		
Ferme du fer	80000		
Autres Fermes non détaillées	177000		
Subvention du Cler- gé	1300000		
Total des revenus...	79000000	46000000	33000000

Suivant un état dans le plus grand détail des revenus & des charges de l'année 1639, je trouve que la totalité des revenus montoit à quatre-vingt millions deux cent dix mille cent quatre-vingt-cinq livres seize sols dix deniers ; & les charges à quarante-fix millions huit cent dix-neuf mille fix cent soixante-cinq livres treize sols fix deniers ; ainsi les parties de l'Epargne étoient de trente-trois millions trois cent quatre-vingt-dix mille cinq cent vingt livres trois sols quatre deniers. Ces deux pieces se confirment mutuellement ; & celle dont je parle est certainement une piece authentique , puisqu'elle se trouve reliée avec des états originaux arrêtés au Conseil.

Pour mieux concevoir l'effet des aliénations des rentes , des créations de Charges & des emprunts aux Traitans, il paroît convenable de se rappeler la situation des Finances à la fin de 1609.

Revenus , 26000000 livres. *Charges* , 6000000 livres. *Parties de l'Epargne* , 20000000 livres.

Ainsi dans l'espace de trente-trois ans , l'imposition étoit accrue de cinquante-trois millions , les charges de quarante ; le Gouvernement ne tou-

choit que treize millions de plus à raison de l'augmentation de ses dépenses, dont la majeure partie étoit forcée.

Voici l'état des dépenses, tel qu'on le trouve dans le Testament politique.

	liv.
Extraordinaire des Guerres	12000000
Garnisons ordinaires	3000000
Marine	2500000
Artillerie	600000
Maison du Roi, de la Reine & de Monsieur	3500000
Ligues Suisses	400000
Bâtimens	300000
Ambassades	250000
Fortifications	600000
Penfions	4000000
Dons ordinaires du Roi	50000
Acquits-Patens	400000
Parties inopinées, & Voya- ges	2000000
Comptant du Roi	300000
Total	<hr/> 29900000

Divers articles paroissent oubliés dans cet état de dépense, comme les non-valeurs, les subsides étrangers, &c. Ainsi on peut regarder avec les non-valeurs ordinaires la recette comme em-

ployée par la dépense courante , même en tems de paix.

Il y avoit bien quelque économie à pratiquer sur les trois millions de garnisons ordinaires dans l'intérieur , presque toutes inutiles , & qu'on pouvoit réduire à un million. Les pensions auroient pû être réduites de quatre millions à deux , comme les Assemblées des Notables l'avoient demandé plusieurs fois ; mais il est toujours difficile de retrancher sur les libéralités que le Prince a une fois accordées , & ces deux objets n'étoient pas capables de soulager les Peuples autant qu'ils en avoient besoin. Le projet du Cardinal étoit après la conclusion de la paix , de rembourser en sept années trente millions sur les rentes , charges & aliénations , en profitant du cours où tous ces effets se vendoient , c'est-à-dire , au denier fix , sept , huit ; de maniere qu'en se procurant par un traité une somme de quarante-huit millions comptant , elle eût suffi avec sept années de jouissance pour le remboursement des propriétaires. En effet , ces trente millions étoient aliénés originairement au denier seize ; & puisqu'ils perdoient de cinquante à

soixante pour cent sur le capital, les quarante-huit millions comptant eussent racheté un capital de quatre-vingt-seize millions au moins, dont le revenu étoit de six millions; cette épargne jointe pendant sept ans aux vingt-quatre millions restant, eût formé une somme de deux cent dix millions suffisante pour éteindre à-peu-près les trois cent quatre-vingt-quatre millions de capitaux restant, qui n'avoient cours dans le Commerce que pour cent quatre-vingt-douze millions.

C'étoit à-peu-près sans doute la meilleure opération qu'il fût possible de faire, puisque le crédit de ces effets étoit tombé de lui-même par la défiance qu'inspiroient les detresses de l'Etat; & parce que les Traitans qui les avoient obtenus à meilleur marché encore, s'étoient contentés de les revendre à ce prix pour faire rentrer plus promptement leurs capitaux. Dans de pareilles extrémités, les regles ordinaires sont peu de saison; & dès que personne ne perd réellement, la libération des revenus doit l'emporter sur toute autre considération.

Au moyen de l'extinction des trente millions de charges, les tailles eussent

été diminuées de vingt-deux millions ; & ces vingt-deux millions se feroient trouvés repartis sur un grand nombre de riches privilégiés qu'on auroit remboursés ; les revenus eussent été bornés à cinquante-sept millions, les charges à seize , & les parties de l'Epargne eussent monté à quarante-un million : ainsi l'on auroit pu avec les revenus ordinaires retirer en peu d'années les aliénations faites aux Traitans pour l'emprunt des quarante-huit millions.

Quelque desirable qu'eût été l'exécution de ce plan pour la Nation, qui souffre dans toutes ses parties lorsque les campagnes gémissent sous le fardeau des impositions, il semble qu'il restoit encore cet inconvénient , que les ressources d'une nouvelle guerre devoient se prendre sur le Peuple , sur les campagnes, qu'on eût accablés de nouveau. C'est au contraire vers les riches qu'il conviendrait de se tourner dans ces sortes d'occasions , parce que l'aifance des campagnes remonte nécessairement vers les riches , qui sont les propriétaires des terres , & que la consommation des riches ne descend qu'en partie & par de longs circuits dans les campagnes. D'ailleurs , la res-

source de l'Etat est plus assurée chez les riches ; & un peu de gêne passagere dans leur luxe se répare promptement ; au lieu qu'une ou deux années de misere chez le laboureur le ruine pour le reste de ses jours , & porte à la culture un préjudice irréparable.

Avant de passer à une nouvelle administration , faisons une observation importante , & qui reviendra souvent. Dans l'espace de trente-trois années , il avoit été aliéné pour quarante millions de revenus , dont l'Etat n'avoit pas retiré deux-cent millions effectifs par la voie des Traitans : supposons même qu'il en eût retiré trois-cent trente millions , une imposition annuelle de dix millions n'eût-elle pas été plus favorable au bon ordre , à la prospérité du Gouvernement , à l'humanité ? La même somme eût été fournie & dépensée , & les impositions n'eussent monté qu'à trente-neuf millions , au lieu de soixante & dix-neuf qui se trouvoient établis à perpétuité. Elles augmentèrent même en peu de tems sans que l'Etat sortît de sa détresse. Quelle différence de position pour la France , si à la mort du Cardinal de Richelieu

elle se fût trouvée en état de dépenser annuellement soixante millions sans emprunts , c'est-à-dire trente-quatre de plus pour la guerre qu'en 1609 !

On ne pourroit cependant sans injustice lui reprocher ces malheurs : une administration extrêmement relâchée & de grandes dissipations avoient précédé immédiatement les engagements extérieurs qu'il se trouva forcé de faire contracter à l'Etat ; les Peuples n'avoient pas eu le tems de se remettre ; & les Sur-intendants n'apportant point dans la politique intérieure la même profondeur de vûes avec laquelle la politique extérieure étoit gouvernée , on suivit le plan tracé précédemment , soit par timidité , soit pour dérober en quelque façon au Peuple la connoissance des desordres passés. Ainsi chaque année diminuoit le revenu de l'Epargne , & augmentoit la nécessité des nouveaux emprunts , dont par cette raison même les conditions devenoient plus onéreuses : bientôt il n'y eut plus de remède , & il fallut se résoudre à attendre le retour de la paix pour changer de système économique.

ANNÉE 1643.

Telle fut encore depuis la conduite forcée du Gouvernement au dedans , tandis que le Cardinal Mazarin , appelé à la principale direction des affaires du dehors , suivit le plan tracé par son Prédécesseur. Louis XIII n'en recueillit pas les fruits , & mourut le 14 Mai de l'année 1643. Toujours docile aux avis que lui avoit laissés son fidele Ministre , il avoit établi par son Testament la Reine son épouse Régente du Royaume : mais il avoit limité son autorité par un Conseil indépendant qu'il lui nomma. Cette Princeesse , impatiente depuis long-tems de son peu de pouvoir , ne put se résoudre à le partager en quelque façon. Elle ne manqua point de raisons spécieuses pour s'attribuer la nomination des Membres du Conseil. Dans le Lit de Justice tenu au Parlement , il fut dérogé tout d'une voix à cette clause incommode ; & ce fut la source de grands maux.

Cependant les premieres années furent tranquilles : la Régente zélée pour la gloire de l'Etat , douée d'un esprit plus solide que brillant , & d'un cou-

rage peut-être un peu tourné vers l'obstination , se livra au Cardinal de Mazarin , le seul homme du Conseil , en effet , qui fût capable de dénouer heureusement cette chaîne politique dans laquelle l'Etat étoit embarrassé. L'exemple des Princes qui se dévouerent sincèrement au service du Roi , & la fameuse bataille de Rocroi , gagnée cinq jours après l'avenement du jeune Louis au Trône , firent taire parmi les Peuples le ressentiment de leurs miseres.

La Régente trouva les fonds de 1644, 1645 & 1646 consommés entierement ; il étoit dû douze cent mille livres de gages aux Officiers du Parlement , & à proportion à toutes les Compagnies du Royaume.

Ces circonstances étoient trop difficiles pour le Président de Bailleul , que la Reine avoit nommé à la Sur-intendance des Finances , parce qu'il étoit sa création. Il est vrai qu'on lui donna pour Contrôleur général Emery , Italien de naissance , homme d'expédient , & qui n'auroit peut-être pas mérité les impressions que le Public prit de lui , s'il eût eu les mains nettes dans son administration.

On emprunta d'abord douze mil-

lions ; & l'on peut juger si ce fut à des conditions bien dures pour le Prince , puisque les rentes qui s'étoient constituées ci-devant au denier quatorze , ne se plaçoient plus alors qu'au denier quatre. Cette malheureuse méthode étoit si infructueuse , qu'on fut obligé d'y revenir ; & elle étoit du goût du Sur-intendant qui , dans une conférence , avança « que cet usage étoit » commode & avantageux ; que si le » Prince donnoit un plus haut intérêt que l'ordinaire , il le donnoit à ses » Peuples qui s'enrichissoient à ses dépens ». Il faut avouer que si les étrangers n'avoient aucune part dans les dettes publiques d'un Etat , l'inconvénient seroit un peu moins grand , quoique toujours nécessairement ruineux , puisque l'Etat s'obere , & obere tous les citoyens pour en enrichir deux ou trois mille. Mais cela n'arrive jamais ; les étrangers qui ont l'intérêt de l'argent plus bas , ou qui sont riches en argent , ont grand soin d'acheter les effets publics dans leur primeur , pour les revendre lorsque la confiance publique en a augmenté la valeur. Supposant d'ailleurs que cet agiotage ruineux pour l'Etat ne se fît point , quels sont

les Sujets que le haut intérêt accordé par le Prince enrichit ? ne sont-ce pas les riches ? Et n'est-ce pas sur les pauvres que le payement en est assigné , outre leurs charges ordinaires ? Si l'art des Finances n'étoit que de recevoir & de payer , d'emprunter dans le besoin , d'aliéner des droits , ou d'en créer , ce feroit une science fort bornée : & l'on ne manque peut-être point de gens qui le sont assez pour envisager ainsi cette partie de l'administration.

On augmenta de dix sols par muid de vin le droit d'entrée à Paris , & pareille augmentation fut mise sur la vente du vin en gros dans le Royaume. On fit payer la confirmation de tous les Offices , à cause de l'avénement de Sa Majesté à la Couronne. Tous les Possesseurs & Engagistes du Domaine & des droits domaniaux furent déchargés des charges auxquelles ils étoient tenus , moyennant une taxe de répartition qui fut faite sur eux , & on chargea les états du Roi du montant de ces charges. On procéda aussi à la recherche des détenteurs du Domaine , & tous les dons furent révoqués. Ces opérations n'ayant d'autre objet que d'assigner aux Traitans des reprises pour le montant de leurs avan-

ces , fournirent une infinité de familles à leur avidité , & ne procurerent à l'E-tat aucun recouvrement de son Do-main. Les Offices de Contrôleurs Con-servateurs de la Ferme des Aides & de leurs Lieutenans furent supprimés ; le Roi réunit leurs droits de vingt-quatre deniers pour livre à ceux de ses Fer-miers , & fixa au denier quatorze l'in-térêt , qui leur seroit payé à raison de leurs Finances. En même tems on im-posa un droit additionnel de deux sols pour livre sur les Aides , & de dix sols par muid de vin vendu en gros. Tous les détenteurs des biens donnés à bail emphytéotique par les Communautés d'habitans du Royaume , furent taxés à payer le huitième denier du prix de leurs baux avec les deux sols pour li-vre. Vingt-quatre deniers pour livre furent imposés par addition sur la Fer-me de la buche , à raison du droit de subvention.

A N N É E 1644.

Emery imagina une meilleure res-source ; ce fut une taxe sur les maisons bâties dans Paris hors des limites mar-quées par les Ordonnances. On faisoit.

état d'en retirer sept à huit millions ; & ne tombant que sur les riches , elle étoit convenable dans les circonstances , puisqu'il falloit de l'argent. Le Parlement , séduit par les criailleries des propriétaires , refusa de vérifier l'Edit. En vain la Régente exposa-t-elle que le Peuple des campagnes étoit trop chargé pour augmenter les tailles ; que la dépense seule des garnisons dans les Places conquises formoit une augmentation extraordinaire de cinq millions ; que trois armées en Italie , une en Catalogne , une en Alsace , les subsides du Landgrave de Hesse & de la Suede , montoient depuis six mois à près de trente millions ; rien ne fut écouté , & la Reine consentit à modérer l'imposition à un million. Si elle eût dès-lors employé une partie de la vigueur qu'elle montra quelques années après contre le vœu unanime de la Nation , peut-être eût-elle , en soulageant son Peuple , étouffé la semence des funestes événemens dont la France fut le théâtre.

Il n'est point inutile de considérer les suites de cette fausse démarche pour les finances : la taxe sur les maisons fut remplacée par une augmentation réelle sur les tailles de cinq à six millions , sous

le nom de subsistance des troupes. On créa pour trois millions deux cent mille livres de rentes sur les Aides, pour être distribuées aux riches & aux Notables. Le Parlement enregistra cette dernière Déclaration, à condition que dans cette taxe seroient compris seulement ceux qui depuis vingt ans auront été employés dans les Finances, *ou auront exercé le Commerce, ou ceux qui ont déjà fait volontairement des avances au Roi.* Voilà les bons citoyens bien encouragés, le Commerce bien protégé : quel étrange bouleversement d'idées ! Il est vrai que le Conseil réforma cette conclusion dans une nouvelle Déclaration, où le Roi assujettissoit tous ses Sujets à la taxe, eu égard à leurs facultés. La Compagnie ne laissa pas d'y mettre encore une restriction peu honorable en faveur des Officiers de Judicature, Avocats, Procureurs, Notaires, Officiers & Suppôts de l'Université. Le Surintendant de son côté, malgré la parole Royale, mit ces rentes en parti ; les Traitans exigèrent des Sujets ce qu'ils voulurent, & par les voies qu'il leur plut de choisir ; enfin on fut obligé de révoquer ce fatal Edit.

On commença dès cette année les

80 *Recherches & Considérations*
augmentations sur les droits des Fermes : pour cette fois , elle fut d'un sou pour livre.

On créa dix-neuf Officiers de Jurés Mesureurs & Porteurs de charbon, pour joindre aux soixante-sept anciens , y compris les trente créés en 1583.

On créa quarante-neuf Offices nouveaux de Jurés Mouleurs , Compteurs , Mesureurs & Visiteurs de bois à Paris, pour faire cent avec les anciens ; quarante-fix Jurés Chargeurs de bois, pour faire avec les anciens cent dix-sept. Les deux Communautés furent réunies pour faire bourse commune, avec attribution de huit sols par voie de bois, & du sou pour livre , à quoi fut réglé le droit de subvention.

Au mois de Mai on créa cent Aides de Jurés Mouleurs, avec attribution de fix nouveaux deniers pour livre du droit de la Ferme de la buche , & quarante Commissaires des Ports.

On créa des Offices de premier Commis en chaque recette générale des Finances , taillon , ponts & chaussées : on attribua huit mille livres pour droit de vacations aux Contrôleurs & Receveurs Généraux des Finances. On créa des Offices de Commissaires Conserva-

teurs des tailles dans chaque Paroisse du Royaume ; des premiers Commis des Comptables de la Cour. La Chambre des Comptes représenta vivement le préjudice que ces créations inutiles portoient aux Peuples & aux Finances. Que pouvoit faire le Ministère ? Partout il trouvoit des contradictions. Alors toute combinaison dans la nature des impôts devient impraticable, & le plus vicieux est préféré, s'il dispense d'une vérification. Le Peuple a réellement le sort d'un avare, qui, pour n'avoir pas voulu secourir un malheureux dans son desespoir, en est égorgé.

ANNÉE 1645.

Les besoins de 1645 produisirent, outre les emprunts, de nouveaux expédients. Emery proposa de vendre toutes les places inutiles qui se trouvoient dans Paris & dans les bonnes Villes du Royaume ; une attribution aux Juges Royaux & non Royaux pour juger souverainement en certains cas, en payant finance ; l'abonnement & le rachat des droits seigneuriaux appartenant au Roi. Dans l'épuisement où se trouvoit le Peuple par une guerre de vingt-deux

ans , & plus encore par les mauvais principes introduits dès 1611 dans l'administration , il n'y avoit de ressource que chez les riches ; il étoit important de soutenir la gloire de nos armes , à la veille d'une paix qui alloit décider du succès de tant de travaux , de sang versé , de trésors consommés. Dans ces circonstances il n'étoit pas possible d'employer des moyens plus doux , dont l'effet fût moins ressenti par la postérité : cependant la vérification éprouva de nouvelles contradictions. Pour rendre l'Edit inutile , on insista sur ce que ces abonnemens & ces rachats fussent libres.

Le zele des Magistrats , qui servent d'interpretes aux miseres dont le Peuple est affailli , est digne assurément de l'encouragement du Prince & du respect des citoyens : mais s'il n'est pas éclairé , le Prince n'y voit plus ses Conseillers , le Peuple perd ses patrons , & la confusion s'introduit dans l'Etat. Pour remédier aux retards que toutes ces difficultés apportotent dans la recette de l'E-pargne , les tailles furent mises en parti avec une grande perte pour le Prince. Les exactions inséparables de l'arbitraire des Traitans furent portées à leur

comble ; les exécutions, les emprisonnemens troublèrent la culture, & acheverent de ruiner totalement les campagnes. Par une nouvelle imprudence le Sur-intendant taxa les Financiers dans l'instant même où il les sollicitoit d'ouvrir leurs bourses ; & leur argent acquit un nouveau prix fort au-dessus des médiocres secours qu'il en tira. Enfin la Régente se détermina à conduire le Roi au Parlement, où elle fit vérifier en sa présence dix-huit Edits burseaux, espérant se délivrer pour quelque tems des contradictions qu'elle effuyoit.

On leva un nouveau sou pour livre des droits de toutes les Fermes.

Les droits des Jurés Vendeurs de vin à Paris furent augmentés moyennant finance ; on augmenta les droits sur la sortie des vins des vignobles de Normandie.

Les augmentations de gages furent imposées sur les Cours Souveraines.

Les Possesseurs des biens relevant du Domaine, & même les Engagistes du Domaine furent déchargés de tous droits seigneuriaux, domaniaux & féodaux dûs à Sa Majesté, en payant une année de revenu desdits biens, suivant

l'estimation qui en feroit faite par les Commissaires nommés à cet effet.

La levée des deux sols pour livre sur les droits d'Aides fut ordonnée. Les Charges de Contrôleurs, Conservateurs de la Ferme des Aides, supprimées en 1643, furent rétablies avec une augmentation de cent mille livres de gages héréditaires.

On créa des Offices de Receveurs & Contrôleurs des amendes & épices dans chaque Jurisdiction. Deux Lettres de Maîtrise dans chaque Art & Métier dans toute l'étendue du Royaume furent créées; & dans chacune des années suivantes il y en eut de pareilles, quelquefois à diverses reprises dans une même année; & toutes portoient pour clause, que nul ne seroit reçu dans la Communauté jusqu'à ce que les Lettres accordées par le Roi eussent été remplies.

Il fut établi une taxe sur les Cabaretiers pour confirmation de leurs droits; on créa des Offices de tout genre, des Contrôleurs sur le bois, des Jurés Vendeurs de foin à Paris, des Jurés Crieurs de vin dans chaque Ville, des Officiers nouveaux des Eaux & Forêts, des Elec-

tions, dans les Chancelleries, des Agens de Change; enfin des quatriennaux partout où il y avoit anciens, alternatifs & triennaux; des Tribunaux nouveaux pour la conservation du Domaine. Pour faire goûter les nouvelles attributions de gages à tous les Corps, on augmenta les privilèges de chacun, particulièrement celui de la Noblesse fut prodigué. On força en outre d'être nobles les gens riches des Provinces moyennant finance. Ces ressources ne suffisant pas encore par le peu d'argent que donnoient les Traitans de chaque partie, on créa un million de rentes sur l'Hôtel-de-Ville.

Le 4 Juillet la subvention annuelle du Clergé fut renouvelée pour dix ans: elle fut fixée à douze cent quatre-vingt-douze mille neuf cent six liv. treize sols neuf deniers, au lieu de la somme ordinaire de treize cent mille livres, parce que les Diocèses de Rheims, Bourges & Limoges avoient racheté leur cote-part montant à sept mille quatre-vingt-treize livres six sols trois deniers. Indépendamment de cette subvention, le Roi fit représenter à l'Assemblée les besoins urgens de l'Etat; qu'on lui avoit proposé divers traités de Finances à lever sur le Clergé, comme droits de

joyeux avènement , droits de confirmation de ses privilèges , & autres qui pouvoient monter à la somme de dix millions , & dont Sa Majesté demandoit au Clergé le remplacement.

L'Assemblée représenta sa pauvreté , & que les traités proposés étoient contraires aux exemptions formelles qui lui avoient été accordées. Cependant pour secourir Sa Majesté , l'Assemblée lui offrit , le 13 Juillet 1646 , un don gratuit de quatre millions payables en deux ans & demi , dont trois furent repartis sur les Bénéficiers , & un million assigné sur les Officiers de Décimes.

A N N É E 1646.

Emery étoit l'homme du Cardinal Mazarin , qui l'éleva à la Surintendance des Finances pour mieux en disposer. On le connoissoit pour être l'inventeur de quelques-unes des impositions nouvelles ; & les têtes étoient tellement échauffées dans le tems dont nous parlons , que les défiances & les clameurs publiques s'accrurent à la nouvelle de quelques autres ressources moins éloignées des bons principes que celles de l'année précédente , puis-

qu'elles formoient une imposition générale. On mit un droit additionnel de deux sols pour livre des droits des Aides, qui fut converti l'année suivante en un droit de dix sols par muid de vin. On revoqua tous les privilèges de franc-salé, & le prix du sel fut augmenté de quarante sols par minot. Un tiers des gages fut retranché pendant la guerre aux Cours Supérieures, & la moitié à tous les autres Offices. L'établissement des droits d'entrée à Paris mit le comble au mécontentement, ou lui servit de prétexte pour éclater, malgré le soin que prit le Cardinal de distraire les esprits en procurant à la Capitale un Opera, spectacle nouveau pour la France.

Les Magistrats s'opposèrent, avec une vigueur qu'ils n'avoient point montrée dans des occasions plus justes, où il s'agissoit du maintien des Ordonnances, à un impôt que plusieurs Villes de France ont préféré comme plus équitable & plus doux que tous les autres. Cet impôt ne convenoit nulle part aussi bien que dans une Capitale, où se fait la consommation des principaux revenus de l'Etat, où se rendent une infinité de gens inutiles qu'il seroit à-pro-

pos d'en dégoûter par la cherté du séjour.

La timidité du Cardinal l'emporta cependant sur l'avis de Monsieur & sur les résolutions de la Régente, indignée de voir le cours des succès de la France dépendre d'un caprice aveugle : l'affaire fut mise en négociation. Le tarif proposé fut modifié de concert, & l'on en excepta le charbon, le bois à brûler, toutes sortes de grains, le vin, & ce qui provenoit du crû des Bourgeois. Les trois premiers articles sont d'un usage si nécessaire, qu'il est constant que le droit y doit être imposé avec une extrême modération ; mais d'un autre côté comme il est juste que tout le monde contribue, il ne convient pas assurément d'affranchir totalement les denrées d'un usage indispensable à tous. A l'égard du vin, la bonne police seule eût suffi pour en accréditer le droit, puisqu'il n'est pas nécessaire, & que moins il est cher, moins le peuple travaille. L'exemption de ce qui vient du crû des Bourgeois ne pouvoit être dictée que par un motif personnel très-blâmable ; car c'étoit exempter les riches, faire perdre dès-lors à cet impôt son plus grand avantage. Cette dernière

niere exception devenoit même d'autant plus odieuse, que ces mêmes Bourgeois se trouvent dans la possession abusive de faire valoir leurs terres sans contribuer à la taille des Paroisses, qui ne laisse pas d'être toujours la même. Enfin revenons toujours à ces principes si simples : la République doit être secourue ; & puisque les propriétés augmentent l'intérêt du Citoyen à la conservation de la République, celui qui a le plus de propriétés doit contribuer dans une plus forte proportion. On ne doit pas croire que la mauvaise volonté eût part à ces oppositions ; mais l'esprit de formes, s'il n'est rectifié par de grandes connoissances, retrecit les vûes d'administration.

Dans les dispositions où se trouvoient la Régente & son Ministre, quel bien n'eussent pas produit des Remontrances respectueuses sur la mauvaise nature des impôts ; des projets réfléchis pour fournir plus abondamment aux besoins de l'Etat, & d'une maniere plus douce pour les Sujets ; pour introduire un ordre plus simple dans la perception, & la garantir des mains inutiles ?

A N N É E 1647.

Le fruit de ces longueurs fut d'obliger à l'ordinaire le Gouvernement de recourir aux emprunts ; d'autant plus que l'hivernage des troupes dans l'intérieur du Royaume ayant extraordinairement fatigué les Provinces , déjà foulées par les Traitans des tailles, la Regente avoit été contrainte de remettre dix-sept millions sur les anciens arrérages. Les Officiers des Seigneurs Hauts-Justiciers furent aussi taxés ; les Prevôts des Maréchaux furent égalés aux Lieutenans Criminels ; des Contrôleurs des poids & mesures furent créés avec attribution d'un droit sur les Marchands suivant leurs facultés , mais qui ne pouvoit excéder soixante & quinze livres. Ce dernier impôt fut restreint à la vérification aux seules Villes tenant un Présidial , & à condition que la plus forte taxe seroit bornée à vingt-cinq livres. Cette modification étoit raisonnable ; il l'eût été encore davantage de remontrer que cet impôt , quoique peu considérable en soi , devenoit extrêmement onéreux dans son exercice & par son arbitraire.

Sept cent mille livres de taxe furent imposées sur les six Corps des Marchands, & converties en un droit sur certaines marchandises jusqu'au parfait payement. On imposa vingt sols par muid de vin dans toute l'étendue du Royaume. Le montant des octrois des Villes fut porté à l'Epargne, & l'on permit aux Maires & Echevins de les lever par doublement.

A N N É E 1648.

La connoissance que les ennemis avoient de nos détresses & des semences de divisions qui commençoient à germer en France, contribuoit depuis long-tems à retarder la signature de la Paix. Le Cardinal n'en étoit que plus ardent à se procurer des fonds capables de pousser vigoureusement les opérations militaires dans la Campagne de 1648. Plusieurs Edits parurent pour créer vingt-quatre nouveaux Maîtres des Requêtes ; rendre tous les Présidiaux semestres ; aliéner quinze cent mille livres de rentes sur la levée du tarif ; créer des Officiers de Police sur les Ports de Paris, des Charges de Secrétaires du Roi ; percevoir des droits

de francs-fiefs ; augmenter les droits du Sceau ; différer quatre quartiers des rentes ; retrancher quatre années des gages aux Compagnies , en rétablissant le droit annuel. Le Parlement , auquel le Cardinal s'efforçoit toujours de plaire , étoit seul excepté de cette dernière rigueur.

Dans un desordre moins pressant le produit de ces Edits eût été immense ; mais les affaires étoient réduites au point , que pour recevoir un million il falloit en abandonner quatre ou cinq aux Partisans. Il faut convenir cependant que , si les personnes chargées de l'administration eussent été moins avides , le Public n'eût pas été si chargé.

Le cri fut général à la lecture de ces Edits ; celui des rentes étoit aussi imprudent qu'inhumain , puisqu'il réduisoit à la mendicité un grand nombre de familles médiocres qui n'avoient pas d'autre subsistance ; c'étoit s'ôter jusqu'à l'espérance du crédit : mais le Cardinal , aussi hardi à entreprendre que foible & timide contre les résistances , sacrifioit également les égards dûs aux privilèges , à la sûreté publique. On avoit eu beaucoup de peine à le dissuader d'imposer les Gentilshommes à

la taille. Les Marchands s'ameuterent ; les Maîtres des Requêtes signèrent un acte d'union , par lequel ils s'engagerent d'exclure leurs nouveaux Confreres, & de dédommager ceux d'entr'eux que l'on pourroit priver de leurs Charges pour servir d'exemple ; les autres Compagnies Souveraines s'unirent , & le nombre des mécontents grossit. Les Trésoriers de France , les Elus , les Secrétaires du Roi , les Officiers des Gabelles , tous se rallient & demandent au Parlement la réparation des torts qui leur sont faits.

L'intérêt personnel dictoit ces Requêtes ; cependant, soit qu'il ne fût pas aperçu de ceux qui en prirent la défense, soit qu'on voulût entreprendre de son côté , on s'assemble contre les Loix , on délibere malgré les défenses.

Les conseils violens ne manquoient point à la Cour , la Regente y étoit portée : mais le Premier Ministre , qui ne connoissoit de honte que celle de ne pas arriver à son but principal , pensa qu'il étoit plus sage de se retirer du mauvais pas où l'on s'étoit engagé , que de s'exposer à perdre , par une division ouverte , le fruit des négociations prêtes à se conclure à Munster.

Emery fut la première victime sacrifiée à la haine publique , & relegué à sa Terre de Tanlai. Cet étranger fut injustement puni , si l'on considère la cause principale de son exil ; & ne l'eût pas été assez , si l'on eût recherché ses concussions. Né de parens très-pauvres, il avoit amassé des sommes immenses dans le maniement des Finances , sans compter les largesses qu'il répandoit à la Cour pour s'y soutenir. Il faisoit acheter publiquement pour lui & pour ses amis des rentes au denier deux & trois, qu'il se faisoit rembourser par le Roi sur le pied du denier quatorze. Intéressé dans tous les traités , il est aisé de juger qu'il procuroit à ses associés des conditions avantageuses : entr'autres aliénations il accorda pendant dix ans , pour un million , la jouissance des impôts & billots de Bretagne , qui valoient cinq cent mille livres.

Le Maréchal de la Meilleraye eut la Surintendance, à laquelle il n'entendoit rien. Il fut convenu avec le Parlement, que l'impôt sur les maisons & l'abonnement du Domaine seroient supprimés ; les créations d'Offices révoquées ; le droit de cinquante-huit sols six deniers par muid de vin , & à proportion

sur les autres boissens, supprimé; que les tailles de la prochaine année 1649 feroient diminuées d'un quart, à condition qu'elles feroient totalement payées en Février 1650; que le payement de deux quartiers & demi feroit rétabli à l'égard des rentes sur le Sel, le Clergé, les Aides, & deux quartiers seulement sur les autres rentes; qu'un quartier des gages retranchés aux Officiers des Cours Souveraines feroit payé; mais les Trésoriers de France, les Elus, les Présidiaux en furent totalement privés; que tous les privilèges accordés pour trafiquer de quelques marchandises que ce fût, feroient revoqués, & la liberté laissée à l'avenir à tous Marchands d'en user selon leur expérience.

Le Cardinal d'ailleurs exécuta avec joie deux conseils que lui donnerent les Magistrats, & qui ne pouvoient être pires dans l'occurrence actuelle: ce fut de taxer les Financiers, & de revoquer les assignations données à ceux qui avoient avancé de l'argent au Roi, *attendu*, disoit-on, *que c'étoient presque tous des gens de rien ou trop riches*. Quelle Jurisprudence a jamais objecté ces deux défauts à un créancier, s'il est légitime d'ailleurs? C'étoit réellement ce qu'il

96 *Recherches & Considérations*
eût convenu d'examiner, mais il n'étoit pas tems.

Les Financiers firent la plûpart banqueroute, en conséquence de celle qu'ils effuyoient de la part du Roi; les riches particuliers dont ils avoient emprunté payerent ainsi, sans profit pour l'Etat, la plus forte taxe qui eût encore été imposée sur eux.

Quoique la réduction des rentes sur le Clergé ne regardât, suivant les termes de l'Arrêt, que les rentes constituées *par le Roi & ses Prédécesseurs sur le Clergé*, les Payeurs des rentes constituées par le Clergé même sur son temporel, prétendirent que le retranchement devoit avoir lieu sur les dernières également. Les fonds en effet ne furent plus faits par le Clergé que pour deux quartiers & demi, sans que l'autorité législative y intervînt pour lors; il alléguait sa grande pauvreté & les pertes considérables qu'il avoit effuyées pendant les troubles; mais on promit, lorsque les affaires seroient rétablies, de payer les quatre quartiers; en attendant on engagea les rentiers à donner leur quittance de quatre quartiers pour l'arrangement des comptes, qui n'admet que des payemens complets. Cette
facilité.

facilité devint depuis un droit d'usage & de possession : les Payeurs pour embarrasser davantage la matiere reculerent jusqu'à l'espace de huit mois l'ouverture du payement de ces deux quartiers & demi. Telle fut l'origine de la grande affaire de 1719, entre le Clergé & les rentiers, dans laquelle ceux-ci prétendoient prouver qu'ils ne recevoient en 1719, que le payement de 1679. Elle fut décidée, comme l'on fait, en faveur du Clergé en 1723.

Au milieu de ces débats, on apprit enfin la signature du Traité de Munster, qui assuroit la liberté de l'Allemagne. Si la gloire & l'utilité qu'en retiroit la France étoient dûes principalement au Cardinal de Richelieu, son successeur ne laissoit pas d'avoir une part considérable dans cette obligation, par l'adresse & la conduite qu'il employa à la confection de ce grand ouvrage : mais ses ennemis la dissimulerent alors, & la guerre qui continuoit en Espagne, ne permettoit pas aux peuples de se réjouir d'un si grand succès. En effet on devoit plus de soixante millions d'assignations non acquittées ; les dépenses de l'Etat montoient à cent quatre millions ; & moyennant la révocation d'une partie

98 *Recherches & Considérations*
des Edits, la recette ne montoit qu'à
quatre-vingt douze millions.

A N N É E 1649.

L'état des tailles, taillon, substan-
ce montoit à cinquante millions deux
cent quatre-vingt-quatorze mille deux
cent huit livres neuf sols huit deniers.

S Ç A V O I R :

Dans la GÉNÉ-
RALITÉ de

liv. s. d.

Paris	5139639		
Orléans	3386065	16	
Moulins	1982796	14	
Alençon	2212417		
Châlons	1350960		
Soissons	1421222	19	
Caën	2275065	4	
Rouen	3150327	10	
Limoges	2338113	14	2
Poitiers	2220372		
Bourges	1117657	6	6
Dauphiné	1323942	16	
Provence	315180	14	
Montpellier... .	2722961	18	3
Riom	2897711	10	
Bourgogne... .	6293791	5	10
Bretagne	582613	11	
Bordeaux	3180373	9	
Montauban... .	3271075	8	
Amiens	555250		
Tours	4410820	8	10
Lyon	1997774	7	
Toulouse	1812487	18	1

liv. s. d.

50294208 9 8

Les Fermes montoient à trente-cinq millions quatre cent vingt-cinq mille six cent quinze liv. quinze sols six den.

S Ç A V O I R :

	liv.	s.	d.
De l'autre part . . .	50294208	9	8
La Ferme générale des Aides...	3549712	12	
La Ferme de six liv. dix sols d'entrée sur le vin à Paris, y compris la Ferme des quarante-cinq sols.	2520000		
La Comptablie de Bordeaux . . .	24767	8	6
Le Convoi de Bordeaux	2300000		
La Ferme de Brouage	254000		
La Ferme du Fer	160000		
La Patente du Languedoc	420000		
La Ferme d'Ingrande	15000		
La Ferme générale des Gabelles	13624200		
Les cinq grosses Fermes	3048882		
La Ferme des Gabelles de Languedoc & Lyonnois	3609000		

De l'autre part.... 50294208 9 8

<i>Idem.</i> De Provence & Dauphiné	806000
Foraine de Languedoc & de Provence	510000
Coutume de Bayonne	70000
Domaine de Languedoc	67500
Domaine de Navarre	83000
Nouveau Domaine de Navarre	205265
Domaine de Château-Renault	142000
Domaine de la Reine Marguerite	64000
Domaine de la Reine Mere	253168
Ferme du Papier & Contrôle des Bureaux	107010

De l'autre part. . . . 50294208 9 8

Les cendres gravées & foulées	7000		
La vente des bois & forêts de l'Isle de France, Généralité de Paris, Soissons, Orléans, Tours, Châlons, Rouen, Caën & Comté du Perche	911310	15	35085615 15 6
Les Parties Casuelles	2000000		
Les Francs-fiefs	100000		
Les neuf livres dix-huit sols de Picardie	173800		
Le tiers sur taux de la douane de Lyon	60000		
Tarif de Paris.	2000000		
Octrois, Dons gratuits, & autres droits dont je n'ai pu recouvrer le détail	4621000		
			<hr/>
			92090824 6 2
			<hr/>

Un particulier proposa alors de supprimer les Tailles, les Aides, les Gabelles, & par conséquent de supprimer l'excessive quantité de Régisseurs, dont le peuple ne recevoit pas moins

d'incommodités que des impôts mêmes ; de conserver seulement les Domaines, les Traites foraines, & d'y joindre un impôt d'un sol par jour sur les aisés. Il prétendoit qu'il se trouvoit dans le Royaume six millions de personnes en état de les payer, ce qui eût produit d'un seul article cent neuf millions cinq cent mille livres. Par cet arrangement, disoit-il, le Roi sera au-dessus de ses dépenses, pourra rembourser petit à petit ses créanciers ; & le peuple soulagé se livrera de bon cœur au travail. Si une pareille répartition n'est ni juste ni praticable à certains égards, il n'en est pas moins vrai que c'est à ce but que doivent tendre tous les tableaux & les projets de Finance par des voyes plus parfaites. Si tous les hommes d'un Etat sont occupés, s'ils sont rendus assez riches pour payer, non pas un sou, mais au besoin quatre sols par jour l'un dans l'autre, plus il y aura d'hommes dans l'Etat, plus les ressources publiques seront grandes ; plus l'aisance sera commune, plus la perception sera facile.

A N N É E 1650.

Ces idées sont trop éloignées du tems

malheureux dont nous parlons , pour nous y arrêter. Le Maréchal de la Meilleraye emprunta, aliéna le plus qu'il put pour soutenir nos armées. Le désordre étoit général dans toutes les Provinces. Les Collecteurs des partisans des Tailles n'osoient se montrer avec leur satellites ; le sel se vendoit publiquement dans les marchés. Les Princes, la Noblesse, le Peuple, les Parlemens même, tout fut entraîné tour-à-tour par l'esprit de vertige. Passons l'éponge sur ces époques funestes, qu'il faudroit effacer, s'il étoit possible, dans les fastes de la nation. Ce ne fut point le crime d'un seul corps ; & si celui dans lequel les peuples mirent leur confiance, partagea leur soulèvement, il ne fit qu'en rompre l'impétuosité. Le Cardinal, après avoir méfuté de la supériorité qu'il croyoit avoir acquise sur la nation, pensa lui-même qu'il étoit trop dangereux de se roidir contre l'émotion générale : il quitta la France.

ANNÉE 1651.

Cette fuite & la majorité du Roi ne donnerent pas le tems aux divers orages qui se formoient de se réunir. Les

Parlemens rentrèrent dans le devoir : les impôts supprimés en 1648 , furent rétablis ; d'autres Edits furent vérifiés pour faire payer aux Engagistes du Domaine une année du revenu de leur engagement , pour création d'Offices & Maréchaussée de France , pour la taxe des francs-fiefs & nouveaux acquêts , pour faire une coupe de bois extraordinaire de douze cent mille livres dans les forêts de Sa Majesté , pour augmentation de sept cent mille livres de gages à repartir sur tous les Officiers du Royaume.

Le 25 Janvier de cette année le Clergé avoit accordé un don gratuit de six cent mille livres pour le sacre du Roi.

A N N É E 1652.

La mauvaise position de l'Espagne , & l'habileté de M. de Turenne rentré dans le devoir , furent cependant le salut de la France. Le Roi revint à Paris , où son autorité se trouva si bien affermie , qu'il rappella le Cardinal Mazarin. S'il n'étoit pas juste de sacrifier un Ministre , dont l'Etat avoit retiré de si grands services , peut-être n'étoit-il pas digne de la majesté du Roi de donner d'autres motifs de sa déclaration.

La nation ne put refuser son estime à l'habileté & à la constance du premier Ministre ; & passant trop subitement d'une haine aveugle à une adulation honteuse , elle mérita d'en être méprisée. Le Cardinal la gouverna comme un vainqueur absolu gouverne un pays de conquête.

ANNÉE 1653.

Son premier soin fut cependant de faire assigner des fonds pour le paiement des rentes. Emery avoit eu la même attention lorsqu'il étoit rentré dans la Sur-intendance abandonnée en 1649 par le Maréchal de la Meilleraye. Cet étranger étant mort peu de mois après , il avoit été remplacé pendant quelques mois par le Président de Maisons , auquel le Marquis de la Vieuville succéda , rapportant encore ces promesses magnifiques qu'il avoit faites autrefois , & qu'il n'exécuta pas mieux.

Ce fut en ce tems que fut établie la premiere tontine , espece de rentes viagères , qui prit le nom d'un Italien nommé Tonti qui l'imagina. Le privilege qu'ont les acquéreurs d'hériter de la portion de ceux qui décèdent , étoit très-propre à engager les particuliers à y

employer quelque somme , & à procurer très - promptement au Gouvernement les fonds dont il avoit besoin : mais de tous les expédiens de Finance , c'est peut-être le plus onéreux , puisqu'il faut un siecle environ pour éteindre une tontine , dont les intérêts sont cependant d'ordinaire à un très-fort denier. Celle-ci fut d'un million vingt-cinq mille livres de rente.

Il est des circonstances où la rareté de l'argent , & la nécessité d'en avoir forcent quelquefois de déroger aux loix de l'économie : mais il est surprenant qu'on ait assez peu calculé la force de l'intérêt pour recourir aux rentes viagères & aux tontines , sans essayer quelque combinaison d'un avantage mitoyen : on en proposa une de cette espèce , qui sembleroit devoir réussir à procurer sur le champ une grande somme , lorsqu'un Etat n'est pas absolument dépourvu de ressources.

Les tontines sont fort onéreuses à un Etat par la raison qu'on vient de dire : les rentes viagères lui coûtent un gros intérêt , & font un grand tort aux familles , dont le Prince se trouve insensiblement l'héritier. Beaucoup même ne sont pas en état d'y avoir part , si l'on suppose

aux chefs de familles assez d'entrailles pour ne pas sacrifier la ressource de leurs enfans à celle de leur vanité : il faut croire que quelques exemples contraires sont rares, & déposent moins contre la corruption du siècle, que contre les foiblesses de l'humanité en général.

On pourroit établir des annuités viagères, c'est-à-dire, un emprunt dont le capital seroit remboursé certainement par égales portions dans un nombre d'années, soit que les prêteurs vécutissent ou non ; mais on y attacheroit un intérêt qui ne cesseroit qu'à la mort du prêteur. Il est évident que le remboursement annuel d'une partie du capital mettroit les familles en état de remplacer à intérêt les sommes à fur & à mesure de ce remboursement : ainsi lorsque le capital entier seroit rentré, le prêteur jouiroit, en sus de son intérêt ordinaire, de la rente viagère sur l'Etat. Si le prêteur venoit à mourir dès la première année du prêt, la famille n'auroit jamais perdu que partie des intérêts, & recouvreroit en entier le capital aux termes fixés : ainsi 1°. l'intérêt de cet emprunt pourroit être fort bas : 2°. il n'est point de chef de famille qui n'eût intérêt à placer quelque somme de cette

maniere sur la tête de ses enfans : car s'ils vivent, c'est augmenter leurs revenus ; s'ils ne vivent pas, il n'y a qu'une partie des intérêts de perdue. On croit donc qu'en fixant cet intérêt à deux & demi pour cent, & même à deux, l'Etat trouveroit des prêteurs en abondance. Le calcul en va démontrer l'avantage pour les particuliers & pour l'Etat.

Supposons des annuités viageres, dont le capital seroit remboursable en dix payemens égaux dans l'espace de dix années, portant deux & demi pour cent d'intérêt jusqu'à la mort du prêteur.

En portant trente mille livres on recevrait, 1°. pendant dix ans trente mille livres, 2°. sept cent cinquante livres de rente pendant toute sa vie.

Le premier remboursement du capital, remplacé à quatre & demi pour cent, produiroit

Pour	3000 liv.	pendant neuf ans.	1215 liv.
Le second de 3000		pendant huit ans, remplacé de même..	1080
Le troisieme de 3000		pendant sept ans, de même	945
Le quatrieme de 3000		pendant six ans, remplacé de même...	810
Le cinquieme de 3000		pendant cinq ans, de même.	675
Le fixieme de 3000		pendant quatre ans, remplacé de même	540
Le septieme de 3000		pendant trois ans, remplacé de même..	405
Le huitieme de 3000		pendant deux ans, de même.	270
Le neuvieme de 3000		pendant un an, remplacé de même...	135
Le dixieme de 3000			
	<u>30000 liv.</u>		<u>6075</u>

On auroit reçu en outre pendant chacune des dix années 750 liv. pour la rente viagere 7500

13575 liv.

Cet argent placé pendant dix ans à quatre & demi pour cent n'eût produit que 13500 livres en intérêt.

Ainsi 1°. on auroit reçu par cet arrangement une somme plus forte que par le placement ordinaire : 2°. on auroit une rente viagere de sept cent cinquante livres, & la jouissance de son capital ; quand même le prête-nom viendrait à mourir quinze jours après le placement, on n'auroit perdu en dix années que 7425 livres sur les arrérages. Ainsi le risque est égal à celui d'une rente à dix pour cent, puisque en courant risque de perdre en dix ans 7425 livres sur les arrérages, on risque de se procurer une rente viagere de 750 livres. Le calcul seroit également avantageux en comptant les placemens courans sur le pied de cinq pour cent.

L'avantage de l'Etat est évident. 1°. Avec un fonds de deux millions pendant dix ans, il peut s'en procurer un sur le champ de cent millions ; 2°. il ne payeroit que deux millions cinq cent mille livres d'arrérages, & par toute autre voye le payement annuel fera plus fort : 3°. les arrérages s'éteindraient successivement ; 4°. la vie commune des hommes, étant évaluée à

vingt-cinq ans , il est clair que l'Etat n'auroit payé , pour éteindre sa dette dans les vingt-cinq années , que cent-soixante deux millions cinq cent mille livres , & par une rente viagere ordinaire à sept & demi pour cent , l'Etat auroit payé dans les vingt-cinq ans cent quatre-vingt-sept millions. Par un emprunt sans terme à cinq pour cent , l'Etat auroit payé cent vingt-cinq millions en vingt-cinq ans , & devoit encore le capital.

Il n'y a que les annuités simples , dont la voie est préférable ; car les cent millions seroient acquittés avec les intérêts en dix années & demie par un fonds annuel de douze millions cinq cent mille livres , & l'Etat n'auroit payé en tout que cent trente-deux millions cent vingt-neuf mille neuf cent vingt-huit livres : aussi cet expédient des annuités viagères n'est-il proposé que pour un moment où l'on seroit forcé de chercher les moyens d'attirer l'argent par des conditions plus avantageuses aux prêteurs.

Le Cardinal à son retour en 1653 trouva la Sur-intendance vacante par la mort du Marquis de la Vieuville : il

112 *Recherches & Considérations*
en partagea les fonctions entre Messieurs
Fouquet & Servien.

L'empire que le Premier Ministre avoit acquis sur l'esprit du Roi & de la Reine Mere, laissoit moins aux Surintendans l'exercice de leur Charge que de l'obéissance. Obligés de chercher de l'argent à quelque prix que ce fût, & de payer sur les ordres qu'ils en recevoient, souvent de bouche, sans quittances, à de simples Commis envoyés par le Cardinal, sans que les parties prenantes allaissent à l'Epargne donner leurs quittances, ils furent moins, au titre près, les Administrateurs, que les Courtiers des Finances; encore les Registres étoient-ils en quelque façon soustraits à leur inspection, puisque le choix des Sujets ne dépendoit point d'eux.

Si la recette de l'Epargne étoit dans un desordre déplorable, les recettes particulieres ne lui cédoient en rien. Les fonds rentrèrent quand il plut aux Receveurs, & le Roi paya sur ses propres fonds de grosses usures.

Pour trouver de l'argent, on imposa trente-quatre sols par minot de Sel; on aliéna divers droits d'Aides; enfin on
annonça

annonça en 1653 une diminution d'un fixième sur les monnoyes par gradation. Cette opération engagea réellement les particuliers à prêter leur argent soit aux Financiers, soit au Trésor. On constitua quatre cent mille livres de rentes sur la Ville. La facilité d'emprunter fit consommer par avance les années 1655 & 1656 : beaucoup d'assignations, que les troubles précédens avoient empêché d'acquitter, furent remboursées.

A N N É E 1654.

Mais lorsqu'en 1654 les diminutions furent passées, chacun faisant réflexion sur le desordre des affaires, & sur la banqueroute de 1648, voulut retirer son argent. Il manqua absolument sur la place; personne ne voulut prêter sur les assignations de l'année 1657. Dix-sept Edits furent publiés, parmi lesquels on trouve la création de quarante-six Charges de Secrétaires du Roi; l'établissement du papier & du parchemin timbré; une taxe sur les baptêmes & les enterremens. De ces deux dernières taxes, la première a été adoptée dans tous les Etats; la seconde existe en Angleterre, & est du nombre de celles qui

sont le moins à charge dans un pays, lorsqu'elle est modérée proportionnellement suivant les diverses classes du Peuple; de façon que les dernières ne payent rien du tout.

La défiance générale, inspirée par le peu de sûreté qu'on trouvoit dans les paroles du Cardinal, rendoit presque tous ces Edits inutiles; elle étoit assez bien fondée, puisqu'il voulut encore toucher aux rentes; mais la mémoire des troubles passés étoit encore trop récente, chacun l'en détourna. Il assembla les Financiers, les menaça de révoquer leurs assignations, s'ils ne lui fournissoient de l'argent; plus le mal devenoit public, plus les bourses se resserreroient.

Deux sols pour livre furent ajoutés aux droits des Fermes, dont tant d'augmentations diminueoient continuellement le produit en détruisant le Commerce.

Dans cette situation, on eut recours au crédit personnel de M. Fouquet; il fut seul chargé du recouvrement des fonds, & M. Servien eut pour département le détail des dépenses.

ANNÉES 1655, 1656, 1657, 1658.

La premiere opération de M. Fouquet fut de rassurer les gens-d'affaires éffrayés par les recherches, de composer avec eux pour les terminer. Il aida même les principaux dont le credit chancelloit; opération habile & digne d'un meilleur tems. Les affaires extraordinaires se négocierent, mais à une si grande perte pour le Roi, que les rentes sur les Tailles ne se vendoient qu'au denier deux, quoique créées au denier dix-huit; ainsi de quatre cent mille livres de rente, le Roi ne percevoit que huit cent mille livres. Il en naissoit un nouveau desordre, parce que pour faire cadrer à la Chambre des Comptes la recette réelle avec le capital de l'aliénation, on avoit recours aux Ordonnances de comptant mis entre les mains du Roi. Elles monterent dans ce tems jusqu'à quatre-vingt millions par an.

Le Cardinal se faisoit avancer régulièrement vingt-trois millions par an pour certains états dont il vouloit avoir seul la disposition: il se réservoir en outre des Généralités sur lesquelles il surimposoit par simples lettres de cachet,

contre les Loix & les Ordonnances du Royaume, les sommes dont il avoit besoin.

Plus on surchargeoit le Peuple par de nouveaux genres d'impôts, ou par ces augmentations arbitraires, plus il se trouvoit de déficiens dans les anciens revenus. Toute idée de proportion étoit perdue entre les contributions personnelles & les contributions sur les consommations; les droits d'octrois furent aliénés au profit du Roi, & levés par doublement au profit des Villes, pour satisfaire aux dettes & dépenses communes. Les rivières étoient tellement surchargées de péages & embarrassées des Receveurs, que le Commerce étoit réduit à celui que la nécessité exige. On ne suivoit régulièrement aucun principe: celui de donner beaucoup à gagner aux Traitans pour en retirer quelque somme médiocre étoit le plus général; mais on ne laissoit pas de leur manquer de parole très-souvent, soit en n'exécutant point un parti dont on avoit reçu l'argent, & alors on les forçoit d'en imaginer un autre; soit en leur retirant une aliénation de droits, lorsqu'ils l'avoient mise une fois en valeur.

Les droits des Fermes étant plus connus s'aliénoient à de meilleures conditions ; on les séparoit ; & afin de ne pas diminuer le prix des Fermes , on y ajoutoit de nouveaux droits. En 1657 on perçut six nouveaux sous pour livre , outre les six anciens ; ainsi de toutes parts se multiplioient les contributions , les Receveurs & les formalités.

La confusion des Registres n'étoit pas moindre : on voulut conserver l'ancien ordre de ne payer les dépenses d'une année que sur la recette ; ainsi les anticipations sur les revenus éloignés obligèrent les Trésoriers de l'Epargne à faire des viremens de partie continuels pour des recettes & des dépenses imaginaires. Lorsque les anciennes assignations ne pouvoient être acquittées , elles étoient renouvelées ; & bientôt on perdit de vûe l'origine & la nature des billets d'ordonnance.

Pour achever de donner l'idée du desordre , le Cardinal se faisoit souvent rembourser de vieilles dettes de l'Etat , comme si c'eût été de l'argent avancé par lui à l'Epargne ; sa toute-puissance fermoit la bouche aux Sur-intendans ; & la générosité du Roi légitima ces opérations avant sa mort.

En 1656 il fut constitué deux cent cinquante mille livres de rente sur les Aides ; en 1657 , un million quatre-vingt-quatre mille livres sur les entrées de Paris ; sept cent quatre-vingt mille livres sur les cinq grosses Fermes ; en 1658 , un million sur les cinq grosses Fermes , six-cent soixante-cinq mille quatre-cent trente-six livres sur toutes les Fermes , excepté les Gabelles ; quatre-cent mille livres sur toutes les Fermes sans exception. Cette dernière fut faite au profit des Traitans malgré eux ; la précédente étoit destinée au remboursement des Offices de Conservateurs des Fermes & de leurs Lieutenans : outre ces rentes , il y eut une création indéfinie comme en 1634 pour le remboursement de toutes les Charges locales sur les Aides : en 1659 encore douze-cent mille livres sur les Tailles , & trois millions quatre-cent quarante-trois mille livres sur divers revenus.

En 1657 , la subvention annuelle du Clergé de douze-cent quatre-vingt-douze mille neuf cent six livres treize sols neuf deniers , avoit été renouvelée pour dix ans. Le Roi lui demanda en outre un don gratuit pour la continuation de la guerre & en faveur de

la révocation de plusieurs Déclarations, Arrêts & Reglemens qui l'affujétissoient à diverses impositions. Le Clergé représenta sa pauvreté, ses immunités, & accorda un don gratuit de deux millions sept-cent mille livres pour réparer l'épuisement des peuples.

A N N É E 1659.

La paix des Pyrenées en 1659 donna plutôt quelque espérance de relâche aux Peuples, qu'elle ne les soulagea. M. Fouquet, resté seul Sur-intendant par la mort de M. Servien, continua de prendre les ordres d'un Premier Ministre, aussi peu versé dans les parties de l'administration intérieure, que sçavant dans l'art des négociations.

A N N É E S 1660 & 1661.

Cependant en 1660 il trouva le moyen de remettre au Peuple les ar-rérages de vingt millions dûs sur les Tailles de 1647 à 1656, & se proposa de les diminuer annuellement. Les péages innombrables sur la Seine & les rivières y affluentes furent supprimés, & les acquéreurs remboursés sur le prix de la finance. Comme les revenus & les fonds ordinaires étoient aliénés en partie, on prit une connoissance exacte

du véritable capital payé ; & en attendant que le remboursement pût être fait sur ce pied , il fut ordonné que le tiers du produit actuel seroit porté à l'Epargne. La dépense courante montoit à soixante millions , & les revenus ne passoient pas quarante-huit , preuve certaine que la multiplicité & l'excès des impôts les détruit. Il est vrai que vingt millions de droits environ avoient été aliénés , sans compter les augmentations de gages ; mais les affaires extraordinaires montoient à des sommes immenses , & j'ai déjà remarqué que les anciens droits des Fermes avoient été remplacés à mesure qu'ils avoient été mis en parti.

Je me hâte de passer sur ces tems d'obscurité & de desordre , pour fixer nos regards sur des opérations plus heureuses , sous lesquelles on vit la France changer de face. Je ne dois pas cependant oublier les obligations que le Commerce eut à M. Fouquet , le seul Ministre de son tems qui y pensât essentiellement. Instruit dans cette grande partie par ses propres essais & par ceux de son pere , il l'avoit regardée comme la ressource de l'Etat , lorsque la tranquillité seroit rétablie. Plusieurs vaisseaux armés pour son compte fréquen-

terent

terent les Antilles , le Sénégal , la Côte de Guinée , Madagascar , Cayenne , Terre-neuve ; c'est à ses secours & à ses encouragemens que la France fut en partie redevable de leur conservation totalement oubliée dans le Conseil. Il engagea des particuliers riches à s'intéresser dans ces divers Commerces , & nos Colonies se soutinrent ainsi contre la jalousie & l'ambition de nos voisins.

L'établissement des Presses de la Sardine à Belle-Isle , dont le produit va aujourd'hui à plusieurs millions pour l'Etat , lui est dû entierement.

Il établit aussi le droit de fret de cinquante sols par tonneau , qui feroient aujourd'hui plus de cinq livres , sur les vaisseaux étrangers , afin de rétablir notre Navigation par cet avantage. Il eût été à souhaiter que cette belle opération n'eût reçu d'atteinte en aucun tems.

Le 17 Juin 1661 le Roi fit demander au Clergé assemblé un don gratuit de quatre millions , pour acquitter ce qu'il devoit pour la récompense de l'Alsace ; & en outre le don gratuit ordinaire lors du mariage des Rois. L'Assemblée alléguoit son indigence inexprimable & ses immunités : cependant son zèle lui fit trouver deux millions.

TROISIEME EPOQUE.

ANNÉE 1661. Octobre.

DEux grands biens qui suivirent la mort du Cardinal de Mazarin réparèrent en quelque façon le mal que le peu de connoissances de ce Premier Ministre dans l'administration des Finances avoit causé au Royaume.

Le Roi prit lui-même le timon des affaires , c'est-à-dire qu'il voulut que toutes les parties du Gouvernement fussent sous ses yeux , que toutes les opérations partissent de sa volonté , comme elles émanoient de son autorité. Les Peuples , qui depuis un demi-siècle avoient si souvent réclamé la volonté propre du Monarque , contre l'abus que des Ministres trop puissans en avoient fait , commencerent à donner au Gouvernement une confiance dont il ne jouissoit plus depuis la mort de Henri. Le poids de l'autorité augmenta , & la charge en parut plus douce. La confiance que le Roi prit dans M. Colbert, après diverses conférences secrètes qu'il eut long-tems auparavant avec lui, doit être regardée comme le second éve-

nement heureux pour l'Etat. Dès que cet excellent génie eut été principalement commis au maniement des Finances, il y déploya l'économie, la justesse & le zèle de Sully, & le surpassa infiniment dans la connoissance des effets du Commerce. J'aurois désiré pouvoir consacrer à la postérité, dans des détails bien exacts, la mémoire des premières opérations de ce ministère, & conduire le Lecteur par toutes ses progressions jusqu'à son moment le plus brillant : mais quoique la communication de ce qui reste des papiers de ce grand homme m'ait été accordée par sa famille, avec un zèle pour le Public digne de sa mémoire, on seroit surpris du peu de secours que j'en ai tiré. Quelques projets d'état des dernières années, des apostilles très-courtes & par observations, ne pouvoient contenter qu'une partie de ma curiosité. C'est son esprit que je voulois connoître, & le seul monument qui en reste est consacré en deux feuilles écrites à mi-page en forme de notes. Je les transcrirai fidèlement à la fin. J'ai eu connoissance de trois volumes à la Bibliothèque du Roi, dont un de lettres de l'année 1669 est intéressant : s'il y restoit quelques tré-

fors de plus, ils m'eussent sans doute été ouverts, en faveur de l'objet de mon travail & des personnes respectables qui en ont demandé pour moi la communication.

Les Edits, Ordonnances & Arrêts rendus sur les matieres économiques ont été ma seule ressource. Quoiqu'il n'ait pas été possible, à beaucoup près, de se les procurer tous, ni peut-être les plus importants, on ne laissera pas de présenter une esquisse assez intéressante de l'administration de M. Colbert. On a commencé par prévenir le Lecteur que cet ouvrage ne seroit point complet à bien des égards : mais il fera le premier de ce genre ; il contient ce qui est essentiel à l'utilité publique ; & sa forme le rend propre à recevoir facilement toutes les augmentations, dont une plus grande instruction & des secours plus abondans pourront avec le tems procurer la matiere.

Pour bien développer le mérite du ministère qui va passer sous nos yeux, il n'est point inutile de retracer en peu de mots le desordre des affaires.

En 1660 le Peuple payoit environ quatre-vingt-dix millions d'impôts, dont le Roi touchoit à peine trente-cinq : deux années de revenu étoient

consommées d'avance. Depuis 1621 seulement il avoit été créé pour vingt-cinq millions cinq cent trente-deux mille cent vingt-deux livres de rentes, y compris les onze millions créés en 1634 pour rembourser au denier dix-huit les droits aliénés sur les Tailles & les Gabelles : il subsistoit en outre pour deux millions trente-huit mille neuf cent cinquante-cinq livres deux sols six deniers d'anciennes rentes à la mort de Henri IV. : mais il avoit encore été fait diverses créations indéfinies pour le remboursement d'Offices, gages & aliénations supprimées, dans le dessein d'en réunir le produit aux Fermes. Cette opération, comme nous l'avons remarqué, ne produisit point tout le bien qu'on s'étoit promis. Les liquidations fournirent le prétexte de plusieurs prévarications ; & les effets publics se trouverent tellement multipliés, qu'ils s'avilirent, parce que l'Etat n'y pouvoit faire honneur. Par divers traités avec les gens d'affaires on entreprit, soit de rembourser des Charges & des rentes, soit de retirer des aliénations au profit du Roi ; ces traités n'avoient servi qu'à leur faciliter de nouvelles rapines. Le besoin continuel où l'on étoit d'eux,

leurs alliances avec les premières familles de l'Etat, avoient engagé le Ministre à les dissimuler. Les Partisans, au lieu de procurer au Roi au moins une partie du bénéfice qu'offroit l'achat des effets décriés, les acheterent eux-mêmes à vil prix, & les lui passèrent en compte à peu-près sur le pied de la constitution originaire. Pour couvrir ce manège, ils se procuroient des Ordonnances de comptant sur le Trésor de l'Epargne; & remettant au Trésor les Contrats quittancés, ils paroissoient avoir rempli leurs engagements. D'autres plus adroits passoient les remboursemens au Roi sur le pied effectif où ils les avoient faits, mais se faisoient donner des remises si considérables sur d'autres traités, que de toutes manières l'Etat s'obéroit sous leurs usures; car on accorda jusqu'au tiers de remise avec quinze pour cent d'intérêt. Pour les rembourser eux-mêmes il falloit de nouveau créer d'autres rentes & d'autres charges, qui se mettoient encore en parti à une remise considérable, & qui se négocioient dans le Public sur le pied du denier quatre & cinq. Les capitaux des dettes s'accumuloient d'une manière énorme; les rentes, dont il falloit

toujours payer une partie pour ne pas manquer totalement , absorboient le plus clair des revenus : il fallut enfin aliéner ces revenus mêmes. Toutes leurs branches , & principalement celle des Domaines , se trouvoient engagées à perpétuité. En vain tous les droits des Fermes avoient-ils été augmentés de soixante pour cent ou douze sols pour livre depuis 1633 , le produit en étoit moindre qu'avant l'augmentation. Les Tailles , montées à cinquante-sept millions quatre cent mille livres, ne rapportoient pas même autant que lorsqu'elles étoient à dix-huit & vingt millions , comme avant 1620 , parce qu'elles n'étoient pas payées. Les restes formoient la matiere d'une espece de nouvelle imposition en faveur des Receveurs , toujours payée par préférence à celle qui étoit dûe au Prince. Je parle des frais , des exécutions, des emprisonnemens auxquels ces retardemens donnoient un prétexte plausible : on ne manquoit pas , pour justifier la dureté de la perception auprès du Prince , de lui peindre ses sujets comme des hommes de mauvaise volonté & paresseux , auxquels il falloit faire sentir l'autorité , & que la misere rendoit industrieux.

Cette affreuse politique parvint cependant à les jeter dans le découragement : la culture des terres fut abandonnée ; la nourriture des bestiaux fut oubliée ; les terres , déstituées d'engrais & de bras , devinrent stériles , & l'on attribua les disettes à la liberté du commerce des grains.

La culture s'anéantit ; le Commerce en eût peut-être retardé la ruine , si lui-même n'eût pas été détruit par le doublement des droits , des péages , des contributions personnelles. Comme il est la source des Finances , que c'est lui qui met les denrées en mouvement , je crois devoir donner une idée de l'état auquel il étoit réduit. La Requête suivante m'a paru un monument assez instructif pour le transcrire ici.

Très-humbles Remontrances au Roi par les six Corps des Marchands de la ville de Paris , sur le fait du Commerce , & sur plusieurs Impositions ordonnées , tant par la Déclaration du 26 Janvier 1654 , qu'autres Déclarations & Arrêts du Conseil.

SIRE ,

Ceux qui ne se mêlent que de négoce

n'auroient pas entrepris de paroître devant V. M. si la chose ne parloit d'elle-même , & si la nécessité de le faire ne leur servoit d'excuse. Pour prévenir une entiere ruine, ils se trouvent obligés de remonter, avec un respect plein de vénération, que dans le discours du monde il n'y a point de vérité si publiquement reçue , ni si universellement approuvée, que l'utilité du Commerce , lequel néanmoins n'est considéré qu'en apparence , pour le mieux ruiner en effet , par des moyens qui ne devroient être employés qu'à le rendre plus florissant.

La Déclaration du 26 du mois de Janvier 1654 y donne la dernière atteinte. Par icelle on prétend établir un nouveau droit d'entrée de deux sols pour livre de la valeur des marchandises fabriquées hors le Royaume ; sur les dentelles , points coupés & autres ouvrages de fil , le quart de leur juste valeur ; sur le marc d'or, vingt-quatre livres , & sur le marc d'argent quatre livres.

Cette nouveauté , au lieu d'avantage , ne peut apporter que de la perte , l'expérience ayant appris que les excessives impositions n'ont jamais augmenté

les revenus de V. M. faisant perdre en gros ce qu'on gagne en détail ; parce que tout le trafic en général diminue , lorsque les sommes particulières augmentent ; l'accroissement du Commerce est plus profitable que toute augmentation de droits , non-seulement aux particuliers , mais au public , parce qu'au moyen du Commerce l'abondance des particuliers croissant, elle s'écoule à la longue par beaucoup de conduits dans les coffres de V. M.

Ce qui est si véritable , Sire , *que les Fermiers de vos cinq grosses Fermes n'oublient jamais dans leurs baux la clause de résolution , en cas que pendant le cours d'iceux on établisse quelque nouvelle imposition sur les Marchandises ; & bien que de tout tems on ait dû payer vingt-huit sols pour droit d'entrée du marc d'or de Milan filé , lesdits Fermiers néanmoins n'en levent que vingt-un sols , pour en faciliter l'apport , en attirer plus grande quantité.*

Ils y trouvent leur compte , d'autant que l'or filé sert à fabriquer en France , particulièrement à Paris & lieux voisins , des Dentelles , Passemens & Rubans , dont plus des deux tiers se portent en Espagne , & de-là aux Indes , à

Milan même , aux autres Villes d'Italie , en la haute & basse Allemagne ; par ce moyen les Fermiers , outre le droit d'entrée , ont encore le droit de sortie , avec tel avantage que le marc d'or qui ne s'achete à Milan que huit écus , étant mis en œuvre en vaut vingt ; de sorte que la valeur consistant en l'industrie de l'ouvrier , grand nombre de pauvres gens , qui seroient réduits à la mendicité , y trouvent leur subsistance.

Et si l'imposition de vingt-quatre livres pour marc s'établit , on n'apportera en France que ce qui s'y consomme ; donc perte de tous côtés , parce que l'or filé de Milan n'est qu'argent doré , & que la fabrique des ouvrages se transportera en d'autres lieux. C'est ce que le bruit de ces nouveautés a déjà fait commencer à Genève & en Avignon ; dont l'importance est telle que le Commerce une fois détourné ne peut être rétabli que très-difficilement & avec beaucoup de tems.

Si le droit sur les ouvrages de fil ne peut être justifié que parce qu'il servira de remède au luxe , c'est un mauvais prétexte. Ce sera plutôt un moyen pour exciter la curiosité de ceux qui

ont accoutumé d'en porter ; & V. M. n'en retirant pas le fruit qu'elle s'est proposé , il ne seroit pas raisonnable qu'elle en reçût une notable perte ; puisqu'il est très-certain que l'on n'apporte pas en France tous les ans pour plus de trois cent mille livres de ces ouvrages de Venise & Gènes , qui tirent pour beaucoup davantage de nos merceries ; ce qu'ils cesseront de faire. Et pour sauver une grosse imposition , ceux qui trafiquent d'ouvrages de fil , lesquels ne paroissent pas beaucoup & se peuvent cacher , les hasarderont ; par ce moyen V. M. perdra des droits d'entrée & de sortie considérables.

Ce n'est pas d'aujourd'hui , Sire , que l'excès des impositions & des droits d'entrée incommode le Négoce. *Les anciens droits ont été réglés avec connoissance de la valeur des Marchandises , parce que les Négocians y étoient appelés : mais depuis que les Fermiers , qui n'ont qu'un intérêt passager , ont été crus ; que pour évaluer les Marchandises ils se sont réglés sur le prix de la vente , sans faire considération des frais de voiture & du déchet ; on a fait une réappréciation en 1632 , & une augmentation de droits d'entrée en 1644 , sans*

aucune proportion : les Marchandises nécessaires qui en devoient porter le moins étant les plus chargées , & avec tel excès que l'ancien droit est monté au quadruple , que les Marchandises les moins chargées payent vingt-cinq pour cent , les autres cinquante , & quelques-unes plus haut prix que la valeur du principal.

Ce que les Supplians ont depuis peu fait reconnoître par le détail à votre Conseil , sans en avoir pû tirer aucune satisfaction , qu'une remise après la Paix générale. Et puisque le malheur du tems ne permettoit pas qu'on remédiât au mal, du moins, Sire , pouvions-nous espérer qu'il n'augmenteroit point. Néanmoins on ajoûte, par ladite Déclaration, aux autres droits celui de deux sols pour livre, ou dix pour cent, sur les Marchandises fabriquées hors le Royaume ; c'est à-dire, que l'on veut nous interdire tout commerce avec nos voisins.

Comme les petits Etats qui ne subsistent que par le Commerce en ont plus de soin que la France, qui a d'autres moyens pour maintenir sa grandeur , ils ne manqueront pas de défendre l'entrée à nos Marchandises , ou de les

charger de nouvelles impositions : de l'un & de l'autre il n'en peut arriver que de mauvaises conséquences ; *perte de droits pour V. M. & manque d'emplois pour ses Sujets , auxquels tout pays sera indifférent pourvu qu'ils y trouvent de l'occupation.*

De nos bleds & de nos vins les étrangers s'en peuvent passer ; nous leur envoyons des bleds quand ils en manquent, & souvent dans le besoin nous retirons d'eux à grand prix ce qu'ils avoient tiré de nous à bon marché. De nos vins le plus grand transport s'en faisoit en Angleterre : pour se venger des défenses portées par la Déclaration de 1648, ils en ont défendu l'entrée, & lorsqu'on a voulu y contrevenir, les vins ont été confisqués ou jettés dans la mer.

De sorte qu'à dire vrai nous n'avons que le Commerce & nos Manufactures qui attirent l'or & l'argent par le moyen duquel les armées subsistent.

Nous envoyons aux Etrangers les toiles, les serges & étamines de Rheims, celles de Châlons, les futaines de Troies & de Lyon, les bas de soie & de laine, les bas d'estame, de fil, de coton & poil de chevre qui se font au Pays de Beauvais & Picardie, à Paris, Dourdan,

& Beauvais ; toutes sortes de Marchandises dépendantes de la Bonneterie , qui se débitent en Espagne , en Italie , & jusqu'aux Indes ; toutes sortes de pelleteries & quincailleries , de couteaux & ciseaux ; toutes sortes de merceries , comme rubans & dentelles de soie , or & argent tant fin que faux , épingles , aiguilles , gants , & une infinité d'autres menues merceries dont le détail seroit ennuyeux ; les draps de soie , d'or & argent de Lyon & Tours ; les chapeaux qui se font à Paris & à Rouen , dont presque tous les Peuples de l'Europe , même des Indes Occidentales , se servent.

La nécessité commune des hommes ayant produit le Commerce , le principal emploi de ceux qui en font profession est d'envoyer dehors ce qu'ils ont de trop , & de tirer du dehors ce dont ils ont besoin ; ce flux & reflux de secours mutuels produit l'abondance , en laquelle consiste le repos & la félicité des Peuples.

Si nos ouvriers tirent profit de leur industrie , ce n'est pas sans l'aide des Etrangers , qui nous fournissent toutes les laines fines , n'en ayant que de grossières qui n'approchent pas du quart de

ce qu'il faut pour nos Manufactures ; les laines de vigogne qui viennent du Pérou , les laines de Pologne , d'Autriche , d'Angleterre , les laines en fuin ou agnelins d'Espagne étant nécessaires pour la fabrique des chapeaux & des draperies , aussi-bien que les drogues pour la composition des teintures , les épiceries , les sucres , les savons & les cuirs , dont on ne se peut passer , & qui ne se trouvent point dans le Royaume.

Les Etrangers ne manqueront pas , pour nous rendre le change , de charger toutes ces marchandises de grosses impositions ; d'où il arrivera que nous n'en tirerons plus , ou qu'ils défendront l'entrée de nos Manufactures : par ce moyen nos ouvriers demeureront sans emploi ; le nombre des inutiles & des mendiants augmentera. Si à-présent on en est incommodé , lorsqu'il aura plû à Dieu donner la paix , une partie de ceux que la guerre occupe fera des disorders que l'on ne peut prévenir plus assurément que dans l'emploi des Manufactures , puisque c'est la bonne fortune d'un Etat quand tous les Sujets ont des moyens pour se mettre à couvert de la nécessité , ou ne les ayant pas , qu'ils les peuvent acquérir.

Les

Les plus sages, pour éviter les malheurs que l'oïiveté produit, cherchant partout à s'occuper, porteront nos Manufactures aux Pays étrangers.

Sept ou huit mille personnes vivoient dans Rouen de la Manufacture des Cartes; toute l'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande s'y fournissoient; les droits imposés sur cette marchandise ayant contraint quelques ouvriers de Rouen à passer en Angleterre, ils y ont porté cette Manufacture. En même tems les Anglois y ont défendu l'apport; & sur les vives instances qu'en fit lors M. de Chateauneuf, Ambassadeur en Angleterre, les défenses ayant été levées, aussi-tôt après son départ elles furent renouvelées plus vigoureuses qu'auparavant.

Les ouvrages qui se font à Troyes & Amiens n'ont commencé que par les nouvelles impositions que l'on mit en Flandre; & bien qu'elles aient été revoquées, on n'a pû en rétablir la Manufacture; étant instruits par notre propre exemple & par celui de nos voisins, il ne tiendra qu'à nous d'en profiter.

Dont nous avons d'autant plus besoin, que les impositions qui se levent

en France sur les marchandises, tant du Pays qu'étrangères, sont plus excessives qu'en tous les autres Etats de l'Europe : les draps de soie que nous tirons d'Italie payent vingt-deux pour cent d'entrée, & partout ailleurs moins que cinq pour cent, excepté en Espagne, où il se leve sur les marchandises venant en France quatre sols pour livre, lesquels ne reviennent pas à deux sols pour livre, parce qu'on n'évalue les marchandises grossières qu'au tiers du juste prix. Pour les marchandises fines, qu'ils appellent de main, elles ne payent que la moitié de la Douane, afin que par cette raisonnable composition ceux qui en trafiquent soient excités à payer le droit, & détournés de rechercher les moyens de le frauder. Tout au contraire en France on veut encore imposer sur les dentelles le quart, & sur l'or & l'argent filé presque le double de la valeur, comme si l'on avoit entrepris de ruiner les Fermes de Votre Majesté, obligeant, par l'excès de l'imposition, ceux qui trafiquent à courir toute sorte de risques pour s'en sauver.

D'où il arrive encore que les Etrangers payant moins de droits pour les choses qui entrent dans les Manufac-

tures , les peuvent faire meilleures ; & si les François les veulent rendre égales , pour se tirer de perte , il faut que le prix à la vente en soit plus fort ; & par conséquent les Etrangers pouvant les vendre à meilleur marché , vos Sujets se trouvent enfin ruinés , étant sans débit & sans emplois.

Il n'y manque plus , Sire , pour achever la ruine entiere du Commerce , que le quart en sus des anciens droits de la douane , puisque tout le Commerce consistant en apport & retour , c'est un moyen infailible pour empêcher que l'on n'apporte & que l'on ne tire aucune chose de France.

Nos voisins , qui considerent le Commerce comme la principale force de leurs Etats , n'en usent pas de même ; ils connoissent par expérience que la liberté , soit aux marchandises soit aux personnes , fait fleurir le Négoce ; qu'aux lieux où elles sont exemptes d'impositions il s'en trouve abondance : & lorsqu'il est permis indifféremment à toutes personnes d'en faire apporter , que le Peuple en est fourni à bon compte.

Mais quand les marchandises sont en traités , qu'elles ne passent que par les mains de quelques particuliers , il est en

140 *Recherches & Considérations*
leur pouvoir d'y mettre tel prix qu'ils veulent ; les conditions d'abord en sont spécieuses ; le prix en doit être modique , & les avantages pour l'Etat très-considérables en apparence , sans que jamais on en ait vu aucun bon effet.

Un Particulier prétend avoir seul la liberté de faire apporter des tapisseries de Flandre , & sous ce prétexte fait arrêter à la campagne les chariots chargés qui viennent de Flandre , & les veut faire déballer , bien qu'il y ait des marchandises de diverses qualités , en sorte que quand son droit seroit bien établi , il n'auroit pas néanmoins pouvoir de faire visiter qu'à Paris.

Ces concessions s'accordent toujours avec des clauses revêtues de l'apparence du bien public , dont aucune ne s'exécute ; l'établissement de la Manufacture des tapisseries en a été le premier prétexte ; la faculté n'étoit accordée que pour en faire venir quarante ou cinquante tentures par an du prix d'environ cinq ou six cent livres au plus ; & néanmoins il s'est justifié que l'on passoit jusqu'à plus de douze cent tentures par an, du prix pour la plupart de trois à quatre mille livres ; l'on fait que de celles qui se sont faites & se font à Pa-

ris , les moindres se vendent deux mille livres , d'où il paroît que le prétexte qui avoit causé l'interruption de ce négoce , n'a produit aucun avantage au général ni au particulier.

Le même effet ayant paru au don de la foulde & des huiles de baleine , les Supplians en firent voir il y a quelques années la conséquence : Votre Majesté en accorda la révocation , & elle eut encore la bonté d'affûrer généralement la liberté du Commerce.

Toutes ces choses concernent ceux qui se mêlent de trafic ; & quoique les Supplians , qui font partie des plus considérables habitans de Paris , qui est le centre de tout le Commerce du Royaume , dûssent espérer d'être traités plus favorablement , il se trouve néanmoins que les villes de Rouen & de Lyon , prenant avantage de leur situation , acquittent leurs dettes ou cherchent leurs commodités aux dépens des Supplians & de toute la ville de Paris , obtenant des octrois sur les marchandises qui passent par leur Ville , que l'on ne leur envieroit pas , s'ils ne s'étendoient que sur les denrées qui se consomment dans lesdites villes.

Comme les correspondans , qui font

la liaison du trafic, ne s'entretiennent que par Lettres, ils ont encore grand intérêt au quart en sus des ports d'icelles que l'on prétend lever en conséquence d'une Déclaration du 4 Août 1653, & de ne pas souffrir les exactions qui se commettent pour le port, au préjudice du Règlement fait le 24 Mars 1651 au Parlement de Paris, dont il ne faut point d'autres preuves que le prompt enrichissement de ceux qui s'en mêlent, lesquels, de petits Commis & Distributeurs de lettres, dans peu de tems se trouvent en état de devenir maîtres, & d'acheter des Charges considérables. Ledit Parlement, qui avoit réglé leurs droits, a voulu prendre connoissance de la contravention au Règlement qu'il a fait; ceux qui en sont coupables cherchent tous les moyens possibles pour s'en soustraire & acquérir l'impunité.

C'est sur quoi, Sire, les Supplians espèrent que Votre Majesté daignera faire réflexion; & comme aux affligés c'est une espece d'adoucissement que de se plaindre à celui qui les peut soulager, ils ont crû que leur mal en seroit moindre si Votre Majesté étoit informée de l'état du Commerce; ne se pro-

posant autre fruit de son rétablissement, que d'être plus en pouvoir de rendre à Votre Majesté des preuves plus fortes de leur parfaite fidélité, avec tout le zèle que des cœurs dévoués à l'obéissance peuvent concevoir.

Je trouve dans un autre Mémoire manuscrit adressé en 1659 au Cardinal de Mazarin, les raisons de la décadence du Commerce de Lyon.

L'Auteur en apporte les trois principales : l'augmentation des droits ; le changement des Monnoyes ; les pirateries de Mer.

« Avant 1660, dit-il, une balle de
» foye du Levant ne payoit que seize
» livres treize sols quatre deniers ; au-
» jourd'hui elle paye en tout cent douze
» livres cinq sols & trois deniers avant
» que de pouvoir être employée en ou-
» vrages. Les foyes grées d'Italie ne
» payoient que dix-huit livres, & les
» ouvrées vingt-six : les unes en payent
» actuellement cent dix-huit, & les au-
» tres cent quarante-trois livres.

« La douane de Valence, tant de
» fois reconnue pour être la ruine du
» Commerce de nos Provinces, s'est
» accue de maniere qu'il y a telle mar-

» chandise qui la paye jusqu'à trois fois.
 » Une balle de soye venant de l'Italie
 » la paye au Pont de Beauvoisin ; la mê-
 » me balle allant de Lyon à Nantua ,
 » pour être ouvrée , paye une seconde
 » fois au Bureau de Montluel ; & pour
 » la troisième fois en revenant à Lyon
 » pour être manufacturée : aussi de vingt
 » mille balles de soye qui venoient à
 » notre douane année commune , il
 » n'en arrive plus trois mille. Les Mar-
 » chands d'Allemagne , de Flandre , de
 » Hollande , d'Angleterre & de Portu-
 » gal n'achètent plus rien à Lyon : la
 » nécessité les a forcés d'imiter la fabri-
 » que de nos étoffes , ou de recourir
 » ailleurs.

Qu'il me soit permis d'interrompre
 ce récit pour répéter une observation
 déjà faite ; il est singulier que nous
 ayons suivi de meilleures maximes de
 Commerce dans un tems où personne
 n'en avoit , que pendant le tems des
 plus grands efforts de nos voisins dans
 cette partie. Ils déclinent depuis quel-
 ques années , & notre ministère redou-
 ble d'activité : son zèle & ses lumieres
 nous promettent le retour des premiers
 principes. Cependant il s'en faut en-
 core que nos manufactures employent
 vingt

vingt mille balles de soye du Levant ou d'Italie ; & chaque balle de cent soixante liv. pesant paye encore cent douze liv. de droits à quatorze sols par livre : il est vrai que la valeur numéraire de nos especes est doublée ; mais la concurrence des autres Peuples est plus que doublée dans ce genre de fabrication.

« Les droits sur les drogueries & épi-
» ceries , continue l'Auteur , sont aug-
» mentés de un à six. Les Draperies de
» Languedoc & du Puis , que Lyon dis-
» tribuoit en Italie , en Piémont , en
» Savoye , en Suisse , en Allemagne ,
» vont , par un détour très-long , mais
» infiniment moins coûteux que la
» douane de Lyon , gagner Grenoble &
» Chambéry. Les marchandises desti-
» nées pour l'Espagne & la Catalogne
» payent deux fois la douane. Une bal-
» le de camelot de Lille , pesant deux
» cent trente-deux livres , paye en di-
» vers droits pour arriver à Lyon deux
» cent trois livres quinze sols trois de-
» niers , sans compter les deux droits
» de la douane de Valence & les six
» deniers par livre.

» Avant la guerre , les Marchands
» étrangers prenoient partie de nos den-

» rées à crédit , & les payoient à rai-
 » son de huit livres la pistole : en 1636 ,
 » cette pistole monta à dix livres , &
 » l'étranger profita de cet avantage pour
 » rembourser le Marchand François , à
 » un quart de perte de son principal. Le
 » Roi ayant ordonné dans la même an-
 » née de recevoir les especes sans les
 » peser , l'étranger les roгна , & il fallut
 » les porter au billon. En 1653 , la pis-
 » tole valut douze livres. En 1654 , elle
 » fut réduite à onze livres ; de sorte
 » que ces trois changemens peu profi-
 » tables au Royaume , eu égard aux
 » maux qu'il en souffre , ont emporté
 » les deux tiers de l'argent qui circu-
 » loit.

» Les Anglois , les Hollandois , les
 » Suédois , par le soin qu'ils ont d'en-
 » tretenir des flottes sur toutes les Mers ,
 » protegent leur Pavillon ; tous les Mar-
 » chands , même François , passent sous
 » leurs bannieres dans la crainte des Pi-
 » rates dont les Mers sont remplies.
 » Par-là ces Nations se sont tellement
 » emparées du Commerce , qu'il n'y a
 » pas un Négociant François qui ait des
 » Navires un peu considérables.

Ces divers Mémoires prouvent que

notre industrie est plus ancienne que nous ne le croyons communément ; que nous avons des branches de Commerce qui ont disparu ; enfin que le Commerce a essuyé les mêmes révolutions que les Finances , auxquelles il a été sacrifié constamment dans les tems de desordre , ce qui ne faisoit que précipiter la ruine de l'Etat. En effet , pour que le Peuple payât quatre-vingt-dix millions d'impositions , équivalens intrinséquement à deux cent millions numéraires environ de ce tems , il falloit supposer une grande abondance de richesses ; & il est facile de se convaincre qu'avec une meilleure administration , ce fardeau auroit été facilement supporté , puisque M. Colbert ne diminua point la recette , & l'augmenta même , en faisant revivre l'industrie & en diminuant quelques impôts.

Au milieu de ce cahos soutenu par son courage & par la profondeur de ses vûes , il alla droit au bien , sans passer comme ses Prédécesseurs par la route oblique des formes inutiles ; la saine raison lui apprit , qu'autant elles sont respectables lorsqu'il s'agit de décider de la fortune , de la vie ou de l'honneur des Citoyens , autant il est dangereux

d'y asservir les principes de l'administration politique. Il ne disputa point si tel ou tel impôt étoit domanial , s'il étoit ancien ou nouveau, mais s'il étoit à charge au Peuple , s'il ne nuisoit pas à la perception d'autres revenus plus commodes & plus abondans.

M. Colbert remarqua avec raison combien la forme dans laquelle s'expédient les affaires peut avoir d'influence sur le fond des décisions. Alors chaque partie de la Finance étoit conduite par des Titulaires qui affectoient chacun l'indépendance , de manière que l'administration soumise à autant de principes qu'elle avoit de Chefs, sembloit marcher au hazard. Toutes ces Charges furent supprimées , & le Conseil Royal établi , afin que les décisions importantes partissent de cette unité de système & de vûes , sans laquelle les affaires ne peuvent prospérer. Il ne faut pas imaginer cependant que l'établissement seul du Conseil Royal eût été capable de produire ce bon effet ; le génie supérieur d'un Ministre bien intentionné , qui voyoit tout par lui-même , qui appelloit à son secours les hommes du premier ordre en chaque genre , étoit un moyen encore plus sûr d'arriver au

but du Gouvernement. En effet, dans un Conseil, les choses ne peuvent être vûes que par extrait, & celui qui rapporte une affaire se rend aisément le maître de la décision par la maniere dont il expose les raisons respectives. Des Conseils ou Bureaux inférieurs, où les affaires seroient auparavant discutées en commun, formeroient une sûreté de plus du côté de l'examen & de la surprise: encore ces avis seroient-ils éludés ou négligés, si ceux qui ont l'autorité en main en faisoient un mauvais usage. La condition malheureuse des Princes est telle, que la verité n'a qu'une seule voie pour arriver à eux, tandis que les passions particulieres, toujours hardies & ingénieuses, s'ouvrent incessamment des routes nouvelles pour les surprendre. Il paroît que des Bureaux bien composés pour la discussion des affaires, & dont il sortiroit des avis motivés, seroient une barriere de plus contre ces passions particulieres, un grand soulagement pour les personnes chargées des diverses parties du ministère, un dépôt de lumieres propre à perpétuer les bons principes, à former des Sujets, & que ce moyen ne devroit pas être négligé: mais le choix

150 *Recherches & Considérations*
des Supérieurs peut seul porter l'administration à sa perfection.

Le nombre effrayant des Charges de toute espèce lui parut l'objet de réforme le plus pressé, parce que cet abus étoit le plus fatigant pour le Peuple, & le plus ruineux pour le Trésor public. La manière dont il fait exprimer le Prince dans le préambule de l'Edit, est une leçon admirable de Gouvernement. Sa Majesté y reconnoît « que la » meilleure partie des habitans des Vil- » les, qui s'occupoient auparavant en » diverses professions utiles au bien com- » mun de l'Etat, ont quitté tous autres » Emplois, pour s'adonner au seul exer- » cice des Charges : en quoi, dit-Elle, » l'expérience nous a fait connoître que » notre Etat souffroit notablement, non- » seulement par l'abandon du Com- » merce, des Manufactures & autres » Arts nécessaires ; mais principalement » en ce que le grand nombre des Offi- » ciers, & particulièrement de ceux » dont la fonction regarde la distribu- » tion des impositions & la levée de nos » Tailles & Gabelles, a multiplié les » exempts des Tailles, les procès entre » les contribuables à cause de l'inégali- » té des assiettes ; a exempté les plus

» riches aux dépens des plus pauvres ,
» & donné lieu à tant de vexations &
» de contraintes sous divers titres par
» plusieurs & différens Receveurs &
» Commis , que nos peuples de la cam-
» pagne avoient peine à subsister.

En conséquence de ces grands & sages motifs , qui furent aussi ignorés sous les trois Ministres suivans , que s'ils n'avoient jamais été publiés au nom du même Prince , on supprima toutes les Elections créées depuis 1630 ; & le nombre des Officiers fut réduit dans les autres. Comme la plûpart de ces Charges avoient été vendues sur le pied du denier cinq à six , la liquidation de leur finance ne devenoit pas onéreuse au Roi. En attendant qu'elle se fît , on laissa les Titulaires jouir d'un quartier des droits héréditaires attribués à leur Office ; & les Officiers réservés furent taxés à un supplément de finance , qui devoit servir en partie au remboursement des autres. Par le même Edit furent supprimés dans la même forme les Trésoriers , Contrôleurs généraux & Provinciaux des Ponts & Chaussées ; les Contrôleurs généraux des vivres , les Contrôleurs & Payeurs des Garnisons ; tous les Commissaires & Contrô-

leurs des guerres à l'exception de vingt : dans chaque Grenier à sel le nombre des Officiers fut réduit à quatre.

Ces économies mirent le Prince en état d'annoncer une diminution sur les Tailles d'année en année ; & cette diminution étoit double , puisque le nombre des contribuables à la Taile augmentoit.

Après avoir procuré ce premier soulagement aux peuples , le grand ouvrage étoit de liquider les dettes , dont l'Etat étoit obéré. La plus grande partie étoit contractée frauduleusement ; & les gens d'affaires , enrichis extraordinairement par les gains usuraires que l'Etat leur avoit accordés sur les divers Traités , ne laissoient pas de répéter des sommes immenses à la faveur des doubles emplois , & de la confusion des comptes , des intérêts de l'intérêt , des remboursemens supposés , enfin des avances faites au Roi avec ses propres fonds.

Il y avoit deux opérations à faire ; l'une d'appurer les comptes , de retrancher les demandes superflues , & de faire rentrer même ce qui avoit été payé abusivement : l'autre de punir les malversations & les concussions aux-

quelles la confusion des affaires avoit laissé l'entrée.

Soit qu'il parût plus juste d'y procéder avec des formalités, soit que l'on voulût consoler le peuple dans sa misère, en sévissant contre ceux qui l'y avoient réduit; il fut résolu de remettre l'un & l'autre travail à une Chambre de Justice.

On conviendra sans peine que toute recherche est odieuse, que les moyens violens sont toujours fâcheux à employer; mais enfin il faut pouvoir s'en dispenser. Lorsque les dettes d'un Etat, comme celles des particuliers, sont montées à leur dernier période, c'est une Loi forcée que de composer avec les Créanciers: un Etat n'arrive jamais à ce comble de désastre, que par les usures des Traitans; ce sont eux ordinairement qui se trouvent chargés des créances les plus fortes comme les plus pressées. Dans ces circonstances malheureuses, seroit-il juste de les traiter comme le Public innocent? Et le Prince a-t-il moins de privilèges que les simples Citoyens, auxquels il est permis de se pourvoir contre la dureté des conditions qui leur ont été imposées dans leurs nécessités pressantes? Beaucoup diront que

l'Etat, pour soutenir son crédit, doit ne donner aucune atteinte à ses conventions. La maxime est vraie en soi, & à l'égard d'un traité particulier : mais ici l'application est fautive ; il s'agit d'un crédit perdu par la multiplicité des engagements ruineux, ou par les gains excessifs d'un petit nombre de particuliers dans le maniement des revenus publics. Si ceux qui gouvernent fermoient l'oreille aux importunités & à la faveur, la question seroit bientôt terminée : en effet, ce n'a jamais été que d'après cette résolution qu'on a eu recours aux Chambres de Justice, & l'expérience est bien plus contre elles que la raison.

Pendant que cette Chambre travailloit à faire rentrer dans les coffres du Roi ce qui en étoit sorti mal-à-propos, M. Colbert préparoit les moyens d'y faire entrer sûrement les revenus. Tous les Offices de Finance, les plus grands comme les plus petits étoient en charge. C'est une des plus grandes fautes qu'il soit possible de commettre dans la perception : car il est impossible de soutenir les produits, si les subalternes ne sont dans la dépendance absolue du Fermier. En vain objecteroit-on que ceux qui sont placés par protection ou à prix

d'argent , se croient pour le moins aussi indépendans que ceux qui sont en Charge : l'un & l'autre vice multipliés seront en tout tems la ruine des Peuples & des Finances ; mais le second est toujours plus facile à réformer , il ne faut que du courage & des intentions droites. Le besoin continuel que les inférieurs auront de la satisfaction de leurs commettans , peut seul entretenir leur industrie , répondre de la fidélité de l'exécution , même de la douceur de la Régie envers le Public. Les emplois qui n'exigent d'autre industrie qu'un cautionnement , pourroient à toute rigueur être mis en Charge : encore faut-il que le Fermier puisse les rembourser à son gré , sans quoi les remises languissent , & il est exposé ou à des non-valeurs ou à des discussions continuelles.

Tous les Offices comptables furent déclarés casuels , afin de les éteindre insensiblement , & les Titulaires obligés de fournir un cautionnement. Ceux de tous ces Offices dont on eut le plus d'intérêt de connoître la valeur ou le mystère , furent supprimés & mis par commission entre des mains sûres , comme celui du Receveur des parties casuelles ; on ne sçauroit concevoir en

effet combien l'usage introduit de mauvais principes dans les parties abandonnées à la routine & à la discrétion des subalternes. Les Charges de Trésoriers de l'Epargne furent abolies; le Roi lui-même signa les Ordonnances; M. Colbert tenoit le Registre, & un homme de confiance fut commis à la garde du Trésor Royal.

Le Ministre étoit si persuadé qu'il existoit une proportion entre la consommation & le droit, que pour accroître les revenus, il éteignit toutes les augmentations établies sur les droits des Fermes depuis 1645. Elles montoient à dix sols pour livre depuis cette année; & ce qu'il y a de remarquable, c'est que vrai-semblablement chacun des Ministres, qui y avoit contribué pour un sol ou deux, ne pensoit pas que les conséquences en fussent aussi funestes. Rien dans le fond n'est plus commode que cette maniere de lever des impôts, & il faut avouer que si le succès l'avoit jamais justifiée, les Finances seroient une science fort aisée; mais ceux qui veulent approfondir cette partie, commencent par s'assurer de la proportion réelle entre le droit & la consommation. Cette connoissance les conduit à celle

des augmentations momentanées, auxquelles il est possible de recourir; je dis momentanées, parce que souvent une branche de Commerce ou de consommation bien établie, peut n'être point affoiblie pendant deux ou trois ans, ou dans telle circonstance particulière par une légère augmentation, quoique sa conservation fût incompatible avec une plus longue durée de l'impôt. Ils distinguent ensuite les consommations intérieures des consommations extérieures, qui sont les dernières auxquelles on puisse toucher en sûreté.

Les bois avoient formé autrefois une branche très-considérable des revenus du Domaine; mais l'abandon de toute police, qui suit ordinairement la détresse publique, l'avoir presque anéantie. Les particuliers s'en étoient approprié une partie; le reste mal gardé avoit été pillé ou dégradé faute de soins & d'entretien. Le Ministre méditoit d'ailleurs de grandes choses sur la Marine, & ce double motif le pressa d'améliorer cet objet. Dès cette année des personnes expérimentées furent envoyées dans les Provinces pour procéder à la réformation générale des Eaux & Forêts, régler les coupes & généralement

tout ce qui concerne leur police : l'année suivante, les Officiers chargés de veiller à cette partie furent obligés de résider dans leur département ; leur nombre fut fixé en 1667, & restreint ; & enfin en 1669 on vit paroître l'Ordonnance que nous avons, & qui à certains égards exige une nouvelle réforme. Il semble qu'on ne sçauroit porter trop d'attention aux frais excessifs qui se font pour le recensement des terres vagues qui pourroient être aféagées & cultivées. Peut-être conviendrait-il de procéder à une reconnaissance des terres appartenantes au Roi, plus propres à la culture qu'à être ensemencées en bois, ce qui seroit favorable à la population ; & parmi celles qui seroient destinées à porter des bois, d'assigner les especes les plus convenables à la qualité du terroir : enfin de proclamer ces sortes d'adjudications sur les lieux mêmes, après les avoir publiées un tems suffisant à l'avance dans toute l'étendue de la Province. Les propriétaires d'un taillis sont intéressés les premiers à la réserve de seize baliveaux par arpent pour repeupler ; mais ne seroit-il pas utile d'ordonner une réserve de quatre baliveaux par

E T A T

DES REVENUS EN 1661.

	Revenus.	Charges.
Gabelles	14750000 liv.	13351000 liv.
Fermes des 35 sols de Brouage	324000	8669
Cinq grosses Fermes.	4430000	2641438
Convoi de Bordeaux	3420000	1186484
Patente de Languedoc	566000	211750
Aides	4520000	3419559
Entrées.	3620000	2008198
Subvention de Rouen	120000	
Gabelles de Languedoc	1890000	1173417
Idem. De Lyonnois	1048000	678316
Idem. De Provence & Dauphiné.	2050000	1112981
Tiers sur taux de Lyon	60000	
Quarantieme de Lyon.	120000	
Recettes générales des pays d'Electiōns	42028096	25931360
Idem. Des Pays d'Etats		
Metz	126000	36000
Alsace	60000	20000
Domaine de Blois	20000	
Don gratuit de Languedoc	1500000	220000
Idem. De Bretagne	1500000	220000
Idem. D'Artois	420000	18000
Idem. De Bourgogne	700000	140000
Idem. De Bresse & Bugey	150000	
Revenus Casuels	800000	
Total.	84222096 liv.	52377172 liv.

arpent dans un lieu séparé, pour accroître insensiblement les futaies ? Au moins paroîtroit-il convenable de l'exiger des gens de main-morte ; & pour se délivrer une bonne fois de toutes importunités, d'établir sur un Registre la date de tous leurs enfemencés, avec la regle de n'accorder aucune coupe avant les cent cinquante ans révolus. En général on peut dire que la rigueur des peines établies par l'Ordonnance de 1669 a nui à son exécution.

Dans cette année le montant des baux & des impositions étoit de	liv. 84222096
---	---------------

Les charges montoient à	<u>52377172</u>
-------------------------	-----------------

Ainsi en 1661 la partie du Trésor royal étoit de.	<u>31844924</u>
---	-----------------

Je présume que le détail n'en fera point inutile pour servir de comparaison.

A N N É E 1662.

L'effet des grands travaux entrepris pour rétablir l'aisance publique souffrit quelque altération par une famine qui survint ; l'abandon de la culture causé par la pesanteur des taxes & la misère des campagnes n'y contribua peut-être

pas tant encore qu'un Arrêt du Parlement du 19 Août 1661, où le Commerce des grains se trouvoit en quelque façon interdit ; car il étoit défendu aux Marchands de contracter aucune société pour ce Commerce, & de faire aucun amas de grains. L'Etat pourvut à la disette par ses moyens ordinaires, en faisant venir à grands frais des étrangers ce que nous leur avions peut-être vendu à bon marché, faute d'avoir la permission de le garder. Il est tout-à-fait singulier que nos Loix sur cet article aient toujours marché à pas précipités ; liberté toute entière ou interdiction totale. On en trouve facilement le motif dans le principe d'où l'on est toujours parti, de regarder comme odieux & comme illícite tout magasinage de grains : & tant que ce même principe subsistera, le Législateur sera toujours forcé de parcourir les extrêmes, sans s'arrêter à ce milieu juste dans lequel consiste la sûreté du laboureur & du consommateur. La liberté totale est sans contredit moins préjudiciable que la gêne ; mais le Législateur ne doit point raisonner comme un simple Marchand ; il lui faut porter ses vûes un peu plus loin, par une restriction claire & invariable de l'exportation

tation à l'étranger. Les prix moyens auxquels cette exportation doit être fixée dans chaque port & à chaque frontière, sont le seul expédient raisonnable.

Comme il n'est pas moins instructif d'étudier les fautes des grands hommes que leurs actions les plus éclatantes, l'utilité publique, à laquelle cet ouvrage est consacré, & la vérité à laquelle seule il appartient d'être utile, exigent également que l'on remarque sur cet article un défaut essentiel dans l'administration de M. Colbert. Ce Ministre si integre, si ami des peuples, suivit une fausse route, dans laquelle il se trouva enfin fort embarrassé. Sully, avec moins d'art, étoit parti d'un principe plus naturel & plus simple. La terre, pensa-t-il, est le dépôt des premières richesses, du nécessaire comme du superflu. C'est donc à multiplier ces richesses que consiste l'abondance de l'Etat. Pour animer leur multiplication, il faut que le Commerce en ouvre les débouchés; sans liberté, point de Commerce; à l'aide du calcul on pouvoit aller plus loin, mais alors on ne calculoit point: n'importe, l'essentiel se trouva fait. *Si chaque Juge de votre Royau-*

me, écrivoit-il à Henri, en parlant de l'arrêt des bleds à Saumur, *en faisoit autant, bientôt vos sujets seroient sans argent, & par conséquent Votre Majesté*. Paroles mémorables déjà citées, qui ne peuvent l'être trop, & qui mériteroient d'être écrites à chaque endroit où passent les Rois & les Ministres. M. de Sully ne laissa pas de diminuer les Tailles arbitraires à cause de leur mauvaise nature.

M. Colbert les diminua ; mais une preuve que la diminution des Tailles n'étoit qu'un moyen accessoire pour ramener l'aisance publique, c'est que faute d'avoir permis généralement la sortie & le magasinage intérieur des grains, les autres encouragemens admirables qu'il accorda à la population, à l'agriculture, aux manufactures, à la navigation ; enfin les moyens forcés, pour ainsi dire, qu'il employa, ne soulagerent pas le peuple au point qu'il se l'étoit promis. On leva moins de Tailles, parce que le droit sur les consommations augmenta ; ce fut un grand bien de payer plus doucement ; mais l'abondance n'en étoit pas plus grande. Vingt-cinq millions de Tailles, lorsqu'une fois le bled fut réduit de huit à dix livres le

setier , étoient aussi difficiles à payer que cinquante , lorsque les bleds se sou-tenoient à quinze & seize francs le setier , à la faveur de la liberté du Commerce. On ne peut trop le répéter , c'est à l'aide du calcul que se font les bonnes opérations de Finance & de Commerce ; qu'il s'en présente de nouvelles , auxquelles on n'avoit point pensé. Examinons le prix des grains pendant le cours de ce Ministère , on trouvera qu'il baissa sans cesse , & qu'enfin on finit par la disette. Le prix commun du froment fut l'argent-le-Roi , c'est-à-dire au titre de onze deniers & douze grains valant le marc.

	20 liv. f. depuis	1596 jusqu'en	1605 de	9 liv. 16 f. 6 den.	
23		1606	1615	8	1
23		1616	1625	9	2
23	10	1626	1635	12	8
25		1636	1645	12	5
26	10	1646	1655	16	19
		1656	1665	17	16
		à cause de la cherté de 1662			
		1666	1675	9	15
					4

De 1675 jusqu'en 1685 le prix monta à treize livres quatre sols neuf deniers par disette. Il fut dans les années com-

munes hors la cherté à sept , huit , neuf & dix livres.

Quel fut le fruit de cette mauvaise police ? La culture diminua en général, principalement dans les terres médiocres ou mauvaises qui exigent plus de dépenses. Les marais restèrent en marais, les terrains incultes continuèrent de passer pour inutiles ; puisqu'à l'aide d'un calcul très simple, le prix de leurs productions possibles n'équivaloit pas à la dépense connue. Lorsqu'une fois les sujets se trouverent avoir payé tout ce qu'ils pouvoient porter, l'Etat fut obligé de recourir aux créations de rentes, aux moyens extraordinaires, à ces mêmes Traitans qui avoient ruiné & desolé la France pendant quarante ans. Les dépenses du Gouvernement augmentèrent, & les facultés du Public ny répondirent pas. Pendant les dernières années de M. Colbert on consumma toujours par anticipation sur l'année suivante : une guerre survint ; les affaires tombèrent en des mains moins habiles ; le premier coup de canon fut le signal de la confusion ; mais quand même M. Colbert eût vécu, il est douteux qu'il eût soutenu deux guerres aussi opiniâtres coup sur coup, sans s'interdire l'espéran-

ce de ramener jamais les Finances au point où il les avoit mises en 1670. Ajoutons encore une autre observation qui n'est pas moins importante, & qui émane des mêmes principes. En examinant les dépenses considérables que fit ce Ministre, très-grand d'ailleurs, pour établir une navigation, des Manufactures, un Commerce actif, la sollicitude qu'il avoit pour les intérêts des Négocians, & le peu de solidité qu'acquissent tous ces établissemens qui disparurent presque avec lui; on est tenté de croire que la nation n'étoit pas propre au Commerce; l'expérience des vieux tems, & celle de notre siècle démontre cependant le contraire; la force de notre position, de nos avantages, de nos dispositions l'a emporté sur les mauvaises Loix. Comment résoudre cependant ce problème politique? Il est aisé d'y parvenir si l'on part de cette maxime, que l'agriculture est la base de tout Commerce; que dès-lors du progrès de l'une dépend toujours le progrès de l'autre. Les productions de la terre ne pouvant pas être vendues avec tout l'avantage naturel dont elles devoient jouir, le nombre de ces productions diminua; les consommations de

tous ceux qu'occupe l'agriculture diminuèrent ; & plus ces consommations étoient renchéries par les droits , moins il leur restoit d'aisance. Les Manufactures grossières manquèrent de débouchés. Les propriétaires des terres , qui n'ont d'autre revenu que le produit de ces terres , après qu'on en a prélevé la subsistance , les impôts & les frais du Cultivateur , se trouverent moins riches de deux manieres : 1°. parce que les denrées de leurs terres avoient une moindre valeur qu'autrefois ; 2°. parce que la subsistance du Cultivateur étoit renchérie , & que la dépense de ses façons n'étoit plus en proportion du produit de la culture ; ainsi la consommation des manufactures à l'usage du riche ne pouvoit être aussi grande qu'à l'ordinaire ; & elle le pouvoit d'autant moins que la consommation des denrées se trouvoit renchérie par les droits. Voilà donc le fruit de la mauvaise police sur les grains à l'égard du Commerce intérieur. Suivons son effet à l'égard du Commerce extérieur. Les Tailles avoient été diminuées , comme on l'a remarqué , sans procurer plus d'abondance : les droits de consommation repartirent plus doucement & plus également les im-

pôts ; ce fut le grand ressort de ce Ministère : mais on confondit quelquefois les droits de consommation intérieure avec les droits de consommation extérieure. Le Ministre gêné par l'impuissance des campagnes, ne fut pas en état de diminuer le nombre effrayant de ses douanes, & les droits énormes sur la sortie des marchandises : à la longue les étrangers consommèrent beaucoup moins de nos vins, de nos eaux-de-vie, & s'en pourvûrent ailleurs ; nos Manufactures, encore naissantes, ne purent, malgré la protection puissante qui les étayoit, soutenir à certains égards la concurrence des autres peuples manufacturiers, & encore moins reprendre le degré d'activité qu'elles avoient eu depuis 1480, jusqu'en 1620. Ce qu'on avance ici est si vrai, que lorsque la France eut perdu M. Colbert, & que les gratifications, les dépenses en faveur du Commerce furent retirées, il fallut successivement baisser les droits de sortie. Cependant la masse de l'argent n'avoit pas laissé d'augmenter ; parce qu'outre le produit des Colonies pour nos consommations, nous avions épargné plusieurs importations de Manufactures étrangères : mais comme
cet

cet argent ne se répandoit pas dans les campagnes , les revenus de l'E-tat n'y gagnèrent pas dans la même proportion , & cette partie du Peuple n'étoit pas réellement dans l'aifance convenable. Depuis, les guerres qui survinrent l'épuifèrent , & encore plus le système de Finance qui fut fuivi ; enfin l'hyver de 1709 acheva de l'écraser. Il ne lui restoit plus de facultés pour réparer ses defastres , repeupler ses terres de bestiaux. Voilà l'époque véritable du defordre , & l'on n'a rien fait pour y remédier pendant une longue paix.

Nous avons trois principes de dépopulation dans nos campagnes ; la rigueur de l'imposition , la nature de l'imposition , & la privation presque entière dans plusieurs parties essentielles des bénéfices du Commerce étranger. Procurons à notre Agriculture une plus grande portion d'intérêt direct dans la balance du Commerce , en favorisant particulièrement la nourriture du gros & menu bétail , la culture du lin , du chanvre , des foyes & autres matieres premières , la culture des vignes ; enfin la vente de nos grains superflus , dont la surabondance s'accroîtra toujours de plus en plus , dès qu'on vou-

dra établir des principes fixes dans cette partie si essentielle de l'administration ; alors cette même imposition paroîtra douce & legere. Qu'à ces bienfaits on ajoûte celui d'un changement nécessaire & facile aux yeux de l'humanité & de la politique dans la maniere d'asseoir l'impôt, on verra l'aisance & la félicité regner dans nos campagnes, la fécondité des mariages y reparoîtra à sa suite, les propriétaires des terres ne se plaindront plus de l'augmentation du luxe, & la recette des Finances augmentera par le cours naturel des choses. En attendant, il faut que la profession la plus malheureuse de toutes soit abandonnée en faveur des autres ; c'est-à-dire, qu'il n'y restera que la portion d'hommes absolument nécessaire ; car elle y sera toujours retenue par l'augmentation des salaires que produira la disette des bras & des denrées. Mais l'Etat a perdu une partie de ses forces, lorsque la proportion des hommes adonnés à l'agriculture est bornée à ce nécessaire indispensable, une partie de ses terres reste en friche, un grand nombre de propriétaires de terres est privé de la faculté de consommer ; les Finances souffrent les mêmes pertes. Or cette proportion

d'hommes ne peut évidemment augmenter dans l'agriculture, si la proportion de la consommation n'augmente; la consommation du grain a pour bornes au-dedans la population; ouvrons donc nos Ports pour accroître la consommation de nos grains & le nombre de nos Laboureurs.

Divers moyens utiles en eux-mêmes peuvent aider les vûes du Gouvernement, & favoriser les progrès de la population dans les campagnes; une taxe proportionnelle sur les laquais, par exemple, impôt le plus salutaire, le plus équitable, le moins onéreux qu'il soit possible d'imaginer; une diminution dans le nombre excessif des Employés à la régie des diverses Fermes. Mais pour couper le mal pressant dans sa racine, c'est aux trois points capitaux qui viennent d'être touchés, que doivent tendre tous les projets & les raisonnemens politiques. Bien des gens s'imaginent en voyant les Manufactures augmenter & prospérer, qu'elles influent sur la dépopulation des campagnes; mais ils ne font pas attention que, si l'état du Laboureur étoit aussi heureux que celui des Artisans, il conserveroit toujours la préférence, parce

qu'il est plus facile de se procurer une subsistance par le travail de la terre ; que sans l'abondance introduite par les Manufactures , les terres se ressentiroient encore moins des bénéfices du Commerce étranger. Nous en avons une preuve de fait ; nos Provinces les mieux cultivées sont les plus abondantes en Manufactures , comme la Normandie , la Picardie , la Flandre , le Languedoc. Enfin en diminuant les ressources du Peuple , ou en supprimant , si l'on veut , une partie des Manufactures , on ne feroit autre chose que diminuer le nombre des hommes utiles sans peupler les campagnes. Que l'on consulte les Ministres de la Religion sur la diminution des familles , on connoîtra évidemment d'où procède le malheur qui nous menace. Si l'Agriculture n'eût pas été accablée en même tems que les Manufactures & les Colonies recevoient des faveurs , tout eût été dans l'ordre naturel ; la partie essentielle fleuriroit , & les autres en seroient plus avancées , parce qu'elles en auroient reçu plus d'hommes surabondans. Quoique M. Colbert eût embrassé sur les grains un système destructif du labourage , il seroit injuste d'im-

puter en entier à ses opérations le principe de la dépopulation des campagnes; car il eut l'attention d'y diminuer considérablement les impositions, de retrancher les privilèges abusifs; & c'est une partie dans laquelle il n'a point été imité, non plus que dans les encouragemens qu'il donna à la nourriture du bétail, qui doit faire le fond de l'Agriculture, comme l'Agriculture est la base du Commerce en France.

En comparant notre état actuel avec ce que nous connoissons des tems antérieurs, peut-être feroit-il possible d'établir des démonstrations sur les maximes qui viennent d'être avancées, & de connoître évidemment la source du mal.

L'opinion générale, fondée sur les Mémoires du tems, & sur ce qui passa aux Monnoyes à la refonte de 1689, porte à croire qu'en 1683 il y avoit en France cinq cent millions d'espèces au même titre que celles qui ont cours; le marc valoit alors vingt-sept livres, & aujourd'hui cinquante, pour faire des calculs plus faciles. Nous comptons près de dix-sept cent millions fabriqués depuis la refonte de 1726; mais les guerres étrangères ont fait sortir de l'argent qui n'est point rentré; comp-

tons sur quinze cent millions ; ainsi nous avons trente millions de marcs d'argent à onze deniers de fin , & en 1683 il n'y en avoit qu'environ dix-huit millions cinq cent dix-huit mille cinq cent dix-huit , au même titre. Alors les impositions étoient à cent quatorze millions , c'est-à-dire , de quatre millions deux cent vingt-deux mille deux cent vingt-deux marcs d'argent ; aujourd'hui (en 1754) on les présume de deux cent cinquante millions de livres environ , ou cinq millions de marcs d'argent ; ainsi en 1683 les impositions générales étoient à la masse générale de l'argent à peu près comme vingt-deux & quatre cinquièmes sont à cent ; & en 1754 , la proportion de l'imposition générale avec la masse de l'argent , est environ comme seize & deux tiers à cent ; par conséquent si les richesses étoient partagées aujourd'hui dans la même proportion qu'en 1683 , les impôts , quoique plus forts , paroîtroient plus légers.

La proportion des parties de l'imposition n'est pas moins remarquable. En 1683 les Tailles montoient à trente-cinq millions de livres , ou douze cent quatre-vingt-seize mille deux cent quatre-vingt-seize marcs d'argent , ce qui

fait sept pour cent de la masse d'argent qui existoit alors : aujourd'hui les recettes générales de la Taille & de la Capitation sont estimées soixante & douze millions de livres , ou quatorze cent quarante mille marcs d'argent ; ce qui fait quatre & quatre cinquièmes pour cent de la masse actuelle de l'argent. Il paroîtroit donc que la charge de nos campagnes est proportionnellement à nos richesses moins pesante qu'alors ; cependant il est constant que la consommation y est moindre. En 1683 les Aides produisoient 22 millions ou 814814 marcs d'argent ; en 1726, 32 millions ou 640000 marcs. En 1754 les Soufermes des Aides sont portées à 15, 565, 000 liv. & ce que la Ferme générale en régit est évalué 26 millions, au total 831300 marcs. Mais si l'on considère l'accroissement du débit & des droits à Paris, celui des droits généraux, leur extension par la régie, on trouvera peut-être que malgré la différence du numéraire, la proportion n'existe pas entre 1683 & 1754 relativement aux campagnes.

Les causes de ces différences singulières ne sont pas difficiles à trouver : 1°. il y avoit alors un moindre nombre

de privilégiés : 2°. nos laboureurs entretenoient plus de bestiaux : 3°. le froment, quoique tombé de prix, ne laissoit pas de valoir environ huit liv. le setier ; c'est-à-dire deux onces trois gros d'argent à onze deniers de fin : aujourd'hui si l'on retranche les années de disette, on trouvera rarement qu'il se vende au-dessus de quinze liv. le setier, ce qui revient aux deux onces trois gros d'argent à onze deniers de fin. Cependant, pour établir une proportion égale à celle de l'augmentation réelle de l'imposition forcée, il faudroit que le setier de froment valut année moyenne, indépendamment des chertés, deux onces six à sept gros d'argent, ce qui reviendrait à dix-huit livres le setier ; & pour arriver à la proportion entre le prix du froment & l'augmentation de nos richesses, il faudroit que le setier se vendît environ trois onces & demie d'argent ou vingt-deux livres.

Si une culture meilleure & plus étendue avoit accru nos récoltes, cette abondance compenseroit la modicité du prix ; mais on sçait que cela n'est pas arrivé, & cela ne peut même arriver tant que la gêne du Commerce des

grains privera le laboureur de l'espérance de retirer ses frais , & lui interdira les moyens d'entretenir assez de bestiaux pour améliorer ses terres.

Il est donc évident que le cultivateur doit être plus pauvre qu'en 1683 , en supposant les récoltes égales. 1°. Parce qu'il reçoit moins de marcs d'argent du produit de sa culture , proportionnellement à l'augmentation générale des richesses. 2°. Parce que recevant toujours le même prix au plus, il ne laisse pas de payer un trente-quatrième de plus en imposition forcée. Mais si en outre, le découragement & la pauvreté ont produit une diminution de quantité dans ses récoltes , si le nombre des contribuables est diminué , si l'imposition générale l'affecte par un plus grand nombre de voies , si les corvées sont plus communes & plus considérables , si quelques-uns de ses besoins lui coûtent plus cher , s'il reste plus d'argent dans la Capitale , les deux Epoques sortent de toute comparaison.

Si par la liberté du Commerce on rétablit les prix , l'aisance sera bien-tôt la même qu'alors , à la différence près du nombre des privilégiés ; mais si au bénéfice du Commerce on ajoute celui

d'une Taille réelle , ou d'un tel autre impôt exempt de tout arbitraire , le fort du cultivateur sera beaucoup plus heureux. Alors l'abondance des grains les entretiendra autour d'un certain niveau , & jamais on n'éprouvera de ces chertés qui ruinent sûrement pour plusieurs années le manouvrier & l'artisan, qui occasionnent des non-valeurs dans les Finances & des dépenses imprévûes.

On espere que cette petite dissertation pourra être utile à ceux qui voudront la méditer & vérifier les faits. Elle démontre que toutes les parties du Gouvernement sont liées , pour ainsi dire , par une chaîne électrique , & que la sensation du coup qui frappe la première ligne , parcourt dans un instant des distances infinies. On ne doit pas cependant abuser du reproche fait à M. Colbert , pour diminuer le prix des bonnes opérations de ce grand homme. Je trouve dans l'espece de Mémoire écrit de sa main que j'ai annoncé , qu'il avoit reconnu le mal , & qu'il y vouloit remédier , sans en avoir peut-être approfondi la véritable cause.

Quoique la matiere des Finances , considérée dans ses sources primitives , ramene sans cesse à l'agriculture , ne

laissons pas échapper cette occasion de faire une remarque sur l'un des expédiens les plus propres à conduire notre agriculture à sa perfection. On se flatteroit en vain avec des bras seulement de tirer de la terre tout ce qu'elle peut produire ; il faut des capitaux pour faire la dépense des améliorations convenables ; il faut des chefs pour conduire les bras hors des routines ordinaires où la pauvreté circonscrit l'industrie de nos cultivateurs. Tant que l'imposition arbitraire subsistera dans les campagnes , on ne peut se flater qu'il y soit apporté des capitaux , parce que les plus pauvres rejettent sans proportion la charge commune sur les riches ; & les Fermiers, que les circonstances auront conduits à une fortune suffisante pour embrasser un autre état , abandonneront celui où ils sont exposés aux vexations de l'envie. Mais quand même la nature de l'imposition seroit changée , il resteroit encore une cause générale de découragement pour les cultivateurs , & capable en particulier d'éloigner les capitaux de la terre ; c'est l'obligation où sont tous les habitans des campagnes sans distinction de tirer à la milice ; la crainte qu'elle inspire porte également

sur le pauvre & sur le riche ; le fils unique d'un cultivateur médiocre , forcé de quitter la maison paternelle , au moment où son travail pourroit dédommager ses parens de la dépense de l'avoir élevé , est une perte irréparable ; & le riche Fermier préfère à son état toute profession qui peut éloigner de lui un pareil sacrifice. Cet établissement est trop utile à la Monarchie , pour y donner la moindre atteinte : mais l'exécution paroît susceptible d'un tempérament , qui , sans l'énervier en aucune manière , corrigeroit tous les inconvéniens actuels. Ne pourroit-on pas , au lieu de faire tirer au sort les garçons d'une Paroisse , permettre à chacune d'acheter les hommes qu'on lui demande ? Par-tout il s'en trouve de bonne volonté , dont le service sembleroit préférable en tout point ; & la dépense seroit imposée sur la totalité des habitans au marc la livre de l'imposition. On craindra sans doute une desertion plus facile , mais les Paroisses obligées au remplacement auront intérêt à chercher & à présenter des sujets dont elles seront sûres ; & comme l'intérêt est le ressort le plus actif parmi les hommes , ne seroit-ce pas un bon moyen de faire

payer par les Paroisses une petite rente de dix-huit livres à leur milicien à la fin de chaque année ? La charge de la Paroisse n'en seroit pas augmentée ; elle retiendrait le soldat qui ne peut espérer de trouver mieux. A la Paix elle suffiroit , avec les petits privilèges qui peuvent lui être accordés , pour le fixer dans la Paroisse qui l'auroit commis , & tous les six ans son engagement pourroit être renouvelé à des conditions fort modérées.

Reprenons le fil de nos recherches. On remit aux Peuples les restes considérables qu'ils devoient sur les subsistances & autres impositions depuis 1647 jusqu'en 1656. Le Prince n'y perdit rien dans le fond qu'une vaine créance , puisqu'il étoit absolument impossible de de retirer tout-à-la-fois les nouveaux impôts & les restes. Il y gagna au contraire la célérité du recouvrement , parce que les Receveurs perdirent le prétexte de leurs persécutions , & que le Peuple reçut avec reconnoissance comme un don , la remise de ce qu'il ne pouvoit pas payer.

Les droits accordés aux Receveurs tant généraux que particuliers avoient successivement monté à cinq sols pour

livre de la recette. Pour parvenir à liquider leurs comptes & les revenus en même tems , il fut permis à la Chambre des Comptes de leur passer les sommes employées dans leurs états pour remises , ports & voitures extraordinaires , à raison de neuf deniers pour livre ; sçavoir , cinq aux Receveurs généraux , & quatre aux Receveurs des Tailles.

Mais en bornant les frais de la perception , il n'étoit pas moins important d'en assurer la fidélité. C'est de la confusion des recettes que partoient principalement les pertes de l'Etat. Les anciennes Ordonnances avoient été négligées ; chaque Receveur déguisoit à son gré l'état de sa caisse ; le Ministre pressé avoit recours aux emprunts , aux traités ruineux ; & ces mêmes Receveurs prêtoient au Roi ses propres deniers à un quart & un tiers de profit. Souvent c'étoit sur les porteurs d'assignations que tomboient leurs usures ; ils les faisoient languir jusqu'à ce que le besoin en arrachât un escompte. Enfin , tous les desordres que M. de Sully avoit bannis s'étoient reproduits pendant la licence des tems. M. Colbert rappella les anciennes Ordonnances , par les-

quelles tout Comptable étoit astreint à fournir au Conseil des états au vrai de la recette & de la depense trois mois après son exercice , & à faire recevoir son compte à la Chambre du resort dans l'année d'après son exercice ; méthode excellente , qui faisoit jouir l'Etat des fonds considérables qui restent entre les mains des Receveurs généraux jusqu'à la reddition de leurs Comptes , & dont le Roi payoit cependant l'intérêt , puisqu'ils servoient aux avances dont il avoit besoin. En réformant cet abus , qui sera toujours plus grand à mesure que les comptes seront plus retardés , il obligea les Receveurs à signer des résultats pour fixer le paiement des Tailles dans dix-huit mois , & depuis dans quinze mois lorsque les campagnes furent un peu rétablies. En 1669 il ajoûta à ces précautions celle d'obliger les Receveurs à tenir un journal très-détaillé.

C'est à la faveur de ces résultats qu'on a attaché aux Charges des Receveurs généraux une idée de besoin. Mais a-t-on bien examiné si ces résultats ne pourroient point être faits avec la même sûreté & avec plus d'économie par les Receveurs particuliers ? La caisse

commune des recettes générales ne pourroit-elle pas former sans inconvénient une des caisses du Trésor Royal , où l'on ne sçauroit montrer trop d'abondance ? Est-il bien nécessaire qu'il y ait des Charges dont l'intérêt rapporte huit à dix pour cent pendant la paix pour une régie fort simple , si la tenue des Registres est dans un bel ordre ? Ces huit ou dix pour cent ne sont-ils pas une diminution de la recette du Prince, ou un accroissement de charges sur le Peuple ? On dira sans doute que le principal objet d'utilité de cet arrangement consiste dans l'usage du crédit des Receveurs généraux. Il ne s'agiroit plus alors que d'approfondir la cause de leur crédit , & la nature de celui de l'Etat , lorsqu'il voudra l'employer à droiture avec économie & fidélité. Chaque particulier en prêtant son argent à un Receveur général , quelque riche qu'il soit , connoît très-bien la nature de cet engagement ; & s'il n'avoit point de confiance dans l'Etat , il ne prêteroit pas , ou se prévaudroit sur les conditions du risque qu'il s'imagineroit courir. Une preuve sans réplique de ce qu'on avance ici , c'est que l'intérêt a haussé dans tous les tems critiques vis-à-vis des Financiers ,

&

& eux-mêmes sont intéressés à ce qu'il soit toujours cher. Cette dépendance volontaire où l'on s'est tenu d'eux, même dans les tems d'ordre & de tranquillité, a toujours été fort coûteuse à l'Etat, & leur a donné les moyens de la rendre forcée dans d'autres circonstances, parce que l'argent s'est trouvé concentré entre leurs mains. Lorsqu'un Etat dépense par anticipation, ou bien il prévoit un prompt remplacement, ou bien il ne le prévoit qu'éloigné : dans le premier cas, une caisse des emprunts, des promesses du Trésor Royal fourniront toujours promptement & à bon marché les secours dont on peut avoir besoin, si le Gouvernement a de l'ordre & de l'exactitude ; dans le second cas, le crédit des Financiers est pour l'ordinaire insuffisant. En Hollande, en Angleterre, il n'y a point de moyen terme entre le public & l'Etat dans les emprunts par anticipation sur le revenu courant. Les billets de l'Echiquier à Londres à six mois & un an se négocient aux particuliers plus facilement que ceux des Banquiers, pendant la guerre comme pendant la paix, & toujours à un intérêt au-dessous de celui des effets à long terme. Toute constitution d'Etat qui a de la sta-

bilité , aura un crédit national proportionnel à l'exactitude & à l'économie du Gouvernement, à l'étendue des ressources publiques ; mais tout crédit médiat est précaire , borné & coûteux par sa nature. Ce vain étalage de crédit des Compagnies de Finance ressemble exactement à celui que feroit un grand Seigneur d'une multitude de domestiques , qui s'enrichissent des débris de sa fortune.

L'ordre établi par M. Colbert , sans être parfait , ne laissa pas de le mettre en état de faire des projets de fonds & de dépenses , de connoître ce qui pouvoit rentrer sûrement de chaque partie, & d'assigner certainement le fonds de chaque dépense. J'ai déjà remarqué , à l'époque de M. le Duc de Sully , qu'il avoit suivi cette méthode ; que chaque dépense extraordinaire étoit suppléée par un fonds extraordinaire ; enfin que le rétablissement des Finances fut en partie le fruit de l'exactitude avec laquelle ce plan fut exécuté. Ce sera toujours celui des Ministres éclairés , & M. Colbert ne s'en écarta jamais volontairement.

Le nombre excessif de mendiants & vagabonds attira les regards du Roi ; il

ordonna dans toutes les villes du Royaume & dans les gros bourgs l'établissement d'Hôpitaux où ils devoient être renfermés & instruits à la piété. Si l'Edit eût ajoûté ces mots, & *au travail*, il eût dès lors coupé le mal dans la racine ; & il n'en coûtoit pas davantage d'établir des maisons de travail, que de simples clôtures. Il n'y a pas un seul canton qui ne fournisse un genre de gros ouvrages suffisant pour nourrir celui qui s'en occupe, & dont les Hôpitaux pourroient tenir magasin.

Comme enfin, pour diminuer le nombre des pauvres, le plus sûr moyen est d'augmenter le travail, M. Colbert commença dès cette année à y pourvoir par deux réformes considérables.

Les grands chemins du Royaume & toutes les rivières étoient gardées par des armées de Receveurs de Péages ou de droits locaux. Les uns étoient usurpés, les autres de création nouvelle avoient été concédés pour un tems ; quelques-uns appartenant au Domaine avoient été aliénés. Cette multiplicité de droits, tous modiques en particulier, n'avoient pas laissé en total de renchérir les denrées ; l'embarras des formalités retardoit les Voituriers & ajoûtoit de

nouveaux frais à la valeur intrinsèque des marchandises ; les communications même intérieures étoient diminuées , à plus forte raison celles de l'Etranger ; le travail manquoit de tous côtés. Un Edit ordonna la recherche de ces servitudes , & de procéder extraordinairement contre ceux qui en jouissoient sans titre , ou hors les termes fixés par leurs concessions. On ne sçait par quelle fatalité ces recherches continuées de tems en tems jusqu'à nos jours n'ont pas produit autant de bien que le Prince le desiroit & que les peuples l'espéroient. Quelques petits péages ont été éteints , pour reparoître ensuite sous de nouveaux prétextes ; quelques-uns ont été totalement supprimés , mais les plus onéreux subsistent ; une partie de ceux que le Roi avoit crû devoir être remboursés ont été réunis au Domaine , jusqu'à ce que le remboursement en fût achevé ; aucun cependant n'est encore sorti de la main des Fermiers , & l'on peut avancer en sûreté que le Trésor public n'en retire rien. Pour s'en convaincre , il n'y a qu'à comparer le produit des Domaines lors de ces réunions , & l'augmentation commune à tous les biens du Royaume , avec le produit actuel.

Enfin , en quelque main que soient ces droits locaux , le nombre en est effrayant de tous côtés. La Loire , par exemple , cette belle riviere qui traverse presque tout le Royaume , & qui communique dans son cours avec quatorze Provinces , est sujette à vingt-huit péages depuis Saint-Rambert en Forêt jusqu'à Nantes ; elle en est devenue tellement impraticable , que pour les marchandises envoyées de Paris à Nantes , on préfere la voiture par terre.

La seconde réforme s'étendit sur les grands versements de marchandises étrangères qui se faisoient par la Province du Dauphiné. Pendant les troubles , les Bureaux de la douane de Lyon y avoient été abolis , & ils y furent rétablis par une Déclaration de cette année. Le Parlement de Grenoble apporta cependant à la vérification deux modifications : la premiere , que les droits ne se percevroient point sur les marchandises étrangères qui se consommoient en Dauphiné , ni sur celles du Dauphiné allant à l'étranger : ces modifications ne furent exécutées qu'à l'égard du Piémont & de la Savoye , parce qu'il n'y avoit jamais eu de Bu-

reaux de ce côté : ainsi c'est sur l'usage par les formes, & non sur la raison, que se décideront les loix du Commerce & de l'Etat. Dans quelles étranges inconféquences n'entraînent point ces fausses maximes ? Car si l'introduction des marchandises étrangères est nuisible en Dauphiné par un endroit, elle l'est également dans un autre. Si cependant des raisons particulières au Commerce du Piémont & de la Savoye exigeoient une franchise avantageuse à l'Etat de ce côté, c'étoit une raison à alléguer ; il falloit prendre des précautions convenables : mais l'usage seul est un droit chimérique qui doit disparaître devant l'utilité générale. A mesure que nos connoissances s'étendront, il faut espérer que l'on cessera de mettre de ces sortes d'entraves à la bonne volonté & à la sagesse du Législateur.

On jugera par l'état des revenus de cette année, des améliorations & des rachats qui avoient été faits dès la précédente.

Les Fermes avoient été augmentées de trois millions environ sans augmenter les droits ; les Tailles diminuées d'un million. Le Peuple étoit par con-

sur les Finances de France. 191
tient foulagé depuis 1661 d'un mil-

REVENUS DE 1662.

	Revenus.	Charges.
Gabelles	13500000 liv.	8933049 liv.
Ferme des 35 sols de Brouage.	350000	8669
Cinq grosses Fermes	5650000	2065083
Convoi de Bordeaux	3600000	792860
Patentes de Languedoc	566000	211760
Aides	5211000	3409976
Entrées.	4720000	2455390
Subvention de Rouen	120000	
Gabelles de Rouffillon, Languedoc, Provence, Dauphiné.	5670000	2988750
Gabelles de Metz	277000	157476
Postes	100000	
Domaines d'Alsace	80000	
Tiers sur taux & quarantieme de Lyon... .	180000	
Ferme du Tiers des Domaines & Droits aliénés	1000000	
Domaines de Rouffillon	10000	
Recettes générales des Pays d'Elections	41398807	22078434
Idem. Des Pays d'Etats.	206000	36000
Dons gratuits des Pays d'Etats	4164000	14000
Revenus Casuels	800000	
Total	87602807 liv.	43151547 liv.

Net 44451360 liv.

féquent foulagé depuis 1661 d'un million, & les parties du Trésor Royal augmentées de près de treize millions.

A N N É E 1663.

La Chambre de Justice cependant avoit commencé à liquider plusieurs parties des engagemens de l'Etat & de ses aliénations : en conséquence de ses Arrêts, toutes les rentes créées depuis 1656 furent supprimées, sauf à pourvoir au remboursement de ceux qui les avoient achetées de bonne-foi en argent, sur le pied de l'acquisition portée par le Contrat. Ces rentes montoient à huit millions deux cent quarante mille quatre cent trente-six livres : presque toutes étoient entre les mains des gens d'affaires, & le remboursement de ce qui avoit été négocié n'étoit pas onéreux, puisque le cours de ces années étoit le denier deux & trois pour les Financiers. Elle supprima encore au profit du Roi les aliénations des Oâtrois des Villes, des droits sur le papier, la biere, les neuf livres dix-huit sols sur les vins de Picardie, des droits sur le poisson frais, sec & salé, ceux qui se levent sur le gros du poisson vendu à

Rouen , & enfin de toutes les aides faites dans les années 1637 , 1640 , 1653 , 1656 , 1657 , le fond des Charges locales des aides , le droit d'annuel , le parisis de toutes les aides & des autres droits aliénés en 1644 & 1655 ; les vingt-cinq sols par muid de vin , douze sols par muid de cidre & de biere , six sols trois deniers par muid de poiré , avec les douze deniers pour livre de toutes les aides & autres droits aliénés en 1658 ; les droits de Contrôle des toiles de Paris , ceux de la marque du fer , l'augmentation du marc d'or , les droits de soixante sols sur les aluns , les Offices de vendeurs de vin à Rouen.

Il est facile de juger combien cette grande quantité d'aliénations avoit diminué le revenu de la Ferme générale des Aides : elles avoient produit très-peu de chose ; & le Peuple , indépendamment du payement des droits , étoit énormément fatigué par la multiplicité des Régisseurs. Le Roi , en les réunissant dans un seul Bail , soulagea considérablement ses Sujets , & augmenta ses produits , de maniere qu'il fut en état de rembourser en fort peu de tems le capital de l'aliénation avec l'intérêt au denier dix-huit. Quoiqu'en 1662 il eût

eût été passé bail de la Ferme générale des Aides , le Roi s'étoit réservé la liberté de déposséder le Fermier , en le dédommageant de la somme de quatre cent mille livres : « Reconnoissant bien , » dit-il , que la licence de la guerre & » l'augmentation des Tailles ayant ap- » puvri nos Peuples , nos Fermes , qui » ne sont à bien prendre , que des parcelles » de l'abondance qui accompagne insépa- » rablement le bonheur de la Paix , s'en » étoient considérablement ressenties ; & » que la diminution de dix millions de » livres que nous avons faite par cha- » cun an sur nos Tailles , & le bon or- » dre apporté en nos Provinces , fe- » roient cesser les difficultés du recou- » vrement ».

Le nouveau bail fut passé à Jean Rouvelin , comme au plus offrant & dernier enchérisseur , pour la somme de treize millions sept cent vingt mille livres. Les droits qui lui étoient abandonnés , étoient les entrées de Paris & de tous les lieux où elles étoient établies ; le domaine & le barrage de Paris ; les droits du Pont de Joigny ; le tiers retranché en 1660 au profit du Roi , sur le revenu des domaines & droits aliénés ou engagés , avec per-

mission au Fermier d'acquérir les deux autres tiers sur le pied du contrat d'engagement ; les cent mille livres dûes annuellement par les Intendans des Postes qui en avoient le privilège ; les forties de Champagne , Picardie & Soissonnois ; les droits dont nous venons de voir la réunion , à l'exception d'une moitié des octrois des Villes auxquelles elle fut rendue.

On jugera des améliorations faites dans cette année & la précédente , par la récapitulation des revenus & des charges.

RÉCAPITULATION des Revenus & des Charges en 1663.

	Revenus.	Charges.
Fermes générales	4 100 4000 liv.	18178182 liv.
Autres Fermes	630000	269896
Recettes générales des Pays d'Electiions...	37935610	17560474
Idem. Des Pays d'Etats	1602350	1300228
Dons gratuits des Pays d'Etats	4672385	383969
Bois	297709	32805
Revenus Casuels	2041948	
Monnoie	102000	58646
Taillon & Solde.	600000	
Ponts & Chauffées	20000	
Total	88906002 liv.	37784200 liv.
Net... 51121802 liv.		

La totalité de la recette des Finances étoit augmentée depuis 1662 de treize cent mille livres environ : les Tailles étoient diminuées d'environ trois millions : les Fermes étoient augmentées de onze cent mille livres : ainsi le Peuple étoit foulagé de près de trois millions en remises sur les impôts forcés ; cependant les charges étant diminuées de cinq millions environ , les parties du Trésor Royal furent accrues de près de sept millions.

Nous avons remarqué en 1648 , que le Roi avoit supprimé la totalité des Octrois des Villes & Bourgs pour les aliéner ensuite. Ce retranchement avoit forcé les Communautés de recourir à des emprunts , ou à des impositions extraordinaires , pour l'entretien des réparations publiques & autres charges : ou bien elles avoient vendu & aliéné leurs biens patrimoniaux & communaux. Ces trois méthodes étoient également funestes au bon ordre & à la tranquillité publique ; les emprunts furent faits ou à des conditions très-onéreuses , ou au profit des particuliers , sous prétexte de l'avantage commun. Dans les endroits où l'on avoit eu recours aux impositions , les Officiers &

les plus puissans parmi les habitans avoient rejeté le fardeau sur le Peuple, en s'épargnant eux-mêmes, ou levé de grosses contributions à leur profit. Enfin l'aliénation des biens communaux avoit eu le double inconvénient d'être faite à vil prix par intrigues & sans nécessité, & de mettre les habitans dans l'obligation de recourir à l'avenir aux taxes pour satisfaire aux charges publiques. Dans les campagnes cette aliénation, consistant en bois & en pâturages communs, avoit porté une atteinte considérable à l'agriculture & à l'aisance des petits Fermiers : malgré les recherches qu'on a faites à ce sujet à diverses fois, comme les usurpateurs sont des riches pour la plûpart, il s'en faut bien que cet objet important soit perfectionné. Cependant c'est une des causes principales de la diminution du bétail, à laquelle on pourroit pourtant remédier assez simplement par l'établissement des prairies artificielles ; mais pour fonder & établir il faut de la dépense & ne pas craindre la taille. S'il est vrai que des Communes trop étendues privent l'Etat de plusieurs familles qui les cultiveroient, il faut aussi avoir égard à la nature de ces terres, & au

genre de culture du pays où sont ces Communes : il y en a qui ne sont propres qu'au pacage , & dont les habitans voisins ne peuvent se passer. Les Anglois nous ont donné sur cette partie des exemples admirables de police ; & nous ne pouvons nous flater de voir employer une si grande quantité de bonnes terres qui restent incultes , tant que l'autorité publique ne s'en mêlera point ; les trois quarts de ces terres appartiennent à des Seigneurs , qui ne peuvent & ne veulent pas en faire usage , ni en laisser la propriété à d'autres , à condition de les cultiver.

M. Colbert , qui s'instruisoit dans le plus petit détail de la situation des Provinces & des campagnes , remédia autant qu'il put à ces désordres par divers Réglemens. Il sentit d'un côté qu'il étoit inutile aux Communautés d'être si riches , & qu'il ne pouvoit restituer la totalité des Oâtrois , sans diminuer considérablement les revenus de l'Etat : de l'autre il voyoit la nécessité de faire un fonds pour les réparations publiques des Communautés. Il se contenta pour cette année de partager les Oâtrois avec elles ; mais en 1667 il leur permit de rentrer dans tous leurs biens aliénés ou

échangés depuis l'an 1620 ; en remboursant le principal des aliénations payé de bonne-foi, en dix payemens égaux d'année en année, avec l'intérêt au denier vingt-quatre. En 1669, il leur donna ordre d'envoyer aux Intendans l'état des dépenses fixes & des revenus, avec les baux des dix dernières années, & les comptes rendus en conséquence. Il recommanda expressement la liquidation des dettes, parce que de tous côtés ce n'étoient qu'actions & contraintes contre les Maires, Echevins & Communautés, recours de garantie, emprisonnemens, procès, inimitiés entre les habitans, au point que le Commerce en étoit interrompu. Il y ajouta la défense d'emprunter dorénavant ni d'aliéner : mais en 1683 il fut obligé d'étendre encore ce Règlement, & de restreindre les cas d'emprunts à ceux de peste, d'ustenciles de troupes, & de réédifications de nefs d'Eglises, auxquelles elles sont tenues. Il prescrivit l'obligation de n'arrêter l'emprunt que suivant le devis de la dépense, dans l'assemblée des habitans, & par un acte signé de la plus saine partie ; d'y déclarer le terme fixé pour le remboursement, & les moyens dont on préten-

doit se servir pour y parvenir ; enfin d'envoyer le tout à l'Intendant de la Province pour y être pourvû par le Roi. Il est difficile d'ajouter à la sagesse de ces Réglemens , dont l'observation ne peut être négligée sans produire les mêmes maux. En général il est utile de restreindre toutes les especes de maniemens particuliers de deniers publics dans un Etat ; matiere éternelle de contestations , d'animosités & d'injustices. On supprima les Offices de Contrôleurs, Receveurs & autres Employés au maniement des deniers communs , établis pour la premiere fois en 1514, supprimés & recréés à diverses reprises.

On chercha aussi à soulager les habitans de la Picardie , de la Champagne & de tout le ressort du Parlement de Metz , des dettes que les malheurs des tems les avoient forcés de contracter. Le passage continuel des troupes, mal payées & dès-lors mal disciplinées , les invasions des ennemis & leurs courses avoient tellement ruiné ces frontieres , que les débiteurs des rentes foncieres n'avoient pû se libérer. Ces arrérages accumulés formoient un nouveau capital , & réduisoient un grand nombre

de familles au desespoir. Le Roi ordonna que les créanciers ne pourroient répéter que la moitié des arrérages dûs depuis le commencement de la guerre jusqu'en 1661, & que cette seconde moitié seroit payée en deux termes de trois ans en trois ans. Ces sortes de circonstances forcées font taire la loi; & l'Etat n'étoit pas assez riche dans ce moment pour accorder des indemnités. On se contentoit de soulager le Peuple en général; & cette année on diminua le sel d'un écu par minot.

Ceux qui avoient défendu l'Etat au prix de leur sang méritoient trop pour être oubliés par un si grand Prince : il pourvut à la meilleure administration des sommes levées de tems immémorial sur les Abbayes & Prieurés du Royaume en faveur des soldats estropiés à la guerre, appelés alors Oblats ou Moines laïcs, parce qu'originaiement on les envoyoit résider dans les Bénéfices. Si chaque Manse payoit à proportion de ce qu'elle en devoit entretenir, suivant la premiere institution, cette somme seroit encore assez forte. Cette methode de pourvoir à la subsistance des invalides par des pensions, comme cela se pratique encore dans

la Marine , a de grands avantages , mais peu d'éclat : ces pensions augmentent d'autant la consommation & la circulation dans les campagnes : elles servent d'exemple de récompenses ; elles aident beaucoup de ces invalides à se marier : ce sont des familles de plus dans l'Etat. Une pension de cent vingt livres suffit pour entretenir dans l'aïssance à la campagne tous ceux qui n'ont pas un besoin continuel des Chirurgiens ou d'un certain gouvernement ; pour ceux-là il est indispensable d'avoir des azyles ouverts.

ANNÉE 1664.

A mesure que la Chambre de Justice avançoit dans la vérification des malversations commises au sujet des Traités faits avec le Roi , on prenoit de nouvelles précautions , soit pour éteindre les fausses dettes , soit pour faire rentrer les sommes détournées. Il avoit été ordonné en 1652 à tous les particuliers , qui depuis 1630 jusqu'alors avoient reçu quelque remboursement de rentes , d'Offices & d'aliénations , autre que sur les onze millions de rentes créées en 1634 , de rapporter leurs

titres , & de payer un supplément d'un septième avec les deux sols pour livre pour les remboursemens & rachats faits au denier quatorze , & le tiers avec les deux sols pour livre sur tous les remboursemens faits au denier dix-huit. Les rentes surprises , créées sans enregistrement , étoient aussi annullées , les porteurs condamnés à payer deux mille livres par chaque mille livres de capital ; la même peine étoit ordonnée contre les Traitans qui s'étoient obligés d'amortir des rentes ou aliénations au profit du Roi , & qui s'en étoient fait décharger pour des sommes modiques , ou dédommager par des Ordonnances de comptant. Cet Edit étoit juste en foi , puisque le cours de la vente de ces effets , tant au Trésor de l'Epargne que sur la place , étoit si différent , & tel que les particuliers se remboursoient de leur capital dans un petit nombre d'années de jouissance. Cependant , comme on en avoit mis l'exécution en Traité , elle n'eut presque point lieu ; ceux qui y étoient préposés s'entendoient avec les parties. Il fut renouvelé en 1664 avec quelque modération : c'est-à-dire , que les Partisans , obligés par leurs Traités à faire des

amortissemens pour le compte du Roi ; & qui n'y avoient point satisfait , seroient tenus de rapporter les deux tiers de l'évaluation des remboursemens stipulés au denier quatorze ; & en outre sur ceux qui auroient été stipulés au denier dix-huit, la différence de ces deux taux. Il fut encore statué que tous ceux des redevables qui , pour satisfaire à l'Edit de 1652 , auroient remis en paiement de leur supplément au Traitant préposé , des quittances , billets de l'Épargne ou Ordonnances de Comptant , seront tenus d'en rapporter le montant en deniers , à la déduction du quart cependant , qui étoit la valeur de ces billets sur la place dans les tems.

On prenoit en même tems des arrangemens pour rembourser en partie les rentes assignées sur l'Hôtel-de-Ville , en obligeant chaque particulier d'en représenter les titres , pour connoître le prix de l'acquisition. Au moyen des diverses réductions qu'elles avoient essuyées sous le ministère du Cardinal Mazarin , les Rentiers ne recevoient plus de mille livres originaires que quatre cent seize livres en douze mois ; ainsi l'opération devenoit facile. La recherche des Financiers produisoit d'ail-

leurs des sommes assez considérables, malgré la protection des Courtisans ; & les revenus de toutes les Fermes augmentoient.

Ce succès étoit dû à l'attention continuelle de M. Colbert à égaliser en quelque façon les impôts sur la totalité de la Nation. Les tailles, comme la charge la plus pesante sur l'industrie & sur les pauvres, avoient mérité ses premiers soins ; elles se trouvoient réduites à trente-six millions, de cinquante millions où il les avoit trouvées : mais cet habile Ministre n'en comprenoit pas moins combien la nature vicieuse des impôts arbitraires & personnels tout-à-la fois fatigue le peuple, à quelque taux qu'ils soient portés. Il voulut du moins remédier aux abus qui s'étoient introduits, soit dans la perception, soit dans la répartition, en attendant qu'il lui fût possible de faire mieux. Il rassembla tous les Réglemens précédens sur le fait des Tailles, & en forma un dès 1663, pour prévenir les fraudes par lesquelles les riches éludent toujours le paiement, pour le faire tomber sur le pauvre, qui ne vit que de son travail. En particulier, le privilège accordé aux Ecclésiastiques, aux Nobles,

aux Bourgeois des Villes franches , s'étoit tellement étendu pendant la licence des derniers tems , que leurs Fermiers ne payoient rien en passant pour leurs simples valets : il y fut remédié par un expédient très-sage , *qui leur prescrivoit de ne pouvoir se servir de gens qui eussent été compris au rôle des tailles*. Le parti des riches est trop écouté , pour que cette Loi fût observée : à force d'importunités , on y dérogea en 1667 ; & leurs privilèges furent fixés à deux charrues de labour. Dès 1664 , on fut obligé de renouveler les réglemens & d'y ajouter de nouvelles clauses contre de nouveaux desordres , soit de la part des Elus , soit de la part des Contribuables ou des Collecteurs : il ne se passa pas une année qui ne fournît matière à de nouvelles Ordonnances , & les choses ont été au point qu'elles ont nécessairement dégénéré en rigueur.

Est-il rien plus effrayant , par exemple , que ce droit de suite pendant dix ans sur les taillables qui transportent leur domicile dans une Ville franche , où ils ne laissent pas de payer la capitation , les entrées , les octrois & autres droits équivalens , mais plus doux ? Un malheureux journalier , qui ne possède

aucun bien-fonds dans une Paroisse, qui y manque de travail, ne peut aller dans une autre, où il trouve une subsistance, sans payer la Taille en deux endroits pendant deux ans, & pendant trois, s'il passe dans une autre Election; encore si ce Reglement ne s'étendoit que sur les gens de campagne qui vont habiter les Villes, cette dureté produiroit-elle un bien.

J'entends les formes murmurer & leurs Avocats me dire que c'est une fuite de la Loi qui attachoit le serf à sa terre. On peut répondre que tous les taillables ne sont pas à beaucoup près issus de serfs : mais sans sonder la respectable obscurité de ces tems, il s'agit de sçavoir si l'usage est bon ou mauvais, & non pas de connoître son origine. Les Rois trouverent avantageux pour eux & pour leur Etat, d'anéantir les servitudes, & l'expérience a justifié leur politique. Dès-lors il ne falloit donc plus raisonner d'après les principes de la servitude. Que sert un vain étalage de science qui ne conduit point au but du Gouvernement ?

Comme la nature des Tailles n'est pas égale dans tout le Royaume, qu'elles sont arbitraires dans quelques Pro-

vinces, mixtes dans d'autres, ou réelles ; il a fallu des regles particulieres sur les limites des divers Pays ou Cantons. Qu'on les médite, il n'y en a pas une seule de favorable à l'agriculture.

Pour obliger les habitans à une répartition plus juste, on les a rendu solidaires ; la nécessité même a dicté cette Loi. Cependant l'injustice de l'inégalité subsiste ; on n'en entend pas moins retentir les Tribunaux de procès, de discussions à raison des rejets, des surtaxes, des non-valeurs, des décharges par privilèges : & il existe de plus une crainte continuelle de payer pour les autres. Enfin, lorsque les particuliers se trouvent taxés à tout ce qu'ils peuvent raisonnablement porter, est-il juste qu'on ajoute à leur charge celle de ceux à qui le Prince en vend l'exemption ? Est-il possible de ne pas déplorer la mauvaise nature d'un impôt qui a si souvent besoin de Loix nouvelles & quelquefois contradictoires ; qui entretient des animosités & des haines continuelles dans les Villes, dans les Paroisses, dans les familles ; qui détourne une partie des sujets de leur travail ; qui les ruine en voyages, en exécutions ; telle enfin que son assiette, dans la meilleure forme

forme qui ait encore été imaginée , peut couvrir de grandes injustices ? Le Ministère de M. Colbert ne fut pas assez tranquille pour lui permettre de couper le mal dans sa racine ; car il n'est pas possible qu'il ne le connût , après avoir fait le beau Reglement des Tailles de la Généralité de Montauban en 1666 , pour reformer les abus qui s'étoient introduits dans la perception de la taille réelle , établie dès l'origine dans presque toutes nos Provinces méridionales : il subsiste encore sans altération. Le parallèle de deux methodes & de leurs effets peut conduire à des réflexions utiles sur cette matiere importante.

La Généralité de Montauban est divisée en douze mille feux , dont chacun se subdivise en cent *Belugues* , terme de Pays qui revient à celui d'étincelles : c'est sur ce pied que se doivent repartir les impositions , sans que les Communautés puissent être chargées pour augmentation de leurs feux , ni déchargées pour cause de diminution. Par ce moyen chacune est intéressée à les conserver , même à les augmenter. Pour seconder ce motif , le Roi a permis aux Communautés de se mettre en possession , après un certain nombre de

sommations, des terres abandonnées, & de les donner à ferme à son profit, sans que le propriétaire y pût rentrer après trois années expirées, même en payant les frais des améliorations, ni aucune autre sorte de dédommagement. Il fut encore arrêté que les particuliers imposés dans une Communauté, à raison de biens d'un bon rapport & d'un rapport médiocre, ne pourroient s'en déposséder qu'en faveur de personnes solvables, & seroient toujours imposés tant à raison du produit des bons fonds que des mauvais: l'imposition fut déclarée assise sur tous les biens non nobles par quelque personne qu'ils fussent possédés, & sur l'industrie, cabaux & meubles lucratifs, deniers à intérêt & rentes constituées.

Pour régler la première partie, de manière qu'il n'y eût ni non-valeurs ni injustices, il fut ordonné que les Cadastres seroient réformés: ainsi les biens ne peuvent être imposés, qu'à proportion de leur grandeur, de la valeur réelle du terrain.

Tous les annoblissemens de biens depuis l'an 1600 furent révoqués: tous les biens même nobles furent encadastrés; & les propriétaires, auxquels la nobilité

étoit disputée, furent obligés de représenter leurs titres, qui ne pouvoient être admis que sur des actes de concession, d'inféodation, anciens hommages. Sa Majesté voulut même que les biens annoblis depuis l'an 1600, par Lettres-Patentes vérifiées, fussent imposés, sauf à pourvoir au dédommagement des propriétaires.

Diverses précautions furent encore prises pour empêcher les personnes puissantes de se soustraire à la Loi commune.

La seconde partie de l'imposition fut une taxe sur l'industrie : on ne parvint point à corriger l'arbitraire, qui en est le fléau le plus redoutable ; on s'en rapporta à la bonne foi des habitans pour en faire l'évaluation. La taxe fut fixée à un dixieme dans les Villes & à un douzieme dans les campagnes. Un des grands inconvéniens de cet arbitraire, c'est de taxer le bétail qui n'est pas nécessaire au labourage : cependant la multiplication est si nécessaire, qu'il paroîtroit juste de comprendre son produit dans le produit des terres. Il est difficile d'exprimer d'un côté combien la crainte de l'imposition refroidit l'ambition du laboureur ; & de l'autre com-

bien il est content, lorsqu'il pense avoir soustrait quelque portion de son bien à la Taille. Peut-être aussi est-il abusif que le simple journalier ne paye rien du tout. Quoi qu'il en soit, cette Ordonnance n'a reçu aucun changement dans son exécution ; un très-petit nombre d'Arrêts de la Cour des Aides de Montauban l'a maintenu dans sa pureté, parce que la durée de l'édifice est toujours proportionnée à sa solidité. Enfin dès 1669, c'est-à-dire en moins de trois ans, la réformation du cadastre fut achevée.

Quelque beau que soit l'établissement, le croiroit-on ? Il n'obtient pas un suffrage unanime dans le Pays qui a le bonheur de le posséder. Les uns payent, dit-on, & les autres ne payent rien : on convient sans peine que toute répartition inégale est ruineuse pour les Peuples & pour l'Etat ; ce seroit une réforme digne de la sagesse d'une Province qui se gouverne elle-même. Il est certain que l'aisance des Peuples seroit plus grande, si la même charge portoit sur un plus grand nombre de personnes : mais c'est avec peu de fondement qu'on rejette, soit sur cette Taille, soit sur l'augmentation des impôts, la diminu-

tion de l'aifance des Cultivateurs. Il est un autre vice intérieur en Languedoc , dont les riches gardent le fecret , & qui doit à la longue porter un grand préjudice à cette Province : les biens y ont augmenté de valeur à mefure que les progrès du Commerce , foit intérieur , foit extérieur , ont hauffé le prix des denrées : les impositions n'y ont certainement pas augmenté de valeur intrinfeque dans la même progreflion , ni en proportion des dépenses néceffaires de l'Etat. Cependant les manoeuvriers , fermiers , laboureurs y font dans une pofition moins heureufe que dans d'autres Provinces qui payent davantage. Quelle eft la raifon d'un fait fi extraordinaire en apparence ? C'eft que le prix des journées , des corvées n'y a point hauffé proportionnellement avec les denrées ; il n'eft en beaucoup d'endroits de cette Province que de fix fols , comme il y a cent ans & plus : voilà la fource véritable du defordre qu'un intérêt personnel très-mal entendu fe difsimule. Les propriétaires de la terre ne veulent pas concevoir que la confommation du Peuple leur revient avec bénéfice ; que fans aifance , il ne peut y avoir d'émulation , de progrès dans la

culture & dans les arts. Ils veulent toujours gagner , ne rien déboursier : & vrai-semblablement si dans les autres Provinces on vient à corriger l'arbitraire , en peu d'années le Languedoc fera desert ou changera de principes.

Les simples lumieres de la raison naturelle développent d'ailleurs les avantages de cette taille réelle , & il suffit d'avoir des entrailles pour desirer que son établissement fût général. On n'en conçoit pas moins les difficultés qui s'y opposeroient : peut-être convient-il de proposer pour le soulagement des Peuples quelque expédient d'une exécution plus simple , plus courte , & qui , aux avantages de celui-ci , en ajoutât quelques autres. J'en proposerai un dans un autre endroit , non comme le meilleur , mais parce que je crois tous les moyens en ce genre capables d'ouvrir de nouvelles idées , & de conduire enfin à la plus juste.

Faute de pouvoir fournir pour le moment d'autres secours à l'agriculture dans les Provinces où la taille est arbitraire , M. Colbert ajoûta à ses Réglemens des privilèges d'un effet plus certain. Il défendit de saisir pour le fait de la taille les lits , habits , pain , che-

vaux & bœufs servant au labour , ni les outils dont les artisans & les manoeuvriers gagnent leur vie. La misere avoit anéanti en quelque façon la nourriture des bestiaux ; & de l'abandon de cette partie résultoit un déclin nécessaire dans les productions : l'ancien usage de confier aux gens de campagne des bestiaux à cheptel ou à profit s'étoit perdu , parce que les Receveurs faisoient exécuter tout ce qu'ils trouvoient pour le payement de la taille. Il fut réglé qu'à l'avenir il n'en pourroit être faisi plus du cinquieme à raison du taux de la taille des chepteliers, sans qu'il fût possible d'en faire de faïfies à raison des rejets & de la solidité. En 1667 , la même Ordonnance fut étendue aux dettes des Communautés , & elle fut prorogée pendant tout le cours de ce Ministère. Le fruit en fut si prompt , qu'en 1669 M. Colbert de Croissy , Ambassadeur en Angleterre , écrivant à son frere que quelques Négocians Anglois lui avoient fait la proposition de faire passer des salaisons d'Irlande en France pour les Colonies ; celui-ci lui répondit par une Lettre du 10 Juin : *Je dois vous dire que l'état du Royaume & les diligences qui ont été fai-*

tes de toutes parts pour augmenter les bestiaux , ne permettent pas qu'on les puisse écouter : nous pouvons même leur en vendre s'ils le souhaitent. Quelle différence ! Nous payons aujourd'hui aux Etrangers pour trois à quatre millions de salaisons. En effet , l'usage des baux à cheptel est totalement aboli dans beaucoup de Provinces ; & dans quelques-unes où il subsiste encore , il est très-médiocre : la raison m'en paroît sensible ; le Règlement de M. Colbert ne fut plus prorogé après lui ; & lorsqu'une fois le contrôle des Actes eut été établi , on y soumit ces baux sur un pied trop fort. En vain , en 1713 , revint-on au Règlement ; on eut peur en quelque façon de multiplier trop l'espece , puisque l'exécution en fut restreinte à quatre années dans les domaines abandonnés , & à deux années dans les autres. En vain le droit de Contrôle fut-il modéré en 1722 ; l'usage ne s'est point rétabli. On ne pourroit même l'espérer , attendu la pauvreté des Cultivateurs , qu'en accordant une sûreté entière aux bestiaux ainsi donnés à cheptel , au moins pendant quelques années , & une entière exemption de taille sur cet objet à ceux
qui

qui entretiendroient dans le cours de l'année une quantité fixée & correspondante à la nature du sol dans chaque Paroisse, soit de gros soit de menu bétail. Dans un tems où l'argent est si abondant, que plusieurs sont embarrassés de son usage, il est vraisemblable que ce seroit un moyen de plus de le faire circuler dans les campagnes; mais il faut de la sûreté pour l'y introduire, & il semble que les précautions, pour mettre les deniers royaux à couvert, seroient assez faciles à trouver sans les rendre embarrassantes: dans le fond, cette renonciation de privilège & d'hypothèque sur les bestiaux n'augmenteroit pas le risque de la créance; car le Laboureur plus riche seroit en état de mieux payer, & il est impossible que son bétail augmente sans que sa recolte s'en ressente.

Il est fort vraisemblable que l'encouragement accordé à la multiplication des bestiaux fut un des plus grands secours que les campagnes eussent reçus de M. Colbert, & qu'il suspendit en partie l'irruption des maux, dont l'interruption du commerce des grains les menaçoit. C'est un axiome évident, que multiplier le capital des denrées

nationales, c'est ouvrir les sources de la Finance : & ce Ministre eût fait de bien plus grandes choses encore, s'il eût réfléchi aussi profondément sur les grains & sur l'agriculture, que sur la Navigation & les Manufactures. Il porta, sur ces deux dernières parties, ses vues & ses soins presque aussi loin qu'il lui étoit possible.

En se rappelant ce que nous avons dit dans les Epoques passées & au commencement de celle-ci sur l'état de notre Navigation & de notre Commerce, on sera surpris à la vûe des grandes entreprises par lesquelles il débuta dès cette année. Le Commerce des Indes Orientales n'avoit pû se soutenir entre les mains trop foibles des Compagnies qui l'avoient entrepris depuis le regne de Henri le Grand. Les Compagnies de Hollande & d'Angleterre partageoient ce Commerce, ruineux en soi, si l'accroissement du luxe ne le rendoit nécessaire. Il fut résolu de faire gagner du moins à la Nation le profit que les Etrangers retiroient de leurs reventes, & de tâcher, à leur exemple, de faire payer notre consommation des marchandises des Indes aux autres Peuples, à qui nous pourrions vendre l'excédent

de nos cargaisons. Tous les Ordres de l'Etat furent invités à y prendre intérêt; les Officiers des Cours Souveraines même furent dispensés de payer aucune taxe en faveur de la continuation du droit d'annuel, en prenant un certain nombre d'Actions. Le Roi avança quatre millions, sur lesquels il voulut que les pertes retombassent, en cas qu'il y en eût, & abandonnoit le profit aux intéressés. Des mesures si grandes & si nobles méritoient de réussir; il est évident que si le Roi eût alors employé ces quatre millions à former dans les Indes Orientales des établissemens capables de protéger le Commerce libre de ses Sujets, qu'il y eût toujours entrete nu quelque Escadre, au lieu de trois Vaisseaux qui partirent, il en eût été expédié dix. Je ne doute pas même que sur le pied où étoient les premiers profits, nous ne fussions parvenus en peu de tems à prendre dans les Indes Orientales une supériorité marquée. Si les faits sont de quelque poids, on prie le Lecteur de faire attention aux divers événemens de l'Histoire des Compagnies exclusives, à mesure qu'il en fera rendu compte.

Quelqu'intéressant que fût cet éta-

220 *Recherches & Considérations*
blissement, il ne l'étoit pas à beaucoup
près autant que celui du Commerce des
Indes Occidentales.

J'ai rendu compte de l'état de nos
Colonies en Amérique en 1635, & des
espérances que donna la Compagnie
qui fut alors formée pour en faire le
commerce. La multiplication des Co-
lonies qui s'établirent sous ses auspices
dans toutes les Antilles, ni les condi-
tions avantageuses que l'Etat lui accor-
doit, ne purent la garantir de la desti-
née qu'avoit eu la première : l'avidité,
qui forme le caractère propre de tout
exclusif, empêcha les intéressés de mul-
tiplier leurs armemens, afin de tenir
les marchandises plus chères. Les inté-
ressés furent la victime de leur odieuse
politique : les Hollandois continuerent
au contraire d'étudier les goûts & les
besoins des habitans ; leurs expéditions
s'accrurent de jour en jour. Notre Com-
pagnie fut bientôt hors d'état de ven-
dre à aussi bon marché ; obligée dès-
lors de renchérir le prix des retours,
elle trouvoit encore les sucres, les ta-
bacs, les indigos apportés par les Hol-
landois en concurrence avec les siens.
Toute concurrence diminue les prix ;
la Compagnie, qui ne pouvoit suppor-

ter cette perte, diminua insensiblement ses armemens : le peu d'ordre, d'économie, d'intelligence & de fidélité, soit des Directeurs, soit des Commis, acheva sa ruine ; car il semble que le regne de ces vices ne soit jamais plus commun ni plus hardi que dans la manutention des affaires délabrées. Enfin les intéressés, pour éviter une ruine totale, vendirent leurs concessions à divers particuliers. En 1649, le sieur Boissieret acheta la moitié de la Guadeloupe, Marie-Galande & les Saints pour soixante-treize mille livres, avec les armes, meubles, esclaves, habitations & autres effets. En 1650, le sieur Duparquet fit l'acquisition des Isles de la Martinique, Sainte-Aloufie, Grenade & Grenadins pour soixante mille livres. En 1651, la Religion de Malthe obtint du Roi la permission d'acquérir les Isles de Saint-Christophle, la Tortue, Saint-Martin, Saint-Barthelemy, & Sainte-Croix pour la somme de cent vingt mille livres, à condition de l'hommage d'une Couronne d'or & de mille écus à chaque mutation de Roi, & que ces Isles ne pourroient être remises en d'autres mains, que le Gouvernement

222 *Recherches & Considérations*
n'en feroit confié qu'à des Chevaliers
nés Sujets de Sa Majesté.

Les acquéreurs de ces Isles en userent
comme de leur bien propre , & com-
mencerent à les améliorer : mais ce fut
au profit des Hollandois qui continue-
rent d'en faire le principal Commerce
sans privilège ; ils retiroient quatre mil-
lions sur l'article seul des sucres qu'ils
en revendoient à la France tous les ans.

M. Colbert se hâta d'arrêter un dé-
fordre si ruineux pour l'Etat ; il com-
mença par supprimer la Compagnie de
l'Acadie , du Canada , de Terre-neuve
& Isles adjacentes , établie dès 1628. Il
révoqua le privilège qu'il avoit accor-
dé lui-même en 1663 à une petite Com-
pagnie pour Cayenne , dont le fonds
étoit de deux cent mille livres. Il ra-
cheta la Martinique , & les Isles qui en
dépendoient , pour cent vingt mille li-
vres ; la Grenade & les Grenadins pour
cent mille livres ; la portion de la Ga-
deloupe appartenant au sieur Boifferet,
avec les Isles adjacentes , pour cent
vingt-cinq mille livres ; enfin l'acqui-
sition de la Religion de Malthe , pour
cinq cent mille livres. Quoique ces ra-
chats n'aient été consommés qu'en 1665,

il ne laissa pas dès cette année d'établir une Compagnie des Indes Occidentales , avec la concession du Commerce exclusif pendant quarante ans dans tous les pays que je viens de nommer. Il y ajoûta même la concession du Commerce de la Côte d'Afrique ; & il ne pouvoit s'en dispenser , puisqu'il est la base du Commerce & de la culture des Colonies : les remboursemens furent faits sur les fonds des Intéressés ; mais pour les dédommager, le Roi leur avança pendant quatre ans sans intérêt le dixieme du montant de leurs capitaux, se chargeant de toutes pertes sur ce dixieme. Il leur fut accordé une immunité entiere des droits d'entrée & de sortie sur toutes les denrées nécessaires à leurs armemens , & qu'ils transporteroient dans les Colonies.

Le point le plus difficile étoit d'interrompre & de déraciner le Commerce que les Hollandois y avoient entre-tenu depuis tant de tems. Le prétexte d'une maladie épidémique qui regnoit à Amsterdam fut saisi , & un Arrêt du Conseil défendit pendant six mois aux Colonies tout Commerce avec les Hollandois.

Ces Républicains y avoient gagné

des sommes trop considérables pour se résoudre facilement à perdre un si beau Commerce : mais les Habitans mêmes n'y apportèrent pas moins d'opposition ; les Hollandois se contentoient avec eux d'un profit médiocre , au lieu que les Privilégiés de France en vouloient d'assez gros pour faire une prompte fortune ; ainsi les denrées d'Europe leur étoient vendues moins cher par les Hollandois , & les leurs leur étoient achetées plus cher que par la main des François. Le fret étoit dans la même proportion ; nos navires mauvais & notre navigation peu sûre. A ces raisons d'intérêts se joignoit encore un motif de reconnoissance & de crainte : les Compagnies de France avoient abandonné les Colonies à des extrémités fâcheuses , dont les Hollandois seuls les avoient tirées ; on craignoit pour l'avenir tous les malheurs déjà éprouvés ; & pour tout dire , le nom de Compagnie étoit devenu tellement odieux , que les Habitans étoient réduits au desespoir.

Par malheur la première démarche de la Compagnie justifia ces défiances : elle interdit tout Commerce avec les Hollandois ; mais sans songer à remplacer le chargement de plus de cent vais-

seaux de cette Nation , qui y entretenoient l'abondance : elle n'étoit pas même en état de le faire , & la concurrence nationale , aidée par des gratifications , étoit seule capable de maintenir l'interdiction du Commerce étranger. La disette qui se fit sentir pensa ruiner en un moment & la Compagnie & les projets du Ministère : mais les prompts secours , le changement des Gouverneurs , & la fidélité naturelle des Habitans , y établirent le calme. J'aurai soin de ne pas perdre de vûe la fortune de cette Compagnie.

Le mauvais état de la Marine marchande annonce celui où se trouvoit celle du Roi , lorsque M. Colbert eut l'administration principale des affaires du Commerce & de la Finance : car sans Commerce il est impossible d'avoir des Matelots , possédât-on d'ailleurs des mines plus abondantes que celles du Pérou & du Potosi ; tandis qu'avec un grand Commerce , des Etats médiocres par leur étendue , par leurs revenus , peuvent entretenir de grandes forces navales. Le Ministre , qui vouloit créer & qui sentoit la nécessité de créer promptement , pour seconder les projets de son Maître , fit réparer le mieux qu'il

fut possible le petit nombre de vaisseaux qu'avoit le Roi ; il en fit construire quelques-uns : à peine une Escadre se trouva-t-elle à ses ordres , qu'il voulut en signaler la nouvelle par un coup d'éclat. La Côte de Barbarie , abondante en laines , en grains & en corail , formoit une branche considérable de Commerce pour les Provinces Méridionales ; mais elles y étoient troublées par les pirateries continuelles des Barbaresques , malgré nos traités avec la Porte. Les Loix de la mer sont , pour ainsi-dire , féroces ; la force y tient lieu de raison , & l'équilibre des pouvoirs y dépend de l'équilibre des Escadres. M. Colbert médita un établissement à Gigery , qui , s'il eût réussi , eût tenu les Barbaresques dans le respect , en même tems qu'il eût procuré de grandes facilités à notre Commerce. Ses vûes furent mal secondées par ceux qui avoient part à l'exécution ; mais le projet n'en étoit pas moins glorieux , & n'en acquit pas moins de réputation à la France : on sçut du moins qu'elle étoit une Puissance maritime. Cette espece d'échec ne fit qu'animer les travaux dans cette partie ; pour les pousser avec plus de vigueur , on résolut de former des Matelots. L'Etat ac-

corda à tout Négociant qui feroit construire en France des navires de cent à deux cent tonneaux, cinq livres de gratification par tonneau, elle fut fixée à six livres pour les vaisseaux d'un plus grand port, à quatre livres pour les bâtimens construits dans l'étranger, mais dont la propriété feroit constatée appartenir à des François, sans que les Etrangers y eussent aucune part.

Le Commerce du Nord devenoit indispensable dans ces circonstances, aussi ne fut-il point oublié. Quarante sols de gratification furent accordés par chaque tonneau à tout bâtiment François monté par un équipage François qui partiroit pour la mer Baltique, à condition de revenir à pleine charge de goudrons, de matieres, de bois propres à la construction. Quoique ce dernier encouragement fût trop foible, le principe n'en est pas moins admirable; sous de pareilles auspices, avec des secours distribués à propos, on rendra fertiles les sables arides de la Lybie.

Un pareil nombre de grandes choses entreprises à la fois décele une étude plus éloignée du Gouvernement; il n'étoit pas possible que le courant & la nature des affaires laissassent à M. Col-

bert le tems de se livrer à de si profondes spéculations ; mais les grands hommes se forment dans le silence & la méditation du cabinet ; lorsqu'ils ont achevé de se donner l'éducation convenable , ils viennent dans le monde se perfectionner par l'expérience des affaires , où ils marchent alors à pas de géans.

Celui dont nous parlons étoit trop habile pour ne pas sentir qu'il manquoit à ses combinaisons quelque application à la pratique. Les Négocians pouvoient seuls l'y aider ; il n'eut pas honte de reclamer leurs conseils par un Edit public. Sa Majesté ordonna que dans tous les ports , dans toutes les villes commerçantes du Royaume , les Négocians s'assembleroient & choisiroient les deux plus expérimentés d'entre eux pour en envoyer les noms à M. Colbert , afin qu'il en fût choisi trois sur le nombre ; sçavoir , un des Provinces de Picardie , Normandie , Bretagne & Généralité de Tours ; un des Provinces de Poitou , Saintonge & Guienne ; un des Provinces de Languedoc & Lyonnois , auxquels il seroit donné ordre de se rendre à la suite de la Cour pendant un an , pour informer le Roi de ce qu'il conviendrait de faire pour le rétablissement du Commerce. A

l'égard des autres élus, il leur étoit enjoint de s'assembler tous les ans au 20 de Juin dans une des villes de chacun des trois Départemens, pour examiner l'état du Commerce, des Manufactures, les causes de sa diminution.

Seroit-ce une mauvaise police de faire nommer de tems en tems, dans toutes les villes du Royaume où il y a quelque Commerce, deux des Négocians réputés les plus habiles, pour les distinguer, & en même tems pour sçavoir à qui adresser dans l'occasion ses informations ? Il importe singulièrement à l'Etat que ses Négocians soient habiles ; & la fortune dépend de tant de circonstances, que ce n'est pas elle qui fait la mesure des connoissances. Quelle émulation n'entretiendrait pas l'honneur d'être connu pour le plus habile dans son pays ? Il est beau de remporter les suffrages de ses rivaux, & on n'obtient point la confiance publique sans contracter en même tems un engagement aussi cher que solennel de la mériter encore davantage.

Tandis que les sources des Finances étoient creusées avec tant de soin, on n'en employoit pas moins à conserver leur cours dans des canaux utiles. On avoit déjà remboursé diverses rentes,

plusieurs Offices superflus , entr'autres tous les triennaux & les quatriennaux. Cette année on supprima deux cent quinze Secrétaires du Roi , avec quatre Greffiers des Expéditions de la Chancellerie ; il y fut résolu d'éteindre successivement tous ceux qui viendroient à vaquer par mort , jusqu'à ce que le nombre en fût réduit à deux cent quarante : ce qui n'arriva qu'en 1672. M. Colbert regardoit avec raison les Rentiers sur l'Etat & les pourvûs de Charges inutiles, comme autant de chefs de famille entretenus par l'Etat dans l'oïfiveté aux dépens des autres Sujets. Il se pressa, autant qu'il put , de les rendre à la société & d'épargner au Peuple les frais de leur subsistance. Comme ceux qui restoit avoient acquis des augmentations de gages à un denier fort onéreux pour l'Etat , il réduisit les uns à un quartier , d'autres à deux , d'autres à trois , suivant les especes. En même tems, dans le dessein , soit de réduire un jour leur nombre en les remboursant , soit de connoître le fonds des Parties casuelles, il fit dresser dans chaque Généralité un état de tous les Offices, du prix courant des gages , de l'évaluation aux Parties casuelles , de l'annuel, du nombre des Officiers.

R E L E V É

De tous les Offices de Justice & de Finance du Royaume en 1664.

GENERALITÉS.	Prix courant.	Gages.	Evaluation.	Annuel.	Nombre des Officiers.
	liv.	liv.	liv.	liv.	
Offices de Paris.	157402100	2447542	58911955	504167	5149
De la Généralité.	7211090	176365	4656500	42860	3111
Soissons.	4764200	201751	3289236	43220	1718
Amiens.	6178790	176945	3442877	50413	1705
Châlons.	8194900	236792	4897654	65859	2868
Orléans.	9282460	361080	5944933	61167	1895
Tours.	15008900	314739	8451898	95467	3012
Bourges.	3697000	166904	2404001	28106	1125
Moulins.	6626500	178656	3538844	41048	2062
Lyon.	10870750	302468	5102039	46753	1598
Riom.	6897700	193898	3292544	37081	1143
Poitiers.	6861100	183760	4378330	52979	1007
Limoges.	5504350	179433	2864663	32442	1052
Bordeaux.	18143800	353401	11048901	121915	2831
Montauban.	6057650	176985	3248493	40800	1497
Rouen.	26373750	380141	12843516	171603	2220
Caën.	5684099	158567	2941236	42843	1113
Alençon.	5577550	125685	3298463	37789	1056
Grenoble.	12693600	288765	4918803	64337	1049
Dijon.	18851200	312453	7475859	79889	2479
Toulouse.	18977600	297550	7718113	77830	1386
Montpellier.	16224280	369265	7889527	99871	1828
Aix.	13525040	265475	4076708	45514	1124
Pau.	2428033	35022	787038	9657	267
Metz.	6205600	173295	2937030	14810	681
Bretagne.	20388800	289910	6917817	94027	804
Total général.	419630842	8346847	187276978	2002447	45780

J'ai cru que le dépouillement de ces procès-verbaux réduit en une table feroit plaisir au Lecteur , en l'aidant à connoître les grandes déductions que font les Charges sur les revenus publics, sur le travail , & à comparer les tems. Les Commensaux de la Maison du Roi n'y sont point compris. Je dois aussi remarquer , qu'excepté les Charges des Conseillers des Cours Souveraines , le prix courant étoit alors à peu-près sur la même pied numéraire qu'aujourd'hui.

On voit par cette table qu'il y avoit quarante-cinq mille sept cent quarante-vingt familles employées à faire un ouvrage auquel six mille eussent suffi ; voulant faire une espece de Corps à part avec des prétentions particulieres & un préjugé de dérogeance , relativement aux autres genres de travail. En supposant que tous les Officiers eussent payé l'annuel, le Roi se trouvoit encore chargé annuellement de six millions trois cent quarante-quatre mille quatre cent livres sur le plus clair des impôts , & du douzieme environ de leur valeur. Enfin , quatre cent dix-neuf millions six cent trente mille huit cent quarante-deux livres , étoient détournées de l'Agriculture , des Arts & du Com-

merce. C'étoit beaucoup plus des deux tiers de la masse d'argent existant dans l'Etat ; & en supposant que la moitié de cette somme seulement eût manqué de ce genre d'emploi , l'intérêt de l'argent eût été plus bas d'un tiers : car il eût fallu en offrir aux emprunteurs un tiers de plus qu'ils n'en trouvoient. Il est bon de remarquer que tous les Offices étoient casuels alors , & qu'on ne trouvoit pas si facilement à emprunter pour les acquérir. Cette observation peut aider à découvrir les causes qui ont soutenu l'intérêt de l'argent au même taux depuis un siècle , malgré quelque augmentation de nos richesses numéraires. Cette observation me conduit à une autre , qui n'a peut-être point encore été faite. Lorsqu'il s'agit d'évaluer la somme d'argent nécessaire à la circulation du Royaume , beaucoup de personnes la portent fort bas , parce qu'elles n'entrent pas dans les détails des objets ; d'autres suivent les calculs des Ecrivains Anglois qui ont travaillé sur la position , les usages & les circonstances de leur pays ; mais il semble que chez un peuple , où une très-petite portion de la Nation commerce , où le crédit du Commerce n'est pas couramment

ment établi, non plus que l'usage des prêts sur billets, chez lequel enfin les richesses sont fort inégalement partagées, il y a toujours nécessairement un plus grand fonds en reserve; ces reserves n'en font pas moins partie du fonds destiné à la circulation, puisqu'elles y entrent suivant l'occasion de la dépense ou du placement. Les Charges en particulier forment en France un objet considérable pour ces reserves d'argent par l'attention que les Chefs de famille ont de se mettre en état de pourvoir leurs enfans à l'occasion. Si à la somme des Offices de Justice & de Finance on ajoute celle des Charges des Maisons Royales, les Charges & les Emplois militaires, on n'aura peut-être pas un capital éloigné de huit cent millions; probablement ce n'est point exagérer que d'évaluer à soixante-douze millions la somme destinée tant aux projets d'acquisitions qu'au paiement des Charges qui se vendent annuellement. Si nous avons soixante mille personnes dans le cas d'acquérir ces Charges & Emplois, ce sera une reserve de douze cent livres par tête, ce qui rend la proportion établie assez vrai-semblable, & même modique.

Le Roi accorda à M. le Comte de Bethune la permission de rechercher les terres usurpées sur les Domaines , de se faire rendre les jouissances indûes , & de rembourser toutes les aliénations faites dans les Généralités de Normandie , Picardie & Champagne , & dans les Elections de Beauvais , Senlis & Compiègne ; à condition de les restituer à la Couronne après vingt années de jouissance. Pareil engagement fut accordé à M. le Marquis de la Valiere pour tout le reste du Royaume. Il est clair que ces concessions étoient des gratifications , & que l'exécution en devoit être remise à des Traitans. Quoi qu'il en soit , lorsque toutes les précautions sont prises pour garantir du trouble les particuliers innocens , l'Etat ne peut faire de meilleurs Traités , s'il n'est pas en état de rembourser par lui-même. Cependant il paroîtroit plus convenable de subdiviser les Traités , parce que l'exécution en répondroit mieux aux vûes du Législateur.

Les entreprises faites sur les isles , îlots , attérissemens & assablemens des rivières , sont tellement pernicieuses à la navigation , que l'on songea à en punir les auteurs. Mais en 1668 le be-

soin d'argent s'étant fait sentir, la recherche, qui avoit été entreprise comme objet de police, fut convertie en ressource de Finance. Les particuliers propriétaires de ces îlots avant 1656 furent confirmés dans la jouissance en payant annuellement le vingtième du revenu; les autres furent réunis au Domaine. Ces exemples sont d'autant plus dangereux cependant, que la sévérité seule peut arrêter cette industrie funeste des Riverains; nos plus belles rivières en sont presque devenues impraticables, surtout dans les endroits où elles coulent en plaine.

Le bail des droits de douanes, des entrées & sorties du Royaume étoit prêt d'expirer. M. Colbert avant d'en passer un nouveau se fit représenter l'état des Tarifs. C'est de leur confection que dépend en quelque façon le sort du Commerce : c'est dans la juste proportion des droits de sortie avec la facilité de l'exportation, que consiste la sûreté des revenus du Prince, l'opulence de ses sujets. Les droits d'entrées servent à égaliser le traitement avec les autres nations, à favoriser l'industrie nationale, à réprimer les importations ruineuses. C'est un des plus sçavans ouvra-

ges que le Législateur puisse entreprendre dans son Etat ; la plus legere erreur de combinaison peut coûter des millions. On voit bien que M. Colbert consultoit les Négocians ; il se comporta en maître dans ce qu'il acheva sur cette partie, à quelques articles près, dont les besoins qui le pressoient ne lui permirent pas, sans doute, d'entreprendre la réforme. En 1664 notre navigation naissante n'étoit pas encore assez forte pour se passer du funeste secours de nos voisins. On avoit renouvelé le Traité de Commerce avec les Etats Généraux dès 1662, & on leur faisoit espérer un Tarif modéré : il leur fut aussi beaucoup plus favorable en un sens qu'à notre industrie ; mais en 1667 le besoin que nous avions d'eux commençoit à diminuer, & les droits du Tarif d'entrée furent haussés sur toutes les denrées qu'il nous convenoit de ne pas recevoir.

Le montant des droits perçus à la sortie des Provinces des cinq grosses Fermes, formoit un impôt énorme sur les denrées, principalement sur les frontieres de la Province de Bretagne. La diversité des parties & des pancartes formoit un nouvel embarras & une source

féconde d'abus très-ruineux pour le Commerce. M. Colbert réunit tous ces droits en un seul, suivant le tarif qui en fut dressé. La beauté & la difficulté de ce travail se font mieux sentir par le préambule même de l'Edit, que je ne pourrois le faire par un détail plus sec. La noblesse de l'expression que l'on prête au Prince, & l'histoire abrégée de tout ce qu'il avoit fait jusqu'alors en faveur du Commerce, enfin les grandes maximes & les instructions qu'il présente à tous les siècles, rendent ce morceau très-intéressant.

Mais pour le lire avec fruit, il est bon de connoître l'origine & la nature des divers droits dont il annonce la réunion.

L'imposition foraine fut établie sous le regne de Philippe de Valois lors de la guerre avec les Anglois : elle consistoit d'abord en douze deniers pour livre sur toutes les marchandises envoyées hors du Royaume, ou bien dans les Provinces où le droit des Aides n'étoit point établi. Ce droit se levoit lors de l'expédition, mais pour la facilité du Commerce & de la régie, il fut réglé en 1542 que la perception s'en feroit au passage des frontieres. Ce même

Edit rappelle les droits de Resve & de haut Passage ; c'est le premier où il en soit fait mention , mais comme étant d'une grande ancienneté.

La Resve étoit une imposition de quatre deniers pour livre sur toutes les marchandises transportées à l'étranger.

Le haut Passage étoit un droit de sept deniers pour livre sur quelques especes seulement de marchandises également transportées à l'étranger.

L'Edit de 1542 ordonne qu'il sera établi des Gardes sur toutes les frontieres des lieux où les Aides n'ont point cours , à moins qu'elles ne veuillent se soumettre à payer les droits à leur extrémité. Telle est l'origine de tous les obstacles qu'a rencontré le Commerce jusqu'à présent , & auxquels on en ajouta de nouveaux.

Dès 1551 Henri II, sensible aux plaintes qu'il recevoit de toutes parts sur les abus & l'embarras que causoient ces diverses dénominations & quotités de droits , réduisit en un seul ceux de Resve & de haut Passage : il leur donna le nom de Domaine forain , les réglant sur le pied de huit deniers pour livre , qui seroient perçus sur toutes sortes de marchandises.

Ainsi le Domaine forain & l'imposi-

tion foraine montoient ensemble à vingt deniers pour livre sur tout ce qui sortoit sans exception.

Les Négocians se plaignirent qu'on n'avoit pas observé une proportion convenable dans la réunion de ces droits. En 1559 les choses furent rétablies sur l'ancien pied, excepté dans quelques Provinces qui préférèrent la réunion. Un Edit de 1577 déclara que la faculté de permettre les traites & les transports du Royaume, étoit un droit Domanial & Royal. Ce fut le prétexte continuel des impositions de ce regne : chaque besoin faisoit découvrir une nouvelle branche de Domaine, & l'on parvint à perdre le véritable, c'est-à-dire, l'industrie, l'aisance & l'amour des sujets. On établit donc sous le nom de traite Domaniale, un nouvel impôt sur les bleds, vins, toiles & pastels qui sortiroient du Royaume pour le pays étranger, avec exception expresse de ce qui seroit transporté de province à province, même par mer.

L'Edit de 1664 explique la prodigieuse variété des accroissemens que reçurent tous ces droits établis universellement sur les frontieres étrangères, ou

des provinces où les Aides n'avoient point de cours.

La riviere de Loire & les frontieres d'Anjou étoient sujettes à d'autres droits, le trépas de Loire & l'imposition foraine d'Anjou.

En 1369 Chriftomval, Capitaine Anglois, s'empara de l'Abbaye de Saint-Maur sur Loire, où il se fortifia. Le Connétable du Guesclin, après des tentatives inutiles pour l'en chasser, traita avec lui de la rançon de cette Abbaye à seize mille francs d'or, dont il consentit avec le sieur Dubeuil une obligation au Capitaine Anglois. Pour la payer on établit un droit de péage de douze deniers par livre de la valeur de toutes les marchandises montant, descendant, ou traversant la Loire, depuis Candé jusques à Chantoceaux. Il devoit être éteint dès que la somme seroit remboursée; mais cette promesse fut oubliée: la seule grace qu'on accorda fut de la réduire en 1654 à deux deniers obole.

L'imposition foraine d'Anjou ou la traite par terre fut établie par Philippe Auguste en 1204, après la conquête de cette Province, sur toutes les denrées sortant de la Province d'Anjou, Vicomté de Thouars & de Beaumont, pour
entrer

entrer en Bretagne. Cette Loi n'étoit pas encore commune à toutes les Provinces; mais en 1599 Henri le Grand y ajouta un supplément sous le nom de nouvelle imposition d'Anjou.

EDIT du mois de Septembre 1664, portant réduction & diminution des droits des sorties & des entrées, avec la suppression de plusieurs droits.

« LOUIS, &c. Puisqu'il n'y a rien
» qui convie avec tant de force les Su-
» jets d'un grand & puissant Royaume,
» comme celui auquel Dieu a bien vou-
» lu nous appeller, à accomplir tous
» leurs devoirs, que l'amour & la ten-
» dresse que ces mêmes Sujets recon-
» noissent que leur Roi a pour eux,
» & que cet amour en la personne du
» Souverain, & cette reconnoissance
» en celle de ses Sujets, produit le con-
» cours universel de toutes ses parties
» au bien de la chose publique, d'où
» naît la grandeur & la puissance d'un
» Etat, l'obéissance & le respect envers
» le Souverain, le repos & la fidélité
» des Peuples, en quoi toutes ces par-
» ties par un heureux enchainement
» trouvent leur satisfaction: le Prince

» qui dans son amour n'a pour objet
» que cette même félicité de ses Peu-
» ples , les Peuples qui dans la jouis-
» sance de cette félicité ne respirent
» qu'obéissance & que respect pour leur
» Roi leur Maître , & tous deux dans
» ce concours voyent l'affermissement
» du repos au dedans , la gloire & la
» puissance de l'Etat & le respect du
» Prince , passer bien au-delà des limi-
» tes des Pays qui lui sont soumis. C'est
» par les mouvemens de cet amour que
» nous avons pour nos Peuples , que
» depuis notre avènement à la Cou-
» ronne nous avons heureusement sou-
» tenu une guerre que le feu Roi , notre
» très-honoré Seigneur & Pere de glo-
» rieuse mémoire , avoit été obligé d'en-
» treprendre ; que dans les foiblesses de
» notre âge plus tendre , nous n'avons
» point feint de nous transporter dans
» tous les lieux où notre présence étoit
» nécessaire , pour éloigner de nos fron-
» tieres & porter dans les Pays de nos
» ennemis les ruines & les desordres de
» la guerre. C'est par ces mêmes mou-
» vemens que dans un âge plus avancé ,
» ou au milieu de nos prospérités , dans
» le plus florissant état de nos affaires ,
» dans l'affoiblissement de celles de nos

» ennemis, nous avons préféré le plaisir
» de donner la paix à nos Peuples, à tou-
» tes les conquêtes que nous étions assu-
» rés de faire, & à diverses places & pays
» que nous pouvions facilement ajou-
» ter à notre Couronne par la continua-
» tion de la guerre : & lorsque nous
» croyons nous-mêmes avoir accompli
» dans ce grand ouvrage de paix tout
» ce que ce même amour pouvoit desi-
» rer de nous, aussi-tôt qu'il a été en-
» tierement consommé, ils s'est échappé,
» pour ainsi dire, de notre esprit, nous
» avons perdu la mémoire de ce bien-
» fait, & en sa place est entré la connois-
» sance parfaite que nous avons prise de
» toutes les vexations & les ruines que
» nos Peuples ont souffertes pendant le
» tems d'une si longue guerre, & de
» l'état déplorable auquel ils étoient
» réduits : Sur quoi voulant leur faire
» goûter les douceurs de la paix, nous
» aurions résolu de donner tous nos
» soins & toute notre application à con-
» noître parfaitement leur misere & à
» y apporter les remedes convenables.
» Pour cet effet, nous aurions voulu
» nous mêmes prendre le soin de l'admi-
» nistration de nos Finances, comme
» étant le fondement de tout ce que

» nous pouvions faire pour leur soula-
» gement ; & après en avoir heureuse-
» ment découvert & démêlé toutes les
» confusions & les defordres , nous les
» aurions conduites avec tant d'écono-
» mie , que les recettes étant notable-
» ment augmentées , nous nous som-
» mes trouvés en état , en moins de trois
» années de tems , de réduire nos tail-
» les à trente . cinq millions de livres ,
» c'est-à-dire , trois millions moins qu'en
» l'année 1618 : en même tems nous
» aurions accordé divers autres soula-
» gemens , comme la décharge du droit
» de pied fourché des vingt lieues aux
» environs de Paris , & d'un écu pour
» chacun minot de fel , qui monte à
» près de cinq cent mille écus de dimi-
» nution sur notre Ferme des Gabelles
» par chacune année : mais comme nous
» connoissions clairement que le soula-
» gement que nous leur accordions pou-
» voit bien diminuer leurs miseres , &
» donner quelque facilité de vivre , mais
» non attirer l'abondance parmi eux
» pour en pouvoir goûter les douceurs ,
» & que le seul Commerce peut pro-
» duire ce grand effet , nous aurions dès
» ce commencement travaillé à donner
» les premières dispositions à son réta-

» blissement ; pour cet effet , nous au-
» rions fait faire une enquête univer-
» selle sur tous les péages qui se levoient
» sur toutes les Rivieres de notre Royau-
» me, qui empêchoient le Commerce &
» le transport des marchandises au de-
» dans : & après avoir donné nous-
» mêmes tout le tems nécessaire pour
» entendre le rapport de tous les ti-
» tres sur lesquels ils avoient été éta-
» blis , nous en aurions supprimé une
» si grande quantité , que la navigation
» des rivières en auroit été notable-
» ment foulagée : en même tems nous
» aurions établi des Commissaires dans
» toutes les Provinces , pour examiner
» les dettes de toutes les Communau-
» tés , sur lesquelles nous aurions fait
» les Reglemens généraux & particu-
» liers pour les reduire , & établir des
» moyens assurés pour les acquitter ; &
» cependant nous aurions rendu à tous
» nos Sujets la liberté de commercer
» par tout notre Royaume , laquelle ils
» avoient perdue par les contraintes vio-
» lentes qui étoient exercées contr'eux,
» à cause des obligations qu'ils avoient
» été forcés de passer pour raison des-
» dites dettes communes : Nous aurions
» ensuite fait travailler au rétablisse-

» ment de tous les ponts , chauffées ,
» turcies & levées & autres ouvrages ,
» publics , dont le mauvais état empê-
» choit notablement le transport des
» marchandises ; nous aurions puiffam-
» ment établi la sûreté & liberté des
» chemins publics , en faisant faire une
» févere punition de tous les voleurs de
» grands chemins , & obligeant tous les
» Prévôts de nos Cousins les Maré-
» chaux de France à faire soigneuse-
» ment leurs Charges : & après avoir
» ainsi donné toutes les dispositions qui
» pouvoient dépendre de nous pour le
» rétablissement du Commerce au de-
» dans , nous aurions en même tems don-
» né la meilleure partie de nos soins au
» rétablissement de la Navigation , & du
» Commerce au dehors , comme étant le seul
» moyen d'attirer cette abondance , dont
» nous souhaitons si ardemment que nos
» Peuples jouissent : pour cet effet , ayant
» trouvé que par une longue succession
» de tems , les Etrangers s'étoient rendus
» maîtres de tout le Commerce par Mer ,
» même de celui qui se fait de Port en Port
» au dedans de notre Royame , & que le
» peu de Vaisseaux qui restoient à nos
» Sujets dans toute l'étendue de nos
» Mers , étoient tous les jours pris jus-

» ques sur nos Côtes , tant au Levant
» qu'au Ponent ; par les Corsaires de
» Barbarie, nous aurions établi l'impo-
» sition de cinquante sols * par ton-
» neau de fret sur tous les Vaisseaux
» étrangers , dont nous aurions déchar-
» gé ceux de nos Sujets , pour les obli-
» ger par ce soulagement de se servir
» de leurs Vaisseaux , & d'en bâtir le
» nombre suffisant pour faire leur Com-
» merce de Port en Port ; & en même
» tems nous aurions mis en mer des
» forces si considérables , & en Vaif-
» seaux & en Galeres , que nous au-
» rions obligé les Corsaires de Bar-
» barie de demeurer dans les lieux de
» leur retraite : & pour être mieux en
» état d'empêcher toutes les pirateries ,
» nous aurions résolu de les attaquer
» jusques dans leur Pays , afin qu'en y
» établissant un poste considérable ,
» nous fussions plus en état de les con-
» tenir ; en même tems nous avons as-
» suré la navigation de nos Sujets con-
» tre tous autres Corsaires , en leur don-
» nant l'escorte de nos Vaisseaux de
» guerre : nous avons fortifié & aug-
» menté des Colonies Françoises , qui

* Valant cinq livres actuelles.

» sont établies dans le Canada & dans
» les Isles de l'Amérique , en y en-
» voyant de nos Vaisseaux , & y fai-
» sant reconnoître notre autorité par le
» rétablissement de l'ordre de la Justice,
» laquelle en étoit en quelque sorte ban-
» nié ; ensuite nous avons donné le fon-
» dement à l'établissement de ces deux
» grandes Compagnies des Indes Orien-
» tales & Occidentales , qui se sont
» formées dans notre Royaume à no-
» tre entière satisfaction. Mais encore
» que toutes ces grandes choses dussent
» en quelque sorte satisfaire ce même
» amour que nous avons pour nos Peu-
» ples , comme il est toujours agissant ,
» qu'il oublie toujours le passé pour pen-
» ser à l'avenir , qu'il prend part à tout
» ce qui touche l'objet qu'il regarde ,
» & qu'il souhaite toujours d'augmen-
» ter son bonheur ; nous avons résolu
» d'établir un Conseil de Commerce en
» notre présence tous les quinze jours ,
» & d'employer à cet effet le tems d'un
» des Conseils de nos Finances , que
» nous pouvons retrancher facilement
» par le bon ordre que nous y avons
» établi , pour en ce Conseil examiner
» tous les moyens de pourvoir au réta-
» blissement & augmentation du Com-

» merce au dedans & au dehors de no-
» tre Royaume, ensemble des manu-
» factures ; ce qui ayant été heureuse-
» ment exécuté dans les premiers jours ,
» nous avons fait connoître à toutes nos
» Compagnies Souveraines & subalternes ,
» à tous les Gouverneurs de nos Provinces ,
» & à tous les Intendans , en quelle confi-
» dération nous avons à présent tout ce
» qui pouvoit regarder ce même Commerce ,
» avec ordre d'employer l'autorité que nous
» leur avons commise pour protéger tous
» les Marchands , & pour leur rendre
» justice par préférence , afin qu'ils ne
» fussent point divertis de leur trafic
» par la chicane : Nous avons convié tous
» les Marchands par des Lettres circulaires ,
» de s'adresser directement à Nous pour
» tous leurs besoins ; nous les avons con-
» viés de députer quelques-uns d'entre
» eux près de nous , pour nous porter
» toutes leurs plaintes , & toutes leurs
» propositions ; & en cas de difficulté ,
» Nous avons établi une personne à notre
» suite pour recevoir toutes leurs plaintes ,
» & faire toutes leurs sollicitations : Nous
» avons ordonné qu'il seroit toujours mar-
» qué à notre suite une maison de Com-
» merce pour les y recevoir : Nous avons
» résolu d'employer tous les ans un mil-

» lion de livres pour le rétablissement
» des manufactures & l'augmentation
» de la Navigation : *mais comme le moyen*
» *le plus solide & le plus essentiel pour le*
» *rétablissement du Commerce , est la dimi-*
» *nution & le règlement des droits qui se*
» *levant sur toutes les marchandises entrant*
» *& sortant du Royaume , nous avons*
» ordonné à notre amé & féal le Sieur
» Colbert, Conseiller en notre Conseil
» Royal, & Intendant de nos Finan-
» ces, ayant le département de nos
» Fermes & du Commerce, de nous
» faire un ample rapport de l'origine &
» établissement de tous lesdits droits ;
» à quoi ayant satisfait, nous aurions
» reconnu qu'ils avoient été créés sous
» tant de différens noms, que nous n'a-
» vons pas été moins surpris de la diver-
» sité d'iceux, que de la nécessité qui
» avoit exigé des Rois nos prédécesseurs
» & de nous, l'établissement de tant de
» levées & impositions, capables de
» dégoûter nos Sujets de la continua-
» tion de leur Commerce, vû que nous
» avons trouvé qu'en Normandie il se
» levoit quatre deniers pour livre de la
» valeur des marchandises, à la sortie
» du Royaume, sous le nom de Resve
» ou Domaine forain, dont l'établisse-

» ment est fort ancien ; & douze de-
» niers pour livre sous le titre de l'im-
» position foraine sur toutes les den-
» rées & marchandises , de laquelle est
» fait mention en une Déclaration de
» 1376 , comme établie long-tems au-
» paravant ; que les bleds , vins , toiles ,
» linges , draps & étoffes de laine ,
» étoient chargées de la traite domania-
» le , suivant un tarif arrêté en 1577 ;
» que par Déclaration du mois de Mai
» 1600 , d'autres droits avoient été
» imposés sur toutes lescites denrées &
» marchandises , à raison d'un écu pour
» tonneau de mer ; qu'en exécution
» d'une Déclaration du 14 Août 1632 ,
» il fut procédé à une nouvelle réap-
» préciation ; qu'en l'année 1638 furent
» créés d'autres droits sur différentes
» especes de marchandises , lesquels fu-
» rent restreints , à l'égard de ladite Pro-
» vince , aux vins , sucres & poissons
» de mer salés , par le bail qui en fut
» fait à Jean Massicault le 17 Novem-
» bre de ladite année ; qu'en l'année
» 1643 les droits de Contrôleurs Con-
» servateurs furent convertis en deux
» sols pour livre sur toutes nos Fermes ,
» lesquels furent augmentés de trois au-
» tres sols pour livre par Edit du mois

» de Mars 1654 , d'un fol pour livre
» par Edit du mois de Février 1657 ,
» & de six deniers par Edit du mois d'A-
» vril 1658 ; & à l'égard des entrées ,
» nous avons reconnu qu'en 1540 il
» fut établi quatre pour cent sur toutes
» les drogueries & épiceries , & confir-
» mées par plusieurs Déclarations des
» années 1543 & 1553 ; qu'en 1554 ,
» un écu par quintal des aluns , & qu'en
» Octobre 1581 furent créés d'autres
» droits d'entrées sur toutes sortes de
» denrées & marchandises : tous les-
» quels droits se levent à présent , sui-
» vant lad. réappréciation faite en exé-
» cution de la Déclaration du 14 Août
» 1632 , lesquelles impositions furent
» augmentées desdits deux sols pour li-
» vre créés en 1643 , & d'autres droits
» en l'année suivante qui furent créés
» par Déclaration du 15 Juin , sur par-
» tie desdites denrées & marchandises ,
» pour être levés conformément au ta-
» rif compris en ladite Déclaration ;
» ensuite de laquelle il fut expédié
» un Edit du mois de Septembre 1647
» pour la levée d'une autre augmen-
» tation auxdites entrées sur d'autres
» denrées & marchandises y conte-
» nues : & en l'année 1654 il fut éta-

» bli un autre droit de la levée du
» quart de la valeur des passemens ,
» dentelles , points coupés & autres ou-
» vrages de fil , & de dix pour cent sur
» différentes especes de marchandises
» entrant dans notre Royaume , dont
» il fut arrêté un tarif en notre Conseil :
» en même tems il fut ordonné qu'il se-
» roit levé trois sols pour livre de tous
» lefdits droits , pour avec lefdits deux
» sols créés en mil six cent quarante-
» trois former le Parisis des droits des-
» dites Fermes , auxquels furent ajoutés
» douze deniers pour livre par Edit
» du mois de Fevrier 1657 , & six de-
» niers par Edit du mois d'Avril de l'an-
» née suivante. Et par le Bail que nous
» fimes desdites Fermes à Sebastien Le-
» bar en 1660 , nous y joignimes entre
» autres droits , ceux d'entrée sur les
» sucres , cassonnades , cire & petun ,
» distraits des octrois de la ville de
» Rouen , & ordonnés être levés à notre
» profit par Edit du mois de Fevrier
» 1656 , avec le Parisis douze & six de-
» niers d'iceux ; outre lesquels droits
» nous fimes comprendre dans le Bail
» desdites Fermes fait à Jean Bourgoing
» le 3 Mai 1662 les cinq pour cent de la
» valeur des cires , étain , cuivre , ai-

» rain , huiles , savons , fil de laiton ,
» d'archal & de fer, sucre raffiné en pain
» & en poudre , charbon de terre ,
» plomb , blanc de plomb , ceruse ,
» toile de coton d'Hollande , Batiste
» de Cambray & de Gand , & autres ,
» pour être levés en toutes les Provin-
» ces où lefdites Fermes ont cours , les-
» quels n'y ont pas été établis ; par le-
» quel Bail nous fimes auffi adjuger au-
» dit Bourgoing les droits d'acquits &
» congés , passeports & passavans , des-
» quels il a joui. Et quant à notre Pro-
» vince de Picardie, nous avons reconnu
» que lefdits droits de Resve ou Domai-
» ne forain y ont toujours été levés aux
» forties sur le même pié qu'en Norman-
» die , avec la traite domaniale sur les
» denrées & marchandises ci-dessus spé-
» cifiées , suivant led. tarif arrêté en
» exécution de lad. Déclaration du 14
» Août 1632 , avec le Parisis douze &
» six deniers desdits droits, créés par les-
» dites Déclarations des années 1643 ,
» 1654, 1657 & 1658. Nous avons pa-
» reillement reconnu que nos Fermiers
» levoient aux entrées de lad. Provin-
» ce les droits créés par ledit Edit du
» mois d'Octobre 1581 , suivant ladite
» réappréciation faite en ladite année

» 1632 l'écu pour quintal des aluns, les
» augmentations créées sur plusieurs
» sortes de marchandises par lesdits
» Edits des mois de Juin 1644, Septem-
» bre 1647 & Mars 1654, & le Parisis
» douze & six deniers de tous lesdits
» droits, acquits, congés, passeports
» & passavans; que notre Province de
» Champagne s'est trouvée plus char-
» gée ausdites sorties, parce qu'outre
» lesdits droits de Resve ou Domaine
» forain & dimpositions foraines qui
» reviennent à seize deniers pour livre
» de la valeur des marchandises & den-
» rées, nosdits Fermiers levent sept
» deniers pour livre à cause du droit
» de haut passage dont l'établissement
» est très-ancien, comme il résulte des
» Ordonnances desdites Fermes; ils le-
» voient aussi la traite domaniale, sui-
» vant la réappréciation faite en exé-
» cution de ladite Déclaration du 14
» Août 1632, ensemble le Parisis douze
» & six deniers desdits droits. Ils le-
» vent de plus aux entrées de ladite
» Province lesdits droits créés en 1581,
» suivant ladite réappréciation, avec
» ceux de l'écu pour quintal des aluns,
» & les augmentations de 1644, 1647
» & 1654, & le Parisis douze & six den.

» d'iceux. Et aux villes de Mezieres &
» Charleville , & au passage de la ri-
» viere de Meuse , nous avons établi
» d'autres droits par Arrêt de notre
» Conseil du 1661 ,
» en laquelle Province nosdits Fermiers
» jouissent pareillement desdits droits
» d'acquits , congés , passeports , passa-
» vans. Et quant à notre Province de
» Bourgogne , nous avons encore re-
» connu que lesdits droits de Resve ,
» Domaine forain , & impositions fo-
» raines & de haut passage , y étoient
» levés à raison de vingt deniers pour
» livre de la valeur des marchandises ;
» que la traite domaniale y avoit cours ,
» & que lesdits droits avoient été ré-
» glés par ladite réappréciation de 1632 ,
» sur lesquels lesdits Parisis & les douze
» & six deniers créés par lesdits Edits
» devoient être levés , combien que les
» deux den. n'y eussent pas été établis.
» Nous avons aussi vû que les entrées
» de ladite Province étoient levées en
» exécution de ladite Déclaration d'Oc-
» tobre 1581 , suivant ladite réappré-
» ciation de 1632 , avec l'écu pour
» quintal des aluns , & les augmenta-
» tions des droits des années 1644 ,
» 1647 , 1654 , & ledit Parisis avec les-
dits

» dits droits d'acquits , congés , passe-
» ports & passavans. Et à l'égard des
» Provinces de Berry & Bourbonnois ,
» nous avons remarqué que lesdits
» droits de sortie y étoient levés à rai-
» son de seize deniers pour livre , com-
» me en Normandie & Picardie ; que
» la traite domaniale y avoit cours , &
» qu'encore que lesdits droits eussent été
» réglés pour lesdites Provinces par lad.
» réappréciation de 1632 , que nosdits
» Fermiers s'étoient restreints à la moi-
» tié , à laquelle lesdits droits de la trai-
» te domaniale avoient été moderés en
» faveur des Provinces où nos Aides
» n'ont point de cours , par une Dé-
» claration du mois de . . . 1582 ,
» sur lesquels droits étoit aussi levé ledit
» Parisis douze & six deniers , & que
» les entrées desdites Provinces n'é-
» toient composées que de l'écu pour
» quintal des aluns , des droits créés
» par Edit du mois d'Octobre 1581 , &
» desdites augmentations de 1644 ,
» 1647 & 1654 , & dudit Parisis douze
» & six deniers , dans lesquelles Pro-
» vinces sont aussi levés lesdits droits
» d'acquits , congés , passeports & pas-
» savans. Et quant à notre Province
» de Poitou , lesdits droits de Resve &

» domaine forain, & ceux de l'imposi-
» tion foraine avec la traite domaniale
» y ont été établis sur le même pied
» qu'en nosdites Provinces de Picardie,
» Berry & Bourbonnois, avec la même
» modération des droits desdites traites
» domaniales, au regard des Provinces
» où nos Aides n'ont cours. Nous avons
» aussi reconnu que les Bureaux de la-
» dite traite domaniale étoient plus a-
» vancés le long de la côte de la mer
» que ceux de l'imposition foraine, &
» que partie des droits de la Déclara-
» tion du mois de Septembre 1638 com-
» pris au Bail qui en fut fait à Jean Mas-
» sicault, y étoient levés avec le Pa-
» risis douze & six deniers d'iceux; &
» qu'aux entrées nosdits Fermiers jouif-
» soient des droits créés en 1681, de
» l'écu pour quintal des aluns, des aug-
» mentations de ladite année 1638 &
» de 1644, 1647 & 1654, ensemble du
» Parisis, douze & six deniers desdits
» droits; la confusion desquels droits
» étoit encore plus grande en notre Pro-
» vince d'Anjou, soit à cause qu'on avoit
» pris d'autres mesures pour l'exercice
» de ladite Ferme, ou pource qu'elle
» avoit été régie par d'autres adjudica-
» taires que ceux de nos cinq grosses

» Fermes , jusqu'en l'année 1632, qu'el-
» le y fut jointe par le Bail qui en fut
» fait à Noel de Pars', vû que par la dis-
» cussion que nous en avons faite, nous
» avons trouvé qu'elle est composée en
» partie de mêmes droits que ceux des
» autres Provinces , & en partie de plu-
» sieurs autres plus irréguliers , desquels
» il étoit difficile d'observer les diffé-
» rences , ni de négocier , soit dans le
» pays ou dehors , qu'avec beaucoup
» de peine & de péril d'être surpris par
» la diversité des droits & la maniere de
» les lever ; parce qu'encore que les
» droits de sorties s'y perçoivent sous
» les noms de traites & impositions fo-
» raines sur toutes les denrées & mar-
» chandises , & que ceux de la traite
» domaniale n'y soient levés que sur les
» vieux drapeaux , papiers, cartes & ta-
» rots & sur les pruneaux , & les droits
» d'entrées sur toutes lescites denrées &
» marchandises ; il y a de plus le tré-
» pas de Loire qui se leve sur tout ce
» qui descend , monte & traverse ladite
» riviere depuis Candé jusqu'à Ance-
» nis ; & la nouvelle imposition qui fut
» établie en 1599 pour des causes qui
» pouvoient avoir moins de durée , si
» la nécessité des affaires de l'Etat n'eût

» obligé nos Prédécesseurs Rois de les
» continuer , combien qu'elle soit très-
» incommode à cause qu'elle a été créée
» pour être levée de tablier en tablier ,
» & que lefdits tabliers sont composés
» d'un certain nombre de Paroisses hors
» desquelles les marchandises & den-
» rées du cru d'icelles ne peuvent être
» transportées sans payer les droits de
» ladite nouvelle imposition ; de ma-
» niere que la liberté du Commerce est
» si restreinte entre nos Sujets de la
» même Province , qu'ils ne peuvent
» s'entr'aider des fruits & denrées du
» pays , ni des marchandises originai-
» res , ni en faire commerce avec leurs
» voisins sans payer lefdits droits , ni
» les transporter d'un lieu à un autre ,
» sans faire faire autant de soumissions
» qu'il y a de Bureaux sur leur route ;
» ce qui apporte *tant de difficultés au*
» *trafic de ladite Province , qu'il y a lieu*
» *de s'étonner que cette Ferme n'ait reçu*
» *aucune altération depuis qu'elle est éta-*
» *blie* ; la plûpart desquels droits ont
» été chargés de deux réappréciations ,
» ainsi que ceux des autres Provinces ;
» depuis lesquels il a été créé d'autres
» droits en 1638 , par Déclaration du
» mois de Septembre , sur certaines es-

» peces de marchandises , dont les unes
» sont payables aux sorties & aux en-
» trées seulement , & les autres tant
» auxdites sorties qu'auxdites entrées.
» Et quoique les vins qui croissent en
» grande abondance le long de la ri-
» viere de Loire qui traverse toute lad.
» Province , ne soient pas fort exquis,
» & que par cette raison ils aient été
» moins chargés que ceux qui sortent
» par lescdites Provinces de Picardie &
» Normandie , néanmoins comme ils
» font le principal Commerce de la-
» dite riviere , tant à cause que la Bre-
» tagne en consomme d'autant plus
» qu'il en croît peu dans son territoire ,
» que parce que les Etrangers les ti-
» rent avec facilité par ladite riviere ,
» nous ne pouvons souffrir plus long-
» tems que la différence des droits en
» diminue le Commerce ; car outre
» qu'ils ne sont pas uniformes & qu'ils
» sont plus ou moins grands , suivant
» la diversité des crûes & des tabliers ,
» lescdits vins sont encore chargés de
» quinze sols pour pipes passant ou
» sortant de la Sénéchaussée de Sau-
» mur ; sur tous lesquels droits ont été
» établis sur les deux sols pour livre
» créés en 1643 , autres deux sols , au

» lieu de la suppression des Officiers
» en titre de ladite Traite d'Anjou ,
» créés en 1644 avec le sol ordon-
» né être levé par Edit du mois de
» Mars 1654 pour former le Parisis
» de toutes les Fermes , & encore
» les douze & six deniers créés par les
» Edits des mois de Février 1657 , &
» Avril 1658. Et quant aux autres den-
» rées & marchandises , les augmenta-
» tions faites par les Edits des mois de
» Juin 1644 , & Janvier 1654 ont été
» levées sur icelles , avec lesdits Parisis
» douze & six deniers : & quoiqu'à cause
» de la multiplicité des Bureaux , les
» cinq sols de chacun acquit de paye-
» ment , congés & passavans fussent
» plus onéreux que dans les autres pro-
» vines de nos cinq grosses Fermes , ils
» y ont aussi été levés , dont nosdits su-
» jets n'ont pas reçu moins d'incommo-
» dité que de l'aliénation qui a été faite
» des anciens droits du trépas de Loire ,
» & de la traite par terre , à cause qu'ils
» étoient obligés de les payer aux En-
» gagistes , & d'acquitter les réappré-
» ciations aux Commis de nos Fermiers ;
» de sorte que par la discussion de tous
» lesdits droits & la différence d'iceux ,
» nous aurions été aisément persuadé de la

» justice des plaintes que nous avons sou-
» vent reçues de nos sujets & des étrangers,
» vû qu'il étoit presque impossible qu'un si
» grand nombre d'impositions ne causât
» beaucoup de desordres, & que les Mar-
» chands pussent en avoir assez de connois-
» sance pour en démêler la confusion, &
» beaucoup moins leurs facteurs, corres-
» pondans & voituriers qui étoient tou-
» jours obligés de s'en remettre à la bonne
» foi des Commis des Fermiers qui étoient
» fort souvent suspects : & après avoir
» entendu ce rapport, nous avons clai-
» rement connu qu'il étoit absolument
» nécessaire pour parvenir au rétablif-
» sement du Commerce au dedans & au
» dehors, qui est la fin que nous nous
» sommes proposée, de réduire tous ces
» droits en un seul d'entrée, & un au-
» tre de sortie, & même de les dimi-
» nuer considérablement, afin d'exciter
» par ce moyen tous nos Sujets des Pro-
» vinces maritimes d'entreprendre des
» voyages de long cours, & ceux des
» autres Provinces à y prendre intérêt,
» rétablir en même tems les anciennes manu-
» factures, former des Compagnies pour
» y en introduire de nouvelles, exercer
» l'industrie de nos Sujets, & leur pro-
» curer les moyens d'employer utile-

» ment les avantages qu'ils ont reçus de
 » la nature , de *bannir la fainéantise* , &
 » *divertir par des occupations honnêtes*
 » *l'inclination si ordinaire de la plupart de*
 » *nos Sujets à une vie oisive & rampante* ,
 » *sous le titre de divers Offices sans fonc-*
 » *tions* , & *sous des fausses apparences d'une*
 » *médiocre attache aux bonnes lettres ou à*
 » *la pratique* , laquelle dégénere le plus
 » souvent par leur ignorance ou par leurs
 » malices , à une dangereuse chicane qui
 » infecte & ruine la plupart de nos Provin-
 » ces. A CES CAUSES , de l'avis de notre
 » Conseil où étoient la Reine notre très-
 » honorée Dame & Mere , notre très-
 » cher & très-amé Frere unique le Duc
 » d'Orléans , notre très-cher & très-
 » amé Cousin le Prince de Condé , au-
 » tres Princes de notre Sang , Grands &
 » Notables Personnages de notre Con-
 » seil , de notre certaine science , pleine
 » puissance & autorité Royale , Nous
 » avons par cet Edit perpétuel & irré-
 » vocable , dit , déclaré & ordonné , di-
 » sons , déclarons & ordonnons , vou-
 » lons & nous plaît , que lescits droits
 » de Resve & Domaine forain , ceux
 » de haut passage ordonnés être levés
 » par les Edits & Déclarations faites
 » pour la perception d'iceux ès années

» 1369 , 1376 , 1378 , 1382 , 1488 ,
» 1540 , 1549 & 1581 , de la traite
» domaniale d'Ingrande , de l'imposition
» nouvelle d'Anjou créée en 1599 , du
» trépas de Loire , des quinze sols pour
» pipe de vin de la Sénéchaussée de
» Saumur , & des réappréciations des-
» dits droits faites en exécution de la
» Déclaration du mois d'Août 1632 ,
» de l'augmentation ordonnée être le-
» vée aux sorties sur certaines especes
» de marchandises & denrées esdites
» Provinces de Normandie , Poitou &
» Anjou , par trois Déclarations du mois
» de Septembre 1738 , du Parisis douze
» & six deniers desdits droits créés par
» les Edits & Déclarations des années
» 1643, 1645, 1654, 1656 & 1658 , du-
» quel Parisis en Anjou les deux sols de
» la suppression des Officiers desdites
» traites d'Anjou créés par Edit du mois
» d'Août 1664 , font partie , soient &
» demeurent convertis esdites Provin-
» ces de Normandie , Picardie , Cham-
» pagne , Bourgogne , Berri , Bourbon-
» nois , Poitou & Anjou , Duchés de
» Beaumont , de Thouars , & Châtelle-
» nie de Chantoceaux , en un seul droit
» de sortie qui sera payé aux premiers
» & plus prochains Bureaux du charge-

» ment des marchandises & denrées ,
» suivant les tarifs que nous en avons
» fait arrêter en notre Conseil de Com-
» merce , attachés sous le contrescel des
» présentes , à commencer au premier
» Octobre prochain : & à l'égard des
» droits d'entrée sur les épiceries & dro-
» gueries ordonnés être levés aux Ports
» & Havres de Rouen & de la Rochel-
» le , par lesquels l'entrée d'icelles est
» seulement permise du côté de la mer
» Océane, suivant les Edits des mois de
» Janvier 1549 & Janvier 1572 , d'au-
» tres droits d'entrées créés sur les aluns
» en 1554 , des droits d'entrées sur les
» denrées & marchandises créés en
» 1581 , du trépas de Loire & de la nou-
» velle imposition ordonnée être levée
» aux entrées de la Province d'Anjou ;
» de l'écu pour tonneau de mer créé en
» 1600 , de la réappréciation desdits
» droits faite en vertu de ladite Décla-
» ration du mois d'Août 1632 , de ladite
» augmentation sur certaines marchan-
» dises & denrées esdites Provinces de
» Normandie , Poitou & Anjou , faite
» par trois Déclarations du mois de Sep-
» tembre 1638 ; d'autre augmentation
» faite sur les entrées de toutes lesdites
» Provinces, par Déclarations des mois

» de Juin 1644, Septembre 1647, &
» Mars 1654, des droits distraits des
» octrois de la ville de Rouen sur les
» sucres, cassonades, cires & petun,
» pour être levés à perpetuité aux en-
» trées de ladite Province de Norman-
» die, suivant l'Edit du mois de Février
» 1656, de cinq pour cent payables
» ausdites entrées en toutes lesdites Pro-
» vines de la valeur des cires, étain,
» cuivre, airain, huiles, savons, fil de
» laiton, d'archal & de fer, sucre rafi-
» né en pain & en poudre, charbon de
» terre, plomb, blanc de plomb, cé-
» ruses, toiles de coton d'Hollande,
» Batistes, toiles de Cambrai & de
» Gand, & autres semblables compris
» au Bail desd. cinq grosses Fermes, fait
» à Jean Bourgoing le 3 Mai 1662, & du
» Parisis douze & six deniers, tous les-
» dits droits créés, lesdites Déclarations
» des années 1643, 1645, 1654, 1657,
» & 1658, duquel Parisis en Anjou les
» deux sols de la suppression des Officiers
» des traites d'Anjou, créés par Edit du
» mois d'Août 1644 font partie: Nous
» voulons, ordonnons & nous plaît qu'ils
» soient & demeurent pareillement con-
» vertis, en un seul droit d'entrée qui
» sera levé au premier & plus prochain

» Bureau de la route & passage ordi-
 » naire des Marchands & Voituriers ,
 » tant par eau que par terre , suivant
 » lesdits Tarifs , aux entrées desdites
 » Provinces & desdits Duchés de Beau-
 » mont, de Thouars, & de la Châtelle-
 » nie de Chantoceaux dépendant de
 » l'Anjou. Et parce que nos Fermiers
 » ont toujours joui du supplément des
 » droits des marchandises & denrées qui
 » ont été transportées d'un lieu où elles
 » avoient moins payé en un autre où les
 » droits étoient plus grands , nous vou-
 » lons qu'ils jouissent desdits supplémens
 » sur toutes les denrées & marchandises
 » qui seront transportées , tant par eau
 » que par terre, des Bureaux où elles sont
 » moins taxées en ceux où elles le sont
 » davantage : & quant aux droits de lad.
 » traite domaniale créée par Edit du mois
 » de Février 1577 & Déclaration du mois
 » de ... 1580 pour être levés aux sorties
 » de notre Royaume , & des Provinces
 » où les Bureaux desdites Fermes seront
 » établis , Nous voulons qu'ils soient
 » perçus aux sorties de notredit Royau-
 » me & desdites Provinces , même de
 » celle d'Anjou & desdits Duchés de
 » Beaumont , de Thouars , & Châtel-
 » lenie de Chantoceaux , suivant ledit
 » Tarif sur les marchandises & denrées

» sujettes à ladite traite domaniale : &
» d'autant que lesdits droits créés par
» ladite Déclaration du mois de Sep-
» tembre 1638 sur les vins, doivent être
» levés en notre Province de Norman-
» die, non-seulement aux sorties & en-
» trées de notre Royaume, mais aussi
» à la sortie de la ville & banlieue de
» Rouen pour lesdits vins seulement :
» Nous voulons que la levée dudit droit
» soit continuée conformément audit
» Tarif, & à la sortie de ladite Ville &
» banlieue. Voulons aussi, ordonnons
» & nous plaît qu'il soit levé cinq sols
» pour chacun acquit de paiement des-
» dits droits de sortie & d'entrée & des
» acquits à caution qui seront délivrés
» pour le transport desdites denrées &
» marchandises, & pareillement pour
» la décharge des acquits à caution : &
» défendons très-expressément à nos
» Fermiers & leurs Commis de lever au-
» cune chose sur les passavans & con-
» gés, ni pour le vû & contrôle qu'ils
» sont obligés de mettre sur les acquits
» de paiement qui leur sont présentés
» par les Marchands & Voituriers pas-
» sant debout par les Bureaux desdites
» Fermes : & en conséquence de la con-
» version desdits droits & desdits Ta-

» rifs , Nous avons éteint , supprimé ,
» éteignons , supprimons & révoquons
» lefdits droits de la nouvelle imposition
» d'Anjou , créés en 1599 , & les aug-
» mentations d'icelles ; comme auffi les-
» dites augmentations créées par ladite
» Déclaration du mois de Septembre
» 1638 , fur les vins & denrées appel-
» lées de Mafficault , qui fe levoient de
» Tablier en Tablier & de Province en
» Province , combien que les Aides y
» euffent cours , avec le Parisis douze
» & fix deniers defdits droits , y com-
» pris les deux fols de la fuppreffion des
» Officiers de la traite d'Anjou créés par
» ladite Déclaration du mois d'Août
» 1644 , nous avons auffi supprimé les
» quinze fols pour pipe de vin fortant
» de la Sénéchauffée de Saumur , & y
» paffant , les réappréciations d'icelles ,
» avec le Parisis douze & fix deniers :
» & les réappréciations du trépas de Loi-
» re fur les marchandifes descendant ,
» traversant & montant par ladite ri-
» viere , pour aller d'un lieu à un au-
» tre dans ladite Province d'Anjou &
» les adjacentes , fi ce n'est la Province
» de Bretagne , avec le Parisis douze &
» fix deniers defdites réappréciations
» dont jouiffoit ledit Bourgoing , avec

» le Parisis douze & fix deniers des an-
» ciens droits du trépas de Loire sur
» lefdites marchandises descendant ,
» montant & traversant ladite riviere ,
» & qui ne seront destinés pour aller
» en Bretagne , engagés à plusieurs par-
» ticuliers , duquel Parisis douze & fix
» deniers dont jouissoit Jean Rouvelin ,
» Fermier général des Aides , & du
» Parisis douze & fix deniers des droits
» aliénés ; & ordonné que les Bureaux
» établis par nos Fermiers dans ladite
» Province d'Anjou pour la perception
» desdits droits de ladite nouvelle im-
» position desdits quinze sols pour pipe
» de vin de la Sénéchaussée de Saumur ,
» & de ladite augmentation de 1638
» appelée de Massicault , seront levés
» & ôtés : & à l'égard des Réglemens
» faits pour la perception desdits droits
» par les Edits & Déclaration de la
» création d'iceux , & par les baux
» desdites Fermes & Arrêts de notre
» Conseil , nous voulons qu'ils soient
» gardés & observés sous les peines y
» contenues , sans que les Ecclésiasti-
» ques , Nobles , Privilégiés & tous au-
» tres , ni les pourvoyeurs de notre
» Maison , & les munitionnaires de nos
» Camps & Armées puissent prétendre

» aucune exemption des droits , soit
» pour les marchandises & denrées de
» leur crû , ou pour leurs provisions &
» usage , ni que les habitans de la Pro-
» vince de Languedoc puissent jouir de
» ladite exemption desdits droits , pour
» quelque cause que ce soit en entrant
» ou sortant par les Bureaux desdites
» Fermes établis aux extrémités desdi-
» tes Provinces de Berry , Bourbon-
» nois , Poitou & autres : *Et parce que*
» *les entrepôts des Villes maritimes & au-*
» *tres , & les transits pour l'étendue des*
» *Provinces dans lesquelles les Bureaux*
» *desdites Fermes sont établis , peuvent*
» *beaucoup contribuer à la facilité du*
» *Commerce ; nous voulons que nos Fer-*
» *miers , pour la facilité & commodité*
» *dudit Commerce de nos Sujets & des*
» *Etrangers , établissent des magasins*
» *ès Villes de la Rochelle , Ingrande ,*
» *Rouen , Havre-de-Grace , Dieppe ,*
» *Calais , Abbeville , Amiens , Guise ,*
» *Troyes & Saint-Jean-de-Laune , pour*
» *y recevoir les marchandises qui se-*
» *ront destinées pour être portées dans*
» *les Pays étrangers , & être seulement*
» *entreposées dans lesdites Villes fran-*
» *ches & exemptes du paiement des-*
» *dits droits d'entrées & sorties ; les-*

» quels magasins pour la sûreté réciproque de nos Fermiers & des Marchands , seront fermés à deux ferrures , de l'une desquelles le Fermier ou son Commis gardera la clef , & un Député desdits Marchands gardera l'autre ; à la charge que les destinations desdites marchandises que les Marchands voudront mettre en entrepôt , seront faites par les lettres de voitures , lesquelles seront représentées aux Commis des Bureaux établis auxdits lieux , avec les déclarations des marchandises qui seront contenues dans les ballots & paquets , pour sur icelles en faire la vérification par lesdits Commis ; les faire décharger dans les magasins qui seront par eux choisis pour l'effet desdits entrepôts , & être lesdits ballots scellés & plombés, sans qu'ils puissent être rechargés pour être transportés au lieu de leur destination qu'en présence desdits Commis , qui délivreront leurs acquits à caution , dans lesquels ils feront mention du jour du chargement & du départ ; lesquels Voituriers , tant par eau que par terre , ne pourront sortir que par l'un des Bureaux ci-dessus déclarés , ni déchar-

» ger lefdites marchandises en aucuns
 » lieux de notre Royaume : & à l'é-
 » gard des tranfits il en fera ufé comme
 » pour lefdits entrepôts : le tout à pei-
 » ne de confiscation defdites marchan-
 » difes , charrettes , chevaux , bateaux ,
 » navires , & d'amende arbitraire ; de
 » l'arrivée defquelles marchandises qui
 » feront mifes en entrepôt ou déclarées
 » pour paffer debout hors le Royaume ,
 » lefdits Commis tiendront Regiftre fé-
 » paré , dans lequel ils feront mention
 » du jour de l'arrivée & du partement
 » d'icelles ».

Ce travail eft beau affûrément , &
 peut en général être propofé pour mo-
 dele ; mais l'exécution ne répondit pas
 à la bonté du principe dans toutes fes
 parties : par exemple , le Roi recon-
 noît lui-même que les vins des Provin-
 ces d'Anjou & du Maine font d'une
 qualité très-médiocre ; cependant le
 droit eft fixé à feize livres par tonneau,
 tandis que fur les vins de Bourgogne
 & de Champagne , il ne l'eft qu'à dix
 livres ; même faute fur les vins qui for-
 tent par la Province de Normandie ; la
 plûpart étoient des vins de l'élection
 de Mantes , qui dans la proportion de
 leur qualité avec ceux de Champagne

& Bourgogne , ne devoient pas payer douze livres. On a traité avec la même disproportion les grands vins de Bordeaux , & les vins médiocres de l'Agénois & autres contrées de Guienne. C'est une faute d'autant plus fâcheuse , que les Etrangers de leur côté , dans les diverses augmentations qu'ils ont faites sur l'entrée de nos vins , n'ont point distingué les qualités ; d'où il a résulté que les petits vins nous ont resté en surcharge. L'Ordonnance des Aides de 1680 pour la Normandie porta le dernier coup aux vignobles de ce Pays. Bons ou mauvais, ils n'en occupent pas moins le même nombre d'hommes, premier objet de toute Police bien ordonnée. Les vignobles , dont les vins pouvoient être convertis en eau-de-vie , ont subsisté ; mais il étoit plus avantageux à notre Navigation de transporter trois barriques de vin , qu'une barrique d'eau-de-vie , & de conserver pour la marine une infinité de bois que cette fabrique a consommés.

Qu'il me soit permis de remonter à la source de cette erreur , parce que l'on a souvent travaillé d'après le même principe , & toujours avec les mêmes effets.

On se contenta de faire l'addition des divers droits qui se payoient à chaque sortie ; & la réduction se fit , non sur la proportion des denrées entr'elles , mais sur le pied établi par l'usage dans chaque Province , afin que le Roi ne perdît pas de ses droits ; fausse maxime ! C'est une vérité , attestée même par plusieurs Edits , que tout ce qui augmente la consommation accroît les revenus : ainsi ce n'est point à la forme qu'il convient de s'attacher en pareil cas , c'est au fonds. L'origine de cet attachement aux anciens droits , quoique contraires à l'objet du Gouvernement , vient d'un vieux système fondé par les Commentateurs des Ordonnances & les Praticiens , sur ce que le Domaine est le seul patrimoine des Rois. Ces personnes , très-respectables d'ailleurs dans leur sphere , auroient bien voulu circonscrire en quelque façon les besoins publics , & peut-être établir une proportion de rigueur entre les dépenses publiques , & ce qu'il leur convenoit d'y contribuer. Pour y parvenir plus sûrement , on établit le droit Domanal sur une infinité d'objets , qui par leur nature n'étoient pas plus domaniaux que d'autres qu'on s'efforçoit d'y

soustraire. Communément il tomba sur le Commerce, les Marchands, les Artisans, les Laboureurs, enfin sur toute cette partie du Peuple, sans laquelle il n'y auroit point d'Etat. D'un autre côté les oppositions que les Rois trouvoient presque toujours dans les intérêts particuliers, les engagèrent à profiter du préjugé établi en faveur du Domaine, pour faire passer sous cette dénomination des impôts nouveaux, qui n'eussent pas été aussi facilement admis sans cette précaution. Les savans dans la partie tâchoient de coudre ces nouveautés à leurs maximes, & ont enfanté successivement avec un grand travail une foule de distinctions qui les a mis en contradiction les uns avec les autres. De-là les ténèbres répandues sur la raison, où il faut les abandonner, en remarquant que leur école a produit des maux infinis dans l'Etat : car une Loi très-sage, reçue universellement en France, & dès-lors qu'on peut regarder d'un ordre essentiel, ayant établi le Domaine comme sacré & inaliénable, tous ceux qui ont travaillé sur les droits se sont imposé la nécessité de conserver les branches qu'on avoit qualifiées domaniales : mais ne falloit-il

pas distinguer les droits domaniaux du Domaine en fonds ? leur nature est absolument différente , ainsi que l'effet de leur abandon.

C'est en conséquence de ce préjugé que l'on conserva des droits de sortie assez forts sur les chapeaux, les draps, les petites étoffes de laine, les toiles, les foyeries & le produit de nos pêches ; quoiqu'alors notre consommation sur tous ces articles, à l'exception des toiles, fût encore passer dans l'Etranger des sommes considérables. M. Colbert répandit l'argent pour encourager les manufactures & la pêche ; cependant tout ce qu'il put faire à l'aide du Tarif de 1667, fut de retrancher considérablement sur les importations étrangères ; mais nous vendîmes assez peu de fruits de nos arts nouveaux aux Etrangers : après lui les gratifications disparurent ; alors, comme un ressort qui s'est échappé, le Commerce resta sans activité : on diminua les droits de sortie ; on en supprima ; mais il n'étoit presque plus tems. Enfin tant que les Tarifs ne seront pas regardés comme une affaire de raison, & non de forme, il n'y a rien à espérer des soins qu'on se donnera en faveur du Commerce. Quoi-

que le revenu de l'Etat gagne déjà beaucoup toutes les fois que les denrées nationales s'exportent, il est vrai de dire que quelques-unes peuvent supporter quelques legers droits de sortie. Elles ne sortiroient point assurément si l'Etranger les trouvoit trop cheres, ou si les Sujets ne trouvoient aucun bénéfice dans leur exportation; ainsi c'est sur cette proportion seule que le droit peut être établi. Comme la nature des accidens du Commerce est de varier sans cesse, suivant même les méthodes qu'employent les Etrangers chez eux à l'égard des mêmes denrées, il est évident qu'une proportion établie dans un tems ne peut se soutenir dans un autre : il faut donc avoir continuellement les yeux ouverts sur les circonstances intérieures & extérieures, & pour le plus certain réduire les droits de sortie au-dessous de la proportion. On doit reconnoître par diverses opérations de nos jours sur cet article une bien plus grande étendue de vûes dans le Ministère auquel le Commerce est confié, que dans les tems dont nous parlons : & on lui a laissé tant de choses à faire, qu'il seroit injuste d'exiger qu'elles allaient toutes d'un pas égal.

Le Commerce qui passe par les frontières de l'Anjou , ressentit à peine la moitié des fruits de l'opération de M. Colbert. Quoique l'Edit que l'on vient de lire porte très-clairement , que les droits de trépas de Loire & la nouvelle imposition d'Anjou étoient compris sous le nouveau droit ; quoique le Roi lui-même eût reconnu combien ils étoient onéreux , dès 1665 un Arrêt du Conseil déclara que l'intention de Sa Majesté n'avoit point été de les supprimer : ils furent en effet unis aux Fermes générales , & depuis aliénés , comme ils le sont encore.

La valeur de ces droits n'est pas le seul inconvénient qui les suive : l'extension arbitraire que les Engagistes leur ont donnée , les procès , les formalités ont prodigieusement affoibli le Commerce de ces cantons. Les Receveurs du trépas de Loire , par exemple , se sont avancés jusques dans la Bretagne où le droit n'est point dû : leurs Tarifs sont falsifiés & contraires aux premiers principes du Commerce. Je n'en veux d'autre preuve que le droit sur les ouvrages du Linge , qui est de deux sols sept deniers par livre , quoique les toiles ne soient imposées qu'à
un

un fol & deux deniers du cent : ainsi l'industrie de ces petits Traitans va à diminuer le plus qu'il est possible , le bénéfice de la main-d'œuvre en Anjou. Autrefois il s'envoyoit des chemises toutes faites de cette Province en Bretagne pour la consommation des Isles ; aujourd'hui on se contente d'en envoyer les toiles , parce que la façon n'étant que de six sols par piece en Bretagne , l'Anjou en travaillant au même prix ne peut vendre de même. Je ne ferois pas si hardi à taxer leurs pancartes de falsifications , si le Commerce de Nantes n'étoit point en possession d'un très-ancien Tarif tout-à-fait différent de celui des Receveurs , & où l'article cité entr'autres n'est porté qu'à deux sols & sept deniers du cent. Je m'en tiens à cette observation , parce qu'elle est capable de faire sentir la conséquence de pareils abus.

L'imposition nouvelle d'Anjou , ou la traite par terre , n'est pas moins funeste dans ses effets ; & les usurpations des Engagistes n'ont pas été moins violentes. Ils prétendirent d'abord assujettir les toiles de Laval à leurs Tarifs , parce que la Vicomté de Beaumont est sur les frontieres du Maine , & que les

Fermiers dans l'impression de leur Tarif en 1653 avoient ajouté par surprise cette Province comme comprise dans leur Ferme. Les plaintes furent portées au Conseil, & l'entreprise reprimée en 1686 : mais comme un Fermier ne court jamais aucun risque de troubler le Commerce, toujours obligé de payer par provision ou de suspendre son cours, ils attaquèrent en 1737 les Manufactures de laine du Poitou. Dernierement encore le commerce considérable de bestiaux qui se fait entre cette Province & la Bretagne au moyen des Foires, leur parut une matiere propre à accroître leurs produits : ils commencerent par percevoir seize sols par paire de bœufs, & trois sols par vache. J'ignore le succès de ces usurpations, mais elles semblent mériter un châtimement exemplaire. Un Marchand forain ne quittera pas le petit commerce qui le fait vivre, pour former une opposition en Justice. Les Juges des traites sont gens fort pauvres pour la plûpart, que les Fermiers font vivre ; ils voudroient que tout fût en droits. Cependant ces pilleries sourdes & multipliées anéantissent le Commerce, ruinent des Provinces entieres. Je parlois des droits sur les ouvrages

de linge , perçûs dans les Bureaux du trépas de Loire ; ce n'est rien en comparaison de ceux de la traite par terre : ils sont de douze sols six deniers de la livre , ou soixante-deux livres dix sols du cent pesant , quoique les toiles n'y soient taxées qu'à quinze sols du cent pesant. Il y a lieu de penser que cet article est falsifié.

Combien de pareils exemples ne rendent-ils pas précieux l'Edit qui vient de défendre aux Fermiers de rien innover dans la perception des droits , & de troubler le Commerce dans une possession d'an & jour ? & quelle reconnaissance ne doit pas le commerce de la Nation au Ministre chargé principalement du détail de cette partie ? Une protection éclairée par des vûes aussi supérieures paroît devoir ranimer l'activité de nos Négocians , les avertir de la noblesse de leur profession , & les remplir de cet esprit public qui distingue si particulièrement un Juge qui les aime.

L'imposition du trépas de Loire n'est pas la seule qui trouble le commerce de cette rivière ; indépendamment des vingt-huit péages dont j'ai parlé , on paye les droits de simple , double & tri-

ple cloison établis anciennement pour l'entretien des fortifications de la ville d'Angers : on n'en peut gueres voir de plus cheres ni de plus mauvaises.

Le droit de boête des Marchands fréquentant la Loire à Orléans , pour le balifage & le curage de la riviere qui ne sont point faits ; mais en revanche une petite Compagnie de Fermiers y fait une fortune honnête, & qui mérite l'attention du Conseil, soit à raison du produit , soit à raison des vexations exercées sur le Commerce.

Le droit de Méage aliéné en 1723 , qui ne se doit qu'à Nantes , & dont on a remonté les Bureaux jusqu'à Ingrande.

Ajoûtons à ces droits ceux des Officiers des traites d'Anjou réunis aux cinq grosses Fermes, consistant dans les six deniers pour livre des droits de traite , avec le Parisis sou & six deniers pour livre. Le droit des concédés en Anjou , qui se perçoit sur la Loire & rivières y affluentes , à raison du quart sou & six deniers pour livre de tous les droits de péages aliénés par le Roi ou même supprimés : droits qui se perçoivent sur des tarifs à la main & dès-lors arbitrairement.

Il en est encore d'autres que j'oublie, qui tous ne sont pas moins préjudiciables au produit des cinq grosses Fermes qu'au Commerce.

Si l'on considère les revenus publics en France, & que l'on veuille bien les comparer à la quantité d'argent qui s'y trouve, à la valeur possible de nos terres, de nos denrées, ils seront trouvés bien médiocres. J'avancerai plus d'après des calculs, assez réfléchis pour être probables; c'est qu'avec de petits changemens il seroit possible de les porter en peu d'années beaucoup plus loin, en soulageant véritablement le Peuple, qui ne laisse pas d'en avoir besoin sur le pied où sont les choses actuellement. Par une suite du même raisonnement, on connoîtra qu'aucune Nation dans le monde peut-être n'est aussi propre au Commerce. Avant de faire aucune objection, il est bon que le Lecteur fasse une lecture réfléchie de nos tarifs & de tous les droits sur le Commerce, elle pourra lui ouvrir quelques idées à ce sujet.

Quittons les frontieres de la Bretagne, & passons dans les Provinces Méridionales. Il est inutile de répéter ici ce qui a été exposé sur les douanes de

Lyon & de Valence : mais il est à propos de se le rappeler, & de le joindre à ce qui va être dit sur les droits d'entrée & de sortie dans le Lyonnais, le Languedoc, la Provence & le Dauphiné.

Dans l'institution, les Provinces n'étoient réputées étrangères, que dans le cas où elles ne vouloient pas souffrir à leurs extrémités l'établissement des Bureaux destinés à percevoir les droits de traite foraine : comme ces Provinces alors ne payoient point les droits d'Aides, l'une & l'autre condition les caractérisoit également étrangères. Cette observation est importante par rapport à la Provence, qui à la vérité ne paye point le droit d'Aides, mais qui s'est soumise à l'établissement des Bureaux des traites foraines à ses extrémités. Aussi-tôt qu'elle y eut consenti, elle représenta qu'elle ne devoit plus payer les droits comme Province étrangère, sur ce qui lui venoit du Lyonnais & du Languedoc. En effet, elle en fut déchargée par François I, Henri II, Charles IX : mais comme alors les Bureaux n'étoient pas tout-à fait bien établis, les Officiers des traites du Languedoc ne laisserent pas sous ce prétexte de maintenir

leurs Bureaux. Depuis, quoique la traite foraine ait été parfaitement établie en Provence, les Bureaux n'en ont pas moins subsisté sur ses frontieres ; & les Fermiers, pour soutenir l'abus, ont prétendu que les Provinces où les Aides n'ont point cours, sont réputées étrangères.

La Ville de Lyon avoit acquis en 1536 du Roi François I l'imposition foraine de douze deniers pour livre, & tenoit à ferme les droits de Refve & haut Passage ; mais en 1551 il fut créé des Officiers pour exercer les deux derniers. Ils firent bientôt éprouver au Commerce la dureté de leur régie : la Ville de Lyon représenta d'un côté la médiocrité des sommes qui en revenoient au Roi, de l'autre, la fuite d'une partie de ses Négocians. En 1555, des Lettres-Patentes lui firent la cession du droit de Refve & de haut Passage, la rétablissant dans la jouissance de l'imposition foraine, à condition de rembourser aux Officiers leur finance, & à la charge de payer annuellement la somme de deux mille cinq cent livres : voilà pour quels objets on avoit vexé le Commerce, chassé les Marchands, réduit les Artisans à la mendicité ! En

1581, le prix du contrat fut augmenté de mille livres, jusqu'à ce que la Ville en fut déchargée en 1645. C'est en vertu de cet arrangement que la Ville de Lyon jouit de ces droits, qu'elle fait exercer assez doucement par ses Commis; mais enfin ce sont toujours des droits ajoutés à des droits déjà excessifs sur le Commerce : ainsi le Lyonois est Province réputée étrangère; cependant les Aides y ont cours.

Le Languedoc est réputé Province étrangère dans certains cas, & ne l'est pas dans d'autres : les Aides n'y ont pas cours, mais l'équivalent les y remplace. Il y a trois Sièges ou Maîtrises de Traités foraines; l'une à Narbonne, la seconde à Toulouse, la troisième à Villeneuve : dans les deux premières, les droits se perçoivent sur le pied de seize deniers pour livre sur certaines marchandises, & à raison de sept deniers pour livre sur les autres. Dans la Maîtrise de Villeneuve, le droit se perçoit uniformément sur le pied de vingt deniers pour livre, suivant le Règlement de 1551 qui y a été conservé.

Dans chaque Bureau dépendant de ces Maîtrises, il s'est introduit des tarifs d'usage depuis celui de 1632; de
façon

façon qu'il n'y a aucune regle constante : il y a même été fait des changemens arbitraires , très-préjudiciables au Commerce , dans les diverses réimpressions. Par des Edits de 1643 , 1645 , 1654 , on ordonna la levée des cinq sols pour livre de tous ces droits , tant en Provence qu'en Languedoc ; mais depuis ils furent réduits aux trois sols pour livre dans cette dernière Province.

La Traite domaniale se paye en Languedoc & en Provence , mais avec quelque différence de ce qui avoit été établi en 1577 , parce que ce droit fut substitué en 1605 , dans ces deux Provinces , à celui de Patente établi pendant les guerres civiles sur les bleds , vins , bestiaux , légumes , châtaignes , que l'on transporterait dans l'étranger & dans les Provinces où les Aides n'ont point cours : ainsi sur ces articles , où l'on voit que les pastels ont été remplacés par les bestiaux , on paye un droit conjointement avec le droit de foraine ; mais il y a une grande différence entre ces deux droits , en ce que le droit de foraine se perçoit sur toutes les denrées qui sortent du Royaume ou des Provinces de l'étendue de la Ferme pour

rentrer dans celles qui sont réputées étrangères ; au lieu que la Traite domaniale ne se leve que sur quelques especes , & uniquement lorsqu'elles sortent du Royaume ; non pas même sur celles qui entrent dans les Provinces réputées étrangères.

Les regles sur la perception de tous ces droits forment une jurisprudence très-compiquée , qui dérouté absolument le Commerce , & décourage le Négociant. Je crois devoir faire grace au Lecteur de ces détails peu agréables. Je ne parlerai point non plus des plaintes , des procès , saisies , confiscations occasionées par ces embarrassantes diversités ; des usurpations arbitraires que l'obscurité des Loix a favorisées : on n'en citera qu'un exemple remarquable.

Le bail des Fermes de 1681 portoit que toutes les marchandises vendues & déballées dans la Foire de Beaucaire jouiroient de la franchise. Dès 1682 , on imagina de forcer effectivement les Marchands de déballer dans la Foire. Rien n'étoit plus embarrassant ni plus dommageable pour les marchandises , cela devenoit même coûteux ; ainsi à force de vexations , on les força de se

rédimmer de cette formalité par un abonnement. En moins de sept ans, cette violence qui ne rapportoit pas plus de fix à sept mille livres, fit désertter la Foire; & c'est une des principales causes de sa décadence. Lorsque les Supérieurs en furent avertis, le remede venoit, mais trop tard.

Toutes les denrées qui montent, descendent ou traversent le Rhône depuis Roquemaurette jusqu'à Silveréal pour entrer en Languedoc ou pour en sortir, celles qui se transportent de Provence en Dauphiné par cette rivière, ou de Dauphiné en Provence, payent le denier de Saint André, droit d'un denier pour livre de la valeur des marchandises, avec les trois sols pour livre du droit. Il fut établi dans l'origine pour l'entretien des fortifications du Fort Saint André: depuis il a été réuni à la traite foraine, & se perçoit, comme elle, sur le pied du tarif de 1632.

A Arles se perçoivent deux droits différens: l'un de deux pour cent de la valeur des marchandises qui passent devant cette ville dans le grand Rhône, & devant le Fort appelé le Baron dans le petit Rhône: l'autre est un impôt de

trois deniers par quintal de marchandises : l'origine des deux pour cent est de 1577 : le revenu en étoit destiné au payement des troupes employées à la garde de l'Isle de Camargue & du Fort du Baron pendant les troubles. Dans l'origine , les marchandises du crû & fabrique de Provence , sortant pour l'Etranger , en étoient exemptes ; mais ce privilège a été englouti depuis comme les autres. Après diverses aliénations, les deux pour cent d'Arles furent réunis au Domaine en 1663.

Les trois deniers pour livre , appelés le liard du Baron , furent établis en 1601 pour les gages d'un Office de Contrôleur des grains ; & lors de la suppression il fut réuni au Domaine.

Le droit de Table de Mer avoit été établi dans l'origine par les Marseillois pour le nettoyage de leur Port , à raison d'un denier pour livre sur toutes les marchandises qui y entroient pour le compte des Etrangers. Depuis il fut réuni au Domaine , aliéné , & enfin il y est rejoint depuis l'année 1669. Avant cette époque , le Bureau de ce droit ayant été transféré de Marseille à Toulon , à cause de la peste , les Engagistes prétendirent qu'il devoit s'é-

tendre sur tous les Ports de la Provence. En 1633, le Cardinal de Richelieu qui s'en étoit rendu adjudicataire, prononça en sa faveur contre le Commerce. Lors de l'affranchissement du Port de Marseille, le droit de table y fut supprimé : mais on l'établit dans tous les Ports de Provence, de Languedoc & dans le terriroire de Marseille, où il se perçoit sur le pied de dix pour cent sur tout ce qui arrive par mer.

Autrefois les Négocians de Marseille jugerent à propos d'établir un Bureau du Poids, où les particuliers pûssent recourir en cas de discussion. Pour l'entretien de ce Bureau, ils formerent un petit Tarif du prix qui seroit perçu sur les marchandises pesées, les partageant en trois classes. Le droit fut fixé sous le nom de Poids & de Casse pour les Etrangers au double de ce que payoient les Citadins. Le taux le plus cher étoit douze sols par quintal pour les premiers, & six sols pour les seconds. Ce qui dans l'origine avoit été imaginé pour la commodité du Commerce ayant été réuni au Domaine, est devenu une imposition onéreuse. En 1669, le droit fut doublé en considération de l'affranchissement du Port de Marseille : mais

les Commis trouverent le moyen de l'augmenter encore en réformant à leur gré les classes des marchandises : ils prétendirent ensuite que les Marchands dans leurs boutiques ne pouvoient user de poids. Cette proposition révoltante fut soutenue en pleine Audience à la Cour des Aides de Provence en 1678 , & il fut enfin résolu que chaque particulier pourroit peser chez lui les marchandises d'un poids au-dessous de trente-fix livres. La valeur de ce droit en elle-même n'est point encore un aussi grand inconvénient que l'incommodité d'être forcé de porter à chaque vente ses marchandises du magasin au poids , la perte inestimable du tems , la multiplication des déboursés & les recherches que cette sujétion importune entraîne après soi. Il y a plus : les Régisseurs qui gardent les avenues de la Ville , arrêtent les ballots qui sortent sans une attestation du poids, quoiqu'ils n'ayent aucun besoin d'être pesés avant de les envoyer au dehors.

François I défendit l'entrée des Drogueries & Epiceries par d'autres Villes que celles de Marseille & de Lyon , & y mit un impôt de quatre pour cent. Il se perçoit dans tous les Ports du Lan-

guedoc & de la Provence : mais ce qu'il y a d'onéreux pour le Commerce, c'est que faisant partie du droit de la douane de Lyon, lorsque les drogueries & épiceries, qui l'ont déjà payé en entrant par mer, viennent à passer dans les lieux où la douane de Lyon est établie, elles payent une seconde fois le droit de de quatre pour cent.

On paye encore le droit d'un écu par quintal d'alun, établi en 1554.

Je n'ai point parlé du Dauphiné, parce qu'étant Province absolument réputée étrangère, le droit de traite foraine doit être perçu sur les frontieres.

Résumons tous les droits qui se payent dans la Provence, le Languedoc, le Lyonnois, la Bresse, le Dauphiné.

1°. La douane de Valence, droit local de trois pour cent, le plus destructif du Commerce & du produit des Fermes, qui soit dans toute la France, puisqu'il fatigue à la fois six ou sept Provinces, dont il anéantit les communications.

2°. La douane de Lyon, droit de cinq pour cent d'entrée; très-onéreux sur les matieres premieres, sur les den-

rées & manufactures qui passent dans son étendue, & qui est presque toujours accompagné du droit de la douane de Valence.

3°. La traite foraine sur les confins du Dauphiné.

4°. La traite foraine de Lyon, dont le Roi ne profite pas.

5°. La traite foraine du Languedoc, abusive, puisqu'elle est établie en Provence.

6°. La traite domaniale du Languedoc, destructive du Commerce étranger, & principalement de l'agriculture.

7°. La traite foraine de Provence.

8°. La traite domaniale de Provence.

9°. Les quatre pour cent des drogueries & épiceries, trop cher pour ce qui concerne les manufactures & la réexportation, & insoutenable pour ce qui se passe encore dans l'étendue de la douane de Lyon.

10°. Le droit de Table de Mer, impôt qui rend toute réexportation impraticable.

11°. Les deux	} embarrassans &
pour cent d'Arles.	
12°. Le liard du	} onéreux de la ma-
Baron.	
	} niere dont ils sont
	} accompagnés.

13°. Le droit de poids & de casse très-gênant pour le Commerce.

14°. Le droit sur les aluns qui méritent, ce me semble, d'être regardés comme matiere premiere.

Je ne parle point des droits uniformes par tout le Royaume, comme sur l'étain, les huiles & savons, le thé & le café, le Domaine d'Occident & les quatre sols pour livre de tous ces dtoits : j'obmets les péages particuliers.

Je demande si dans le monde entier il est un Etat où avec la moitié de ces droits seulement il se fît autant de Commerce proportionnellement qu'il s'en fait dans ces cinq Provinces.

Si un homme promettoit de doubler dans six ou sept années la masse d'argent circulant dans ces quatre ou cinq Provinces, & par conséquent d'y augmenter les revenus publics dans cette même proportion, mais à condition de supprimer la douane de Valence, les deux pour cent d'Arles, le liard du Baron, la traite foraine du Languedoc sur les frontieres de Provence, celle qui se leve au profit de la Ville de Lyon ; de diminuer de moitié le droit sur les foyes & les matieres premieres ; d'en permettre l'entrée dans les Ports du

Ponent ; de réduire à deux pour cent le droit sur les épiceries , lorsqu'elles seroient destinées pour les manufactures ou réexportées à l'étranger ; de supprimer le même droit au passage de la Ferme de Lyon ; d'anéantir le droit de la douane de Lyon pour toutes les denrées qui sortent du Royaume par la Provence , puisqu'elles y payent les droits de foraine , & sur tout ce qui passe de Province à Province réputée étrangere ou non ; de le conserver soigneusement sur le pied où il est établi à l'égard des marchandises étrangères ; d'affermir cette douane à la Ville de Lyon , en y mettant un Inspecteur au nom du Roi ; de rendre le droit de table de Mer à la réexportation des marchandises à l'étranger , de le diminuer de moitié sur les matieres premières ; de régler le droit de poids & de casse d'une maniere avantageuse au Commerce de Marseille , en le percevant une seule fois à la décharge des marchandises qui arrivent , sauf aux particuliers d'y recourir s'ils le veulent dans le cas de vente ; de diminuer de moitié le droit de traite domaniale : si , dis-je , un homme avançoit une pareille proposition , il diroit une grande

vérité & ne feroit point cru. En vain cet homme démontreroit-il que sur le pied proposé, tout Négociant qui feroit pour cent mille livres d'affaires, ne laisseroit pas de payer au Roi directement ou indirectement plus de quinze mille livres; on lui répondroit que le Commerce est une bonne chose, mais que lui ne sçait pas tout. Eh! faut-il donc sçavoir autre chose en Finance & en Commerce que raisonner & calculer? En attendant que l'expérience le justifiât, ne seroit-il pas possible de remplacer le produit de ces droits sur d'autres objets dans toutes les Provinces qui y ont intérêt; un peu sur la capitation des riches & des Villes en général, en supprimant les francs-salés; une autre portion plus forte sur les Aides ou équivalens à l'égard de la consommation intérieure, & enfin principalement sur les droits d'octrois? Un dépouillement bien fait de toutes ces douanes pendant un certain nombre d'années, démontreroit que presque toute la France seroit intéressée à supporter quelque legere portion de ce remplacement. Le profit des Peuples seroit encore immense, puisque le Prince ne retire pas deux millions de ces

douanes qu'il n'en soit perçu trois. Malgré la grande idée que j'avois de M. Colbert, je ne pouvois m'empêcher de lui reprocher d'avoir été capable de l'opération du Tarif de 1664, & d'en être resté là : mais le petit mémorial, que j'ai trouvé écrit de sa main, m'a appris à ne pas juger légèrement des actions des Ministres. Il a connu tout le mal, & il méditoit d'y remédier, tant sur les objets que nous venons de parcourir, que sur d'autres dont je ne suis pas assez au fait pour en parler.

Il est clair que le même raisonnement & la même methode pourroient s'appliquer en Anjou & sur la Loire, à la suppression du trépas de Loire, du droit des concédés, de simple, double & triple cloison, de boëte, de nouvelle imposition, de droit des Officiers des traites, de méage & autres.

Quand même cette grande réforme seroit faite, il resteroit encore des entraves assez gênantes pour le Commerce, & dont la dureté fera une matiere éternelle de reproches pour un grand nombre de Provinces. Je parle des traites foraines & de l'établissement des Bureaux sur les frontieres de celles qui veulent être réputées étrangères.

L'uniformité de Régie est assurément le bien le plus desirable pour une société bien policée : les Anglois , les Hollandois , les Danois , les Suédois sont trop bons patriotes , & trop éclairés en même tems , pour avoir opposé dans l'intérieur de leurs Provinces des barrières impénétrables à l'objet du Gouvernement. La Russie même , que nous regardons encore comme peu avancée dans les Arts & les Sciences , vient de supprimer les douanes intérieures. On prie les Négocians de balancer de sang froid les avantages & les desavantages des prétendus droits de certaines Provinces. Tout honnête homme doit sans cesse avoir devant les yeux le service public , & le maintien de cette société dont il partage les avantages : les tributs sont une nécessité ; plus le Commerce est actif , plus ils deviennent légers , & l'activité du Commerce dépend de la proportion du droit , comme de la facilité de la perception. Les Villes maritimes & les Villes commerçantes des frontieres sont un gain assuré sur toutes les denrées de l'intérieur , auxquelles elles ouvrent un passage pour aller à l'étranger ; à mesure que les communications seront plus li-

bres, les canaux du Commerce se rempliront davantage ; dès-lors ces Villes, ces Provinces, dont l'industrie leve un péage sur leur sortie, en verront accroître de jour en jour les produits.

La France ne fait pas encore le tiers du Commerce qui lui appartient ; quelle riche expectative ! Une seule crainte peut les retenir sans doute ; les droits du Prince pourront s'étendre & déconcerter toutes les spéculations que l'uniformité semble devoir produire de plus dans l'Etat. L'expérience du passé a nourri ce préjugé pendant de longues années ; mais aujourd'hui il est chimérique. Depuis un demi-siècle, on a sans cesse diminué les droits de sortie ; si le Commerce eût été plus grand, l'abondance & la prospérité publique eussent permis de les réduire encore ; & dans tous les tems, c'est une opération bien entendue que celle qui accroît sûrement les consommations tant intérieures que extérieures. Quel tems d'ailleurs fut jamais plus propice ? Les amis du Commerce environnent le Trône ; le Magistrat, l'Homme de lettres ; tout parle du Commerce & s'en instruit : sa faveur & sa liberté semblent être le vœu général de toute la Nation. On sçait aujour-

d'hui qu'augmenter les droits , ce n'est pas augmenter la recette : ce n'est plus cet ancien esprit de Finance qui dirige la conduite des Fermes ; ceux qui l'entendent véritablement , & qui y travaillent utilement , sont des citoyens zélés & recommandables , des Régisseurs éclairés. Des défiances réciproques , & presque toujours mal fondées de part & d'autre , ne tiendroient pas un moment contre une explication sincère.

Je compte parler à des Négocians qui connoissent la nature du Commerce , des progrès de la circulation des denrées , qui embrassent par un coup d'œil général toutes les parties de ce grand cercle , & qui sçauront par un calcul fort simple évaluer les produits possibles d'un Commerce libre , d'après la connoissance du produit d'un Commerce gêné. Pour aider la réflexion sur cette matière , il suffit d'examiner la position de nos Provinces relativement les unes aux autres.

P R O V I N C E S

*De l'étendue des cinq grosses Fermes,
réputées Etrangères.*

<i>Limitrophes du réputé étranger.</i>	Angoumois.
Normandie.	La Marche.
Picardie.	Limosin.
Champagne.	Xaintonge.
Bourgogne, <i>Duché.</i>	Guienne.
Bresse.	Gascogne.
Poitou.	Basse-Navarre.
Aunis.	Béarn.
Berry.	Roussillon.
Bourbonnois.	Languedoc.
Anjou.	Auvergne.
Maine.	Rouergue.
Thouars & dépen- dances.	Forest.
Chatellenie de Chan- toceaux.	Vivaraïs.
<i>Intérieures.</i>	Provence.
Isle de France.	Dauphiné.
Orléanois & dépen- dances.	Lyonnois.
Perche.	Beaujolois.
Nivernois.	Franche-Comté.
Touraine.	Lorraine.
Bretagne.	Alsace.
	Hainault.
	Flandre.
	Cambresis.
	Artois.

On peut bien voir la vérité, & ne pas la suivre ; telle est la foiblesse de notre raison : & comme il convient toujours

toujours mieux de persuader les hommes que de les contraindre, il me semble qu'il reste encore une voie pour les ramener sur l'objet dont nous parlons.

Le moyen de persuader les hommes, c'est la confiance & l'intérêt. Ce n'est ni par des gênes & des formalités nouvelles, ni par des manieres quelquefois hautaines & très-déplacées vis-à-vis de ses égaux, qu'on réussiroit à établir l'uniformité. Après la conquête de Flandre, M. de Souzy y ayant été envoyé Intendant, la premiere fois qu'il parut sur la place publique, un bon Bourgeois s'approcha de lui; & lui frappant sur l'épaule : *Monfieur*, dit-il, *ne finassez pas avec nous*. Le conseil parut bon à M. de Souzi, il le pratiqua, & fit ce qu'il voulut.

C'est avec franchise & cette bonhomie Flamande, que l'esprit seul ne donne point, qu'il convient de négocier vis-à-vis du Commerce. Un Négociant est un homme très-occupé de son objet, qui est le gain, & obligé de courir rapidement vers son but au milieu de détails infinis. Toute distraction l'importune & le fatigue, il n'a ni le tems ni la volonté de ruser tant qu'il trouve du bénéfice dans son occupation. Dans

toutes les choses qui ne lui emportent point de tems inutile , ou qui ne retranchent rien sur ce qu'il est accoutumé à regarder comme son salaire , il consent à tout avec facilité , pourvû qu'on l'expédie ; mais si une fois il découvre un dessein formé de prendre dans ses profits une plus grande part qu'à l'ordinaire , il éclate en plaintes , la défiance s'empare de son esprit , le bien même lui devient suspect. Moins il se prête aux opérations , plus on le soupçonne ; les précautions se multiplient ; à la fin le Négociant riche se décourage ; il abandonne une profession ingrate parce qu'il devient plus sûr & plus doux de ne point travailler. Ceux que la nécessité force d'y rester , luttent tant qu'ils le peuvent contre leur mauvaise destinée , renoncent aux branches médiocres de Commerce pour se jeter dans celles dont le bénéfice peut supporter les frais , les gênes , & les tirer promptement de leur état. Les plus foibles en capitaux appliquent toute leur petite industrie à éluder la contrainte & les droits ; ils y réussissent & y réussiront toujours ; quand même les formalités & le nombre des Commis tripleroient encore. C'est ce que des gens , qui ne

font au fait ni du Commerce , ni de la Finance , ont peine à faire entrer dans leur tête : une fâcheuse expérience auroit dû cependant le leur démontrer.

Il est de fait , en France comme en Hollande , en Angleterre , enfin dans tous les pays commerçans , qu'indépendamment de la bonne foi générale qui regne dans le Commerce , on ne voit point un Négociant à son aise s'amuser à frauder les droits , parce que le tems qu'il y mettroit est employé d'une manière plus lucrative à autre chose ; mais s'il l'entreprendoit , il y réussiroit certainement. De tous ceux même qui ont commencé par ce vil manège , on n'en voit pas un seul le continuer dès qu'ils ont acquis assez de capitaux pour faire face à un plus grand nombre d'affaires , à moins que le bénéfice ne soit très-considérable. Il est donc une proportion certaine entre le nombre des formalités , le prix des droits , & la conservation de la recette. J'ose dire que le Commerce la connoît mieux que les Fermiers ; & s'il étoit consulté dans ces fortes d'opérations , on y gagneroit doublement : son intérêt est de détruire la fraude qui nuit à l'égalité de condition & de traitement parmi les Mar-

chands, & qui expose sans cesse le Commerce à de nouvelles contraintes. Partout on doit exclure des Charges municipales & de la Jurisdiction Consulaire, les personnes notées sur cet article : l'ordre naîtroit d'une confiance réciproque.

L'intérêt que les Provinces peuvent avoir à l'uniformité, dépend beaucoup des circonstances ; & c'est sur elles seules que les moyens peuvent être réglés.

La Bourgogne, comme je l'ai déjà remarqué, a souffert à ses extrémités l'établissement des traites foraines ; parce qu'enclavée du côté de son principal débouché dans l'étendue des cinq grosses Fermes, elle ne pouvoit y faire entrer ses grains & ses vins, sans payer les droits exorbitans de denrées étrangères.

La Provence demanda la même chose, parce que l'aliment de son Commerce étoit les denrées du Lyonnais & du Languedoc ; elle n'avoit de débouché de ses retours que par-là. J'avoue que son exemple est peu propre à séduire, & c'est une raison de plus pour réparer cet oubli.

L'intérêt qui portera les Provinces réputées étrangères à la réunion, ne peut

donc être que celui d'une plus grande facilité de Commerce , soit avec leurs propres denrées , soit avec celles de l'intérieur.

Si l'on vouloit , par exemple , tenter l'Alsace de se réunir , il conviendrait de lui procurer quelques Manufactures , quelques établissemens , dont la consommation puisse se faire en France avec profit pour elle. Il faudroit la joindre à nos Ports par quelques canaux. Pour le présent , elle n'a que des grains & des tabacs ; la sortie de ses grains est dangereuse , parce que le défaut de liberté sur ce Commerce dans le reste de l'Etat nous tient dans une crainte continuelle de la disette ; les tabacs ne peuvent nous convenir. Les Hollandois ont détruit ses beaux bois de marine pour nous en revendre une partie ; ainsi cette Province est réduite à échanger ses denrées , dont nous ne voulons point , avec celles des Etrangers qui lui manquent : on ne peut y établir la traite foraine , ni lui ôter la matiere de son Commerce avec l'Allemagne , sans le lui remplacer auparavant par d'autres branches également ou plus utiles.

La Bretagne est dans un cas différent; elle gagne considérablement à rester dans l'état où elle est à cause de ses vins & eaux-de-vie. Plus on a chargé les vins & eaux-de-vie d'Anjou, plus les péages, & les droits infinis perçus sur la Loire, ont renchéri les denrées des Provinces des cinq grosses Fermes, & plus celles de Bretagne ont eu d'avantage. Si au contraire on eût ou réduit ou supprimé ces droits, tandis que les droits d'entrées sur les denrées du crû de la Bretagne, & même les péages eussent été perçus à l'ordinaire, il y a long-tems qu'elle eût demandé l'établissement des traites à ses extrémités. Alors on eût facilement rétabli sur les vins & eaux-de-vie d'Anjou une proportion de droits convenable pour conserver l'égalité à ceux de la Bretagne. Nantes sur-tout est la ville la plus intéressante pour l'Etat, parce qu'elle correspond à droiture avec les deux tiers de la France par la Loire; ce qu'elle gagneroit par l'uniformité & le peu d'égards qu'elle éprouve de la part des Etats de Bretagne eussent secondé la méthode que je viens d'expliquer. Si cette Province étoit un pays ennemi

qui nous eût donné la Loi, je ne pense pas que le Commerce avec elle eût été réglé plus à son avantage.

Je ne m'étendrai pas davantage sur les diverses Provinces réputées étrangères ; il me suffit d'avoir accompagné le principe que j'ai avancé de faits qui le justifient. Cependant avant de quitter la matière, je dois dire que je n'entends point par uniformité la suppression des privilèges particuliers établis dans quelques villes en faveur du Commerce général. Marseille, par exemple, est un Port franc, relativement au Commerce du Levant, parce que nos facilités sont telles pour ce Commerce, que nous sommes en état d'établir une grande réexportation des denrées qu'il fournit : or tout Commerce de réexportation exige une franchise ou un remboursement des droits à la sortie.

La ville de Bayonne a des privilèges qui ne sont pas moins précieux à la totalité du Royaume qu'à ses Habitans. Troubler son Commerce avec les Pyrénées, ce seroit tarir une mine d'argent ; plus il sera gêné, moins la Monnoye de cette ville aura d'occupation : car le travail des Monnoyes n'est

pas moins le barometre du Commerce que le Change.

Comme ces fortes de privilèges ne s'étendent point au-delà des murailles d'une ville , ils ne blessent point l'uniformité. La mer se trouve libre ; mais l'entrée de la cité par terre est gardée. Les acquits à caution sont une des plus belles inventions qui aient été pratiquées pour mettre d'accord le Commerce & la Finance ; ils parent à tous les inconvéniens de détail qui peuvent se rencontrer dans l'exécution. C'est assez parler du bien que M. Colbert vouloit faire , voyons celui qu'il exécuta.

La réforme du Tarif fut accompagnée de la permission d'entreposer les marchandises pour les réexporter sans payer de droits. Ce ne fut peut-être pas une opération moins avantageuse au Commerce que la réforme du Tarif même. Les entrepôts sont le ressort du Commerce ; mais on l'a affoibli depuis dans des tems malheureux , où l'esprit destructeur de l'ancienne Finance étouffoit , à la faveur des besoins publics , le germe fécond de l'agriculture & du Commerce. Après ces arrangements , M. Colbert adjugea la Ferme des entrées & sorties pour la somme de

de neuf millions. La politique de ce Ministre étoit de faire des adjudications publiques, afin d'éviter l'intrigue, les sollicitations, les pots-de-vin, les pensions, qui sont autant de diminutions sur les revenus du Prince, & les mauvais choix, qui ne sont pas moins préjudiciables au Peuple qu'au Souverain; enfin la dépendance où des Compagnies permanentes affectent de tenir l'Etat. C'est le parti qu'avoit pris M. de Sully; depuis on s'en étoit écarté, il fallut y revenir. M. Colbert connoissoit bien les petits inconvéniens qui en peuvent naître. Il vivoit dans un tems où la Finance étoit accoutumée à des profits excessifs; & lorsqu'on vouloit les diminuer par la concurrence, les Fermiers ou demandoient des diminutions, ou vexoient le peuple. Mais, dit-il dans son mémorial, *choisir les Compagnies seroit un remede pire que le mal. Pour soulager le Peuple il faut diminuer les droits des Fermes, & punir séverement les sous-Fermiers qui demandent des diminutions.* Il sous-entendoit, sans doute, *mal fondées*; car il ne convient pas moins au Roi que ses Fermiers gagnent, s'ils sont d'ailleurs bons Régisseurs, que de borner leurs profits.

Le point consiste à bien discuter leurs prétentions. A l'égard de la diminution des droits des Fermes, elle est quelquefois nécessaire ; mais ce remède doit avoir des bornes , & ne soulage jamais autant le Peuple que la fermeté du Ministre contre les prétentions continuelles des Régisseurs.

De tous les expédiens , le plus sûr est sans doute , comme on l'a déjà remarqué , de convenir avec les Fermiers d'une somme fixe pour le prix du Bail , & en même tems d'une somme pour la régie , sur laquelle on compte ensuite avec eux afin de partager le profit excédent. Par cette méthode , en doublant le nombre des Fermiers , afin que la moitié au moins réside dans les Provinces , l'Etat diminue considérablement le nombre des mains inutiles qui administrent ses revenus. La Régie est douce , mais exacte & éclairée ; les profits se trouvent assez considérables pour soutenir le crédit des Fermiers , si l'on s'obstine à vouloir toujours dépendre d'eux. Enfin le trésor public grossit de tout le montant de ce que gagnent les sous-Fermiers , qui ne sont utiles que dans le cas où l'on n'admet point la concurrence à l'enchere des

Fermes , de peur qu'un seul corps de Finance existant ne force la main au Gouvernement. Pour la propre satisfaction des Régisseurs , le Prince peut encore mettre des Commissaires dans les divers Comités.

Ainsi l'union des vûes politiques à la connoissance de la pratique deviendroit fort avantageuse au Peuple & aux Finances ; elle soulageroit infiniment les Ministres , & leur procureroit des détails toujours sûrs. Lorsqu'une partie seroit absolument nouvelle , pour engager les Fermiers à la faire valoir , on pourroit d'abord leur en abandonner en entier l'excédent du prix de Bail , mais toujours sous la condition d'un état au vrai des recettes & dépenses.

On pouvoit encore exiger dans un homme de la force de M. Colbert , qu'il eût connu combien l'effet des gros gains de la Finance est funeste à la prospérité du Commerce & de l'Agriculture. Aujourd'hui , par exemple , les terres s'achètent du denier vingt-cinq au denier trente-cinq dans la totalité du Royaume. Les bonnes affaires du Commerce rapportent net l'une

dans l'autre environ huit à neuf pour cent , vû la grande concurrence des Nations , les frais dont le Commerce est chargé & l'augmentation des capitaux ; la proportion existe par conséquent entre l'un & l'autre emploi de l'argent. Cependant l'intérêt légal se soutient à cinq pour cent ; & l'intérêt mercantil à six pour cent ; de façon que non-seulement plusieurs branches de Commerce sont impraticables , mais encore que tout Négociant dont le crédit & les capitaux sont médiocres , quittera un métier risquable pour courir après les emplois & les intérêts de Finance. Une affaire , où dans le plus grand revers on est assuré de trouver quinze pour cent de bénéfice , est préférable pour la douceur de la vie à toutes les autres occupations de la société. Ceux même qui n'ont pas de fonds en trouveront en partageant le bénéfice ; & quoique le nombre de ces affaires soit borné , elles sont si avantageuses , que sur l'espérance seule d'y obtenir une part , beaucoup de personnes perdront de vûe tout autre objet. En effet , les moindres rendent vingt-cinq pour cent , & il en est qui rendent

soixante & quatre-vingt-dix pour cent ; le courant a été de trente à trente-cinq jusqu'à présent *.

Ce n'est pas à cet inconvénient que se borne l'influence des gros profits de la Finance : ils engorgent la circulation dans la capitale , par l'espérance où sont les propriétaires de l'argent de trouver l'occasion de le placer d'une manière si lucrative ; & aussi parce que ces gros profits sont autant d'argent dont une partie considérable ne retourne point dans les Provinces d'où il sort ; ou s'il y rentre, c'est silencieusement, que le vuide dans la circulation de ces Provinces est très-long à se remplir ; d'où résulte un besoin d'argent continuel.

Comme d'ailleurs le nombre de ceux qui font ces profits immenses est borné , il est évident que le nombre des prêteurs dans l'Etat est plus petit que celui des emprunteurs ; ainsi l'argent est en monopole , & ne baisse point de prix. Ce sont donc les gros bénéfices de la Finance qui suspendent la proportion entre l'intérêt de l'argent & son produit, soit dans la culture des terres , soit dans le Commerce. Du défaut de cette proportion naît un engourdissement dans

* Ceci a été écrit en 1754.

plusieurs parties du Commerce & de l'Agriculture. On dit souvent que le système a enfanté le luxe de nos jours : on a raison dans un sens , mais ce n'est peut-être pas dans celui qu'on l'entend. Le système précipita toutes les valeurs dans un mouvement très-violent : ce tourbillon s'apaisa avec l'orage qui le pouffoit ; mais il en resta une activité dans la circulation des denrées qui n'y étoit pas auparavant , parce que les propriétaires des terres se libérèrent tout-à-coup. La valeur de toutes choses s'accrut ; les besoins s'aggrandirent , mais on avoit plus de faculté pour y répondre : ainsi c'étoit un luxe dont l'augmentation générale du prix des denrées étoit le principe ; il n'étoit pas ruineux. La fortune passagere des Mississipiens ne laissa aucune trace de luxe dans l'imitation. Quelques - uns de ceux qui avoient réalisé firent des fortunes considérables , mais le nombre en étoit médiocre. L'époque du luxe ruineux & d'imitation est plus récente ; on peut la rapporter aux profits de soixante millions quatre cent mille livres sur l'affaire des Restes , & de quatre-vingt-seize millions trois cent quatre vingt-deux mille six cent dix-sept livres sur le bail des

Fermes de 1726 à 1733. Depuis, l'affaire des Offices des Ports de Paris y mit le comble, en abandonnant à quelques familles pour trente-quatre millions payables en effets décrédités, ce qui en valoit cent, & en vaudroit aujourd'hui plus de cent vingt. C'est une des aliénations dans lesquelles il fut plus utile & plus facile de rentrer. C'est par ces sortes d'opérations qu'on soulage véritablement le Peuple en enrichissant l'Etat. Ces droits en Ferme ne rendroient pas vraisemblablement moins de sept à huit millions; ainsi quatre années environ suffiroient au remboursement des sommes reçues.

Si l'on veut connoître la progression du mal, il faut suivre celle des fortunes faites dans les affaires de Finance depuis l'année 1726.

Sur le bail des Fermes générales de cette année là, nous avons deux faits capitaux : l'un très-connu est le bénéfice des restes abandonnés de liv. 60400000

Le second plus ignoré est le calcul du profit de ce Bail, d'après le produit de la régie, dans la circonstan-

De l'autre part... 60400000
 ce la plus fâcheuse où elle
 se soit rencontrée. C'est un
 travail d'un très-bel ordre,
 & dans les plus grands dé-
 tails, dont la connoissance
 feroit bien propre à impo-
 ser silence à des préjugés
 que l'intérêt particulier a
 accrédités, & qui passent
 de bouche en bouche sur la
 foi d'autrui. Le bénéfice du
 Bail n'a pû être moindre
 de 96382617

 156782617

Dans cette proportion,
 évaluons le bénéfice des
 Baux suivans, y compris
 les Sous-fermes, à quatre-
 vingt-dix millions seule-
 ment 180000000

Celui du quatrième &
 cinquième Bail à soixante
 millions seulement, à cause
 de la guerre 120000000

Le bénéfice des recettes
 générales peut être estimé

 456782617

De l'autre part... 456782617
annuellement , l'un dans
l'autre , au moins trois mil-
lions fix cent mille livres ;
ce qui depuis l'année 1726,
jusqu'en 1754 forme la
somme de 100800000

Produit vraisemblable
des affaires de Finances en
vingt-huit années 557582617

Lorsque l'Etat a eu besoin d'argent dans cet intervalle, il l'a trouvé rare, parce que les gens d'affaires en possédoient la majeure partie, & qu'étant toujours en mouvement pour connoître les occasions de le placer avantageusement, leurs caisses ouvertes ou resserées à propos ont été le barometre de la disette ou de l'abondance

Ce n'est point l'effet d'un accord particulier, c'est la suite d'un calcul naturel à tous ceux qui possèdent un grand dépôt d'argent, dans quelque pays & de quelque condition qu'ils soient : comme il est naturel que le riche propriétaire de terres conserve ses grains tant qu'ils sont à vil prix, & spécule sur l'inégalité

& les accidens des recoltes pour vendre plus cher.

Le Gouvernement a cru manquer de crédit, tandis qu'il ne manquoit qu'une proportion plus raisonnable dans la fortune des sujets. Partant de ce faux principe, il s'est persuadé qu'il avoit besoin de caution ; & la fortune des gens d'affaires, qui sont extérieurement dans sa dépendance, lui a paru propre à fixer la confiance du Public. Ceux-ci ont promis leur secours, mais en faisant sentir qu'il falloit payer cette caution, ce qui étoit juste, & soutenir l'intérêt à un taux capable de déterminer les particuliers à ouvrir leurs bourses. Ces gros intérêts une fois assurés, ainsi que les assignations, les Financiers non-seulement ont été les cautions, mais encore les prêteurs. La majeure partie des fonds extraordinaires ont été fournis par eux, & le profit de ces avances a encore grossi la masse de leurs biens. Ainsi en supposant que les gens d'affaires ont seulement été créanciers de l'Etat de deux cent cinquante millions pendant quinze ans sur vingt-huit, & qu'ils ont reçu l'intérêt à dix pour cent, c'est une somme de trois cent soixante & quinze millions à ajouter à la masse de leurs

gains, ce qui fera celle de neuf cent trente-deux millions. On ne croit pas que ce calcul puisse être accusé d'exagération.

Mais indépendamment des affaires générales de Finance, & du profit des avances de deux cent cinquante millions, il s'est fait diverses affaires extraordinaires, soit par traités, soit par de petites Fermes séparées; il a été fait des fournitures immenses, soit pour la marine, soit pour les troupes de terre, vivres, munitions, hôpitaux, &c. Il y a un nombre de Trésoriers, aussi inutiles que cherement payés, par les mains desquels on fait passer des sommes qui pourroient être payés à droiture & avec une grande économie, soit par le Trésor Royal; soit par les Receveurs provinciaux. Si le bénéfice de ces nouvelles parties est seulement évalué à deux cent millions dans le cours de vingt-huit années, on aura un total de onze cent trente-deux millions de bénéfice sur les affaires du Roi dans cet espace de tems.

On ne peut gueres supposer qu'il y ait plus de huit cent personnes successivement intéressées pendant les vingt-huit années dans ces diverses affaires; & si l'on suppose que leurs dépenses ont

monté à fix cent trente-deux millions ; il leur restera encore un capital de cinq cent millions , qui forme le tiers de la masse générale de notre argent. L'argent cherche l'argent ; & chacun conçoit que ceux qui , indépendamment d'affaires lucratives par elles-mêmes , se trouvent des capitaux immenses en argent , sont en état de faire l'acquisition de tous les papiers avantageux , de spéculer sur toutes les variations de la place ; d'y influencer même , enfin d'ajouter chaque jour quelque nouveau degré à leur fortune & à leur dépense.

On n'a certainement point intention d'exagérer sur cet article , ni de rendre ces bénéfices odieux : ils sont légitimes , puisqu'ils sont accordés volontairement , & acquis par des voyes qui tiennent à la constitution politique , qu'on a jugé convenable de donner à nos Finances. Cette distribution n'est pas utile à l'intérêt général ; c'est ce qu'on a cru devoir démontrer : mais elle ne peut faire la matiere d'aucune espece de reproche à ceux qui en ont joui sur la foi & sous l'autorité publique. On a cru leurs secours nécessaires , & ils l'ont été réellement , parce que les besoins publics ne souffrent pas de retardement ,

& que les dispositions économiques ne peuvent recevoir d'exécution que dans un tems de paix & de tranquillité. D'ailleurs un des grands avantages des Financiers , c'est d'avoir des occasions fréquentes de placer avantageusement en capital des intérêts avantageux ; or il n'est point de fortune médiocre qui ne s'augmente considérablement dans sa proportion , par l'attention ou la faculté de placer annuellement à cinq pour cent l'intérêt de ses capitaux.

Le résultat de cette petite discussion sera de connoître , 1°. comment le luxe d'imitation a été porté par la nature des choses au période où nous le voyons ; 2°. que sans la profusion des personnes enrichies extraordinairement , au lieu d'un tiers de la masse de l'argent qui se trouve entre leurs mains, il y en auroit plus de la moitié ; 3°. comment il arrive que l'argent n'est pas répandu dans nos provinces , proportionnellement à l'augmentation de sa masse ; 4°. pourquoi l'intérêt se soutient aussi cher , que lorsque nous avons un tiers d'argent de moins ; 5°. pourquoi l'Etat n'a point de crédit immédiat ; 6°. comment on est parvenu à se persuader que le crédit des Compagnies de Finance étoit néces-

faire, & qu'il falloit leur conserver de gros bénéfices pour soutenir l'Etat; 7°. enfin qu'on a pris le vice de l'administration pour un principe, & que la diminution du bénéfice des affaires de Finance est le remede unique.

Au milieu des embarras inséparables d'une réforme dans les Finances d'un grand Etat, M. Colbert préparoit de loin de nouvelles sources à l'abondance publique. Ce fut en cette année qu'il fit arrêter le projet magnifique de joindre les deux mers par le canal de Languedoc. Cette entreprise avoit déjà été proposée dès le regne de François I en faisant un canal de quatorze lieues de Toulouse à Narbonne, d'où l'on eût navigué par la riviere d'Aude dans la Méditerranée: Henri le Grand & son Ministre y avoient aussi pensé: mais la gloire en étoit réservée à ce regne, dont il a fait une des merveilles. Son exécution a été plus grande, puisqu'on a donné à ce canal soixante-quatre lieues de longueur, afin de favoriser la circulation d'une plus grande quantité de denrées: l'ouvrage dura vingt ans, & M. Colbert n'eut pas la satisfaction d'en jouir.

M. le Marquis de Seignelai, digne héritier des grandes vûes de son illustre

pere, comprit en 1684, que l'exécution du grand canal ne devoit point faire oublier l'importance & la nécessité de celui de Narbonne. M. le Maréchal de Vauban l'ayant trouvé praticable, la ville de Narbonne obtint la permission de travailler à une communication avec le grand canal. L'ouvrage fut conduit aux deux tiers; mais les fonds manquèrent, & les malheurs des guerres qui survinrent firent suspendre l'entreprise. La postérité ne croira point qu'un Corps aussi respectable que les Etats de Languedoc se soit opposé à la continuation d'un ouvrage qui intéresse toute la France, & devenu d'autant plus nécessaire que la communication des mers est souvent interrompue sur le grand canal.

Si le Languedoc ne connoît pas ses vrais intérêts, ou les veut dissimuler, il paroît injuste qu'une Nation entière soit la victime de ses fautes. Celle-ci est de nature à faire penser qu'elle est le fruit d'une surprise, plutôt que d'un conseil dicté par de petits intérêts particuliers. Ce n'est pas que le canal de Narbonne fût seul pour faire jouir la France de tous les avantages que lui offre la communication des deux mers. La durée du grand canal, la facilité de

la navigation, & l'économie du Commerce, gagneront probablement beaucoup le jour où le Roi rentrera dans cette aliénation de son Domaine, ou la transportera aux Etats de la Province qui y a contribué pour près de moitié. L'achat de la juridiction du canal est la seule propriété des cessionnaires dans ce grand ouvrage, & n'est pas un remboursement onéreux. En attendant il est clair que, si le canal de Narbonne n'est pas utile au Commerce, les entrepreneurs seuls y perdront, & l'Etat aura toujours une ville commerçante de plus : s'il est utile, il doit être achevé. L'heureuse constitution des Provinces d'Etats les rend responsables de tout le bien qui peut exister dans leur intérieur.

C'est dans le tableau des Finances que nous trouverons les causes naturelles des especes de prodiges de ce Ministère.

Depuis 1663 les Tailles étoient diminuées d'un million ; les Fermes montées d'autant ; les autres droits également : ainsi la recette totale étoit plus forte d'un million, & les parties du Trésor Royal augmentées de près de trois millions.

Le Ministre signala encore l'étendue de son génie par l'établissement de l'Académie de Peinture qu'il forma dans cette année , & par l'Ecole qu'il fonda en 1667 à Rome pour les François. Tous les arts se tiennent par la main : à l'honneur qui rejaillit sur la Nation d'avoir fourni des émules aux Raphaëls , aux Caraches , aux Rubens , on peut ajouter la réputation de nos belles tapisseries des Gobelins & de Beauvais. Le goût du dessin dans une partie moins brillante à la vérité , soutient nos manufactures de foyeries.

RÉCAPITULATION des Revenus & des Charges en 1664.

	Revenus.	Charges.
Fermes générales	42327532 liv.	16574221 liv.
Autres Fermes	630000	245123
Recettes générales des Pays d'Élections	36875679	16877975
<i>Idem.</i> Des Pays d'États.	1792540	1321393
Bois, Revenus Casuels, Monnoie, Taillon,		
&c.	3345483	146623
Dons gratuits des Pays d'États	4172085	359879
Total	8943311 liv.	35525214 liv.
Net	53718105 liv.	

ANNÉE 1665.

Ces beaux & utiles établissemens furent fréquens sous ce Ministère qui favoit les payer , bien assuré que ce n'étoit que de l'argent avancé à gros intérêt. Les Manufacturiers appelés de tous côtés par des récompenses , fondoient dans nos Provinces des maisons de travail , plus utiles que les hôpitaux. Les Van-Robais apportèrent cette année la manufacture des draps d'Hollande à Abbeville. Les manufactures de draps , de serges , de tanneries , & de courroieries furent augmentées & perfectionnées ; les points de Gênes & de Venise apportés en France ; la manufacture des glaces ; les métiers à faire des bas , dérobés à l'Angleterre dès 1656 par deux Négocians de Nîmes associés à ce dessein , se multiplièrent. Les fonderies & batteries de cuivre & d'airain battu , la fabrique du fer blanc , celles des cordages , des toiles à voile , épargnerent bien-tôt de grandes sommes à la France.

Ce n'étoit qu'en libérant les revenus de l'Etat , qu'il étoit possible de faire face à ces dépenses , & à celles des bâ-

timens que le Roi avoit entrepris : on travailloit continuellement à rembourser les rentes : tous les porteurs de contrats des rentes indéfinies furent tenus de rapporter leurs titres, & d'attester par serment la valeur qu'ils en avoient donnée réellement. Comme la plûpart appartenoient à des traitans, qui se les étoient fait donner en payement de prétendus remboursemens, & que celles qui avoient été achetées de bonne-foi, s'étoient vendues au denier deux & trois, le rachat d'une partie coûta fort peu de chose, & l'autre partie fut éteinte à titre de restitution.

Les rentes créées depuis 1656 se trouvoient à-peu-près dans les mêmes circonstances; elles furent supprimées, & les propriétaires remboursés sur le pied des liquidations : elles montoient seules à la somme de huit millions cinq cent soixante & douze mille quatre cent trente-six livres. Les anciennes rentes avoient partagé l'avalissement des autres, & les arrérages ne s'en payoient plus depuis fort long-tems que sur le pied de deux quartiers ou deux quartiers & demi : l'incertitude & la confusion des événemens en tenoient le capital beaucoup au-dessous

même du taux des arrérages; elles furent réduites sur un pied proportionné, & le prix du remboursement réglé en cas qu'il plût au Roi de le faire. Les rentes qui de mille livres originales recevoient six cent vingt-cinq livres, furent réduites à cinq cent livres, & le remboursement réglé à neuf mille livres.

Celles qui de mille livres originales recevoient cinq cent soixante-deux livres dix sols, furent réduites à quatre cent cinquante livres; le remboursement réglé à huit mille cent livres.

Celles qui de mille livres originales recevoient cinq cent livres de rentes furent réduites à quatre cent livres, & le remboursement réglé à sept mille deux cent livres.

Les rentes appelées petites Tailles, furent les plus maltraitées, puisqu'elles furent réduites à trois cent livres de rentes par mille livres originales: dès le tems de leur création elles avoient été si peu ménagées, qu'elles perdoient dès-lors même moitié sur le capital.

Il est constant que le Ministre ne faisoit aucun tort aux propriétaires de les rembourser sur le pied du capital qu'ils avoient réellement payé; & même

d'imputer, comme il fit, l'excédent des jouissances au-delà du denier dix-huit en capital : mais il convenoit, ou de les rembourser, ou de laisser subsister les quartiers d'arrérages tels qu'ils se payoient : enfin en réduisant les arrérages il étoit juste au-moins de ne pas limiter pour le remboursement une somme au-dessous de ce que la vente en auroit produit dans le Commerce.

La prudence ne l'exigeoit pas moins que l'équité, puisque c'étoit annoncer au Public fort peu d'égards pour ces engagemens, inspirer la défiance envers l'Etat, & entre les Citoyens même, par l'incertitude de la propriété.

On ne peut donner un exemple plus frappant de la délicatesse des opérations qui regardent le crédit, que d'observer combien les rentes sur les Tailles furent décriées pendant tout le regne de Louis XIV. M. Colbert n'osa, pendant son Ministère, en proposer au Public : & l'origine de cette différence étoit prise dans le traitement différent qu'avoient essuyé les propriétaires des rentes affectées sur ce fonds. On avoit alors fort peu d'idées sur le crédit ; aujourd'hui la chute d'un effet public entraîneroit celle de tous les autres.

Quoiqu'il paroisse clairement par la conduite de M. Colbert pendant tout le cours de son Ministère, qu'il étoit fort éloigné de la maxime pernicieuse des emprunts perpétuels, il ne laissa pas d'être forcé par les circonstances d'en ouvrir quelques-uns. Ce fut toujours avec de grandes difficultés qu'il parvint à se procurer ces sortes de secours, & il n'eut de ressource que celle de tenter les propriétaires de l'argent par un intérêt au-dessus du cours. Quelque soin qu'il prît d'étayer les gens d'affaires par son propre crédit, quelquefois même par des avances, enfin de montrer la plus grande exactitude, l'intérêt des sommes qu'il emprunta des Financiers fut toujours à dix pour cent : les rentes qu'il créa furent remplies avec peine au denier quatorze & dix-huit. Si depuis la caisse d'emprunt lui fournit de l'argent à cinq pour cent, ce ne fut jamais pour une somme bien considérable, & uniquement à cause de la liberté qu'il laissoit aux particuliers de retirer leur argent à leur volonté.

La cause de ce discrédit dans un tems d'ordre, s'explique par quelques-unes des premières opérations de ce Mini-

stère à l'égard des anciens engagements de l'Etat. Il faut convenir que la confusion & les détresses dans lesquelles les usures des traitans l'avoient plongé, étoit une de ces situations au-dessus des règles communes d'un crédit encore susceptible de ménagement, en même-tems qu'elles sont commodes à un Ministre qui se sent du courage & de l'autorité. Mais le remboursement des anciennes rentes, créées sur la foi publique, & à prix d'argent, fait avec un capital au-dessous de l'intérêt courant, & un nouveau retranchement d'arrérages, à la suite de ceux qu'avoient déjà éprouvé ces rentes, la préférence accordée aux unes sur les autres, portèrent une allarme générale dans les familles, dont le résultat fut une longue défiance dans les effets royaux.

La suite de cette impression fâcheuse fut d'obliger M. Colbert de recourir dans le besoin à quelques créations de Charges; sorte d'emprunt toujours féduisant pour les François, & plus dangereux encore pour l'Etat que les rentes; de forcer un peu l'imposition, & de recourir aux traités extraordinaires, dont le ravage est passager, mais
infiniment

infiniment dur & odieux aux Peuples qui sont livrés par ces traités à l'avidité des particuliers.

Il est souvent impossible que le Peuple trouve de quoi fournir à toutes les dépenses forcées d'une guerre , sans ressentir un degré de misère capable de rendre inutiles dans la suite les avantages de la paix , & de conduire l'Etat à l'impuissance. C'est donc par une combinaison réfléchie sur les facultés du Peuple , & sur la ressource du crédit , qu'on parvient à se procurer les sommes nécessaires aux circonstances. L'abus n'est pas dans l'usage du crédit , ou dans l'emprunt même , mais dans les suites de l'emprunt , dont le remboursement n'est pas fixé , & consommé dans un petit nombre d'années. Du tems de M. Colbert , on ne connoissoit pas les annuités , ni même les rentes tournantes , infiniment moins commodes pour la négociation & les arrangemens domestiques que les annuités.

Mais les billets de la caisse des emprunts , affectés sur le revenu des Fermes , aussi commodes que les annuités pour les prêteurs , sans l'être cependant autant pour l'Etat , lui eussent procuré une grande étendue de ressources ,

s'il se fût dans ces tems contenté d'éteindre les fausses dettes, de réduire les engagemens usuraires. Les remboursemens qu'il avoit dessein de faire eussent été un peu plus longs ; mais il convenoit plutôt d'y affecter une nouvelle imposition pour les abrégier , que de s'exposer à la défiance & au discrédit.

Cette discussion a paru nécessaire pour fixer l'attention du Lecteur sur les suites de cette opération, & sur l'enchaînement des conséquences qu'introduit dans l'Etat un bon principe négligé , ou un principe mal vû.

La permission de payer l'annuel fut accordée pour trois ans aux Officiers des Cours supérieures de Paris , sans être tenus à aucuns prêts ni avances ; mais les Trésoriers de France & les Officiers des Jurisdicions du ressort ne furent admis à l'annuel qu'en payant un sixieme du prix de leurs Offices sur le pied de l'évaluation de 1638 ; le reste des Officiers de Finance, Justice & autres furent taxés au cinquieme.

Le Ministre voyoit avec peine le revenu considérable des Greffes aliéné ; il réunit cette année au Domaine les Greffes des Cours supérieures, & obligea les Engagistes des autres Greffes,

de prendre des lettres de ratification, en rapportant leurs titres.

La recherche des usurpations du Domaine ne laissoit pas de troubler beaucoup de personnes qui avoient bâti sur des terrains inutiles appartenant au Roi, ou amélioré des terres abandonnées ; mais cette sorte d'usurpation étant utile en elle-même , la jouissance leur en fut abandonnée en payant annuellement le vingtième du revenu. Peu de tems après, le Bail des Domaines fut adjudgé pour onze cent soixante mille livres. Le Roi mit aussi fin aux poursuites de la Chambre de Justice : il accorda une abolition entiere à tous les Comptables , à condition de payer les taxes qui leur seroient imposées au Conseil. Il paroît qu'on avoit découvert pour trois cent quatre-vingt-quatre millions sept cent quatre-vingt-deux mille cinq cent douze livres de fausses Ordonnances de comptant.

Dans le plan qu'avoit formé M. Colbert de déraciner l'oïseté , de favoriser l'industrie & d'accroître les revenus publics , sans surcharger le Peuple par de nouveaux impôts , il ne pouvoit finir les travaux de cette année par une opération plus habile que la réduction

340 *Recherches & Considérations*
des intérêts de l'argent du denier dix-
huit au denier vingt , taux auquel ils
sont encore aujourd'hui. Les motifs &
les effets en sont si bien exposés qu'il
est utile de transcrire ici cet Edit.

*Edit du mois de Décembre 1665 , portant
réduction des constitutions des rentes
du denier dix-huit au denier vingt.*

« LOUIS, &c. L'affection que nous
» portons à nos Sujets nous ayant fait
» préférer à notre gloire & à l'agran-
» dissement de nos États, la satisfaction
» de leur donner la paix ; nous avons
» en même tems employé nos princi-
» paux soins pour leur faire recueillir
» les fruits d'une parfaite tranquillité ;
» & comme le Commerce , les Manu-
» factures & l'Agriculture sont les
» moyens les plus prompts , les plus
» sûrs & les plus légitimes pour mettre
» l'abondance dans notre Royaume ,
» aussi nous n'avons rien oublié de tou-
» tes les choses qui pourroient obliger
» nos Sujets de s'y appliquer. Et quoique
» la protection que nous y donnons , &
» les établissemens de diverses Manu-
» factures qui ont été faites par nos or-
» dres & de nos deniers, apportent dès

» à-présent un notable soulagement à
» un très-grand nombre de familles qui
» trouvent leur subsistance dans leur
» travail , & d'autres avantages pro-
» portionnés à leurs conditions ; & que
» d'un si heureux commencement nous
» ayons tout sujet de nous promettre
» des succès encore plus utiles & plus
» avantageux ; néanmoins les gros in-
» térêts que le change & rechange de
» l'argent produit , & les profits exces-
» sifs qu'apportent les constitutions de
» rentes , pouvant servir d'occasion à
» l'oïseté & empêcher nos Sujets de
» s'adonner au Commerce, aux Manu-
» factures & à l'Agriculture ; & d'ail-
» leurs la valeur de l'argent étant beau-
» coup diminuée par la quantité qui en
» vient des Indes , qui se répand dans
» nos Etats : nous avons estimé néces-
» faire d'en diminuer pareillement le
» profit , pour mettre quelque sorte de
» proportion entre l'argent & les cho-
» ses qui tombent dans le Commerce.
» A quoi même nous sommes conviés
» par l'exemple des Rois Henri le Grand
» notre ayeul , & de notre très-honoré
» Seigneur & Pere , qui auroient or-
» donné par leurs Edits des années 1601
» & 1634 , que les intérêts qui se

» payoient lors demeureroient réduits
» du denier quatorze au denier seize ,
» & du denier seize au denier dix-huit ;
» nous avons à cet effet résolu , ainsi
» même qu'il se pratique le plus ordi-
» nairement à présent dans les contrats
» de constitutions de rentes , d'y ap-
» porter de la modération , & de fixer
» à celles qui se feront ci-après un pied
» convenable & proportionné au prix &
» quantité de l'argent qui a cours dans
» notre Royaume ; & voulant aussi facili-
» ter à nos Sujets les moyens de réparer
» les dégats, ruines & desordres qu'ils ont
» soufferts dans leurs maisons & biens ,
» pendant la durée d'une longue guerre,
» en apportant une juste modération
» aux intérêts des sommes qu'ils pour-
» ront être obligés d'emprunter pour les
» remettre en valeur. A CES CAUSES ,
» & autres considérations à ce nous
» mouvant , de l'avis de notre Conseil
» & de notre certaine science , pleine
» puissance & autorité Royale , nous
» avons statué & ordonné , & par ces
» présentes signées de notre main , sta-
» tuons & ordonnons , voulons & nous
» plaît , que les deniers qui seront ci-
» après donnés à constitution de rente
» par nos Sujets , de quelque qualité &

» condition qu'ils soient , ne puissent
» produire par an un plus haut intérêt
» que celui du denier vingt , auquel
» nous avons réglé , réduit & modéré
» lescdites constitutions dans toutes les
» Provinces & Jurisdiccions de notre
» Royaume , Terres & Pays de notre
» obéissance ; ce faisant , défendons
» très-expressement à tous Notaires &
» Tabellions & autres , de recevoir ou
» passer aucuns contrats de constitution
» de rentes à plus haute raison que celle
» du denier vingt , à peine de priva-
» tion de leurs charges , & d'être les-
» dits contrats déclarés usuraires , &
» procédé extraordinairement contre
» ceux au profit desquels lescdites cons-
» titutions auront été passées , & de
» perte du prix principal applicable à
» l'Hôpital général des lieux où lescdits
» contrats auront été passés ; & en
» conséquence faisons très-expres-
» sions & défenses à tous Juges de
» rendre aucuns jugemens , sentences
» de condamnation de plus grands in-
» térêts , sous les mêmes peines ; décl-
» rons en outre nulles & de nul effet
» & valeur les promesses qui pourroient
» être ci-après passées portant intérêts ,
» même celles de change & rechange ,

» si ce n'est à l'égard des Marchands fré-
» quantans les Foires de notre ville de
» Lyon pour caufes de marchandifes ,
» fans fraude toutefois ni déguifement ,
» le tout fans préjudice defdites confi-
» tutions qui fe trouveront avoir été
» faites jufqu'au jour de la publication
» des présentes , lesquelles feront exé-
» cutées comme elles auroient pû être
» auparavant ,.

L'avantage de la précédente réduction étoit encore préfent à la mémoire de tout le monde , & perfonne n'imagina de faire la moindre difficulté fur l'utilité de celle-ci.

On voit par cette table que chaque année augmentoit les revenus du Prince en foulageant les Sujets.

ETAT DES REVENUS

en 1665.

	Revenus.	Charges.
Fermes générales	45014595 liv.	14414750 liv.
Autres Fermes	630000	285164
Recettes générales des Pays d'Elections	35345219	13178785
<i>Idem.</i> Des Pays d'Etats	1612341	1302913
Dons gratuits des Pays d'Etats	4322385	394342
Bois, Revenus Casuels, Taillon & Solde	3529101	229288
Total	88453641 liv.	29805242 liv.

Net 58648399 liv.

Les impositions diminuerent cette année au total de deux millions environ ; les Tailles en particulier de quinze cent mille livres ; les charges de l'Etat de près de six millions ; ainsi le Peuple fut foulagé réellement de ces deux millions depuis 1664 , & les parties du Trésor Royal augmentèrent de près de cinq millions.

A N N É E 1666.

La guerre vint troubler un repos employé si utilement pour les Peuples. Les intérêts du Commerce de l'Afrique avoient brouillé la Hollande & l'Angleterre. Le Roi , après avoir inutilement employé ses bons offices pour appaiser leur querelle , fut contraint de suivre la Loi des Traités ; & de prêter aux Hollandois le secours auquel il s'étoit engagé par la ligue défensive conclue avec eux en 1662. La marine de France étoit déjà en état de faire pencher la balance. Telle avoit été l'activité & l'économie de M. Colbert , qu'en moins de cinq ans trente-six vaisseaux avec quinze brulots dans la Méditerranée , quatorze vaisseaux de ligne & cinq brulots dans l'Océan , parurent des spectacles nouveaux & inopi-

nés. Ce n'étoit pas la moitié des forces maritimes qu'il avoit deffein d'entretenir ; mais ce qu'il y a de plus furprenant encore , c'est le courage de n'avoir pas un moment defespéré du succès dans un pays qui n'avoit ni matelots , ni arsenaux , ni finances. Les bons principes sous lesquels il envisagea cette dernière partie , furent le fondement sur lequel tout le reste prit une assiette solide : l'ordre dans l'administration ramena l'abondance ; les faveurs répandues sur le Commerce en assurèrent la durée , en même tems qu'elles formoient de nouveaux matelots & rappelloient en très-grand nombre ceux que nous avions au service de toutes les Nations. On ne peut se lasser d'admirer la nôtre : il faut qu'elle agisse ; & propre à toutes les entreprises , à toutes les professions , elle a toujours exercé dans les autres pays les genres d'industrie négligés ou gênés dans le sien. M. Colbert se donna des soins infinis pendant de longues années pour recouvrer ces sujets précieux , que l'aisance avoit naturalisés chez les Etrangers : matelots , artistes , manufacturiers ; il y en avoit de tous les genres. Tandis que la France achetoit chèrement l'établissement

des points de Venise & de la Manufacture des glaces , des François , autrefois chassés par la misere , s'occupoient encore à Venise à soutenir ces fabriques.

L'économie n'eut pas moins de part à ces succès : sans elle comment eût-il réussi tout-à-la-fois à construire des vaisseaux , à les armer , à entretenir sans cesse le fonds & l'assortiment de ses magasins , à élever de superbes arsenaux ? Car rien n'étoit commencé avant lui.

L'arsenal de Rochefort fut le premier auquel on travailla ; sa position avantageuse à bien des égards ne dédommagea point cependant de l'air mal-sain qui y regne , de la mauvaise qualité de ses eaux , & des sommes qu'il coûta. Successivement les arsenaux de Brest & de Toulon , les plus beaux de l'Univers , furent établis ; il n'en manquoit plus qu'un , le plus essentiel de tous , à la Hogue , dont le projet périt avec l'industrie de M. Colbert à en trouver les fonds. La dépense de ce Port n'excéderoit pas celle de vingt vaisseaux de ligne ; son entretien seroit moins coûteux , & la force de cette position équivaldroit à celle de vingt vaisseaux , lorsqu'une fois nous en au-

rions soixante & dix à mettre en mer.

L'économie qu'employa M. Colbert à ces grandes opérations consista dans l'exactitude du payement , l'adjudication publique & annoncée à l'avance de tout ce qui pouvoit être fait par entreprise ; l'abandon de certaines fournitures par commission à divers Négocians intéressés pour en conserver la préférence , à y apporter du choix & de l'économie ; l'emploi d'un petit nombre de surveillans fideles ; enfin le plus grand ordre dans les magasins pour la conservation de chaque espece , & la distinction de ses proportions ; méthode facile & qui prévenoit de grandes dissipations. Son habileté fut d'écouter doucement même les contradictions , & sur-tout de porter un coup d'œil très-sûr sans minutie dans les plus petits détails. C'est une chose presque inconcevable de voir écrits de sa main les projets de tous ces établissemens , de l'y voir descendre dans le détail de la pratique la plus consommée. Quelle tête , quelle justesse d'idées ! aussi sa maniere de travailler étoit-elle excellente. Descendant toujours du général au particulier , il n'oublioit rien ; de telle nécessité dérivait telle autre né-

350 *Recherches & Considérations*
cessité ; chaque idée avoit sa place propre & véritable.

Ce n'étoit pas seulement en faveur de la Marine militaire qu'étoient prodigués les trésors de l'État ; la Marine marchande , qui en est la base , éprouvoit chaque jour de nouvelles sûretés , par l'attention à réparer les Ports : celui de Cette fut nettoyé & son mole construit.

Au milieu de ces utiles profusions , malgré la dépense de la guerre & les préparatifs de plus grands desseins encore , M. Colbert ajoutoit un nouvel éclat à la dignité de son Maître , en répandant ses largesses sur les Artistes & les Sçavans , les personnages distingués en tous genres , tant regnicoles qu'étrangers. Sa main bienfaisante fonda aux Sciences un Temple qui n'a pas cessé un moment de mériter la vénération de l'Europe : dès l'année 1663 , il avoit établi l'Académie des Médailles & Inscriptions , qui fut perfectionnée en 1701 , & qui fixe dans la Nation un goût pour l'érudition , indépendant du caprice des modes , dont l'esprit & les connoissances subissent l'empire comme toutes les autres choses.

Ce Ministre , qui méritoit si bien de

l'humanité , sembla , pour ainsi dire , chercher à étendre la matiere de ses bienfaits ; il encouragea la population par une Loi que l'on peut regarder comme un des plus baux monumens de son administration , quoique susceptible de recevoir quelque perfection dans son exécution.

*EDIT donné en faveur des Mariages au
mois de Novembre 1666.*

« LOUIS , &c. Bien que les maria-
» ges soient les sources fécondes d'où
» dérivent la force & la grandeur des
» Etats , & que les Loix saintes & pro-
» fanes ayent également concouru pour
» en honorer la fertilité , & la favori-
» ser de leurs graces ; néanmoins nous
» avons trouvé que par la licence des
» tems, les privilèges étoient anéantis ,
» & la dignité des mariages déprimée :
» Dans le dessein que nous avons d'en
» relever les avantages , nous croirions
» manquer à ce que nous devons à la
» félicité de notre Regne , si pour don-
» ner des marques de la considération
» que nous avons pour ce lien sacré &
» politique, nous n'accordions, à l'exem-
» ple de tous les siècles , des distinctions

» d'honneur à sa fécondité , & des pré-
» rogatives qui en rendent le mérite
» plus recommandable. En effet , nous
» ne fçaurions approuver que les Ro-
» mains , ces sages Politiques qui ont
» donné des Loix à toute la Terre , &
» regné par tout l'Univers , bien plus
» sûrement par la sagesse & la justice
» de leur gouvernement , que par la
» terreur de leurs armes , ayant ac-
» cordé des récompenses aux Peres qui
» donneroient des enfans à l'Etat , &
» fourniroient des colonnes à l'Empire ,
» pour répandre par tout le monde la
» grandeur de leur nom , leur gloire &
» la réputation de leur vertu ; & par
» des usages contraires que nous appre-
» nons être reçus dans les Tribunaux
» de notre Royaume , ceux de nos Su-
» jets qui vivent hors le mariage , soient
» plus favorablement traités dans la
» contribution aux charges publiques ,
» que ceux lesquels s'y trouvent enga-
» gés ; & d'ailleurs , informés de l'usage
» particulier de notre Province de Bour-
» gogne , suivant lequel tout homme &
» femme qui ont douze enfans vivans ,
» jouissent de l'exemption de toutes im-
» positions. A quoi desirant pourvoir ,
» en étendant ces mêmes graces à tous
» les

» les Sujets de notre Royaume , & en
» leur en accordant de nouvelles. A
» CES CAUSES , & autres considéra-
» tions à ce nous mouvant , de l'avis
» de notre Conseil , & de notre grace
» spéciale , pleine puissance & autorité
» Royale : nous avons statué & ordon-
» né par ces présentes signées de notre
» main , statuons & ordonnons , vou-
» lons & Nous plaît , que dorénavant
» tous nos Sujets taillables qui auront
» été mariés avant ou dans la vingtie-
» me année de leur âge , soient & de-
» meurent exempts de toutes contribu-
» tions aux tailles , impositions & au-
» tres charges publiques , fans y pou-
» voir être compris ni employés qu'ils
» n'aient vingt-cinq ans révolus & ac-
» complis : & à l'égard de ceux qui se-
» ront mariés dans la vingt-unieme an-
» née de leur âge , qu'ils jouissent de la
» même exemption jusqu'à la vingt-qua-
» trieme année de leur âge accomplie.
» Comme aussi , nous voulons & nous
» plaît que tout pere de famille qui au-
» ra dix enfans vivans nés en loyal ma-
» riage , non Prêtres , Religieux , ni
» Religieuses , soit & demeure exempt
» de la collecte de toute taille , taillon ,
» sel , subside & autres impositions , de

» tutelle , curatelle , logement de gens
» de guerre , contribution aux ustenci-
» les , guet , garde & autres charges ;
» si ce n'est qu'aucun desdits enfans soit
» mort portant les armes pour notre
» service , auquel cas il sera censé &
» réputé vivant. Voulons pareillement
» que tout pere & chef de famille , qui
» aura douze enfans vivans & décé-
» dés comme dessus , soit en outre
» exempt de toutes tailles , taillons ,
» subsides & impositions : comme au
» contraire tous nos Sujets taillables ,
» qui ne seront mariés dans la vingtie-
» me année de leur âge , soient com-
» pris & imposés aux tailles & autres
» charges & impositions publiques à
» proportion de leurs biens & moyens ,
» commerce , arts , métiers & autres
» emplois auxquels ils se feront adon-
» nés : & comme la Noblesse est l'ap-
» pui le plus ferme des Couronnes , &
» qu'en la propagation des familles des
» Gentilshommes consiste la princi-
» pale puissance de l'Etat ; aussi vou-
» lant témoigner la principale considé-
» ration que nous en faisons , & nous
» réservant de donner des marques plus
» particulieres de notre estime à ceux
» qui se signaleront par leur vertu ,

» nous avons ordonné & ordonnons
» par ces présentes, voulons & nous
» plaît, que les Gentilshommes & leurs
» femmes qui auront dix enfans nés en
» loyal mariage, non Prêtres ni Reli-
» gieux ni Religieuses, & qui seront
» vivans, si ce n'est qu'ils soient décé-
» dés portant les armes pour notre ser-
» vice, jouissent de mille livres de pen-
» sion par chacun an : comme aussi que
» ceux qui auront douze enfans vivans
» ou décédés comme dessus, jouissent
» de deux mille livres de pension. Vou-
» lons pareillement & nous plaît que les
» habitans des Villes franches de notre
» Royaume, Bourgeois non taillables
» ni Nobles & leurs femmes, qui au-
» ront eu douze enfans comme dessus,
» jouissent en l'un & l'autre cas de la
» moitié des pensions accordées aux
» Gentilshommes & à leurs femmes,
» aux mêmes conditions mentionnées
» ci-dessus, & qu'ils demeurent en ou-
» tre exempts du guet, garde & autres
» charges de Ville, &c ».

Un si bel Edit ne paroïssoit pas sus-
ceptible de modification; cependant la
Cour des Aides y en apporta une bien
capable d'en diminuer les bons effets.
Elle porte, “ que les fils de famille mi-

„neurs de vingt-cinq ans , demeurant
„avec pere & mere , & ne faisant ni
„trafic ni commerce , ne tenant Ferme
„d'autrui , & ne possédant aucuns
„biens , ne pourront être imposés aux
„tailles».

Si les parens qui ont élevé une nombreuse famille , qui l'ont accoutumée de bonne heure au travail , méritent une récompense , n'est-il donc pas juste de punir des parens qui nourrissent de grands inutiles de vingt ans ? C'est ainsi que les Loix même ont protégé l'oisiveté , qu'elles ont enhardi ces prétendus fils de famille à regarder ce genre de vie comme le plus approchant de l'état noble !

Lorsqu'en Janvier 1683 , le Roi révoqua les privilèges en faveur des mariages , le motif porté dans sa Déclaration étoit que les Officiers des Elections & des Cours des Aides ne laissoient pas de confirmer la jouissance du bénéfice des peres , dont les enfans étoient morts sans être au service de Sa Majesté , & que cet abus retomboit à la charge des autres sujets. Mais il semble que le Roi avoit assez d'autorité pour contraindre ses Officiers à se conformer à l'esprit de la Loi sans la révoquer. Si son effet

avoit été capable de produire une diminution sensible sur les tailles , ne devoit-on pas se féliciter ? Et ne seroit-ce pas un motif pour renouveler au moins de tems en tems un pareil reglement ? Lorsque le travail est abondant, & il l'est partout où il se trouve en sûreté ou honoré , lorsque les impôts sont assis sur de bons principes , n'est-il pas évident que chaque homme de plus dans la société lui apporte de nouveaux avantages ? S'introduit-il dans la société quelque avantage qui n'augmente les revenus publics ? On ne peut disconvenir cependant que le nombre de douze enfans ne soit trop considérable , si l'on fait attention à la difficulté de les élever : il seroit peu onéreux aux Finances de réduire le nombre à neuf, mais en n'affectant l'exemption qu'aux familles des cultivateurs , afin que cet ordre jouisse d'un avantage & d'une distinction qui invitent les hommes à y rester : toute déduction sur le produit des impositions forcées rentreroit par les droits de consommation à peu de chose près : on auroit cependant multiplié les hommes & les valeurs dans l'Etat.

Ce soin important de la population, le premier sans contredit du Législateur

habile, fut le motif d'une autre Ordonnance (Edit du mois de Décembre mil six cent soixante-six, enregistré le 31 Mars 1667) pour arrêter l'accroissement excessif des Communautés Religieuses. La misere & la licence des tems les avoient beaucoup plus multipliées depuis un siecle que dans les quatre siecles précédens : de maniere, dit Sa Majesté, qu'en beaucoup de lieux, elles tiennent & possèdent la meilleure partie des terres & des revenus ; qu'en d'autres elles subsistent avec peine, pour n'avoir été suffisamment dotées. Elle déclare en même tems que son dessein est qu'il ne s'en établisse aucune à l'avenir, & prescrit les formalités qui doivent s'observer, soit pour parvenir à la suppression de toutes celles qui sont établies depuis trente ans sans Lettres-Patentes, soit contre celles qui s'établiront sans autorité. Les Séminaires n'étoient point compris dans cette Déclaration, & il y étoit enjoint aux Evêques de les instituer dans leurs Diocèses de la maniere la plus convenable, afin de pourvoir à leur dotation par des réunions de Bénéfices ou assignations de pensions. Mais pour plus grande sûreté, l'Edit révoque toutes Lettres de

permission d'établir des Communautés dans les lieux même où elles feroient appellées , & toutes Lettres d'amortissement même vérifiées.

Dès 1661 , on avoit été obligé de défendre aux particuliers de vendre ni de léguer à fonds perdu aux Communautés Ecclésiastiques , même aux Hôpitaux , aucuns deniers comptans , héritages ou rentes. N'eût-il pas convenu de rappeler en même tems la belle Ordonnance de Charles IX , sur l'âge auquel il est permis de faire ses vœux ? (Ordonnance d'Orléans , art. XIX de l'état Ecclésiastique.) Cette Loi promulguée sur le vœu général de la Nation n'est point révoquée ; elle subsiste ; sans rien innover , on peut la remettre en vigueur , & tenir la main à son exécution pour l'avenir. Ce n'est pas qu'il ne soit facile de faire encore plus sûrement le bien , & un bien dont le besoin est très-pressant , en défendant purement & simplement dans les Monasteres de recevoir des vœux avant l'âge de vingt ans pour les personnes du sexe , & de vingt-cinq pour les hommes , sous peine de deux mille écus d'amende pour chaque sujet , applicables aux Hôpitaux , & payables solidairement , tant

par les familles que par les Communautés. Ne seroit-il pas également convenable de réunir toutes les Maisons pauvres à celles du même Ordre qui sont riches, & qui n'ont pas le nombre de sujets proportionnés à leur revenu ?

Il paroît qu'alors, & depuis, on ne fit point attention aux possessions des gens de main morte dans les Colonies ; ce qui ne mérite pas moins d'attention que dans la Métropole. Les Couvens de filles de la Martinique reçoivent des professes & des dots au détriment de la population.

Les Edits contre les mendiants & les vagabonds furent renouvelés, mais aussi inutilement qu'ils le seront toujours, tant que les maisons de travail ne seront point établies dans chaque Province.

Si l'on exécuta cette année de grandes choses, il faut convenir qu'il en coûta quelque altération au système suivi jusqu'alors. Voici les revenus & les charges.

ETAT DES REVENUS ET DES CHARGES en 1666.

	Revenus.	Charges.
Fermes générales.	43733932 liv.	15401251 liv.
Autres Fermes	620000	201032
Recettes générales des Pays d'Elections.	36084610	16594846
<i>Idem.</i> Des Pays d'Etats	1690634	1354033
Dons gratuits des Pays d'Etats & du Clergé	7119684	364774
Bois, Revenus casuels, Taillon & Solde	4336451	191320
Total	93585311 liv.	34107256 liv.
Net	59478055 liv.	

Le total des impositions étoit plus fort qu'en 1665 , de cinq millions cent trente-un mille six cent soixante-dix livres. Cependant les parties du Trésor royal n'étoient augmentées que de huit cent vingt-neuf mille six cent cinquante-six livres , parce qu'il avoit fallu remplir partie des avances faites sur les Fermes & les Recettes générales. Sur les dons gratuits , celui du Clergé formoit une somme de deux millions quatre cent mille livres ; sa pauvreté & son épuisement ne lui permirent pas d'accorder au Roi les quatre millions dont il avoit besoin. Le don gratuit fut même long-tems en balance , parce qu'on alléguait au Roi les immunités , & en même tems la promesse que Sa Majesté avoit faite dès le second contrat de ne rien demander davantage au Clergé , sous quelque prétexte que ce fût. La subvention annuelle de douze cent quatre-vingt-douze mille neuf cent six livres douze sols neuf deniers , fut renouvelée pour dix ans.

A N N É E 1667.

L'année suivante , diverses suppressions de Charges rendirent encore à la

fociété les capitaux & l'industrie de plusieurs personnes , en soulageant l'Etat. Mais pour achever la réforme , autant que pour diminuer le fardeau du Peuple , on crut nécessaire de rechercher les usurpateurs de la noblesse. Dès 1664 , toutes les lettres de noblesse expédiées depuis 1630 avoient été révoquées : leur prix avoit été si modique , que la jouissance des exemptions suffisoit pour leur remboursement. Cependant leur excès avoit rempli les campagnes de pauvres nobles , qui dans une orgueilleuse fainéantise gémissaient dans le secret sous l'honneur onéreux de leurs titres prétendus. Par la même raison , tous les privilèges accordés à la Mairie & à l'Echevinage de plusieurs Villes furent abolis & révoqués rétroactivement. Cependant ceux qui jouissoient du privilège depuis l'an 1600 , pouvoient s'y maintenir en payant une finance. La recherche des usurpateurs de la noblesse partoît des mêmes principes , & ne paroissoit pas moins intéressante pour les revenus publics , que pour relever l'éclat de la véritable ; mais par un malheur attaché à toutes les recherches fort étendues , le remède pensa être aussi funeste que le mal.

Les Traitans chargés de cette discussion se laissent corrompre par les faux nobles qui purent les payer ; les véritables Nobles furent tourmentés de mille manières , au point qu'il fallut rechercher les Traitans eux-mêmes.

La même opération fut recommencée plusieurs fois sous ce Regne , avec les mêmes suites. Ce n'est pas qu'elle fût mauvaise en elle-même , mais la manière d'y procéder l'étoit.

Nul objet de Police ne peut être perfectionné , si les besoins dictent la Loi , plutôt que l'amour général de l'ordre. C'est dans ces occasions , par exemple , que les formes sont essentielles.

La guerre déclarée à l'Angleterre avoit coûté plus de sang aux deux Nations dans l'Amérique qu'en Europe : nous les avions chassés de Saint Christophle , de Monferrat , d'Antigoa : en revanche , ils s'étoient emparés de l'Acadie. La paix de Breda remit les choses sur le pied où elles étoient auparavant ; mais elle ne dédommagea point la Compagnie des Indes Occidentales des grandes dépenses qu'elle avoit été forcée de faire à cette occasion , ni de la prise de plusieurs de ses Vaisseaux. La Compagnie des Indes Orientales fut

plus heureuse , & se soutint encore quelque tems.

Cette guerre maritime fut suivie d'une autre par terre. Le Roi fit une irruption en Flandre pour revendiquer les droits de la Reine ; ce fut moins une conquête qu'une prise de possession : mais quelque ombrage que les Hollandois en prissent , le Tarif de 1667 , pour augmenter les droits d'entrées sur les manufactures & denrées étrangères ne les allarma pas moins. Envain M. Colbert employoit les expédiens les plus puissans pour animer notre industrie ; la concurrence étrangère en ralentissoit les progrès. Le nouveau tarif eût été notre Palladium , si d'autres intérêts politiques n'eussent obligé depuis à le modérer. Tel est l'effet cependant de l'ancienneté des établissemens de Commerce ; le tems leur donne des forces au contraire de tous les autres. La raison en est simple ; le Commerce protégé accroît les concurrences intérieures en vieillissant : plus il y a de Négocians dans une Nation , plus il devient de l'intérêt des autres Nations de commercer avec elle , parce que l'on s'y contente de moindres profits. Pour se contenter de moindres profits , il faut que l'in-

térêt de l'argent soit en proportion avec eux ; & comme le Commerce en s'étendant a nécessairement étendu l'aisance nationale , l'intérêt de l'argent y baisse insensiblement de lui-même , à moins que la circulation ne rencontre des causes d'obstruction qui forcent , pour ainsi dire , la nature.

Si le tarif de 1667 eût subsisté le tems convenable, & qu'en même tems la sortie de nos Manufactures eût été plus libre , moins coûteuse , elles eussent plus sûrement répondu aux vûes du Ministre, & tous les Réglemens qu'il fit faire dans toutes ces années. Ce n'est pas que l'utilité & la nécessité de plusieurs ne doivent être reconnues : les Arts étoient nouveaux ou presque totalement oubliés par l'interruption du Commerce. Nous ignorions les goûts du consommateur étranger ; nos Manufacturiers pauvres , écrasés sous les taxes & la honte de leur état , n'avoient ni les moyens ni le courage d'aller puiser au loin des lumières ; il s'agissoit d'imiter & non d'inventer. Le Ministre donna aux ouvriers des instructions , & la plupart furent bonnes , parce qu'elles étoient rédigées par des Négocians ou des personnes expérimentées , soit dans l'art , soit

dans le Commerce étranger : chaque règle étoit appuyée de son motif ; méthode excellente qui eût embarrassé depuis bien des gens, s'ils eussent été obligés de s'y astreindre. Un Fabriquant n'est pas comme un soldat, auquel on commande une évolution, dont il doit souvent ignorer la cause ; le Fabriquant au contraire, perd courage, s'il ne conçoit ce qu'on exige de lui ; il est certainement mauvais artiste, s'il ne raisonne sur ce qu'il opere. Un autre avantage de cette méthode, c'est de mettre le Fabriquant en état de discuter sur les effets qu'on se propose : car les causes physiques ont beaucoup d'influence sur les opérations qui appartiennent à la fabrication ; & dans l'expérience ce qui paroît devoir être n'arrive pas toujours. Si ce fut un bon établissement que celui des Inspecteurs qui se fit depuis, c'en est un bien plus habile de leur avoir formé une école, & de les avoir astreints à travailler sur le métier ; ou plutôt c'est lui avoir donné le seul genre d'utilité qu'il fût possible d'en retirer ; il seroit desirable, sans doute, qu'ils pussent avoir voyagé dans tous les pays où se consomment les manufactures qu'ils sont destinés à conduire : car c'est le goût du

consommateur qui doit régler la fabrication ; c'est dans le pays de la consommation que l'on prend connoissance des étoffes étrangères qui se pourroient imiter , de l'avantage ou du desavantage que les unes & les autres ont dans leur concurrence mutuelle , des causes qui y contribuent : la maniere dont l'opération du Commerce s'y fait influence encore d'une maniere essentielle sur les mesures que les Manufacturiers ont à prendre ; enfin plus les Inspecteurs s'approcheront de la fonction de Consultants avec les Manufacturiers , ou de Professeurs des Arts , plus ils seront utiles.

Si la méthode de M. Colbert de motiver ses Réglemens étoit bonne , on peut parler très-différemment des amendes décernées à chaque article. Des amendes ne sont point des raisons , c'est tout au plus l'indication d'une volonté rigoureuse , à moins qu'elles ne regardent des choses faites contre la bonne foi ; & peut-être dans ce cas les amendes ne suffissent-elles pas. Celui qui se défie de sa main & de son adresse ne peut lire un Règlement de cette espece sans frémir ; sa premiere pensée est qu'on est plus heureux en ne travaillant pas

qu'en travaillant. Si par malheur le Règlement est impraticable, comme cela s'est vû quelquefois, l'ouvrier se dégoûte, & cesse au moins tout travail pendant le tems de la tournée de l'Inspecteur. On demande à tout homme de bonne foi, s'il feroit bien invité à une profession en lui disant : *Si vos ouvrages ne sont pas faits conformément au Règlement, pour la premiere fois ils seront confisqués & attachés sur un poteau avec un carcan, votre nom au-dessus, pendant deux fois vingt-quatre heures ; pour la seconde fois pareille peine, & vous serez blâmé ; pour la troisieme fois vous y serez attaché vous-même ?* On répondroit que cette Loi est sans doute traduite du Japonois ; non : c'est le dispositif d'un Règlement de 1670, extorqué sans doute à ce sage Ministre par quelque subalterne qui vouloit être auteur de Réglemens, pout se fonder des prétentions.

La douceur & les sages tempéramens employés aujourd'hui portent nos Manufactures plus loin que ne le peuvent jamais faire la sujétion, la dureté, les contraintes, les confiscations, les flétrissures, & même les gibets. Ces réflexions prouvent aussi qu'aux yeux de

la postérité il ne suffit pas d'avoir eu de bonnes intentions.

Les dépenses de l'Etat se soutenant toujours tant au dedans qu'au dehors , il fallut leur proportionner les revenus.

Les impositions étoient plus fortes qu'en 1666 , de dix-neuf cent quatre-vingt-six mille quatre cent vingt-huit livres. Les parties du Trésor Royal étoient augmentées de trois millions cinq cent trente-huit mille sept cent soixante-onze livres¹, parce que les charges étoient diminuées de quinze cent cinquante-deux mille trois cent quarante-trois livres. Il ne faut pas cependant croire que toutes ces charges fussent perpétuelles ; celles de ce genre étoient réduites à vingt-six millions environ : le reste consistoit en avances faites par les gens-d'affaires sur les revenus , & dont ils se payoient par leurs mains ; & quelquefois en diminutions accordées aux Provinces qui avoient souffert par quelques accidens.

RÉCAPITULATION des Revenus & des Charges de 1667.

	Revenus.	Charges.
Fermes générales	44378407 liv.	16189397 liv.
Autres Fermes	550000	190000
Recettes générales des Pays d'Élections.	36742162	13732130
Idem. Des Pays d'États	2950270	2293386
Dons gratuits des Pays d'États	4081803	150000
Don gratuit du Clergé	1200000	
Bois	617966	
Revenus casuels.	1354667	
Étapes & secondes Parties	3696464	
Total	95571739 liv.	32554913 liv.
Net	63016826 liv.	

A N N É E 1668.

La prospérité des armes du Roi continuoit cependant ; la Franche-Comté soumise en quinze jours avertit l'Espagne de se hâter de lui faire raison , & l'Europe alarmée de cette rapidité de succès, s'intéressa à les voir terminer par la Paix d'Aix-la-Chapelle. Si elle acquit à la France une très-belle portion de la Flandre , elle diminua le nombre de ses Alliés , & augmenta considérablement les dépenses de l'Etat. Il fallut pourvoir promptement à la sûreté de cette nouvelle possession par des fortifications, qui coûterent un argent immense. Le Louvre ne laissoit pas de s'élever ; les prodiges de Versailles s'avançoient , les meubles rares & précieux s'accumuloient. Cependant on supprima plusieurs droits d'Aides , à l'exception de ceux qui portoient sur les bois , le pied fourché , le vin & les boissons vendues en gros. Le fou pour livre de la vente de toutes les marchandises s'étoit encore conservé dans quelques Villes ; il y fut révoqué excepté sur le vin. Le secret d'une aisance si extraordinaire en apparence , n'étoit que le rembour-

fement fait annuellement de plusieurs parties de rentes , de gages , d'offices & autres charges sur l'Etat : tandis qu'en diminuant insensiblement la quantité des droits , on avoit accru leur produit par la facilité des consommations. Il faut convenir cependant que , suivant tous les mémoires du tems , les campagnes ne se rétablissoient pas aussi bien que le reste ; le pouvoient - elles ? Le bled , pendant toutes ces années , valoit six à huit livres le setier , c'est-à-dire , onze à quinze livres monnoye actuelle. On a déjà remarqué que pendant les trente années précédentes il s'étoit soutenu au prix de douze à dix-sept livres le setier , c'est-à-dire , vingt à trente francs monnoye actuelle. Alors les terres en produisoient plus qu'aujourd'hui , & étoient mieux cultivées.

Pour augmenter encore les revenus sans charger le Peuple , on eut recours à une réunion générale des Domaines ; sur la fin de 1667 , il fut établi une commission pour liquider tous les engagements qui en avoient été faits ; le remboursement fut ordonné sur le pied de la finance réellement payée en argent comptant , tout autre paiement fut refusé. Il est facile de concevoir que , sur

le pied où s'étoient passés ces engagements pendant les tems de trouble & de desordre, le profit du rachat devoit être immense pour le Roi. Il l'est même en tout tems, parce que les aliénations du Domaine sont le fruit du besoin, & que l'on est accoutumé à voir le Prince y rentrer dès qu'il a de l'argent à placer à douze ou quinze pour cent. Ces rachats sont même d'autant plus utiles, que dans une extrémité fâcheuse cette aliénation est beaucoup moins onéreuse à tous égards que celle des rentes. Le Roi déclara qu'il entendoit par Domaine tout ce qui avoit été uni & incorporé à la Couronne, ou tout droit dont il avoit joui pendant dix ans. Cependant on distingua les grands & les petits Domaines; par ceux-ci on entendoit les objets de peu de conséquence, ou sujets à des réparations considérables, comme petits bâtimens, boutiques, échopes, moulins, droits de pêche, bacs, &c. dont la possession fut confirmée aux Engagistes en payant annuellement le vingtième du revenu. C'étoit une belle occasion de supprimer à peu de frais tous les petits péages si onéreux au Commerce; mais, dit-on, le Domaine est sacré, & la jouissance

en fut abandonnée aux Engagistes. Le rachat s'étendit jusques aux Domaines aliénés par les Comtes & Comtesses de Provence.

La plupart de ces recherches se terminerent vrai-semblablement par des taxes, parce que c'étoit une affaire de Traitans ; & la faveur ordinaire dans ces sortes de cas procure toujours un grand nombre d'exceptions. Comme ce seroit troubler étrangement les familles que de les déposséder entierement d'un bien sur lequel elles ont compté, qu'elles ont amélioré, où elles ont fait des établissemens, & que d'un autre côté il est fâcheux d'avoir forcément recours à des impositions sur le public, lorsqu'on peut rentrer dans une propriété ; il seroit à desirer qu'on fît une reconnoissance générale de tous ces Domaines immenses, qui ont été aliénés ou usurpés, & qu'on imposât sur chacun une rente fonciere proportionnée au bon marché de l'aliénation : tous les cent ans la rente seroit accrue en raison de l'augmentation du produit des biens. Quelque modérée que fût cette rente, si l'opération étoit faite fidelement & avec intelligence, elle pourroit procurer au Roi un revenu solide & considérable.

Les Finances reçurent cette année une augmentation considérable par celle des Fermes. On voit par cet état que l'imposition générale étoit plus forte qu'en 1667 de six millions sept cent quatre mille trois cent quarante-cinq livres, & les parties du Trésor Royal augmentées d'un million cinq cent vingt-trois mille sept cent quatre-vingt-une livres.

La Charge de Secrétaire d'Etat dont M. Colbert fut revêtu, redoubla encore ses soins pour la Marine & le Commerce, comme elle augmentoit son autorité. Il faut convenir que, réunissant la Finance & la Marine, il avoit un avantage considérable pour cette dernière partie; & le Commerce en trouvoit un inestimable dans la réunion de toutes ses parties indivisibles par leur nature, sous un seul plan de conduite & d'administration.

ANNÉE 1669.

Le premier usage que fit M. Colbert de sa nouvelle dignité, ce fut d'envoyer un mémoire circulaire à tous les Consuls François sur les informations qu'il vouloit avoir des pays de leur résidence. En le lisant on verra qu'il remontoit
aux

	Charges.
Domaines . 7.	506060 liv.
Gabelles & Fern	8776313
Cinq grosses Fe	
deaux, Pater	3387866
Aides, Entrées,	7481142
Droit de fret en	43826
Gabelles de Rou	959724
<i>Idem.</i> De Lyonn	462560
<i>Idem.</i> De Prover	658462
Autres Fermes .	190000
Recettes général	12742174
<i>Idem.</i> Des Pays	2304604
Dons gratuits des	169330
<i>Idem.</i> Du Clergé	
Bois, Revenus ca	
& Etapes .	53416
	v. 37735477 liv.

Net

E T A T

DES REVENUS DE 1668.

	Revenus.	Charges.
Domaines	1212600 liv.	506060 liv.
Gabelles & Fermes de Brouage	13742000	8776313
Cinq grosses Fermes, Convoi de Bordeaux, Patentes du Languedoc	8592500	3387866
Aides, Entrées, Subvention de Rouen.	21395170	7481142
Droit de fret en Régie.	556197	43826
Gabelles de Roussillon & Languedoc . .	2335000	959724
<i>Idem.</i> De Lyonois	1563000	462560
<i>Idem.</i> De Provence & Dauphiné. . . .	2077000	658462
Autres Fermes	550000	190000
Recettes générales des Pays d'Elections	36050254	12742174
<i>Idem.</i> Des Pays d'Etats	3071124	2304604
Dons gratuits des Pays d'Etats	4997590	169330
<i>Idem.</i> Du Clergé.	186750	
Bois, Revenus casuels, secondes Parties & Etapes	5946899	53416
Total	102276084 liv.	37735477 liv.
Net	64540607 liv.	

sur les Finances de France. 377
aux vrais principes capables de guider
son administration.

*Mémoire du Roi sur ce que les Consuls de
la Nation Françoisé établis dans les
Pays étrangers , doivent observer pour
en rendre compte à Sa Majesté par
toutes les occasions.*

« Sa Majesté veut qu'ils observent
» soigneusement la forme du Gouver-
» nement des Villes où ils font leur ré-
» sidence , ensemble de tout le Pays cir-
» convoisin.

» Et comme leur principale occupa-
» tion doit être le Commerce , Sa dite
» Majesté veut qu'ils s'informent avec
» soin de toutes les denrées & marchan-
» dises qui croissent dans le Pays ;

» Des manufactures qui s'y font ;

» Quelles marchandises viennent des
» Pays éloignés , soit par mer , soit par
» terre ;

» Si c'est par caravanes comme dans
» le Levant ;

» Combien il en vient chacune an-
» née ; de quel nombre de bêtes de
» charge elles sont composées ; combien
» & de quelle qualité sont les marchan-
» dises qu'elles apportent ;

» Si les Naturels ou les Sujets du
» même Prince font quelque commerce
» par mer , soit pour apporter les mar-
» chandises ou denrées nécessaires à la
» consommation , soit pour transporter
» celles qui y croissent , ou qui sont ap-
» portées des autres Pays.

» Ou si les Naturels & les autres Su-
» jets du même Prince ne font aucun
» commerce , quelles Nations le font ,
» avec combien de vaisseaux , de quelle
» qualité , quelles & quelle quantité
» de marchandises ils apportent & em-
» portent.

» Quels avantages ils en retirent , &
» quel est l'emploi de leurs vaisseaux ,
» soit qu'ils ne servent qu'à apporter
» des Pays où ils sont & remporter les
» marchandises qu'ils tirent , soit qu'ils
» soient employés à faire le Commerce
» de Port en Port dans les Etats du
» même Prince en attendant leurs char-
» ges.

» Et en cas que diverses Nations
» étrangères y fassent Commerce, leurs
» différentes manieres , & les avanta-
» ges qu'elles ont les unes sur les au-
» tres , soit par une plus grande & plus
» exacte connoissance du Commerce ,
» soit par une plus grande économie.

» Si les marchandises viennent par
» mer, comme en Espagne & en Portu-
» gal, il est nécessaire de savoir de mê-
» me combien de vaisseaux il en vient,
» & généralement tout ce qui est ci-
» dessus dit.

» Sa Majesté veut de plus être in-
» formée de la valeur, poids & titre
» de la monnoye qui a cours en chacun
» Pays ; s'il y a change ou non ; & tous
» les changemens que le titre & le cours
» des monnoyes & du change reçoivent
» chacune année.

» Comme le plus important point de
» tout le Commerce consiste en grand
» nombre de pieces de cinq sols qui
» passent de France & d'Italie au Le-
» vant, Sa Majesté veut que les Consuls
» établis dans les Echelles du Levant
» examinent avec grand soin cette ma-
» tiere, & qu'ils lui fassent savoir leurs
» avis sur tous les expédiens que l'on
» pourroit pratiquer pour empêcher la
» continuation de ce desordre, qui tire
» tous les ans des sommes très-confidé-
» rables du Royaume, & qui abolit &
» ruine entierement nos manufactures
» pour substituer en leur place celles
» d'Angleterre & de Hollande.

» Sa Majesté veut savoir les différens

» prix , titres , coins , effigies , lieux de
» leurs fabriques , & les différentes Na-
» tions qui en portent au Levant , en
» quelle quantité , & quels avantages
» elles en reçoivent ».

Fait à Paris le 15 Mars 1669.

Il écrivit en même tems à tous les Ministres du Roi dans les Pays étrangers une lettre circulaire , par laquelle il les invitoit à lui faire part de tout ce qui concernoit la partie du Commerce , particulièrement de l'usage de nos manufactures & de nos modes dans les Pays de leur résidence ; les assûrant que ce soin devenoit une partie essentielle de leurs instructions , & qu'ils ne pouvoient mieux faire leur cour au Roi.

La communication qu'on a eue des lettres écrites par M. Colbert dans cette année , met à portée de transcrire les pieces originales , qui paroîtront instructives , soit pour connoître l'état du Commerce dans son tems , soit pour développer ses vûes , la chaleur d'intérêt qu'il prenoit au Commerce , les détails dans lesquels il convient d'entrer pour le protéger. On en usera sobrement pour ne pas fatiguer le Lecteur ,

& avec la circonspection convenable aux matieres délicates , retranchant ce qui semblera ne devoir pas être publié.

Commençons par l'instruction donnée à M. l'Evêque de Beziers , envoyé Ambassadeur en Espagne.

Mémoire servant d'instruction au Sieur Evêque de Beziers , s'en allant Ambassadeur en Espagne , sur le fait du Commerce.

« Pour bien connoître avec quel soin
» & quelle application il est nécessaire
» que ledit Sieur Evêque s'employe à
» protéger le Commerce que les Fran-
» çois font en Espagne , il est nécessaire
» qu'il observe que l'argent en barres &
» en especes , qui vient des Indes Occi-
» dentales par les Gallions & la Flotte
» de la Nouvelle Espagne , étant le seul
» qui vient en Europe , est aussi ce qui
» seul produit l'abondance ou la néces-
» sité des Etats , chacun à proportion
» que l'industrie & l'application des Su-
» jets au Commerce en attire une plus
» considérable partie.

» Les François se servent de trois

» moyens pour faire passer en leurs
» mains une partie de cet argent.

» Le premier par les toiles , étoffes ,
» merceries , quincailleries , papiers ,
» & généralement toutes sortes de mar-
» chandises que les Marchands de
» Rouen , Saint-Malo , & autres Villes
» de France , portent à la Barre de Ca-
» dix pour être chargées sur les Gallions
» ou sur la Flotte de la nouvelle Espa-
» gne , sous le nom de divers Marchands
» Espagnols , leurs amis ou leurs cor-
» respondans ; & lorsque lesdits Gal-
» lions & Flottes retournent , les mê-
» mes Vaisseaux se trouvent à ladite
» barre pour charger d'un bord à l'au-
» tre le prix de ces mêmes marchand-
» ses en barres & especes qu'ils rappor-
» tent en France.

» Le second par les toiles , papiers ,
» merceries & quincailleries qui sont
» portées par les Vaisseaux François
» dans tous les Ports d'Espagne , & par
» les voitures de terre pour la consom-
» mation du dedans dudit Royaume ,
» comme aussi par l'envoi de nos bleds
» lorsqu'il y en a nécessité.

» Et le troisieme par les Auvergnats ,
» Limosins & Gascons , qui passent en

» Espagne tous les ans, y travaillent
» aux métiers les plus vils, & en rap-
» portent tous quelque somme d'ar-
» gent, qui est considérable par le grand
» nombre.

» Les conquêtes du Roi ont produit
» un quatrieme moyen, qui consiste aux
» manufactures de Lille, Tournay,
» Courtray & Ath, qui sont portées en
» Espagne & dans les Indes, & qui pro-
» duisent de même des retours très-con-
» sidérables en argent.

» Ces quatre moyens servent égale-
» ment à attirer l'argent au-dedans du
» Royaume. Il est certain qu'à propor-
» tion que ledit Sieur Evêque de Beziers
» par son application contribuera à les
» maintenir & à les augmenter, à pro-
» portion aussi contribuera-t-il à aug-
» menter l'abondance dans le Royau-
» me, & le bon état des affaires de S. M.
» sur le fait des Finances.

» Il est donc nécessaire que le Sieur
» Evêque de Beziers s'applique & em-
» ploye tous les moyens possibles pour
» faire jouir les Sujets du Roi des mê-
» mes exemptions de visites, graces &
» privilèges, dont les étrangers jouis-
» sent, tant en conséquence des Trai-
» tés, que par l'usage de la coûtume éta-

» blie , sans toutefois rien expliquer ; &
 » qu'il prenne un soin particulier dans
 » toutes les rencontres , de faire don-
 » ner des ordres pour les maintenir dans
 » cet usage.

» Les Marchands auroient de plus
 » besoin d'obtenir l'exemption de visi-
 » tes dans leurs maisons , & qu'ils y
 » pussent tenir leurs écritures & papiers
 » en toute assurance & liberté.

» Que lorsque leurs marchandises
 » ont été portées dans leurs maisons ,
 » les Officiers ne pussent leur imputer
 » de n'en avoir pas payé les droits.

» Qu'il soit défendu à tous Juges &
 » Officiers d'y faire des visites sans cau-
 » se , & toutes les fois qu'il leur plaît ,
 » & de les constituer prisonniers sans
 » aucune formalité de Justice.

» Qu'il soit défendu à tous Juges d'é-
 » tablir aucune peine corporelle , ni
 » même de constituer prisonniers les
 » Marchands François , sous prétexte
 » qu'ils auront chargé des marchandi-
 » ses en fraude , & sans avoir payé les
 » droits , quand même ils en seroient
 » convaincus ; la peine de la confisca-
 » tion étant assez grande , pour empê-
 » cher qu'ils ne tombent dans cette
 » faute.

» Que

» Que toutes les marchandises char-
» gées sur les Gallions & vaisseaux Ef-
» pagnols ne puissent jamais être con-
» fisquées sous prétexte qu'elles ont ap-
» partenu aux François , mais seulement
» celles qui se trouveront chargées en
» leur nom.

» Que la sûreté soit établie dans tou-
» te l'Espagne , pour les marchandises
» appartenantes aux François , & qu'il
» soit défendu à tous Juges , sous au-
» cun prétexte , de les saisir ni confis-
» quer , & que la clause du Traité qui
» donne six mois aux Sujets de part &
» d'autre en cas de rupture , pour ret-
» rer leurs effets , soit soigneusement
» exécutée.

» A l'égard des deux autres moyens
» dont les François se servent , il est
» seulement nécessaire que ledit sieur
» Evêque s'informe soigneusement de
» tout ce qui se passera , donne à tous
» les François une protection toute en-
» tière , leur procurant la même liberté
» dans le Commerce qu'ont toutes les
» autres Nations.

» Donne une entrée libre à tous les
» Marchands François résidans à Ma-
» drid & autres lieux d'Espagne , les
» accueille , les écoute favorablement ,

» & fasse de vives instances pour les
» maintenir dans leur Commerce , les
» faire jouir de toutes les graces expli-
» quées par les Traités , ou dont les
» Etrangers jouissent , & même de les
» augmenter autant qu'il sera possible ,
» & que les diverses rencontres des af-
» faires en pourront donner les moyens.

» En cas qu'ils reçoivent quelques
» mauvais traitemens des Gouverneurs
» ou autres Officiers du Roi Catholique,
» soit en leurs personnes , soit en leurs
» vaisseaux ou marchandises , ce sera
» alors que par ses vives & pressantes
» instances il fera connoître au Con-
» seil d'Espagne que Sa Majesté n'est
» point résolue de souffrir que ses Su-
» jets reçoivent aucun mauvais traite-
» ment , & qu'il pourra par son appli-
» cation leur faire perdre l'habitude
» qu'ils ont eu jusqu'à présent de ne leur
» rendre aucune justice.

» Il sera nécessaire que ledit sieur
» Evêque de Beziers tienne une exacte
» correspondance avec tous les Con-
» suls François qui sont établis dans
» tous les Ports d'Espagne ; qu'il leur
» ordonne de lui donner avis de tous
» les desordres qui arriveront sur le fait
» du Commerce ; qu'il les maintienne

„ dans les fonctions libres de leurs Char-
„ ges , & prenne grand soin de leur en-
„ voyer tous les ordres du Roi Catho-
„ lique qui leur seront nécessaires , se-
„ lon les diverses occurrences , & qu'il
„ s'informe soigneusement de leur bon-
„ ne ou mauvaise conduite , pour en
„ donner avis à Sa Majesté.

„ Sa Majesté estime qu'il seroit très-
„ avantageux pour le Commerce , qu'a-
„ près que ledit sieur Evêque de Be-
„ ziers aura bien connu les talens de
„ tous les Marchands François qui ré-
„ sident à Madrid ou dans les Ports , il
„ fit choix de deux , trois ou quatre des
„ plus habiles , pour les assembler chez
„ lui une fois la semaine , & prendre leur
„ avis sur tout ce qui se pourroit faire
„ pour bonifier & augmenter le Commerce
„ des François ; & en cas que lescits
„ Marchands estiment nécessaire d'éta-
„ blir quelque personne sous lui pour
„ solliciter les expéditions , après qu'il
„ les aura obtenues , & pour prendre
„ soin & lui rendre compte du détail de
„ leurs affaires , Sa Majesté desire qu'il
„ fasse choix pour cet emploi de la per-
„ sonne qui leur sera plus agréable.

„ L'un des principaux points qu'il
„ sera nécessaire d'examiner avec les-

„ dits Marchands fera celui de l'établif-
„ fement des Juges particuliers , Con-
„ fervateurs des privilèges & du Com-
„ merce des François , dont les au-
„ tres Nations jouiffent dans les Ports
„ d'Espagne ; & en cas que lefdits Mar-
„ chands eftiment à propos d'en de-
„ mander l'établiffement , ledit fleur
„ Evêque le fera au nom de Sa Majesté.

„ A l'égard des affaires particulieres ,
„ ledit fleur Evêque eft informé de cel-
„ les de Cardoffe , des quatre barques
„ Françoises arrêtées , pillées & con-
„ fifquées dans les Ports d'Espagne ;
„ comme auffi du vaiffeau appartenant
„ à la Compagnie des Albouzemes faifi
„ dans le Port d'Alicante , & de l'affaf-
„ finat commis en la perfonne du fleur
„ Royer , l'un des intéreffés en ladite
„ Compagnie , qui étoit fur ledit vaif-
„ feau , dont les papiers font ès mains
„ du fleur Dupré qui a été laiffé à Ma-
„ drid par le fleur Marquis de Villars.
„ Sa Majesté defire qu'il s'applique à
„ terminer ces affaires , auffi-tôt qu'il
„ fera arrivé à Madrid.

„ Le fleur Evêque eft pareillement
„ informé de la difficulté qui a été faite
„ dans les Ports d'Espagne de recevoir
„ les trois vaiffeaux qui ont été char-

„ gés au Havre-de-Grace des marchan-
„ dises de Lille & autres villes conqui-
„ ses , sous prétexte de la peste ; &
„ d'autant que ces vaisseaux étoient
„ munis des certificats de santé des vil-
„ les , Gouverneurs & autres en la for-
„ me ordinaire , il paroît clairement
„ qu'ils se sont voulu servir de ce pré-
„ texte pour incommoder le Commerce
„ de ces villes. En cas que ces difficul-
„ tés ne soient pas encore terminées
„ lorsqu'il arrivera , il fera toutes les
„ instances nécessaires pour obliger le
„ Conseil d'Espagne à donner la liberté
„ entiere aux vaisseaux François & aux
„ marchandises des villes conquises ,
„ en apportant les mesures , certificats
„ de santé qui sont usités parmi toutes
„ les Nations ; & ledit sieur Evêque
„ considérera ce point comme l'un des
„ plus importans du Commerce , d'au-
„ tant que de cette liberté de porter en
„ Espagne les manufactures des villes
„ conquises dépend leur conservation
„ ou leur ruine.

„ *Fait à Saint Germain en Laye le 20*
„ *Novembre 1669* „

Le Commerce d'Espagne nous pré-
sente encore un de ces expédiens tou-

390 *Recherches & Considérations*
jours sûrs qu'employoit M. Colbert pour
réussir dans ses vûes. C'étoit l'attention
à suivre la voix publique dans le choix
des Sujets ; à les appeller sans attendre
que la recommandation les fît valoir ,
ou qu'ils formassent des demandes ; né-
cessité toujours dure pour qui n'a pas
le front de s'apprécier aux yeux d'au-
trui , & trop humiliante pour un hom-
me de cœur que le besoin y réduit.

*Dépêche du 3 Mai 1669 au sieur Fer-
manel à Rouen.*

“ Comme l'on a proposé au Roi le
,, sieur Catelan pour remplir le Consu-
,, lat de Cadix , & que Sa Majesté ne
,, veut point disposer de ces Charges, si
,, ce n'est en faveur de ceux qui se trou-
,, veront capables d'en faire exacte-
,, ment toutes les fonctions ; je vous
,, écris ces lignes par son ordre , pour
,, vous dire que son intention est que
,, vous vous informiez soigneusement de
,, tous les Marchands de Rouen qui ont
,, leur Commerce en Espagne , si ledit
,, Catelan est capable de bien exercer
,, ledit Consulat de Cadix , & s'il a tou-
,, tes les qualités requises pour les satis-
,, faire , & les bien protéger dans les

„ différentes occurrences de leur Com-
„ merce , & qu'ensuite vous m'en man-
„ diez votre sentiment. Il fera bon aussi
„ qu'en même tems vous me marquiez
„ à quoi montent les droits que le Con-
„ sul de Cadix a ordinairement à pren-
„ dre sur tous les vaisseaux pour sa sub-
„ sistance , afin que j'en puisse faire
„ mention dans les Lettres de Provi-
„ sions que j'expédierai ci-après , &
„ empêcher par ce moyen que celui
„ qui sera pourvû de ce Consulat ne
„ puisse faire aucune vexation.

» Je suis , &c.

Il ne se bornoit pas à écouter les re-
présentations du Commerce , il les pré-
venoit & cherchoit à faire , non pas le
bien qui lui paroïssoit tel , mais celui
que l'on desiroit. “ Je vous prie , écri-
„ voit-il à l'Ambassadeur de France en
„ Espagne, d'examiner s'il ne se pourroit
„ rien faire qui fût agréable aux Mar-
„ chands pour faciliter leur Commer-
„ ce ou l'augmenter. Comme les affai-
„ res qu'ils ont en Espagne demeurent
„ ordinairement long-tems indéci-
„ sées faute d'être sollicitées , il est néces-
„ saire d'y établir une personne qui ait
„ de l'intelligence & qui puisse s'appli-

„ quer uniquement au soutien & au
„ soulagement des Marchands. Je vous
„ prie de leur proposer le sieur Pierre
„ Catelan demeurant à Madrid, qui a
„ toutes les qualités nécessaires pour
„ s'acquitter exactement de cet emploi;
„ & en cas qu'ils l'agrément, vous me fe-
„ rez plaisir de me le faire sçavoir „.

On apprend dans ce tems la nouvelle du retour de la flotte des Indes Espagnoles; aussi-tôt il écrit dans tous les Ports qu'il va expédier plusieurs vaisseaux de guerre pour la barre de Cadix, afin d'y protéger la Nation, & que les Capitaines ont ordre de charger à leur bord tout ce que les Négocians desireront y être mis. Il y envoya en effet quatre vaisseaux de guerre.

Sur le simple avis qu'un bâtiment François chargé de Noirs avoit été pris par des Algériens, il s'informe dans tous les Ports à qui ce navire appartient, afin de se procurer les pièces nécessaires pour en exiger la restitution. Il écrit même à Madrid à l'Ambassadeur, parce qu'on lui avoit dit faussement que ce vaisseau appartenoit à un Négociant François résidant dans cette ville. Le propriétaire étoit de la Rochelle; il reçut la consolation de sa perte aussi-tôt

que la nouvelle ; le vaisseau fut restitué avec son chargement. Ministre admirable dans cette partie , qui n'a presque laissé que la gloire de l'imiter !

Persuadé que la présence continuelle des vaisseaux du Roi dans les principaux Havres de l'Europe est une des choses les plus intéressantes pour sa réputation & le véritable boulevard du Commerce , il obtint du Roi de Portugal l'établissement d'un magasin franc pour y déposer les munitions navales. Quelle prévoyance , quelle économie ! mais par un coup d'habileté dont notre Compagnie des Indes profita mal, il scût engager ce Prince à convenir que les deux Nations s'assisteroient mutuellement dans les Indes Orientales. Divers Consulats furent établis en Portugal ; les François soutenus par les fortes escadres qui paroissoient dans le Tage y établirent un bon Commerce.

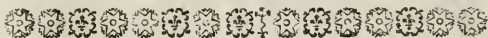
Quoi qu'en aient écrit les Anglois , ils parurent alors desirer un Traité de Commerce avec nous ; M. Colbert s'y prêta , & communiqua le projet aux principaux Négocians du Royaume : „ mais en attendant le résultat , écri-
„ voit-il à M. Colbert de Croissy, votre
„ négociation doit rouler sur deux

„ points ; l'égalité parfaite de traite-
„ ment entre les Sujets , & la liberté
„ aux deux Rois d'établir dans leurs
„ Etats telle imposition que bon leur
„ semblera , pourvû que leurs Sujets
„ y soient également assujettis.

Nous n'obtinmes pas tout-à-fait cette parfaite égalité ; mais les prétentions de nos fiers voisins étoient beaucoup plus modestes qu'en 1713 , parce que nous avions une marine redoutable.

Fin du Tome second.





T A B L E

D E S M A T I E R E S

Contenues dans le second Volume.

A

- A** *Djudication* des Fermes se fait publiquement sous M. Colbert, pag. 313.
- Agriculture*, elle est la base du commerce, 166. & suiv. la profession en est abandonnée & accablée, 169. & suiv. moyen pour la perfectionner, 178. 179. L'obligation de tirer à la milice nuit à sa perfection, *ibid.* expédient proposé sur cet article, 180.
- Aides*, comparaison de leur produit en 1683 avec celui d'aujourd'hui, 159. causes de sa diminution, 160. ce droit est mis en Ferme, 192. 193. en quoi consistent les Aides, 193.
- Aliénations*, montant de celles faites en 1617 & 1621, p. 25. on les supprime, *ibid.* moyen qu'on pourroit employer pour les rembourser, 25. 26. inconvéniens de l'aliénation des revenus, 71. la Chambre de Justice supprime divers aliénations, 191.
- Alsace*, moyens qu'il y auroit pour engager cette Province à se réunir au Royaume relativement aux douanes, 309.
- Amortissement*, le Clergé donne une somme par forme d'amortissement perpétuel des biens qu'il possédoit, 56. réflexions, 56. 57.
- Annoblissemens* faits depuis 30 ans, on les révoque, 54.
- Annuel*, on le prolonge pour neuf ans, 9. pour trois ans, 338.
- Annuités Viageres* de nouvelle invention avantageuses à l'Etat & aux particuliers, 108. annuités simples très-préférables, 111. annuités convenables pour rembourser des aliénations, 30. 31.
- Arbitraire*, abus qu'il occasionne, 15.
- Argent*, somme d'argent nécessaire pour la circulation du Royaume, 232.
- Affignations* données à ceux qui avoient avancé de l'argent au Roi, on les révoque, 95.

Bailleul (le Président de) nommé Sur-Intendant des Finances , 74. ses principes , 74. 75. sa conduite dans les Finances , *ibid.*

Baux à cheptel , l'usage en est presque tombé , 215. moyen qu'on pourroit employer pour le relever , *ibid.*

Beaucaire , les vexations des Fermiers en ont fait désertter la foire , 290.

Bestiaux , moyens employés par M. Colber pour encourager la nourriture des bestiaux , 215. leurs succès *ibid.* l'aliénation des bois & pâturages communs est une des causes de la diminution du bétail dans les campagnes , 197.

Bled , son bas prix nuit à l'agriculture , 373.

Bois , font partie des revenus du Domaine , 157. attention qu'y donne M. Colbert , *ibid.* ce qu'il y auroit à faire à cet égard , 158.

Bouthillier , Sur-Intendant des Finances , ses opérations , 54.

Bretagne , subside qu'elle accorde au Roi , 40. elle gagne considérablement à rester l'province étrangère , 310. moyens qu'on pourroit employer pour l'engager à demander l'établissement des Traités à ses extrémités , 310.

Bullion partage la Sur-Intendance des Finances avec Bouthillier , 12. réputation qu'il se fit , *ibid.*

Bureaux d'Election au nombre de vingt-deux , créés en Languedoc par ordre du Cardinal de Richelieu , 9.

C

Caisse des emprunts établie sous M. Colbert , 335.

Canada , on abandonne malheureusement à une Compagnie tout le Commerce de ce pays-là , 2. 3. puis à une autre , 3. suites de cette faute , 22.

Canal de Briare , son exécution , 46.

Canal de Languedoc , M. Colbert en fait arrêter le projet & commencer l'exécution , 326.

Canal de Narbonne , commencé & suspendu , 327. les Etats de Languedoc se sont opposés à sa continuation , *ibid.*

Cartes , causes qui ont porté cette manufacture de Rouen en Angleterre , 137.

Chambre de Justice établie sous M. Colbert , 153. sa nécessité , ses opérations , 153. 154. sa fin , 339.

Charges de la France suivant le Testament du Cardinal de

Richelieu , 67. en 1661 , p. 159. en 1662 , p. 186. en 1663 , p. 195. en 1664 , p. 330. en 1665 , p. 345. en 1666 , p. 361. en 1667 , p. 371. en 1668 , p. 376.

Charges rendues héréditaires sous M. de Sully ; on en supprime un certain nombre , 150. 362.

Clergé , il fournit de nouveau trois millions pour la prise de la Rochelle , 7. il donne encore un subside à l'occasion de la guerre après avoir fait des remontrances , 38. 39. il fournit une subvention extraordinaire assignée en partie sur les acquéreurs des biens Ecclésiastiques , 56. & en partie payée par forme d'amortissement des biens qu'il possédoit , *ibid.* remarques , *ibid.* & 57. emprunte à cette occasion sans fixer un terme pour le remboursement , 58. Les Diocèses de Rheims , Bourges & Limoges , rachettent leur cote - part de la subvention ordinaire , 85. L'assemblée du Clergé offre un don gratuit , 86. 121. & 362. il prétend retrancher les rentes créées sur son temporel , 96. suites de cette affaire , *ibid.* & 97. il accorde un don gratuit pour le Sacre du Roi , 104. pour la continuation de la guerre , &c. 118. 119.

Colbert fait Sur-Intendant des Finances , 122. 123. son habileté , 123. défaut dans son administration , 162. les suites , 163. & *suiv.* son attention à l'égard des bois , 157. 158. du tarif des douannes , 235. des Indes Occidentales , 222. il corrige divers abus dans la recette , 186. dans les péages , 187. dans la collection des tailles , 205. & *suiv.* il demande le conseil des Négocians , 228 , forme l'établissement d'un entrepôt , 312. fait faire des adjudications publiques , 313. entreprend le Canal de Languedoc , 326. établit diverses manufactures , 329. en quoi consistoit son économie , 348. réunit la Finance & la Marine , 376. envoie un mémoire relativement au Commerce aux Consuls François , 377. à l'Ambassadeur de France en Espagne , 381.

Colonies de Saint-Christophe de la Guadeloupe , leur origine , 44. berceau de celle de Saint-Domingue , 46. attention que méritent les possessions des gens de main-morte dans les Colonies , 360.

Commerce , son état en 1628 , 1. & *suiv.* en 1660 , p. 128. remontrances des six Corps des Marchands de la Ville de Paris , *ibid.* Le Commerce a pour base l'Agriculture , 167. & *suiv.*

Commerce d'Afrique , moyens employés par M. Colbert pour le protéger , 225. & *suiv.*

Commerce qui passe par les frontieres d'Anjou , gêné malgré l'Edit de 1664 , p. 280.

- Commerce des François en Espagne, en quoi il consiste, 381.*
Commerce étranger rétabli, 47.
Commerce en Barbarie, M. Colbert cherche à le protéger, 223.
Commerce de Lyon, causes de sa décadence, 143. L'augmentation des droits ibid. le changement des monnoyes, ibid. les pirateries de la mer, ibid. diminution de celui de la soye en particulier, ibid.
Commerce de la riviere de Loire est troublé par des péages & par des droits, 283.
Commerce du Nord encouragé par M. Colbert, 227.
Communautés Religieuses, Edit pour en arrêter l'accroissement, 358. autres, 359. ce qu'il y auroit à faire, ibid.
Communes, réflexions sur leur étendue, 197.
Compagnie du Canada, 3. on la supprime, 222.
Compagnie des Isles de l'Amérique, 45. elle vend en détail les concessions, 221. sa situation 222.
Compagnie des Indes Occidentales établie en 1665, p. 223. sa situation, 364.
Compagnie de Morbihan. Les Etats de Bretagne supplient le Roi de ne lui accorder aucune espece d'exclusif, 1.
Comptables, Edit qui en ordonne la recherche, 188.
Conseil Royal des Finances, son établissement, 148.
Consuls François, Mémoire qu'on leur envoie de l'ordre de M. Colbert relativement au Commerce, 377.
Contrôle des actes a nuï aux baux à cheptel, 216.

D

- Denier Saint André, son origine & endroits où il se paye, 281.*
Dentelles & ouvrages de fil, on veut les charger de droits, 129.
Dépenses de l'année 1642, p. 67. de 1660 & 1661 p. 120.
Dépopulation des campagnes, les principes, 169. voyez Population.
Dettes, on cherche à les liquider, 152.
Dettes contractées pendant les guerres, soulagement qu'on accorde aux débiteurs, 199. & suiv.
Discrédit, les causes du tems de M. Colbert, 332. 333. les suites, ibid.
Disette des grains, mauvaise maniere d'y pourvoir, 159. & suiv.
Domaine du Roy, on en recherche les usurpations 234, on réunit ceux qui sont aliénés, 373, ce qu'on entendit par Domaine, 374. maniere dont se termina cette affaire, 375.

Domaine & droit domanial, abus qu'on a fait de ces mots, 276.

Domaine forain, nature de ce droit, 238, 239.

Douane de Lyon, on en hausse les droits, 13. on en refait le tarif, 16. ses défauts, ce qu'il a d'arbitraire, *ibid.* & *suiv.* ce qu'il y a de vicieux au sujet des soyes, 16. vexations des commis au sujet des denrées dont ce tarif ne parle point, 17. voyez *Tiers-sur-Taux*.

Drogueries & *Epicerics*, droits qu'elles payent à leur entrée, 294. 295.

Droits d'entrées mis à Paris causent du mécontentement, 87. on modifie le tarif, 88. abus qui s'y trouvent, 89. on veut ajouter dix pour cent aux droits sur les marchandises fabriquées hors le Royaume, 133. L'augmentation des droits a fait tomber le Commerce de Lyon, 143. les négocians aisés ne les fraudent pas, 307. M. Colbert éteint les augmentations des droits des Fermes pour augmenter les revenus, 156. Edit du mois de Septembre 1664 pour les droits des sorties & des entrées, 241. & *suiv.* remarques sur cet Edit, 274. sources des défauts du tarif, 275. droits d'entrée & de sortie dans le Lyonnais, le Languedoc, la Provence & le Dauphiné, 286. & *suiv.* on augmenteroit la masse d'argent circulante dans ces Provinces en supprimant plusieurs droits, 297. utilité de leur uniformité dans tout le Royaume, 301. moyens d'y parvenir, 302. 303. il est une proportion entre le nombre des formalités, le prix des droits & la conservation de la recette, 307.

Droit de deux pour cent d'Arles, son origine, 291.

Droit de poids & de casse, son origine, 293.

Droit de table de mer, son origine, 292.

Droit de fret de cinquante sols par tonneau sur les Vaisseaux étrangers, établi sous M. Fouquet, 121.

E

Edits buriaux en 1645, p. 83. en 1648, p. 91. 92. en 1651, p. 104. en 1654, p. 113.

Effiat (le Marquis d'), Sur-Intendant des Finances; le génie de ce Ministre, 7. son exactitude, 7. sa mort, 11.

Emery, Contrôleur général des Finances, 74. propose une taxe sur les maisons bâties dans Paris hors les limites, 77. & d'autres expédiens, 81. Le Cardinal Mazarin l'éleve à la Sur-Intendance des Finances, 86. il fait mettre divers impôts, *ibid.* & *suiv.* il est rélégué, 94. sa conduite, *ibid.*

Emprunts de douze millions au denier quatre , 74. 75. M.

Colbert fut forcé d'avoir recours aux emprunts , 335.

Entrepôt , son établissement par M. Colbert , 312.

Epargne , Trésor de l'épargne , ce qu'il reçoit du tems du Cardinal de Richelieu , 65.

Epoque , fin de la seconde époque , 121. troisieme époque , 122.

Equivalent en Languedoc , ce que c'est , 288.

Especies , voyez *Monnoyes*.

Etoffes , permission accordée aux Ouvriers de Tours d'en faire de même fabrique , largeur & façon que les étrangers , 22.

Exclusif , les inconvéniens , 1. 2.

F

Fermes générales , on en augmente les droits d'un sol pour livre , 80. d'un autre sol , 83. de deux autres , 114. & ainsi successivement jusqu'à douze , 117. maniere dont on en devoit faire l'adjudication , 313. 314. elles augmentent considérablement en 1668 , p. 376.

Fermiers , Edit qui leur défend de rien innover dans la perception des droits , 283.

Finances , source de leur desordre , 28. & *suiv.* principes du Cardinal de Richelieu sur les Finances , 61. leur situation en 1642 , p. 65. comparaison avec celle de 1609 , p. 66. 67. projet du Cardinal de Richelieu pour les améliorer , 68. défaut de ce projet , 70. affaires extraordinaires de Finance , 76. 77. autres expédiens , 80. 81. sorte d'arrangement , 90. 91. desordre qu'il y avoit dans les Registres des Finances , 117. état où étoient les Finances en 1660 , p. 124. 125. en 1663 , p. 195. en 1667 , p. 371. causes de leur bon état , p. 369. 376.

Finances , les gros gains qui s'y font nuisent au commerce & à l'agriculture , p. 315. 316. autres inconvéniens qui en résultent , 317. sont la source du luxe , 318. profits qui s'y sont faits depuis peu , *ibid.* & *suiv.*

Financiers , on les taxe , 83. 95. Le gouvernement a-t-il besoin de leur crédit , 322.

Fouquet partage les fonctions de Sur-Intendant des Finances avec Servien , 112. ils n'en ont que le titre , *ibid.* premiere opération de Finance de M. Fouquet , 115. il en reste seul chargé , 114. obligations que lui a le commerce , 116.

G

Gages , on crée des augmentations de gages , 32. 40. 83. 104.

Galeries ,

Galeres, Règlement pour former une chiourme, 37.

Gens d'affaires, leur conduite, 125. 127. 151. a-t-on besoin de leur crédit? voyez *Financiers*.

Grains, idée qu'on avoit sur leur sortie en 1639, p. 47. le Parlement en interdit le commerce en 1661, p. 160. réflexion sur cette interdiction, *ibid.* prix du froment depuis 1596 jusqu'en 1675, p. 164. mauvais moyens de pourvoir à la disette, 160. suites de la mauvaise police observée dans le commerce intérieur & extérieur de grains. 165. & *suiv.*

Greffes des Cours supérieures, on les réunit au Domaine, 338.

H

Haut passage, nature de ce droit, 238. on le réunit avec le droit de réserve & on l'appelle le Domaine forain, *ibid.*

Hollandois font un commerce aux Isles françoises de l'Amérique, 220. on l'interdit, 223. suites de cette interdiction, 224. ils sont allarmés du tarif de 1567. p. 355.

L

Impositions, leur rigueur & leur nature sont un des principes de la dépopulation des campagnes, 169. leur état du tems du Cardinal de Richelieu, 64. 65. leur excès n'augmente pas les revenus du Roi, 129. 130. à quoi elles montoient en 1660, p. 124. 125. comparaison de l'imposition générale & des parties de l'imposition de 1683 avec celles de 1754, p. 174. causes des différences, *ibid.* manieres dont elles sont réparties dans la Généralité de Montauban, 209. sur les feux, sur l'industrie, *ibid.*

Imposition foraine, son origine, 237.

Imposition foraine d'Anjou, son origine, 240. usurpations des engagistes de ce droit, 281. 282.

Impôt, nécessité d'un impôt sur les laquais, 30. on propose au lieu des Tailles, des Aides & des Gabelles, un impôt d'un sol par jour sur les aisés, 101. 102.

Inspecteurs sur les manufactures; leur établissement, 367. 368.

Intérêt, Edit qui le réduit au denier dix-huit, 33. le Parlement refuse de l'enregistrer, 36. Edit qui le réduit au denier vingt, 340. & *suiv.* causes qui ont empêché l'intérêt de diminuer, 117.

Invalides, quelle est la meilleure maniere d'y pourvoir, 201. 202.

Isle, &c. on recherche ceux qui ont fait des entreprises sur les Isles & Iflots, &c. 234. 235.

Isle de Saint Christophle, les François s'y établissent, 43. fort de cette Colonie, 44. Compagnie formée à ce sujet, 45.

L

La Meilleray (le Maréchal de) a la Sur-Intendance des Finances, 94. 95. ses opérations, 102. 103.

Languedoc, on défend à cette Province d'emprunter sans la permission du Roi, 23. il y a dans cette Province un vice intérieur qui la dépeuplera, 213. 214. cette Province est réputée étrangère dans certains cas, & ne l'est pas dans d'autres, 288.

Levées, Edit sur celles qui se faisoient sous divers prétextes, 10.

Liard du Baron, nature & origine de ce droit, 292.

Linge, le tarif des receveurs du Trépas de Loire est falsifié pour le droit sur les ouvrages de linge, 280. préjudice qui en résulte, 281. droits excessifs de la Traite par terre, 281. & suiv.

Loire, le commerce par cette riviere est troublé par des péages & par des droits, 283. 284.

Luxe, époque du Luxe ruineux & d'imitation, 318. 319. sa progression, 319. & suiv.

Lyon, cette Ville a les droits de Resve & de haut passage, 287. 288. le Lyonnois est réputé Province étrangère, 288.

M

Maisons, on met une taxe sur celles bâties dans Paris hors les limites, 77. la Reine est obligée de modérer cette taxe quoique convenable, 78. suites de cette fausse démarche, 78. 79.

Maîtres des Requêtes, on en crée vingt-quatre nouveaux, 91.

Maîtrises, on en crée quatre dans chaque communauté à l'occasion de la Naissance du Dauphin, 40. on en crée d'autres, 84.

Manufactures, il s'en érablit plusieurs sous M. Colbert, 331. L'augmentation & la prospérité des Manufactures influent-elles sur la population des campagnes, 171, 172.

Marchandises étrangères, avantages qu'il y avoit de les faire entrer dans le Royaume par le Dauphiné, 201

Marchandises que la France envoie aux étrangers, 134. 135. celles qu'elle tire, 135. 136.

Mariages, Edit en leur faveur en 1666. p. 351. la Cour des Aides y met une modification qui en diminue les bons effets, 355. 356. on le révoque, 356.

Marine, état de la marine du Roi en 1664, p. 225. 226. en 1666, p. 346. ce qu'il y manque, *ibid.* économie qu'il employa pour la rétablir, 347.

Mazarin, conduite de ce Cardinal relativement aux Finances, 115. 116.

Milice, l'obligation de tirer à la milice nuit à l'agriculture & dépeuple les campagnes, 179. expédient qui remédieroit à ces inconvénients, 180.

Monnoyes, on fait une augmentation, 41. 42. suites qu'elle eut, 42. on ordonne qu'elles soient prises sans être pesées, 48. on est obligé de révoquer cet Edit & de décrier les especes legeres, 48. 49. avec lesquelles on en fabriqua de nouvelles, *ibid.* ce qui engagea à changer le titre de l'or, 49. on annonce une diminution par gradation, 113. Le changement dans les monnoyes a été une des causes qui ont fait tomber le commerce de Lyon, 143. 144. quelle est la quantité qu'il y en avoit en France en 1683, & celle qu'il y a aujourd'hui, 173. 174. la proportion avec les impositions, 174. 175.

Monopoles, leur abus, 2. 3.

Montauban, maniere de répartir les impositions dans cette Généralité, 209.

Moulin, on commence de s'en servir pour fabriquer des louis d'or, 50.

N

Négocians, M. Colbert réclame leur conseil, voyez *Colbert*. cette méthode est propre à entretenir de l'émulation, 229. but qu'un Négociant se propose, 305. 306. il ne fraude pas les droits s'il est à son aise, *ibid.*

O

Oâtrois des Villes, on en fait porter le montant à l'épargne, 91. leur suppression & leur aliénation, 196. 197. le Roi les partage avec les Villes, 198. il permet aux Villes de rentrer dans les biens aliénés ou échangés depuis 1610, *ibid.*

Économie, en quoi consistoit celle qu'employoit M. Colbert, 349.

Offices, les Etats de Provence rachètent par un subside une création d'offices, 10. on en crée de nouveaux, 23. que l'on supprime ensuite, 25. on révoque l'héré-

dité que l'on rétablit ensuite, 56. on crée & l'on taxe divers offices, 90. on déclare casuels tous les offices comptables, 155. le prix, les gages, l'évaluation, l'annuel de tous les offices de Justice & de Finance, avec le nombre des officiers, 231. réflexions, *ibid.*

Or filé de Milan, ce qu'il paye d'entrée, 130. 131. droit que l'on veut y mettre, 131. suites qui en résulteroient, *ibid.*

P

Pays d'Etats, leur administration n'est pas toujours la meilleure, 22.

Partisans, leur conduite, 126.

Péages, on en supprime, 119. abus auquel M. Colbert veut remédier, 187. & *suiv.*

Piraterie de la Mer font tomber le commerce de Lyon, 143. 144.

Population des campagnes, moyens de la favoriser, 171. pour la favoriser on donne un Edit en faveur des mariages, *voyez mariage*; un autre pour arrêter les Communautés Religieuses, 359. ce qu'il y auroit à ajouter, *ibid.*

Ports de Lettres, plaintes des six Corps des Marchands de Paris à ce sujet, 141. 142.

Privilèges exclusifs, leurs abus, 140. ce qu'on doit penser des privilèges donnés en faveur de certaines Villes, 311.

Privilèges, on les réduit à certain nombre en chaque Ville, 24.

Provence (la) doit-elle être réputée Province étrangère ? 286. 287.

Provinces réputées étrangères, quelles sont-elles dans l'institution, 286. division des Provinces relativement aux droits de douanne, 304. leur intérêt, 308, utilité de l'uniformité de régie dans tout le Royaume, 301,

Q

Quarantieme de la douanne de Lyon, son origine, 20.

R

Recette détaillée de l'année 1640, p. 98. 99. M. Colbert corrige divers abus à l'égard de la recette, 182.

Receveurs Généraux, arrangement pris avec eux, 181. 182. sont-ils nécessaires, 183. 184. quelle est l'utilité de leur credit. *ibid.*

Régie, son uniformité est très-désirable, 301. ce qu'on entend par-là, 310.

Rentes sur les Aides, 11. 13. 23. 29. 40. sur les cinq grosses Fermes, 41. sur les Gabelles, 11. 23. 29. 40. 41. sur les recettes générales, 40. sur les tailles, 41. on les appelloit petites tailles, *ibid.* sont la source du desordre des Finances, 40. division de toutes ces rentes en dix parties, 41. création de nouvelles rentes dont le capital devoit être fourni par les aisés, 52. on est obligé de révoquer cette création, 53. on en crée de nouvelles qu'on ne peut placer qu'au denier quatre, 74. 75. on en distribue aux Riches & aux Notables, 79. Conditions sous lesquelles le Parlement enregistra la Déclaration du Roi, *ibid.* Création d'un million de rentes sur l'Hôtel de Ville, 85. on aliène 1500000 liv. de rente sur la levée du tarif, 86. on est obligé de différer quatre quartiers des rentes, 86. 87. on continue de créer des rentes sur la Ville, 120. prix auquel elles se vendoient, 115. leur quantité en 1660, p. 105. 106. on supprime toutes celles créées depuis 1656, sauf à pourvoir au remboursement sur le pied de l'acquisition, 191. réduction qu'on fait sur toutes les rentes, 202. liquidation faite en 1665 des rentes, entr'autres de celles créées depuis 1656, p. 332. des rentes appelées petites tailles, 333. cette opération fut cause que les rentes sur les tailles furent décriées pendant tout le règne de Louis XIV. 334.

Resve, ce que c'est que ce droit, 238, on le réunit avec le droit de haut-passage, & on l'appelle domaine fœrain, *ibid.*

Revenus du Royaume dans les années 1649. , p. 98. en 1660, p. 120. en 1661, p. 159. en 1662, p. 190. en 1663, p. 195. en 1664, p. 330. en 1665, p. 345. en 1666, p. 361. en 1667, p. 371. en 1668, p. 376.

Richelieu son caractère, 59. & *suiv.* son testament politique, 60. ses principes sur les Finances, *ibid.* impositions, charges & diminutions, partie de l'épargne de son tems, 65. son projet pour améliorer les Finances, 61. 62.

Riches doivent servir de ressource dans les guerres, 70. 71.

S

Secrétaires du Roi, on en diminue le nombre, 230.

Sel, on en augmente le prix de quarante sols par minot, 87. on le diminue d'un écu, 201.

Soyes, abus du tarif de la douanne de Lyon à l'égard des soyes, 16. 17. on en diminue les droits pour favoriser les manufactures, 20. il est ordonné qu'elles passent

toutes par Lyon, 21. on en permet l'entrée par tous les ports du Royaume, *ibid.* causes qui font diminuer le commerce des foyes à Lyon, 143.

Subsistance des troupes, augmentation réelle sur les tailles sous ce nom, 78. 79.

Sully, ses principes d'administration, 161.

T

Tabac, son origine, 8. droits qu'il payoit, *ibid.*

Tailles, on remet un quart de tailles & on réduit le nombre des privilégiés, 24. on révoque l'exemption de taille de presque tous les privilégiés, 54. règlement sur les tailles dont les suites devinrent fâcheuses, 54. 55. on les met en parti, 55. on les augmente sous le nom de subsistances des troupes, 78. leur état en 1640, p. 58. leur monter & leur produit, 127. abus que produisent les restes des tailles, *ibid.* on diminue les tailles & on augmente le nombre des contribuables, 152. comparaison des tailles qui se payoient en 1683 avec celles qui se payent aujourd'hui, 174. 175. moyens qu'emploie M. Colbert pour remédier aux abus qui s'y commettent, 205. en quoi consistent ces abus, *ibid.* & *suiv.* Règlement des tailles de la Généralité de *Montauban*, voyez *Montauban*. Avantages de la taille réelle, 208. 209.

Taillon, son état en 1640, p. 98.

Tapisseries, on donne un privilège pour en faire venir, 140.

Tarifs, soins de M. Colbert à l'égard des Tarifs des douanes, 235. 236. ce qu'ils doivent être, 278. défauts de celui de 1664, p. 275. 276. le tarif de 1667 allarme les Hollandois, voyez *Hollandois*; on le modere quoique très-convenable à la France, 366. 367.

Taxe imposée sur les six Corps des Marchands convertie en droits, 91.

Terres, recherches des terres usurpées sur le Domaine, 234.

Tiers-sur-Taux de la douanne de Lyon, ce que c'est, 19. 20.

Tontine, premier établissement qui en fut fait, 105. c'est un expédient onéreux à l'Etat, 106.

Traite Domaniale, son origine, 239. comment se paye-t-elle en Provence & en Languedoc, 289.

V

Villes, on supprime ou aliène leurs octrois, 196. suites de cette aliénation, *ibid.* & *suiv.* le Roi les partage

avec elles, *ibid.* il permet aux Villes de rentrer dans leurs biens aliénés ou échangés depuis 1620, p. 198. 199. M. Colbert recommande la liquidation de leurs dettes, *ibid.* il leur est défendu d'aliéner & d'emprunter si ce n'est avec certaines précautions, *ibid.*

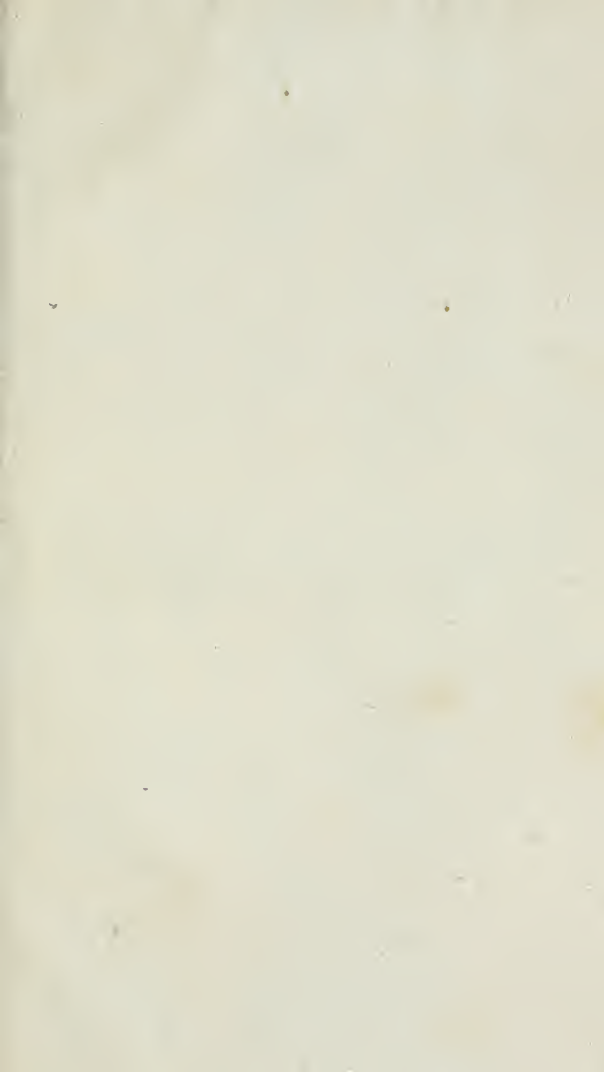
Vin, défaut du tarif de 1664 à l'égard des vins d'Anjou & du Maine, 274.

Vingtieme établi sur la vente des marchandises, 53. révoqué & conservé sur le vin, *ibid.*

Usurpations, on recherche celles du Domaine, 339. & les usurpateurs de Noblesse, 363.

Fin de la Table des Matieres du Tome second.

**THE LIBRARY
UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LOS ANGELES**



This book is DUE on the last
date stamped below

1954

University of California
SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
405 Hilgard Avenue, Los Angeles, CA 90024-1388
Return this material to the library
from which it was borrowed.

AUG 12 1989

REC'D LD-URL

01 OCT 22 1996
JUL 24 1996

01 OCT 06 1997

01 OCT 18 1999



3 1158 00575 6431

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY



A 000 218 098 2

University of California
Southern Regional
Library Facility